L'AUTOGESTION DANS L'ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE

La révolution espagnole forme un chapitre de la lutte mondiale des travailleurs pour leur émancipation. Mais sa connaissance est brouillée par ce qui a fini par devenir mythes; le Front populaire, l'Union des frères prolétaires (connue par le sigle U.H.P.), les masses armées, l'aide de l'Union soviétique, les réalisations économiques des anarchistes.

C'est avec sympathie, mais sans autocensure, que l'expérience d'autogestion est examinée dans ce livre. Entre l'enthousiasme des anarchistes et la véhémente critique des communistes, réussites et échecs sont réexaminés. La reconstruction économique entreprise spontanément dès le début de la guerre par une large partie des travailleurs, dans un esprit anarchiste — et pas uniquement par des anarchistes; également par des socialistes et par des communistes —, se heurta très tôt aux manipulations des appareils politiques, y compris des organisations anarchistes elles-mêmes. L'hostilité des républicains à l'autogestion des travailleurs est peu connue. Une anthologie de textes, extraits de discussions menées dans des assemblées de travailleurs, pendant la guerre civile, permet au lecteur de découvrir cette opposition. Un grand nombre de documents, de statistiques, de témoignages sont publiés pour la première fois.

François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

IMPRIMERIE GROU-RADENEZ - 75006 PARIS

ISBN 2-7071-0873-1

frank mintz

l'autogestion dans l'espagne révolutionnaire

françois maspero textes à l'appui

frank mintz

l'autogestion dans l'espagne révolutionnaire

françois maspero / textes à l'appui



frank mintz

l'autogestion dans l'espagne révolutionnaire

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé, 5e
PARIS
1976

© Librairie François Maspero, Paris, 1976
ISBN 2-7071-0873-1

Présentation

J'ai commencé à préparer ce travail en 1964 pour connaître et approfondir la portée ou l'échec de l'autogestion durant la guerre civile, sans respecter aucun tabou ni aucune virginité. Pour éviter le dogmatisme et les doutes sur les faits, j'ai donné et localisé mes sources.

Pour moi, le principal enseignement de l'expérience espagnole est que l'autogestion est inséparable de changement social violent antiautoritaire, car c'est le seul qui peut et sait mettre un terme à la violence aveugle. Toute idéologie (qu'elle s'appelle armée, dirigeants anarchistes ou marxistes-léninistes, même situationnistes, selon les lieux et les époques) qui veut mettre « de l'ordre et de la discipline » d'en haut, sans consulter la base et sans être changée ou révoquée par elle, est la façade, puis la responsable de la contre-révolution et de la violence permanente — bien qu'avec des rémissions — qui engendrent les camps d'extermination ou de rééducation, comme au Chili, à Cuba, en Chine, en U.R.S.S., sans oublier les multiples pressions du système occidental.

Cette étude a été présentée en espagnol comme diplôme d'études supérieures à l'Institut hispanique de Paris, sous la direction de A. Rumeau, et obtint la mention « assez bien ». Je l'ai rédigée dans le même esprit qu'aujourd'hui.

La critique a reproché au livre d'être « précis dans le détail

et [de] constituer un excellent instrument de travail, mais lourd et indigeste pour le lecteur moyen[1] *». Je réponds que je ne sais pas ce qu'est un lecteur moyen, et que je préfère que les gens réfléchissent, plutôt que de prendre des vessies pour des lanternes (même si c'est ma lanterne... ou ma vessie). Peirats a constaté que « si le résultat est aléatoire, on ne peut accuser que l'ensemble des circonstances qui vont du manque de préparation à la négligence littéraire de nous (anarchistes et cénétistes espagnols) qui avons fait l'histoire avec notre cœur et nos muscles*[2] *». Je passe sur les éloges et je finis avec Abad de Santillan : « Ce n'est pas une apologie, c'est une compilation impartiale, objective, qui informe et oriente sur un sujet qu'on ne peut ignorer, oublier et déformer*[3]*. »*

Pourquoi cette réédition ?

Uniquement parce que j'ai trouvé plus de documentations (qui augmentent d'un tiers le livre) et des données inédites et précises. J'ai également plus élaboré mes conclusions. L'essentiel de cet apport provient d'un séjour aux archives militaires de Salamanque en 1975, grâce à l'amabilité du « vice-almirante » Fontan Lobo, et de tout le personnel des archives.

Dans la première édition je remerciais les rares personnes qui m'avaient aidé — vu le manque de documentation — tant par leur personnalité que leurs documents : Fontanillas Antonia, Fornas Josep, Gomez Pelaez Fernando, Grigorof Guéorgui, de Jong Rudolf, Lagant Christian, Lambéret Renée, Llop José, Mas Valerio, Pujol Rafael, Rumeau A., Sarrau Liberto. Depuis, je tiens également à remercier Armario Manuel, Arquer Jordi, Brey Gérard, Cañete Antonio, Gomez Francisco, Oriol R., Vargas Antonio.

Paris, avril 1976.

1. M. Joyeux, in *Le Monde libertaire*, novembre 1970.
2. *Frente libertario*, mars 1971.
3. *Reconstruir*, mai 1971.

Une compréhension correcte des événements espagnols dépend en grande partie d'une compréhension correcte de l'anarchisme (1937).

Franz Borkenau, *The Spanish Cockpit*, Londres, 1937, p. 18.

Le jour viendra où il faudra résumer les leçons de l'expérience de notre révolution (1940).

Diego Abad de Santillán, *Por qué perdimos la guerra*, Buenos-Aires, 1940, p. 57.

Les anarchistes eux-mêmes, qui étaient et qui sont les plus intéressés à la publication de l'œuvre des collectivités, n'ont donné, dans le meilleur des cas, que des rapports très limités. Les témoignages des témoins oculaires ont en outre une valeur fragmentaire qui rend difficile la généralisation (1953).

Stephen John Brademas, *Revolution and Social Revolution, Contribution to the History of the Anarcho-Syndicalist Movement in Spain* : 1930-1937, thèse dactylographiée, Oxford, 1953, p. 313.

Introduction

L'anarchisme a été dans l'histoire espagnole récente le foyer de presque toutes les agitations sociales, au point que toutes les organisations et partis politiques de gauche en sont issus. A la suite de la scission de l'Alliance bakouniniste en 1872 et du départ des marxistes, Pablo Iglesias et ses partisans fondèrent le parti socialiste, et après l'échec d'une première tentative syndicale, l'Unión General de Trabajadores (U.G.T.). Lors de la révolution russe il y eut de violentes discussions avec des éléments marxistes, et Nin et Maurin quittèrent la C.N.T., Confederación Nacional del Trabajo, la centrale anarcho-syndicaliste, pour former avec d'autres éléments le parti communiste. Ces militants, après leur expulsion du P.C., créèrent plusieurs groupes qui finirent par s'unir dans le Partido Obrero de Unificación Marxista (P.O.U.M.).

Ce caractère nous montre déjà la force et la faiblesse de l'anarchisme espagnol : c'est un mouvement syndical de masse, puissant et dans de nombreuses provinces, majoritaire — nous ferons plus loin un bilan géographique de ses forces —, et il est donc la cible soit de la critique et des flatteries des personnes qui lui sont extérieures, soit de l'arrivisme de certains de ses militants.

L'importance, la grandeur du mouvement anarchiste espagnol

pose inévitablement le problème de la cause d'un développement aussi profond en Espagne et, non dans d'autres pays.

Nous allons donner brièvement notre point de vue, en critiquant toutes les interprétations totalitaires. Presque toutes se fondent sur le fait que l'Espagne est différente, particulière, etc., et étant donné que l'anarchisme est un mouvement « extravagant », il est normal qu'il ait été fort en Espagne. Mais voyons plus en détail.

En 1856, Karl Marx écrivait : « ... Les classes moyennes européennes sont obligées de comprendre qu'elles n'ont que deux issues : ou se soumettre à un pouvoir politique qu'elles haïssent et renoncer aux avantages de l'industrie et du commerce modernes et aux rapports sociaux qu'ils impliquent, ou bien sacrifier les privilèges que l'organisation moderne des forces productives de la société, dans sa phase primaire, a accordé à une seule classe. Il est aussi impressionnant qu'inespéré que cette leçon apparaisse même en Espagne [1]. »

Et la satisfaction de Marx se poursuivait : « La prochaine révolution européenne trouvera une Espagne mûre pour y collaborer. Les années 1854-1856 ont été des phases de transition par lesquelles il fallait passer pour arriver à cette maturité [2]. »

La pénétration en 1868 — à l'occasion d'une certaine libéralisation — des idées de la Première Internationale confirme la vision de Marx que Bakounine partageait : plus encore, l'Espagne devint la section la plus puissante de l'Association internationale des travailleurs avec 40 000 affiliés en juin 1870, 25 000 en décembre 1872 juste après une période d'interdiction, 50 000 en 1873.

Cependant, le développement spectaculaire du mouvement des travailleurs espagnols — ouvriers et paysans réunis — se fit sous la direction des anarchistes presque exclusivement. Il y eut une tentative d'organisation marxiste dirigée par le propre gendre de Marx, Paul Lafargue — réfugié de la Commune de Paris en Espagne et particulièrement préparé puisqu'il comprenait le castillan, car il était né à Cuba. Le rôle de Lafargue constitua une tentative réelle de destruction : il publia les noms des militants importants de l'Internationale sous le prétexte qu'ils étaient bakouninistes, en fait pour que la police les connût... Malgré cette magouille, la section espagnole de l'Internationale de tendance bakouniniste resta unie et elle atteint les 50 000 membres, alors que cette même année 1873 l'organisation parallèle formée par Lafargue devait se dissoudre par manque de force.

1. 8 mai 1856 ; in *La Révolution espagnole*, Moscou, s.d., p. 150.
2. *Ibid.*, p. 157.

Cette situation d'échec en Espagne pour le marxisme explique le ton du texte de Friedrich Engels, *Les Bakouninistes en action*, de 1873, brochure classique des propagandes soviétique, chinoise et trotskyste de différents sigles.

Examinons ce texte, car il contient les éléments fondamentaux de l'analyse marxiste.

« L'Espagne est un pays très arriéré industriellement, et, donc, on ne peut encore parler d'une émancipation *immédiate* et complète de la classe ouvrière. » L'insurrection des républicains ou bourgeois fédéralistes contre les bourgeois centralistes « ne pouvait être utilisée que par l'intervention *politique* active de la classe ouvrière espagnole ».

Cette affirmation théorique est en contradiction avec l'histoire du mouvement des travailleurs espagnols jusqu'en 1873 : incendies de fabriques textiles en 1835 ; première grève générale en Catalogne et dans la péninsule en 1855 ; première grande insurrection paysanne en Andalousie et répartition des terres par plus de 10 000 paysans à Loja — Grenade — en 1863. C'est-à-dire qu'à aucun moment, et jusqu'en 1873, l'alliance avec la bourgeoisie ne fut cherchée ; et si les hommes d'Etat espagnols ont démontré quelque chose de clair, c'est justement leur incapacité à trouver des réformes.

« De cette ignominieuse insurrection, la seule chose qui nous intéresse ce sont les exploits encore plus ignominieux des anarchistes... » « A la tête de 5 000 hommes, [l'anarchisme] se battit durant vingt heures contre 32 gardes et quelques bourgeois armés ; il les vainquit une fois qu'ils eurent épuisé leurs munitions, et il perdit, au total, *dix hommes*. On voit que l'Alliance [l'anarchisme] inculque à ses initiés la sage sentence de Falstaff que " le plus grand mérite du courage est la prudence ". » « En un mot, les bakouninistes espagnols nous ont donné un exemple parfait de comment *ne pas* faire une révolution. »

James Guillaume répondit ainsi à Engels : « On sait que les

ouvriers n'avaient pour toutes armes qu'environ un millier de fusils de tout système et de tout calibre ; ils manquaient de munitions ; leurs adversaires les bourgeois, aidés de la police municipale, bien armés, bien barricadés, occupaient l'hôtel de ville et les maisons avoisinantes ; pour les déloger, on dut brûler plusieurs maisons, et M. Engels trouve encore moyen de faire de l'esprit à ce sujet. » « Peut-on voir quelque chose de plus révoltant que ces froides railleries sur des cadavres ? M. Engels est un riche manufacturier retiré des affaires ; il est habitué à regarder les ouvriers comme de la chair à machines et de la chair à canon ; cela explique ses doctrines et son style [3]. »

Outre son plaisir pour la défaite des travailleurs, Engels utilise le bluff comme analyse politique : à Valence, avec « les internationaux authentiques » (les marxistes), il y eut une lutte héroïque. Mais en fait, ce sont des travailleurs aussi anarchistes que ceux qu'Engels critique, et Guillaume décrit leurs sections. A Carthagène, « le gouvernement mit en liberté les dix-huit cents forçats qui étaient enfermés dans le bagne de la ville — les voleurs et les assassins les plus dangereux de l'Espagne. Cette mesure *révolutionnaire* a été conseillée par les bakouninistes : cela ne peut faire aucun doute après les révélations du Rapport sur l'Alliance ». Cette évidence ne fut niée que par la réalité, parce qu'il n'y avait pas d'anarchistes à Carthagène. La grande compréhension d'Engels pour la délinquance ne manque pas de surprendre...

Quant à l'opinion des travailleurs espagnols eux-mêmes, la commission fédérale la donnait ainsi : « Quelques-uns de nos frères d'Italie ont cru que le mouvement cantonaliste, c'est-à-dire celui des républicains fédéraux intransigeants, était un mouvement internationaliste, alors que c'était un mouvement politique créé par les politiciens et sans contacts avec les internationaux. Vu le manque de générosité des fédéraux intransigeants et en raison d'un programme presque semblable à celui des bénévoles, il s'ensuit qu'ils ne prennent les armes que pour satisfaire leurs ambitions et leurs desseins personnels [4]. »

3. 9 novembre 1873 ; cité par G. Ribeill, *Marx/Bakounine*, 10/18, Paris, 1975, t. II, p. 365, 366.
4. *Libro copiador de la Federación Regional Española*, N 1040, 447-9, cité par Miklós Molnar, *Anarchici e Anarchia nel mondo contemporaneo*, Turin, 1971.

Devant le bluff et l'amalgame d'Engels, James Guillaume concluait : « Maintenant nous voyons clairement que les Marx, les Engels, et toute leur séquelle, ce n'est pas une école socialiste ayant une doctrine plus ou moins erronée : c'est tout simplement la *réaction*, absolument comme Mazzini, Bismarck, Castelar et M. Thiers. »

Scientifiquement et dialectiquement Engels continuait à affirmer en 1878 : « Nous pouvons prédire sans crainte de nous tromper que dès qu'une convulsion politique quelconque offrira la possibilité aux ouvriers espagnols d'avoir de nouveau un rôle actif, la nouvelle lutte ne sera pas entreprise par les bavards " anarchistes ", mais par la petite organisation d'ouvriers conscients et énergiques qui en 1872 est restée fidèle à l'Internationale [5]. »

En fait, la centrale anarchiste fut toujours majoritaire : 52 000 affiliés contre 15 200 à l'U.G.T. en 1900 ; si en 1911 l'U.G.T. avait 80 000 membres contre 30 000 à la C.N.T. à sa fondation, en 1919 l'U.G.T. en avait environ 200 000 et la C.N.T. 755 000.

La lenteur de la croissance du socialisme espagnol est plus nette en comparant aux autres pays : « A la fin du siècle alors que leurs coréligionnaires du continent donnaient le ton à la politique européenne, en Espagne il n'avait pas réussi à amener au Congrès un seul député [6]. »

Et cette lenteur affecta également le développement du parti communiste dépendant de Moscou et de l'autre, aussi marxiste mais opposé à Moscou. Leurs explications sont répétitives de celles d'Engels : le pseudo retard de l'Espagne et la disparition prochaine de l'anarchisme : « retard économique et social de l'Espagne [7] », selon Dolores Ibarruri : « le lent développement industriel du pays [8] » ; « C'est un fait que l'anarchisme n'a été influent que dans les pays de faible développement industriel [9] » ; « Rien d'étonnant à cette victoire dans ce pays où tant de liens

5. *Acerca del anarquismo y el anarcosindicalismo*, Moscou, 1973, p. 150.
6. *Fernanda* Romeu, *Las Clases trabajadoras en España*, Madrid, 1970, p. 39.
7. *A los trabajadores anarquistas*, Mexico, 1953, p. 5.
8. *Historia del Partido Comunista de España*, Paris, 1960, p. 14.
9. Andrés Nin (1928), in *El Arraigo del anarquismo en Cataluña*, Barcelone, 1973, p. 115.

rattachent l'ouvrier d'industrie au paysan sans terre[10] » ; « Et l'anarchisme, qui a donné désormais tout ce qu'il pouvait donner, qui a démontré son incapacité fondamentale en tant qu'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, disparaîtra d'un des réduits qui lui restent[11] ».

Quant aux historiens officiels, c'est-à-dire bourgeois, il est normal que, comme autoritaires, leur démarche ressemble à celle des marxistes. Brenan affirme que c'est le millénarisme, un désir d'égalitarisme médiéval, et H. Thomas, Joll, Hobsbawn le répètent consciencieusement sans le citer. En Espagne, Nazario Gonzalez tente d'approfondir cette interprétation.

Bien qu'apparemment plus nuancées, les idées de Franz Borkenau et Pierre Vilar répètent le cliché de l'anarchisme poids du passé. Et Anton Pannekoek et Castoriadis, théoriquement libertaires, passent sous silence le rôle de l'anarchisme espagnol ou le jugent en répétant les lieux communs léninistes.

Même la vision des anarchistes des raisons de leur succès est criticable. A côté d'une analyse générale exacte de Renée Lambéret soulignant les divisions naturelles géographiques propices aux idées fédéralistes, le poids de l'exploitation inique sur le terrain de l'industrie et de l'agriculture, le sérieux des travailleurs espagnols, on trouve des explications baroques sur l' « anarchisme du tempérament espagnol »[12], pour ne pas citer des articles de presse parlant de l'immortelle C.N.T., phénix renaissant de ses cendres...

Gerald Brenan a cherché avec un certain succès à dessiner et délimiter géographiquement les anarchistes et les socialistes ; il semble également que la division en classes sociales ait attiré certains chercheurs, mais « à Valence, à Castellon les paysans prospères appartenaient à la droite catholique ou bien au parti républicain, de même que dans la fertile vallée de Grenade ils étaient socialistes[13] », les typographes étaient socialistes à Madrid, anarchistes à Barcelone, les mineurs asturiens étaient socialistes avec une forte minorité anarchiste et les mineurs

10. P. Broué, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Editions de Minuit, p. 41.
11. Andrès Nin, *loc. cit.*, p. 120.
12. Peirats, *La C.N.T. en la révolución española*, t. 1.
13. F. Romeu, *op. cit.*, p. 40.

catalans étaient anarchistes, les dockers de Barcelone et Gijon étaient anarchistes et à Séville ils étaient communistes[14], et on pourrait allonger la liste avec les paysans pauvres, anarchistes en Aragon, républicains autonomistes en Catalogne, socialistes en Castille, socialistes et anarchistes dans le Levant...

Pour nous, le facteur explicatif est que l'anarchisme fut une tactique qui répondait aux besoins des travailleurs et qui fut la première qui apparut en Espagne. Par conséquent les autres mouvements n'avaient pas la possibilité de se développer.

Deux marxistes ont constaté à peu près la même chose :

« ... Une autre raison importante du renforcement et de la croissance de l'influence anarchiste en Espagne fut son caractère même organisationnel : les agitations anarchistes furent fondamentalement souples, reliées aux formes nationales traditionnelles d'organisation et de combat, adaptées au niveau de conscience des révolutionnaires, et même des masses non mûres. » « De cette façon, en Espagne, l'anarchisme ne se limita pas à la propagande des utopies sociales et des actes terroristes. Il lança des actions de masses et obtint quelques succès pratiques. Après un développement d'un demi-siècle, cette tradition du mouvement anarchiste devint une force matérielle, sérieuse, facteur du renforcement ultérieur de son influence[15]. »

« 1) Les anarchistes espagnols comprirent le problème paysan bien avant les socialistes, et prirent racine, dès le départ, en Andalousie, qui est le creuset de la question agraire espagnole. [...] 3) Les anarchistes étaient des propagandistes formidables et infatigables [...] 6) Les anarchistes comprirent l'importance qu'a l'éducation de la jeunesse pour former les combattants de demain, et ils créèrent les écoles rationalistes [...] 8) Les anarchistes, sans cesse persécutés, acquirent la pratique d'agir dans l'ombre, dans la clandestinité, tandis que les socialistes cherchaient à ne pas enfreindre les lois établies [...] 12) Les anarcho-syndicalistes comprirent avant les socialistes l'intérêt de transformer les sociétés de métier en syndicat d'industrie. L'apparition du syndicat unique (syndicat d'industrie) fut révolutionnaire

14. Selon Romero Maura, *The Spanish Case. Government and Opposition*, 1970.
15. K.L. Maidanik, *Ispanski proletariat v natsionalno-revoliutsionnoï voine 1936-1937*, Moscou, 1960, p. 34, 35.

et donna aux anarcho-syndicalistes un tel élan que la majorité de la classe des travailleurs espagnols gravitait autour de la Confédération nationale du travail. 13) Et, dernier élément et non des moindres, les anarchistes firent preuve d'une imagination qui manquait aux socialistes [16]. »

Ces deux jugements de deux adversaires des anarchistes (un bolchevik russe et un dirigeant du P.O.U.M.) expliquent largement la raison de la suprématie anarchiste en Espagne. Si dans d'autres pays l'anarchisme fut différent, c'est qu'il n'arriva pas à temps, ou qu'il n'eut pas le temps de s'implanter.

Nous croyons que les problèmes de gestion collective — tant sous la forme des collectivisations que dans les théories de fédéralisme et de contrôle réel et permanent du gouvernement par les citoyens — ont plus de possibilités d'application qu'auparavant. Il nous semble qu'il est en train de se produire un double mouvement psychologique vers cette tendance.

Dans les pays les plus avancés, le centralisme politique et économique conduit à l'affaiblissement stratégique du pouvoir (centre vital de destruction facile), à la concentration irrationnelle des industries (déséquilibres régionaux), à la dépolitisation de la masse qui ne comprend pas la complexité de l'administration. C'est pourquoi certains groupes sociaux (économistes, politiciens, religieux, etc.) tendent chaque fois plus à essayer d'intégrer, de « responsabiliser » l'être humain en présentant des doctrines de participation de l'ouvrier à la gestion de l'entreprise, de « décongestion » économique, etc. Après les événements de mai-juin 1968, le gouvernement français a pris plusieurs mesures — participation, régionalisation — qui sont en fait l'aveu de l'inadaptation multiséculaire de la centralisation française.

Dans les pays dits sous-développés, des motifs entièrement différents poussent à une vision semblable. Les conceptions sociales mettaient plus en relief l'individu ; les villages, les cellules de population étaient plus autonomes ; parfois les masses

16. J. Maurin, épilogue de 1964, *Revolución y Contrarrevolución*, Ruedo ibrico, Paris, 1966.

sont intervenues directement dans la politique (guerre de libération) et les hommes d'Etat leur donnent une certaine importance réelle.

D'autre part, certaines expériences exercent une grande attirance sur certains pays. Mais il se présente de nombreuses difficultés pour pouvoir les étudier convenablement : ignorance de la langue (Yougoslavie, Russie, Chine ; pour Israël le cas est différent, car l'hébreu est d'emploi récent) et impossibilité de contrôler ou de recueillir des chiffres, des statistiques personnelles (Russie, Chine, Yougoslavie ; pour le Mexique et Israël, il y a plus de facilités).

Curieusement, malgré une propagande parfois intense, il apparaît que les connaissances et les études que l'on nous donne manquent de base scientifique. Dans ces conditions, nous ne prétendons nullement avoir plus de bases ou faire une étude plus sérieuse que les autres. Mais nous nous étonnons du silence, de l'oubli où sont laissées les expériences espagnoles qui, selon nous, dépassent les autres en beaucoup d'aspects.

Silence bien naturel, comme le souligne Noam Chomsky, de la part des autoritaires de gauche et de droite : « Dans les ouvrages d'histoire récents, cette révolution essentiellement anarchiste, aboutissant à un changement social important, est traitée comme une sorte d'aberration, un fâcheux contretemps qui empêchait de poursuivre victorieusement la guerre et de protéger le régime bourgeois menacé par la rébellion franquiste [17]. »

Notre schéma de travail repose sur trois questions : pourquoi de la collectivisation, comment, apports et caractères originaux.

Jusqu'à présent, presque toute la documentation consiste en témoignages, d'importance variable, sans qu'il existe de synthèse. C'est pourquoi nous avons pensé que par la recherche d'une nouvelle documentation et une étude de type statistique, nous pourrions donner une vision d'ensemble qui, actuellement, n'existe pas en fait.

17. N. Chomsky, *L'Amérique et ses nouveaux mandarins* (1968), p. 259.

Ensuite, dans des travaux postérieurs, personnels ou autres, on devra choisir les cas les plus importants, puisque pour le moment ils ne se détachent pas encore du cadre.

Quant à la méthode de recherche, nous sommes partisans de l'érudition, car c'est le seul moyen et le seul remède pour éviter le dogmatisme et les synthèses trop hardies. Nous ne croyons pas en cela atteindre l'objectivité, mais, sûrement, le sérieux.

I

Pourquoi l'autogestion ?

1

L'Espagne et le collectivisme

Sémantique du mot « collectivisme » et de ses dérivés

Cette étude n'est pas indispensable, mais il existe un grand arbitraire dans l'emploi des termes politiques. De nos jours, chaque Etat « planifie », « socialise », « nationalise » et parfois « collectivise ». Cependant ces mots ont eu un sens originel et, par conséquent, ont désigné des réalités. C'est pourquoi nous essayons d'esquisser l'histoire de l'usage du mot « collectivisme » par rapport à l'Espagne.

Nous étudions tout d'abord l'apparition et la formation du mot et de la doctrine.

La fondation de la Première Internationale en 1864 donna lieu à des discussions sur le présent et l'avenir de la classe ouvrière [1].

A ce moment, le communisme et les communistes désignaient les partisans des communautés religieuses et les cabe-

1. Max Nettlau, *Enrico Malatesta. La vida de un anarquista*, Buenos Aires, 1923, p. 95.

tistes, ces termes étant tombés en désuétude parmi les internationalistes.

L'Internationale était composée de divers courants. Le problème du « passage de la terre à la propriété collective » opposait les proudhoniens — partisans de la propriété individuelle — aux « collectivistes », qui étaient les socialistes étatistes — tels que Marx et Engels — et les socialistes anti-autoritaires — bakouninistes. Le congrès de Lausanne (1867) renvoya la motion au congrès de Bruxelles (1868) où elle fut adoptée [2].

Les « collectivistes » étaient donc les partisans de la propriété collective, c'est-à-dire non individuelle, non capitaliste, et le mot englobait les marxistes comme les bakouninistes [3].

En 1878, Jules Guesde publia *Le Collectivisme*, brochure dans laquelle les marxistes adoptaient officiellement le mot « collectiviste » pour se définir : « Le collectivisme ne se distingue pas du communisme scientifique tel qu'il est sorti de la critique maîtresse de Karl Marx. Si cette appellation a prévalu en France, c'est que, pour les besoins de notre propagande, il y avait lieu de nous distinguer des divers systèmes communistes qui, forgés de toutes pièces par des hommes de plus ou moins bonne volonté ou de génie, versaient tous dans l'utopie [4]. »

Guesde employait le mot anarchie pour désigner le désordre de la production capitaliste [5]. Il le faisait pour discréditer les bakouninistes. En effet, le mot avait été employé par Proudhon comme synonyme de non-gouvernement, de non-oppression : « L'anarchie est, si je peux m'exprimer de la sorte, une forme de gouvernement, ou constitution, dans laquelle la conscience publique et privée, formée par le développement de la science du droit, suffit seule au maintien de l'ordre et à la garantie de toutes les libertés, où, par conséquent, le principe d'autorité, les institutions de police, les moyens de prévention et de répression, le fonctionnarisme, l'impôt, etc., se trouvent réduits à leur expression la plus simple ; à plus forte raison, où les formes monarchiques, la haute centralisation, remplacées par les institutions fédératives et les mœurs communales, disparaissent [6]. »

2. James Guillaume, « Il colletivismo dell'Internazionale », in *Volonta*, Gênes, février 1963 (article de 1910).
3. Nous écartons les usages antérieurs du mot ; voir Desroches, *Archives internationales de sociologie de la coopérative*, Paris, n° 13, p. 6 ; pour la terminologie, on peut aussi consulter *Noir et Rouge*, n° 41, p. 2.
4. *Le Collectivisme*, Paris, 1945, p. 7.
5. Engels également, dans l'*Anti-Dühring*, Paris, 1950, p. 319.

Les bakouninistes, pour cette raison, se disaient anarchistes, mais plus couramment ils se donnaient le nom de « socialistes anti-autoritaires [7] ».

A partir de 1875 environ, des discussions de doctrines éclatèrent entre les anarchistes. La majorité était collectiviste : selon elle, dans la nouvelle société, le travailleur recevrait le produit intégral de son travail. Mais une minorité sans cesse plus nombreuse objecta que ce système entraînerait des inégalités du fait que les travailleurs peu habiles toucheraient moins et que, en fin de compte, il y aurait apparition et développement de nouveaux privilèges. Le produit du travail devait donc être propriété collective et mis à la disposition de tous selon les besoins [8].

Cette nouvelle doctrine était le communisme et elle fut peu à peu acceptée au lieu du collectivisme. Le terme « communisme anarchiste » est apparu pour la première fois en 1876 [9].

Les communistes anarchistes étaient les socialistes anti-autoritaires, et les collectivistes les socialistes marxistes.

En 1898, avec l'adoption en France des lois anti-anarchistes encore en vigueur, Sébastien Faure employa le mot « libertaire » pour pouvoir continuer ses activités [10].

L'anarchisme espagnol suivit l'évolution du mouvement international, mais resta fidèle au collectivisme plus longtemps que les autres pays. En effet, les premiers périodiques communistes, anarchistes sont publiés seulement en 1886 [11], mais les brochures restaient sur une position collectiviste. Ricardo

6. *Justice et Liberté*, textes choisis, Paris, 1962, p. 81.
7. Luigi Fabbri, *Dictadura y Revolución*, Barcelone, 1938, p. 101.
8. Max Nettlau, *op. cit.*, p. 96.
9. *Ibid.*
10. Brenan, *El Laberinto Español*, Paris, 1962, p. 319. Il y a également les mots *acracia* et *ácrata* qui apparurent en Espagne en 1884 (Nettlau, *Breve Storia dell'Anarchismo*, Cesena, 1964, p. 199). Cette diversité amena des discordances : voir *Tierra y Libertad*, Mexico, novembre 1960, par exemple.
11. Lamberet, *Mouvements ouvriers et socialistes (chronologie et bibliographie)* 1750-1936, Paris, 1953, p. 57.

Mella était le défenseur de cette tendance. En 1890, il reçut le prix du second concours littéraire socialiste pour son ouvrage : *El colectivismo, sus fundamentos cientificos.* Son principal argument était la liberté, la liberté du producteur : « Au stade de la liberté il n'existe pas de formules *a priori* et, par conséquent, nous repoussons à la fois le principe donnant à chacun le droit de recevoir la rémunération de son travail selon ses besoins et celui, opposé, de le recevoir d'un semi-Etat conformément à l'unité de temps : l'heure de travail effectué [12]. »

Mella ne put, à la longue, résister à l'influence de l'anarchisme international, et le communisme se propagea en Espagne. Mais, bien qu'à Madrid en 1919, durant le congrès appelé de la Comédie, le communisme libertaire ait été adopté comme déclaration de principe, Mella n'était pas tombé dans l'oubli et son influence persistait [13].

Entre-temps, avec la révolution russe et la création de la Seconde Internationale, les marxistes abandonnaient le mot collectiviste et se disaient communistes. Pour eux, à partir de 1927, le collectivisme fut le nom donné à la politique agraire russe : « Lénine démontrait clairement, dans ses articles sur la coopération, que le développement de l'économie rurale de notre pays devait prendre une nouvelle voie [...], la voie du collectivisme, tout d'abord pour la vente des produits agricoles et ensuite pour leur production [14]. »

Remarquons que ce collectivisme diffère de la doctrine connue à l'époque de la Première Internationale, puisqu'il consistait dans la propriété collective des moyens de production et dans la liberté de consommation, alors qu'en Russie ce sont la propriété et la distribution des moyens de production, ainsi que la production elle-même qui sont collectives.

En conclusion, nous voyons que le mot « collectivisme » a désigné d'abord une conception vague, puis une économie précise, et enfin finit de nos jours par qualifier tout système politique ou économique dont une collectivité fait partie, aussi réduite soit-elle dans certains pays.

12. Réédition : Grupo « Elan », Alger, 1945.
13. Deux éditions en 1931 et en 1934 (LAMBERET, *op. cit.*, p. 183 et 198).
14. STALIN, *Cuestiones del leninismo*, Moscou, 1947, p. 61.

Dans l'esprit des anarchistes espagnols, collectivisme et collectivisation signifiaient et signifient autogestion, dans le sens libertaire du mot [15].

Coopérativisme en Espagne

La citation précédente de Staline nous montre que Lénine confondait coopération et collectivisme. Nous pensons que les deux doctrines se ressemblent beaucoup, aussi bien en théorie qu'en pratique.

Le coopérativisme est apparu dans la première moitié du XIX[e] siècle. Il consistait en coopératives de production ou de consommation dans lesquelles les ouvriers essayaient de se soustraire à l'exploitation et à la misère terribles qui régnaient [16].

Les internationalistes se défiaient de cette forme d'association ouvrière : « Tout en reconnaissant que la coopération est la forme sociale de l'avenir, dans les conditions économiques actuelles, elle est impuissante à émanciper le prolétariat et à résoudre la question sociale [17]. »

Les anarchistes aussi bien que les marxistes n'ont pas participé, ou ne le firent qu'en très petit nombre, au coopérativisme, qu'ils considéraient d'essence bourgeoise. Cependant, les anarchistes individualistes organisèrent des colonies pour appliquer leurs conceptions : aide mutuelle, alimentation naturelle, etc. ; mais jamais, à notre avis, ces tentatives n'ont surmonté des obstacles tels que les différends personnels et les conflits sexuels.

En Espagne, le coopérativisme vit le jour presque en même temps que l'anarchisme grâce à la propagande d'Abreu et de Garrido [18]. Mais ni les socialistes ni les anarchistes n'y participèrent en grand nombre. Le fait fut évident au premier congrès des coopératives de 1913 [19].

15. *L'Autogestion, l'Etat et la Révolution*, n° spécial de *Noir et Rouge*, mai 1968.
16. Georges LASSERRE, *La Coopération*, Paris, 1962, p. 11.
17. BAKOUNINE, cité par MAÎTRON, *Histoire du mouvement anarchiste français*, Paris, 1955, p. 340.
18. DÍAZ DEL MORAL, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas, Cordoba*, Madrid, 1929, p. 56, 57.
19. Selon la revue *Serra d'Or* de Barcelone, mai 1964.

En 1932, le quatrième congrès de la Federación Nacional de Cooperativas donnait le chiffre de 64 000 membres et de 366 sociétés coopératives [20] ; le total des membres était de 51 462 en 1913, le développement était lent [21]. Mais une loi favorisa la création de coopératives : il y avait 120 000 membres et 465 sociétés coopératives lors du congrès de 1935 [22]. En avril 1936, il y avait, rien qu'en Catalogne, 88 233 membres et 205 coopératives [23].

Entre 1931 et 1936, le coopérativisme avait donc eu une poussée exceptionnelle, surtout en Catalogne.

Tendances espagnoles

Nous pensons qu'au XIX[e] siècle les périodes de crises sociales correspondent généralement à celles des épidémies.

— 1833 choléra, 1830-1835 insurrections paysannes ;
— 1835 insurrection ouvrière à Barcelone ;
— 1853 choléra, 1856 et 1857 insurrections paysannes ;
— 1854 et 1855 grèves et première grève générale ;
— 1865 choléra et 1870 fièvre jaune, 1868 insurrections paysannes.

Les deux principaux mouvements échappent à cette constatation.

En 1861, le mécontentement paysan provoqua une rébellion à Loja (province de Grenade), et 43 villages [24] de Grenade, Malaga, Almeria et Jaén l'appuyèrent. « Les paysans procédèrent spontanément à la répartition des terres, qui était leur principale aspiration, bien que ce programme n'eût probablement pas été approuvé par les dirigeants républicains du soulèvement [25]. »

20. Reventós Carner, *El movimiento cooperativo en España*, Barcelone, 1960, p. 22.
21. *Ibid.*, p. 172.
22. *Ibid.*, p. 221.
23. *Ibid.*, p. 227.
24. Tuñón de Lara, *La España del siglo* XIX, Paris, 1961, p. 121.
25. Tuñón de Lara, *op. cit.*, p. 121.

En 1874, le cantonalisme surgit sur toute la côte méditerranéenne ; mais nous ne savons pas s'il y eut des répartitions de terre [26].

Les causes du malaise économique étaient connues et soulignées : « ... les travailleurs des campagnes se trouvent dans une telle situation qu'elle doit être considérée comme la cause première du socialisme agraire [27]. »

« L'ouvrier agricole, comme l'ouvrier de la ville, est soumis à un esclavage économique, base et origine de tous ses autres esclavages [28]. »

Les écrivains lucides demandaient des réformes sociales pour empêcher les désordres du moment et ceux à venir : « Mais avant de réformer la société, l'Etat, nous l'avons dit, doit commencer par se réformer lui-même. Sinon, au lieu de guérir le mal, il n'arrivera qu'à l'aggraver : étant donné les propensions naturelles du peuple espagnol à l'individualisme, je dirai même à l'anarchisme, toute faute commise dans les sphères élevées du pouvoir entraîne dans les divers échelons de la société les plus désastreux effets [29]. »

Cet individualisme espagnol était considéré comme un obstacle à tout essai de travail collectif : « Je n'ai jamais constaté en Andalousie, durant les trente dernières années, les tendances à la propriété communale dont parle Joaquin Costa dans son *Colectivismo agrario*. La propriété collective est une conception presque inintelligible pour les masses populaires de cette région. Les émeutes paysannes ont toujours visé à la suppression des droits des propriétaires terriens et à leur substitution par le droit de nouveaux propriétaires, plus nombreux. C'est pourquoi le premier soin des insurgés est de détruire les documents justifiant la propriété, en brûlant les archives des notaires et des mairies (émeute de El Arahal en 1857) ou les registres de la

26. Nous ne trouvons rien sur le sujet chez Lamberet, *op. cit.* ; Tuñón de Lara, *op. cit.* ; et Antoni Jutglar, *L'Era industrial a España*, Barcelone, 1962.
27. Salcedo y Ruíz, *El Socialismo del campo*, Madrid, 1909.
28. Fernández Cuesta, *La Vida del obrero en España*, Madrid, 1909, p. 206.
29. Angel Marvaud, *La Question sociale en Espagne*, Paris, 1910, p. 416, 417.

propriété (insurrection de Montilla en 1878, où l'on projetait de brûler aussi les actes notariés) [30]. »

Le grand propagandiste du coopérativisme confessait que : « Le paysan espagnol est plus individualiste encore que le paysan français : il a plus de morgue, plus de fierté [31]. »

Les insurrections paysannes et les observateurs de la campagne démontraient, durant tout le XIX[e] siècle, la misère des paysans et une tradition révolutionnaire de destruction de la propriété, de ses preuves juridiques et de son existence matérielle, Diaz del Moral, Marvaud et Gide, par exemple, devant les essais de répartition des terres réprimés par la force, concluaient à l'existence d'un caractère individualiste opposé au collectivisme.

Mais les expériences sur lesquelles ils se basaient étaient trop brèves pour être concluantes ; la montée du coopérativisme de 1931 à 1936 prouvait l'existence d'une tendance contraire. Pour approfondir cette période, nous la considérerons du point de vue économique, légal ou illégal, c'est-à-dire la réforme agraire et le communisme libertaire.

Aspects de l'économie espagnole

Nous définirons la situation du secteur industriel de 1931 à 1936, par ces citations de Ramos Oliveira :

« ... L'Espagne a peu d'industrie, mais celle qu'elle a suffit largement. En 1932, la production de l'industrie de l'acier était suffisante pour satisfaire six, sept ou huit Espagne ; et l'industrie textile catalane aurait pu subvenir aux besoins annuels du marché national — ayant 95 % des usines — en quatre mois de travail. »

« ... il n'y a pas de marché parce que les salaires, dans les deux secteurs rural et urbain, n'arrivent pas, dans la majorité des cas, à dépasser le niveau de la pauvreté [32]. »

30. Díaz del Moral, *op. cit.*, p. 61, note 1.
31. Charles Gide, *La Coopération dans les pays latins 1926-1927*, Paris, p. 144.
32. *Politics Economics and Men of Modern Spain* (1808-1948), Londres, 1946, p. 238.

L'industrie espagnole dépendait du commerce international et la crise de 1929 aggrava une situation déjà lamentable par elle-même.

Les exportations et la production diminuèrent considérablement : en 1933 l'exportation du fer fut inférieure de 15 % à celle de 1913 [33], et sa production fut de 2 000 tonnes en 1934, alors qu'elle était de 6 546 en 1929 [34].

Les usines réduisirent les heures de travail et, parfois, fermèrent leurs portes ; le chômage prit des proportions énormes [35].

Le système des impôts augmentait encore le malaise : « Les " latifundistes " *(landowners)* et les ploutocrates ont conspiré pour charger les difficultés de la nation sur les épaules des classes moyennes, pauvres et basses. Les propriétaires agraires et les riches capitalistes ne payaient aucune des taxes qu'ils auraient dû verser à juste titre. L'Espagne, en fait, est un paradis fiscal pour la ploutocratie. D'après *La Situation économique mondiale* (Société des Nations 1931-32), le pourcentage des revenus de l'Etat constitués par les impôts sur la propriété et la rente individuelle était, dans les pays suivants : Etats-Unis, 67,7 ; Angleterre, 55 ; Hollande, 43,8 ; Danemark, 35,1 ; Espagne, 30 [36]. »

Les bénéfices des 16 000 actionnaires de la Banque d'Espagne passèrent d'une moyenne de 177 millions de pesetas entre 1924 et 1931 à 1 028 en 1932 [37].

La situation était à peu près semblable dans le secteur agricole pour des raisons diverses. L'Espagne n'a pas eu de changements économiques profonds : le féodalisme du Moyen Age s'est adapté aux réalités du XX[e] siècle sous les formes du « latifundisme » et du caciquisme.

33. *Ibid.*, p. 242.
34. Edward Conze, *Spain Today 1936, Revolution and Counter-Revolution*, Londres, 1936, p. 16.
35. 480 000 pour les ouvriers agricoles en 1936 (Minlos, *Paysans d'Espagne en lutte*, Paris, 1937, p. 73) ; 600 000 (Vilar, *op. cit.*, p. 121) ; 689 000 (Víctor Alba, *Historia de la segunda república española*, Mexico, 1960, p. 171) ; 700 000 (José Antonio Primo de Rivera, *Textos de doctrina política*, Madrid, 1954, p. 870, 881) ; 800 000 selon la presse anarchiste (*Campo Libre*, 20 juin 1936 ; *Solidaridad Obrera*, mars 1936) ; « environ un million » (Brenan, *op. cit.*, p. 219).
Voir Vicens i Vives, in *Serra d'Or*, 1962, II.
36. Ramos Oliveira, *op. cit.*, p. 240.
37. Conze, *op. cit.*, p. 18, 19.

Selon les statistiques non officielles de 1929, il y avait au total 1 023 600 propriétaires, « dont 845 000 obtiennent un rendement qui n'atteint pas une peseta par jour, et qui doivent travailler comme ouvriers agricoles une grande partie de l'année pour gagner leur vie ; 160 000 vivent misérablement du produit qu'ils obtiennent de leur terre ; 9 700 vivent aisément dans leurs fermes et 9 000 sont les grands seigneurs féodaux, les propriétaires de latifundia [38] ».

Selon d'autres [39], les propriétés de plus de 200 hectares occupaient 7 468 029 hectares, soit 33,29 % de la superficie cultivée ; celle de 100 à 250, 2 339 957, soit 10,43 % ; celles de 10 à 100, 4 611 709, soit 20,56 % ; celles de 0 à 10, 8 014 715, soit 35,72 %.

Le déséquilibre économique était donc plus marqué que dans l'industrie, car la grande masse des propriétaires ruraux possédaient « grosso modo » un quart des terres, ce qui les obligeait à dépendre du travail que donnaient les grands propriétaires fonciers.

Durant cette période, les salaires restaient au même niveau misérable noté par Ramos Oliveira : « *El Debate,* journal fasciste [40], dans son numéro du 5 avril 1933 : " Les paysans et les travailleurs agricoles du village de Mestanza, de la province de Ciudad Real, ne se maintiennent en vie qu'à l'aide de travaux accidentels comme la construction de routes, etc. En raison du chômage, depuis plus d'un mois, ils ne se nourrissent plus que d'herbes cuites. " *El Sol,* 13 septembre 1933, bourgeois : " Inojosa, Cabanasa, Rubias del Puerto (Ciudad Real). " " Déjà la majorité des habitants ne se nourrit que d'herbes. Il y a souvent des cas de gens morts de faim. Plus de 3 000 hommes ont faim. " *La Tierra,* 27 juin 1934, bourgeois, Fuento de Conto (Badajoz) : " L'herbe, les chardons, les racines, c'est la nourriture de la plupart des habitants de ce village d'Estrémadure. Depuis plus de cinq jours, déjà, la boulangerie du

38. *Política del Frente Popular en agricultura,* 1937, p. 6.
39. Pour Rabasseire, *Espagne, creuset politique,* Paris, 1938, p. 67, ces faits sont de 1925, recueillis à la demande de Primo de Rivera. Pour *La Reforma Agraria en España, su esencia, su acción,* Valencia, 1937, p. 29, ils sont de 1935. Nous pensons qu'ils sont de 1925.
40. Le vocabulaire de la citation est partial, seule nous intéresse la description de la situation économique.

village est surveillée par les gendarmes afin de la protéger contre l'attaque de la population affamée. Il y a quelques jours une semblable attaque a eu lieu. " [41]. »

Il serait faux de conclure, d'après ces citations, que toute l'Espagne avait faim. En effet, la province de Ciudad Real est une des régions où il y a plus de latifundia et où, par conséquent, le contraste social est le plus notable. Nous croyons cependant qu'il y a une grande part de vérité.

Les ouvriers ne semblaient pas vivre dans de meilleures conditions. Selon une enquête du *Heraldo de Madrid,* citée par Gaston Leval [42] : « ... les dépenses d'une famille ouvrière composée de deux adultes avec trois enfants (ce qui est la moyenne en Espagne) étaient de 2,15 pesetas pour le petit déjeuner, 3,35 pour le déjeuner, 3,90 pour le dîner. Etant donné que le salaire moyen de l'ouvrier madrilène était de 10 pesetas, il ne restait plus à la famille que 0,60 peseta par jour pour payer le loyer, les frais de transport, la teinturerie, etc. »

La pauvreté et l'agitation politique firent des victimes presque chaque mois de 1931 à juillet 1936 [43]. La république dut créer un nouveau corps de police (Guardias de Asalto) : les divers organismes de sécurité recevaient 60 % du budget [44] et avaient 64 000 agents, contre 68 000 en Angleterre pour une population deux fois plus élevée [45].

La paresse et l'incapacité de promouvoir des réformes sociales depuis la fin du XIX[e] siècle, firent que le régime républicain, arrivant à une époque de crise économique, ne pouvait s'imposer que par la violence. Il fit cependant une tentative pour apporter des solutions profondes et progressives : la réforme agraire.

41. Minlos, *op. cit.,* p. 52-54. La dernière citation n'est pas dans le journal mentionné. *La Tierra* n'est d'ailleurs pas un journal bourgeois, mais anarchisant. Les articles cités sont de Alaiz, Peiró, Toryho, C. Carbó, Garcia Pradas.
42. *Né Franco né Stalin, le collettività anarchiche spagnole nelle lotta contro Franco e la reazione staliniana,* Milan, 1952, p. 63.
43. Lamberet, *op. cit.*
44. Rabasseire, *op. cit.,* p. 57.
45. Conze, *op. cit.,* p. 127.

La réforme agraire

A l'instauration de la république, le gouvernement provisoire prit des mesures pour améliorer la situation sociale de l'agriculture : augmentation des salaires des ouvriers agricoles, interdiction d'expulsion des fermes pour d'autres raisons que le défaut de paiement (vengeances politiques), autorisation de réviser les contrats de fermages [46].

Les Cortes constituantes préparèrent des lois de réforme agraire qui furent adoptées le 9 septembre 1932 par 318 voix contre 19 [47].

« La loi s'appliquait seulement à l'Andalousie, l'Estrémadure, trois provinces de Castille (Ciudad Real, Tolède et Salamanque) et la province d'Albacète. Toutes les terres non exploitées ayant plus de vingt hectares pouvaient être expropriées par l'Instituto de Reforma Agraria, qui paierait une indemnité calculée sur la valeur totale du terrain selon l'impôt versé. L'Etat prendrait les terres en charge et les distribuerait à des paysans choisis individuellement ou à des coopératives paysannes. Dans les deux cas, l'Etat serait le nouveau propriétaire [48]. »

Le caractère le plus intéressant pour nous est celui de « coopératives paysannes » ou « fermes collectives [49] » (de nouveau la confusion que nous signalions). Les républicains étaient partisans des exploitations individuelles. Mais les socialistes pensaient à des collectivités du type des kolkhozes russes [50]. Cette orientation était politique : majoritaires en Castille et en Estrémadure, où la C.N.T. ne se développait pas, ils espéraient que les collectivités seraient sous leur influence (la propagande est plus facile dans un groupe aux intérêts communs). A cet effet, ils avaient créé depuis 1931 la Federacion Española de Trabajadores de la Tierra (F.E.T.T.), affiliée à l'U.G.T. [51].

« Voici comment s'effectuaient les collectivisations : un employé de la fédération U.G.T. des travailleurs de la terre se rendait chez un propriétaire, à la tête d'une importante délégation de chômeurs, et l'invitait à céder une partie de ses terres pour la création d'une propriété collective. Lui-même en serait membre et en tirerait des bénéfices. Tous les papiers étaient préparés à l'avance : on l'invitait à signer séance tenante. Etant donné les circonstances, rares étaient ceux qui avaient le courage de refuser. C'est ainsi qu'une centaine de fermes collectives furent créées dans la province de Ciudad Real, et presque autant dans celle de Tolède. On en constitua d'autres du côté de Jaén, de Badajoz et de Valence. Félix Torres ouvrit à Valdepeñas une école où l'on enseignait à conduire les tracteurs et à tenir un livre de comptes. Malgré la faiblesse des capitaux et le nombre réduit des propriétés collectives capables d'acheter des tracteurs, la plupart de ces fermes semblent avoir fonctionné de façon assez satisfaisante pour pouvoir subsister jusqu'à la fin de la guerre civile [52]. »

Les difficultés et la faiblesse de l'Etat ne permirent pas l'application de la réforme agraire sur une grande échelle. De 1932 jusqu'au 9 mars 1933, 88 121 hectares furent distribués à 28 195 travailleurs agricoles dans les provinces de Badajoz, Caceres, Ciudad Real, Tolède, Salamanque, Séville, Cadix et Jaén [53].

Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Gil Robles, des lois de contre-réforme agraire furent promulguées ; elles consistaient à décréter le contraire de ce qui avait été fait : décret du 11 février 1934 sur la cessation de l'occupation des terres en Espagne ; décret du 28 mai 1934 abaissant les salaires des ouvriers agricoles ; loi du 1er août 1935 qui imposait « à l'Etat l'obligation de payer les terres expropriées selon le prix fixé par le propriétaire, et non selon sa valeur cadastrale [54] ».

En Catalogne, les métayers de vignobles (rabaissaires) avaient demandé à leur gouvernement une loi de protection, qui ne fut pas acceptée, et beaucoup de familles furent expulsées [55].

46. Alba, *op. cit.*, p. 131 ; Brenan, *op. cit.*, p. 184.
47. Mirkine Guetzévitch, *L'Espagne*, Paris, 1933, p. 75.
48. Hugh Thomas, *La Guerra civil española*, Paris, 1960, p. 37.
49. Mirkine Guetzévitch, *op. cit.*, p. 75.
50. Brenan, *op. cit.*, p. 186.
51. Brenan, *op. cit.*, p. 185.
52. *Ibid.*, p. 208, 209.
53. *La Reforma Agraria...* ; Vilar *op. cit.*, p. 124 : 89 000 hectares, avec 8 600 familles.
54. Alba, *op. cit.*, p. 172.
55. En Catalogne on louait les vignes jusqu'à ce que les trois quarts meurent, ce qui équivalait à 50 ans environ (Brenan, *op. cit.*, p. 82). A partir de la crise du phylloxéra, il y eut une lutte pour la terre entre les rabaissaires (métayers) et les propriétaires.

La gauche revenant au pouvoir, deux mouvements se produisirent, l'un législatif et l'autre d'action directe. Le 22 février 1936 (six jours après les élections) la réforme agraire fut rétablie. De février à avril, il y eut des occupations de terre en Estrémadure, Andalousie, Tolède, Valence et la Navarre ; en mars, le gouvernement légalisa les occupations [56].

Suivant les chiffres donnés par l'Institut Agraire de Moscou [57], 712 076 hectares auraient été répartis de février à juillet 1936. Minlos écrit 755 888 [58].

Quoi qu'il en fût exactement, il reste, en ligne générale, que la réforme agraire commencée en 1932 et limitée à certaines provinces ne devint effective qu'au premier semestre de 1936, quand les paysans prirent les terres sans attendre les directives légales. Le fait le plus important est que des centaines de collectivités fonctionnaient sous l'influence socialiste. Ceci, ajouté à la vigueur de l'élan coopératif de la même période, nous montre que plusieurs courants « collectivistes », tels des bouillons de culture, préparaient le terrain pour la collectivisation.

Le pseudo-catholicisme du peuple espagnol

Il ne faut pas oublier que le catholicisme comme religion unique a été imposé par la force par les rois catholiques et par le système de l'Inquisition, à partir du XVI[e] siècle. Auparavant, il y eut de nombreux siècles de tolérance entre l'islamisme, le judaïsme et le christianisme, qui ont en général correspondu à une époque d'agrandissement économique et culturel. Si la guerre contre Napoléon a été faite avec les curés, en 1835 on remarque des soulèvements populaires contre la misère où des couvents sont incendiés.

La religion était un débouché commode : « Des mines d'Alen, nous allâmes à Castro Urdiales, de là — je devais avoir dix ans — mon père m'emmena à Ponferrada [...]. Homme pratique, il voulait " que son fils ne soit pas un âne de travail comme

56. MINLOS, *op. cit.*, p. 88-92.
57. RABASSEIRE, *op. cit.*, p. 67.
58. *Op. cit.*, p. 92.

lui l'avait été " (tels étaient ses mots) et il eut l'idée que je sois curé. » Ces propos d'Angel Pestaña — célèbre dirigeant de la C.N.T. — se rapportent à 1896 et peuvent se rattacher à de nombreux témoignages dans le même sens, comme Stendhal, *Le Rouge et le Noir, chronique de 1830.*

L'impact de la crise mondiale et de l'apparition de la république eut ces conséquences, suivant Severino Aznar [59] :

NOMBRE DE PAROISSES SANS PRÊTRE
DANS CHAQUE PROVINCE ECCLÉSIASTIQUE EN 1934 :

— en *Aragon* : Saragosse 206 ;
— en *Andalousie* : Grenade 103, Séville 8 ;
— en *Castille* : Burgos 583, Ciudad Real 12, Tolède 323, Valladolid 221 ;
— en *Galice* : Santiago 372 ;
— dans le *Levant* : Tarragone 156, Valence 32.

Seules, la Catalogne et la côte atlantique, en partie, semblent bien « pourvues ».

NOMBRE DE SÉMINARISTES AYANT ABANDONNÉ LES ÉTUDES EN 1934

	NOMBRE DE SÉMINARISTES		PERTES	
	1930	1934	nombre	%
Aragon				
Saragosse	1 597	972	625	39,1
Andalousie				
Grenade	830	534	296	35,3
Séville	898	572	326	36,3
Castille				
Burgos	2 006	1 338	668	33,3
Ciudad R.	116	60	56	48,2
Tolède	1 295	760	535	41,3
Valladolid	1 401	689	712	50
Galice				
Santiago	1 916	926	990	51,6
Levant				
Tarragone	1 720	993	727	42,2
Valence	1 052	557	495	47

59. Severino AZNAR, *La Revolución y las vocaciones eclesiasticas*, Madrid, 1949.

De plus : « Toute cette débandade des séminaires n'est pas l'effet de la révolution. Bien plus lentement, ils perdaient déjà des vocations, et dans les quinze années qui précèdent la révolution, elles avaient déjà diminué de plus de 20 %[60]. » Les causes en étaient, selon Aznar : 1) La pauvreté du clergé *(sic !)*. 2) Les offres commerciales. 3) « L'affaiblissement de la foi chez les familles, ce qui dans la classe ouvrière prenait les caractères alarmants d'une apostasie en masse. »

Le cardinal Goma déclarait en 1935 : « Nous avons cru vivre au milieu d'un peuple profondément religieux, distrait, si l'on veut, dans l'accomplissement de ses devoirs envers Dieu et l'Eglise ; et les cas de phobie envers les choses divines se sont multipliés de telle manière, et l'abandon du sentiment religieux a été tel dans le pays, incapable de réagir face aux plus grandes impiétés, que nous avons dû rectifier un jugement que l'histoire d'abord et la routine ensuite nous avaient fait formuler comme la juste expression de la valeur spirituelle de notre peuple. »

Le même Goma rédigera pendant la guerre la « Lettre collective » du clergé espagnol d'appui total à Franco et s'exclamera, selon Aznar : « Pourquoi ne devons-nous pas croire que le Dieu de nos pères, vit, bien que caché, dans le fond de l'âme populaire[61] ? » Tant il est vrai que toute foi, de l'apartheid au léninisme, peut être populaire, si les mitraillettes et le goulag sont efficaces...

60. *Ibid.*, p. 44.
61. *Ibid.*, p. 61.

2

De la révolution russe à 1936

Influence de l'anarchisme russe

L'anarchisme est un mouvement extrêmement internationaliste, et les relations personnelles ou de propagande entre les divers pays sont établies très profondément, surtout avec l'Amérique latine : « ... le rayonnement le plus intéressant de l'anarchisme péninsulaire a lieu vers le continent américain ; il n'existe probablement aucun secteur de la société espagnole qui entretienne des relations aussi étendues et aussi cordiales avec les hommes du nouveau continent ; le mouvement ouvrier est, selon toute probabilité, un des liens spirituels les plus profonds entre la péninsule ibérique et ses nations filiales[1]. »

La révolution russe[2] est une étape idéologique des courants

1. Díaz del Moral, *op. cit.*, p. 179 ; voir aussi Brenan, *op. cit.*, p. 270.
2. Sans compter la presse, nombre d'ouvrages traitent cette question : Rocker, *Soviet o Dictatura ?* Buenos Aires, 1920 (Rama, *Mouvements ouvriers et socialistes, chronologie et bibliographie. L'Amérique latine*, p. 203) ; Souchy, *La Ukrania revolucionaria*, Buenos Aires, 1922 (Rama, *op. cit.*, p. 207) ; Rudenko, *En Ukrania*, Buenos Aires, 1922 (Rama, *op. cit.*, p. 203) ; Rocker, *Bolchevismo y anarquismo*, Buenos Aires, 1922

socialistes, parce qu'elle obligea pour la première fois les soi-disant révolutionnaires à construire, et aussi parce qu'elle provoqua le premier affrontement armé entre anarchistes et marxistes.

« D'après la thèse libertaire, c'étaient les masses laborieuses *elles-mêmes* qui, au moyen de leurs divers organismes de classe (comités d'usines, syndicats industriels et agricoles, coopératives, etc.), *fédérés* et centralisés *selon les besoins réels*, devaient s'appliquer, partout sur place, à la solution des problèmes constructifs de la révolution. Par leur action puissante et féconde, parce que libre et consciente, elles devaient coordonner leurs efforts sur toute l'étendue du pays. Et quant aux " élites ", leur rôle, tel que le concevaient les libertaires, était d'*aider les masses*, les éclairer, les instruire, leur donner les conseils nécessaires, les pousser vers telle ou telle initiative, leur montrer l'exemple, les soutenir dans leur action, *mais non pas les diriger gouvernementalement* [3]. »

« La thèse bolchéviste était diamétralement opposée. Selon les bolchéviks, c'était *l'élite* — leur élite — qui, formant un gouvernement (dit « ouvrier » et exerçant la prétendue " dictature du prolétariat "), devait poursuivre la transformation sociale et résoudre ses immenses problèmes. Les masses devaient aider cette élite (thèse inverse de celle des libertaires) en exécutant fidèlement, aveuglément, " mécaniquement ", ses desseins, ses décisions [4]... »

Comment les anarchistes expliquent-ils la victoire des marxistes ?

« ... l'échec n'est imputable ni à l'idée anarchiste comme telle, ni à l'attitude des libertaires : il fut la conséquence presque inéluctable d'un ensemble de faits indépendants de leur volonté [5]. »

(Rama, *op. cit.*, p. 203) ; Berckman, *La rebelión de Kronstadt*, Buenos Aires, s.d. (Rama, *op. cit.*, p. 199) ; Lecathe, *Los anarquistas rusos y los soviets*, Buenos Aires, 1922 (Rama, *op. cit.*, p. 202) ; Rocker, *Bolchevismo y anarquismo*, Alcoy, 1923 (Lamberet, *op. cit.*, p. 153) ; Archinof, *Historia del movimiento machnovista*, Buenos Aires, 1926 (Rama, *op. cit.*, p. 199) ; Gorelik, *La revolución rusa y el anarquismo*, Buenos Aires, 1930 (Rama, *op. cit.*, p. 201) ; Makhno, *Memorias*, Barcelone, 1931 (Lamberet, *op. cit.*, p. 183) ; pour 1932, voir Lamberet, *op. cit.*, p. 188, 189, 191 (trois livres).

3. Voline, *La Révolution Inconnue 1917-1921*, Paris, 1947, p. 156.
4. *Ibid.*, p. 157.

« L'absence d'organisation de classe, d'une vaste propagande libertaire et de connaissances anarchistes avant la révolution nous fait comprendre pourquoi les masses confièrent le sort de celle-ci à un parti politique et à un pouvoir, rééditant ainsi l'erreur fondamentale des révolutions antérieures [6]. »

Mais l'anarchisme avait eu le temps de s'établir dans des secteurs déterminés.

« En quelques mois, les masses arrivèrent à comprendre la révolution dans son véritable sens social. Et surtout la réalisation de la vie dans l'égalité, la liberté et la communauté devint pour elle un rêve doré. En beaucoup d'endroits, elles commencèrent même à la mettre en pratique et elles firent des expériences dans ce sens [7]. »

« La seule idée qui était en harmonie avec ces aspirations était l'anarchisme [8]. »

Différents noyaux se sont ainsi formés, principalement à Kronstadt et en Ukraine, et que les communistes détruisirent avec l'armée rouge en mars 1921 et durant une campagne de janvier 1920 à août 1921 [9].

Les anarchistes qui purent émigrer ont tiré les conclusions suivantes quant au marxisme :

« *Le marxisme est une idée qui n'a pas de base morale, ni aucun idéal éthique.* C'est pourquoi le marxisme s'adapte si facilement à toutes circonstances et accepte aussi bien le fascisme et le monarchisme que l'anarchisme [10]. *La conquête du pouvoir justifie tous les moyens* [11]. »

« ... le véritable " sens historique " du bolchévisme est purement négatif ; il est une leçon expérimentale de plus démontrant aux

5. *Ibid.*, p. 160.
6. *Ibid.*, p. 165.
7. Gorelik, *La revolución rusa y el anarquismo*, Buenos Aires, 1953, p. 19, 20.
8. *Ibid.*, p. 21.
9. D'après Voline, *op. cit.*
10. Allusion à Lénine et à son livre *L'Etat et la Révolution.*
11. Gorelik, *op. cit.*, p. 34.

masses laborieuses *comment il ne faut pas faire une révolution* [12]. »

Quant à l'anarchisme :

— Ouvriérisme : « L'idéal anarchiste est grand, riche et multiple. Cependant, le rôle des anarchistes dans la lutte sociale des masses est très modeste. Leur but consiste à aider les masses à se diriger vers le chemin de la véritable lutte et de la véritable construction de la nouvelle société. [...] C'est l'objectif fondamental, le seul objectif de l'anarchisme dans la prochaine phase révolutionnaire [13]. »

« L'absence de " postes récepteurs ", c'est-à-dire d'organismes ouvriers socialement prêts à saisir et à réaliser *dès le début*, l'idée anarchiste [...] fut, à mon avis, l'une des raisons principales de l'échec de l'anarchisme dans la Révolution russe de 1917 [14]. »

— Destruction immédiate de la réaction : « Pendant l'insurrection nous devons, à la première occasion favorable, procéder à l'expropriation immédiate de tous les moyens de production et de tous les produits de consommation et rendre le monde ouvrier le maître réel de toute la richesse sociale. En même temps, nous devons détruire tous les restes de l'autorité étatiste et de la domination de classe [...], détruire tous les actes juridiques de la propriété privée, tous les enclos, tout droit exclusif [...], fusiller les chefs militaires et policiers les plus en vue [...] ; nous devons être impitoyables, car la moindre faiblesse de notre part pourra coûter dans la suite à la classe ouvrière toute une mer de sang [15]. »

— Spontanéité révolutionnaire : « La première période de la révolution russe a démontré que le peuple lui-même, sans direction d'un parti quelconque, procède à l'expropriation des terres et des fabriques, et la réalise sur une échelle beaucoup plus vaste qu'avec l'aide des décrets gouvernementaux ou avec l'intervention d'un gouvernement " révolutionnaire " [16]... »

— Organisation de l'économie : « Une foule de comités volontaires ou élus doivent, à notre avis, se créer pour répartir tout ce qui a été exproprié [...]. L'échange et la répartition équitables d'objets nécessaires à la ville et au village constitueront la troisième partie de notre tactique créatrice [17]. »

— Défense de la révolution en antimilitarisme : « Les bolchévistes ont recruté leur armée rouge ; nous proposons l'armement de tout le peuple insurgé. Il est vrai que partisans et armée — c'est toujours la même chose [...]. Seulement l'armée, créée par la contrainte, veut l'assujettissement complet à ceux qui l'ont créée [...]. Notre organisation de détachements armés s'unissant librement a pour rôle l'écrasement de la réaction sur place [18]. »

— Emploi limité de la violence : « Notre violence n'est autre chose que la pratique de la résistance contre les violents ; mais en aucun cas nous n'admettons la violence — surtout organisée — contre les neutres, les sympathisants au mouvement révolutionnaire et particulièrement contre les camarades aux idées plus avancées que les nôtres [19]. »

Les enseignements pratiques et théoriques de la révolution russe coïncidaient avec ceux du mouvement anarchiste italien dans sa lutte contre le fascisme [20] et ceux du mouvement allemand [21]. On aurait pu penser que l'anarchisme sortait mûri de cette défaite, car il savait maintenant que son idéal cadrait avec la réalité et qu'il avait plusieurs expériences révolutionnaires. Bien au contraire, il eut une crise provoquée par les problèmes de tactiques prérévolutionnaires : alliances, centralisme. Cela touchait l'organisation même des mouvements : les objectifs n'étaient pas discutés, mais les moyens étaient le sujet brûlant.

12. VOLINE, *op. cit.*, p. 178-179. Cette conclusion doit être comparée à la brochure d'Engels de 1873, *Los Bakuninistos en acción*, dont la conclusion est : « En un mot, les bakouninistes espagnols nous ont donné un exemple incomparable de la façon dont il *ne faut pas* faire une révolution » (MARX-ENGELS, *La Révolución española*, Moscou, s. d., p. 219). D'après NETTLAU, *Documentos ineditos sobre la International y la Alianza en España*, Buenos Aires, 1930, il n'y avait pas de bakouninistes organisés dans le cantonalisme.

13. ARCHINOF, *Storia del movimiento machnovista*, Naples, 1954, p. 242, 243.

14. VOLINE, *op. cit.*, p. 165.

15. ANONYME, « *Notre tactique* », *Le Réveil*, 27 juillet 1921 (voir, pour comparer, la citation de Díaz del Moral, ci-dessus, p. 29.

16. *Ibid.*, *Le Réveil*, 6 août 1921.

17. *Ibid.*

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*

20. Articles de la presse française et espagnole.

21. Gustave LANDAUER, *Incitación al socialismo*, Buenos Aires, 1932 (RAMA, *op. cit.*, p. 201). Première traduction en espagnol.

Faute d'information, les délégués au congrès national de la C.N.T. de 1919 avaient décidé d'adhérer « provisoirement à l'Internationale communiste à cause du caractère révolutionnaire qu'elle revêtait [22] ». En 1920, Pestaña alla en Russie pour se rendre compte personnellement de la situation. En avril 1921, un plenum clandestin décida d'envoyer une délégation en Russie [23] avec Nin, Maurin et Leval. Un autre plenum, en août 1921, revint sur cette décision. La controverse s'ouvrit en juin 1922 lors d'une conférence nationale : Nin et Maurin soutinrent l'adhésion, et Pestaña — avec l'accord de Leval, absent — demanda la séparation et décrivit la situation des anarchistes russes [24]. La conférence adopta le point de vue de Pestaña, et Nin et Maurin devinrent communistes.

Ensuite la dictature de Primo de Rivera s'instaura et entraîna l'interdiction de la C.N.T. [25] et l'exil de nombreux militants. En novembre 1924, à la suite d'informations non contrôlées [26] ou fausses [27], l'essai malheureux de Vera de Bidassoa se produisit. Il s'agissait de passer la frontière pour déclencher la révolution.

« Deux ans plus tard, une violente discussion surgit entre le comité de la Fédération espagnole des groupes anarchistes en France et un groupe de militants très en vue qui aspiraient à renouveler l'expérience de Vera de Bidasoa en collaboration avec toutes les forces disposées à abattre la dictature du Général [28]. »

C'était l'Alliance révolutionnaire, qui prit fin « après quelques semaines d'existence [29] ».

22. Rapport du congrès cité par José Peirats, *La C.N.T. en la Revolución española*, Toulouse, 1953, t. I, p. 22.
23. Lamberet, *op. cit.*, p. 114 ; Díaz del Moral, *op. cit.*, p. 177.
24. Pestaña avait demandé à Lénine que la fille de Kropotkine puisse sortir de Russie (*Temps nouveaux*, mars 1921, n° 19-21, p. 16).
25. En réalité, la C.N.T. se dissolut afin d'éviter une interdiction violente.
26. Peirats, *op. cit.*, t. I, p. 30.
27. Lamberet, *op. cit.*, p. 144.
28. Horacio M. Prieto, *Marxismo y socialismo libertario*, Rodez, 1947, p. 63.
29. *Ibid.*

Cela se passait en novembre 1926 ; le même mois, à Lyon, la Fédération espagnole des groupes anarchistes en France s'était constituée pour s'opposer à l'Alliance révolutionnaire et à d'autres tentatives du même genre. En juillet 1927, lors d'une conférence secrète à Valence (à l'occasion de la fête du 25 juillet) elle devint la Fédération anarchiste ibérique, F.A.I. [30].

Cette création devait changer profondément le développement de l'anarchisme espagnol : « La Fédération se fit, d'abord en France, puis en Espagne, en réaction contre les interventionnistes sans scrupules d'Espagne et contre les précurseurs de l'anarcho-bolchévisme de l'Alliance révolutionnaire créée à Paris [31]. »

Les problèmes que connut le mouvement espagnol n'étaient pas particuliers. En France, la fine fleur de l'anarchisme se trouvait réunie, par suite des régimes fascistes et para-fascistes : italien, allemand, bulgare et russe. Ils avaient créé ensemble une maison d'éditions. De nombreuses discussions eurent lieu, et un groupe russe, celui d'Archinof, élabora une plate-forme d'organisation qu'il publia en 1926, mais qui était déjà connue auparavant.

Ses points principaux étaient : « Il est très significatif que, malgré la puissance du caractère positif et de l'incontestabilité de l'idée anarchiste [...], le mouvement anarchiste reste toujours faible [...] [32]. »

« Il nous manque de façon vitale une organisation qui, unissant la majorité de ses participants au mouvement anarchiste, établisse une ligne générale pour tout le mouvement [33]. »

Le texte était suivi d'une réponse d'un autre groupe russe, celui de Voline : il se désolidarisait de la plate-forme, qui amenait à « des organisations créées artificiellement et à imposer une discipline artificielle [34] », tout en reconnaissant « une obscurité sur un certain nombre de nos idées essentielles [35] ».

30. Ibérique et non espagnole, car il y avait deux délégués portugais, d'après le témoignage d'un des cinq délégués catalans.
31. Prieto, *op. cit.*, p. 63.
32. Ugo Fedeli, « Principi e metodi dell'organizzazione », *Volonta*, novembre 1948, III, n° 4-5, p. 270.
33. Fedeli, *op. cit.*, p. 271.
34. Maximoff, *Constructive Anarchism*, Chicago, 1952, p. 69.
35. *Ibid.*, p. 68.

Pratiquement, on imitait le schéma organisationnel du parti communiste : les masses étant incapables d'agir, elles ont besoin d'une minorité qui les stimule. Les groupes doivent obéir à une sorte de comité central. La Réponse critiquait ce point de vue. Mais les deux déclarations coïncidaient quant à la tactique syndicale : « Nous devons entrer dans le mouvement syndical en tant que force organisée, être responsable devant l'organisation générale anarchiste pour le travail réalisé dans les syndicats (...) [36]. »

La publication de la Plate-forme fut suivie d'une convocation à une réunion internationale en février 1927 à Paris. Plusieurs délégués vinrent à cette réunion, parmi lesquels les Espagnols Orobon Fernandez, Carbo, Gibanel et d'autres [37]. La préparation d'un congrès international à partir de la Plate-forme fut décidée. En mars, il y eut une conférence internationale à Bourg-la-Reine, avec la présence des Espagnols Orobon Fernandez, Gibanel et autres [38] ; des divergences surgirent entre les partisans de la Plate-forme et les Italiens Fabbri, Berneri et Fedeli, sur l'unité idéologique et tactique. La réunion fut « interrompue » par la police qui arrêta tout le monde. Par la suite, les divisions s'amplifièrent, sans que l'on arrivât à discuter objectivement. Archinof décida de rentrer légalement en Russie ; la police l'y arrêta sans que l'on sût plus rien de lui.

La révolution russe finit, par conséquent, par diviser l'anarchisme sur la tactique à appliquer : imitation du bolchevisme ou persistance de l'action directe et syndicale. En réalité, un seul mouvement était alors capable : l'espagnol. La création de la F.A.I., inspirée ou non par la Plate-forme, fut due au désir de contrôler l'organisation syndicale dans le même esprit [39] :

36. *Ibid.*, p. 83.
37. FEDELI, « Principi e metodi dell'organizzazione », *Volonta*, janvier 1949, III, n° 6-7, p. 373.
38. *Ibid.*, p. 379.
39. « Sur ce point, je peux dire catégoriquement que la Plate-forme ne contribua en rien à la création de la F.A.I. Bien qu'au plenum de Valence (juillet 1927) un point fût consacré à la Plate-forme, le plenum n'en discuta pas, par manque d'information, je pense.
Il est également inexact que la création de la F.A.I. ait obéi au désir des anarchistes de contrôler le mouvement syndical. Cela eut lieu plus tard, les années suivantes, lorsque la C.N.T. prit de l'ampleur. » (Un des cinq délégués catalans.)

« Jusqu'en 1936, le critère qui prévalut dans la majorité confédérale et libertaire fut que le syndicalisme pur était une idéologie amorphe et stérile, dangereuse, s'il lui manquait la sève idéale de l'anarchisme ; et parmi les missions confiées à la F.A.I. il y eut celle d'empêcher que les syndicalistes bercés par l'opportunisme ne rendissent stériles les déclarations finalistes anarcho-communistes de la C.N.T. [40]. »

La F.A.I. se présenta comme la fille spirituelle de l'Alliance de Bakounine [41] et défendait le communisme libertaire.

Le communisme libertaire

Durant les années 1929-1930, une des raisons de la crise de l'anarchisme était aussi l'absence de définition idéologique précise.

Bakounine, comme Marx et Engels, ne laissa pas de programme achevé, et bien souvent les disciples répétèrent généralement les paroles du maître sans les adapter à la réalité. Les idées les plus concrètes de Bakounine se trouvent, à notre avis, dans la *Lettre à un Français*, où il parle des communes paysannes. Kropotkine fut le vrai théoricien de l'anarchisme de 1878 à 1914, mais des critiques réduisirent malheureusement son influence :

« Je soutiens que jamais, pas même après l'accomplissement de " l'évolution subséquente " à la révolution, la production ne pourra s'organiser sur la base du " fais ce qu'il te plaît ", ni la consommation sur celle de la prise sur le tas [42]. »

« J'ai insisté sur deux erreurs, où, à mon avis, Kropotkine est tombé, son fatalisme théorique et son optimisme excessif, parce que je crois avoir constaté les mauvais effets qu'ils ont produits dans notre milieu [43]. »

En 1930, un livre sortit qui allait être le soutien idéologique

40. PRIETO, *op. cit.*, p. 63-64.
41. NETTLAU, *Brève Storia...*, p. 212, 290, 293.
42. Saverio MERLINO, *Concezione critica del socialismo libertario*, Florence, 1957, p. 141 (écrit en 1894).
43. MALATESTA, *Scritti*, Genève-Bruxelles, 1931, III, 378.

de l'anarchisme espagnol. Le Comité national de la C.N.T. le fit traduire [44]. Il s'agissait de *Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale* de l'anarcho-syndicaliste Pierre Besnard [45]. L'auteur décrivait la prise en main des industries par les syndicats et leur gestion fédéraliste. Le schéma était le suivant :

— Industrie : « Comité d'atelier, conseil d'usines, syndicat ouvrier d'industrie, unions locales et régionales ; fédérations nationales et internationales d'industrie ; conseil économique du travail [46]. »

« Le comité *sera révocable* à tout moment par ces assemblées ou congrès [47]. »

— Agriculture (fermiers et métayers) : « Il faudra s'efforcer de leur faire comprendre la nécessité de l'exploitation commune et collective [48]. »

« De cette façon, il ne subsistera que deux sortes d'exploitations agricoles : *les exploitations collectives* et les exploitations artisanales. La suppression de l'héritage fera disparaître la deuxième catégorie complètement, *au bout d'une génération* [49]. »

— Echanges internationaux : « *Le troc et le paiement en monnaie* » : « L'or ne sera *qu'un moyen,* qu'un instrument d'évaluation et rien d'autre [50]. »

— Echanges nationaux : « Nous connaissons trop les méfaits de l'argent pour continuer à l'utiliser dans les échanges. [La distribution se fera] sur la présentation de la *carte de travail ou d'individualité.* (Les prix seront invariables et s'évalueront en ancienne monnaie ; il n'y aura pas " paiement réel ", ce sera un " jeu d'écritures ") [51]. »

— Conclusion : « Qu'on ne vienne pas surtout, par impuissance ou par paresse, affirmer encore, comme on l'a fait

44. *Memoria del IV° Congreso mundial de la A.I.T.*, 1931, Barcelone, p. 9.
45. Paris, 1930, 351 p. ; traduction faite en 1931 (LAMBERET, *op. cit.*, p. 181).
46. *Ibid.*, p. 276.
47. *Ibid.*, p. 277.
48. *Ibid.*, p. 293.
49. *Ibid.*, p. 294.
50. BESNARD, *op. cit.*, p. 297.
51. *Ibid.*, p. 299, 302 et 306.

jusqu'alors, que l'improvisation suffira à tout, qu'il est inutile de prévoir [52]. »

Il nous semble que ce livre éveilla un grand intérêt. L'anarchisme espagnol a une « vision du monde » totalement différente de celle des autres organisations nationales : il a sa culture [53], ses écoles [54], son alimentation (végétarisme, naturisme). La caractéristique du militant anarchiste est d'être autodidacte. Depuis le XIX[e] siècle, le militant espagnol a essayé de concevoir la société anarchiste. Nous choisissons dans l'œuvre de Lamberet les livres anarchistes relatifs à ce sujet : de 1882 à 1900, il y en eut 9 ; de 1901 à 1910, 11 ; de 1911 à 1920, 2 ; de 1921 à 1930, 3, de 1931 à 1936, 27. Ces livres sont, ou des traductions sur la révolution russe, ou, en général, des vulgarisations et adaptations de l'œuvre de Besnard.

Nous allons en analyser rapidement deux qui furent les plus connus : *El comunismo libertario* d'Isaac Puente (1932), et l'*Organismo economico de la revolucion* d'Abad de Santillán (1936).

« Le communisme libertaire est l'organisation de la société sans Etat et sans propriété privée. Pour cela il n'est pas besoin de rien inventer ni de créer aucun organisme nouveau. Les noyaux d'organisation autour desquels s'organisera la vie économique future existent déjà dans la société actuelle : ce sont le syndicat et la municipalité libre : [...]. La municipalité libre, assemblée d'origine ancienne [...], offre une voie à la solution de tous les problèmes de coexistence à la campagne [55]. »

Puente réfutait en huit points les préjugés contre le communisme libertaire ; il présentait un tableau comparatif de l'organisation politique et de l'organisation syndicale en onze points. Sa clarté et son rationalisme étaient sans aucun doute d'un grand effet sur les lecteurs, mais ce n'était qu'une brochure.

Le livre de Santillán prétendait envisager des problèmes d'importance, tels que le blocus de l'Espagne par les nations capitalistes en cas de révolution :

52. *Ibid.*, p. 343.
53. BRENAN, *op. cit.*, p. 268.
54. LEVAL, *op. cit.*, p. 53.
55. PUENTE, *op. cit.*, *réédition* M.L.E., Toulouse, 1947, p. 6.

« La révolution doit, dès son début, se préoccuper d'assurer le coton destiné aux filatures de Catalogne et à l'habillement de la population ; elle doit se préoccuper de résoudre le problème du pétrole par la distillation de charbons minéraux. Il n'y a pas de difficultés techniques insurmontables, car toutes ces contingences ont été vaincues par la science moderne [56]. »

Sur les alliances : « Il y a plusieurs organisations ouvrières en Espagne ; toutes doivent contribuer à la reconstruction de l'économie, et on doit les laisser toutes en place. La révolution ne refuse aucune contribution sur ce terrain ; ensuite, hors de la production et de la juste distribution, œuvre de tous et pour tous, chacun favorisera la forme de coexistence sociale qui lui conviendra le mieux ; de même, nous ne refuserons pas le droit à la foi religieuse à tous ceux qui en ont, ainsi que la manifestation de cette foi [...] [57]. »

« Et, en tant que majoritaires, nous ne pourrons faire moins que de reconnaître le droit des minoritaires à organiser leur vie propre comme ils le souhaitent, et de leur accorder, autant que possible, notre solidarité cordiale. Dans le cas où nous serions minoritaires nous devons, nous anarchistes, revendiquer cette liberté d'action [...] [58]. »

Le grand avantage de cette théorie était qu'en rationalisant la société telle qu'elle était, et la force de l'exemple convainquant les autres, le communisme libertaire s'instaurait sans obstacles majeurs.

La croyance dans la municipalité libre fit penser à Costa, qui fut bientôt revendiqué comme théoricien lointain, alors qu'il ne se fondait que sur des penseurs bourgeois et réformistes, sans faire aucune mention des anarchistes [59].

On arriva ainsi à écrire : « Le collectivisme agraire est traditionnel dans la péninsule ibérique et en Berbérie et en Russie, dont l'inextinguible *mir* a une origine lointaine. Costa et Reparaz ont présenté de très nombreux cas de collectivisme agraire ibérique [...]. L'histoire nous enseigne que, avant l'invasion

56. Santillán, *op. cit.*, p. 31.
57. *Ibid.*, p. 33.
58. *Ibid.*, p. 196, 197.
59. Il ne cite que Fourier et Abreu, *Colectivismo agrario*, Madrid, 1915, p. 246, 247.

romaine, il y avait dans la péninsule un communisme de caractère libertaire. [...] Ce fut à l'époque des rois catholiques que toute l'Espagne commença à sentir de façon décisive le pouvoir de l'Etat et de l'Eglise [...]. Mais, ni cela même, ni cinq siècles de régimes antinaturels, antiéconomiques et de plus antigéographiques, n'ont pu faire disparaître en Espagne la tendance spontanée à la municipalité libre, au communisme libertaire [...] [60]. »

Le mot municipalité arriva à être synonyme de commune [61], et le mot socialisation — exploitation par les ouvriers — s'opposa à étatisation [62].

En mai 1936, le congrès de Saragosse adopta une motion sur « la conception confédérale du communisme libertaire », qui était un résumé-synthèse des publications antérieures, étant bien établi que l'argent — base de l'accumulation capitaliste — serait remplacé par le carnet de producteur [63].

Le problème de la monnaie était le point faible, parce que, si on pouvait appliquer la théorie anarchiste sur le plan national (avec l'hypothétique adhésion des autres courants), sur le plan international elle supposait une abondante réserve d'or et la possibilité de l'alimenter, ainsi que des produits échangeables sur le marché (c'est-à-dire la possibilité technique de continuer à exploiter les gisements minéraux sans l'assistance capitaliste ou étrangère). De plus, la croyance simpliste de la science comme panacée, qu'avait dénoncée Malatesta, réapparaissait (citation de Santillan), et précisément, ce qui était pire, chez un auteur qui avait traduit Malatesta en espagnol [64].

Le point fort était que le communisme libertaire consistait en un système de trusts horizontaux et verticaux, de concentration

60. *Campo libre*, 25 janvier 1936, p. 1 ; voir aussi dans le même périodique les articles « Posibilidades del comunismo libertario en España » (de janvier à juillet 1936)...
61. Confusion résumée dans *Solidaridad*, Montevideo, 1er mai 1956, p. 28 : « la comunas » ; p. 29 : « O municipio ».
62. Santillán, *op. cit.*, p. 40. Il est plaisant de lire, pour se rendre compte de la confusion des mots : « La socialisation ne doit en aucune façon être confondue avec le socialisme » (Jean XXIII, cité par *A.B.C.*, Madrid, 21 août 1963, p. 16.
63. Voir la citation de Besnard, ci-dessus, p. 48.
64. Fabbri, *Errico Malatesta. Su vida, sus ideas*, Buenos Aires, 1932 (Rama, *op. cit.*, p. 200).

d'entreprises pour une meilleure et plus grande production, éliminant la concurrence stérile et les intérêts économiques internationaux (sous-exploitation minière en Espagne pour maintenir les prix mondiaux à un niveau élevé).

Le communisme libertaire nous apparaît comme un mélange de simplisme et de planification extrême capable de s'appliquer à une nation, et qui, en Espagne, étant donné le déséquilibre social et économique, était une solution plus adéquate que l'actuelle. Son attrait principal était la prise du pouvoir par les syndicats sans changement des structures existantes, et son appel à l'union et à la coordination de tous, sur des bases concrètes, en dehors des divergences théoriques.

La C.N.T. en 1931

La C.N.T. passait par une série de moments difficiles : en 1929, Peiro accusait Pestaña d'être révisionniste et de nier la raison d'être de la C.N.T., l'antiparlementarisme et l'action directe [65] ; en 1930, plusieurs militants, parmi lesquels Carbo et Peiro, signaient un manifeste politique [66] ; en 1931 eut lieu le congrès.

En 1919, la C.N.T. avait 1 086 000 affiliés. Après son interdiction de 1923 à 1930, elle réunissait 652 000 militants [67]. La F.A.I. demanda sa reconnaissance officielle et sa participation au congrès, mais on ne lui permit d'y assister qu'à titre informatif [68]. Le courant que nous étudierons plus loin se dessinait déjà. Les contacts avec les politiciens furent avoués [69]. On adopta le système de syndicats d'industries à la place du syndicat de métier. Cela pour suivre la concentration capitaliste et rendre le contrôle de la production possible le jour de la révolution, selon Orobon

65. PEIRATS, *op. cit.*, t. I, p. 32, 33.
66. *Ibid.*, p. 38.
67. Rapport du IV[e] congrès, *op. cit.*, p. 9. Selon le rapport de 1919, 755, 131. Selon le rapport de 1931, 535-565.
68. *Memoria del Congreso extraordinario celebrado en Madrid, los días 11 al 16 de junio de 1931*, Barcelone, 1932, p. 45.
69. *Ibid.*, p. 66-71 (reproduit par PEIRATS, *op. cit.*, t. I, p. 40-44).

Fernandez ; par contre, Garcia Oliver voyait là un accroissement de la centralisation [70]. On adopta le programme suivant pour la question agraire : expropriation sans indemnisation de tous les latifundia, abolition des contributions et des rentes sur les propriétés qui constituent les ressources de leurs propriétaires [71]. Il y eut de nombreuses discussions au sujet des cortes constituantes : un texte préliminaire affirmait qu'elles étaient à la fois le « produit d'un fait révolutionnaire » et qu'on ne pouvait rien en attendre. Finalement, on aboutit à un texte opposé aux cortes, mais la C.N.T. sortait boiteuse de ce congrès.

En août 1931, le manifeste des Trente était publié, ainsi appelé parce qu'il portait la signature de trente militants connus, tels que Francisco Arin, Pestaña, Peiro, etc. Le manifeste décrivait la crise économique, l'incapacité du gouvernement, la conception démagogique de certaines minorités pour lesquelles : « Tout était confié au hasard, tout était attendu de l'imprévisible, on croit aux miracles de la sainte révolution [...] [72]. »

Ces minorités étaient la F.A.I. ; les trentistes proposaient : « Nous voulons une révolution issue du sentiment profond du peuple comme celle qui se prépare aujourd'hui, et non pas une révolution qu'on nous offre et que prétendent apporter certains individus qui, si elle arrive à eux, deviendront fatalement des dictateurs le lendemain du triomphe [73]. »

Les partisans de la F.A.I. répondirent aussitôt aux arguments de leurs anciens camarades : « ... le manifeste du groupe de militants que la presse bourgeoise, Macia et Companys ont appelé " la partie sensée de la Confédération " [...]. Le résultat immédiat de tout cela a été le début d'une violente répression contre tous les individus en vue de la F.A.I. [...]. Cette crise interne, processus de décomposition, tombée dans la maladie politique d'un mouvement ouvrier trop puissant, trop grand désormais pour ne pas tourner la tête de ceux qui ont été placés en avant par les circonstances, il y a longtemps que nous la voyions venir [...] [74]. »

70. BRENAN, *op. cit.*, p. 275.
71. *Memoria del Congresso... 1931*, p. 107.
72. PEIRATS, *op. cit.*, t. I, p. 57.
73. *Ibid.*, p. 58.
74. Federica MONTSENY, *El Luchador*, 18 septembre 1931 ; cité par PEIRATS, *op. cit.*, t. I, p. 59, 60.

Les embryons de crise dans la C.N.T. aboutissent à la constitution de la F.A.I., qui opposa deux groupes dans lesquels les inimitiés personnelles eurent certainement un rôle important : Garcia Oliver et Durruti pour la F.A.I., Peiro et Pestaña pour les Trentistes. Nous avons déjà vu qu'en 1929 Peiro et Pestaña avaient eu une polémique, aussi ne tardèrent-ils pas à se séparer, et Pestaña créa en 1933 un Parti syndicaliste.

Ces divisions idéologico-personnelles se sont reflétées dans les syndicats et les fédérations locales. La « carte » de l'anarchisme était la suivante [75] :

Provinces où la C.N.T. était majoritaire : la Corogne et Pontevedra en Galice ; Séville, Cadix, Malaga et Alméria en Andalousie ; Murcie au Levant ; Gérone, Barcelone et Tarragone en Catalogne ; Huesca et Saragosse en Aragon.

Il y avait des noyaux ou des minorités importantes dans les Asturies ; dans la Nouvelle Castille à Madrid ; dans la Vieille Castille à Logrono ; dans le Pays Basque à Alava ; en Catalogne à Lérida ; en Aragon à Téruel ; au Levant à Castellon, Valence, Albacète et Alicante ; en Andalousie à Huelva, Cordoue et Grenade.

Il n'y avait pas, ou très peu, d'influence anarchiste à Lugo et Orense en Galice ; à Jaén en Andalousie ; dans les provinces de Leon, Estrémadure, Vieille Castille (à l'exception de Logrono), Nouvelle Castille (à l'exception de Madrid) et Basque (à l'exception d'Alava) [76].

Le trentisme était répandu à Huelva, au Levant (Valence et Alicante) et en Catalogne (métallurgie de Barcelone) [77].

Le parti syndicaliste de Pestaña était surtout dans des secteurs de Tarragone, du Levant, de Galice, et à San Sébastien [78].

75. Nous nous fondons principalement sur l'étude des cartes des abstentions aux élections de 1931, 1933 et 1936 publiées par Jean BÉCARUD, *La Deuxième République espagnole, 1931-1936*, Paris, 1962. Ce procédé nous semble moins subjectif que celui de BRENAN, *op. cit.*

76. Nous ne tirons pas de conséquences de ces divisions parce que nous nous méfions des déterminismes géographiques et ethniques.

77. *Solidaridad Obrera*, 8 mai 1936, p. 3.

78. « De Pestaña à *El Sol* », *El Luchador*, 3 février 1933, n° 96, p. 3.

Tentatives frustrées de 1932, 1933 et 1934

Il nous semble que, étant donné la gravité de la crise du mouvement anarchiste et l'acuité de la question sociale, quelques militants de la F.A.I. et de la C.N.T., pour contrecarrer l'opportunisme politique du trentisme, provoquèrent des soulèvements révolutionnaires dans les villes et dans les campagnes.

Ces mouvements eurent plus d'envergure dans les campagnes, et c'est pourquoi nous les étudierons principalement sous cet aspect.

Au congrès de 1931, différentes suggestions avaient été adoptées, telles que l'expropriation sans indemnisation de tous les latifundia, y compris leur outillage, et l'usufruit gratuit de ces terrains par les syndicats agraires [79].

Dans les campagnes, la C.N.T. avait une influence étendue dans les provinces déjà citées et quelques foyers plus développés. Il y avait des écoles rationalistes d'enseignement du type Ferrer [80] ou, en Andalousie, des lectures collectives : celui qui savait lire épelait les périodiques et les brochures anarchistes [81].

Il faut rappeler aussi que la misère avait provoqué, avant les soulèvements libertaires, des insurrections paysannes et des répartitions de terres, comme en octobre 1931 à Arganzon (Guadalajara), en décembre de la même année à Carmona (Séville) et à Santa Maria de Magarra (Cacerès) [82].

Le 18 janvier 1932, la F.A.I. lança un mouvement insurrectionnel dans la région minière du Haut Llobregat et à Cardoner (Barcelone). Berga, Cardona, Figols, Sallent, Suria [83] proclamèrent le communisme libertaire. Mais, étant donné l'isolement total du mouvement, le gouvernement mata la résistance en cinq jours. Une centaine [84] de militants furent déportés à Rio de Oro et à

79. *Memoria del Congreso... 1931*, p. 107.

80. LEVAL, *op. cit.*, p. 53.

81. *Ibid.* ; DÍAZ DEL MORAL, *op. cit.*, p. 181 ; PEIRATS, *Los Anarquistas en la crisis política española*, Buenos Aires, 1964, p. 147-148.

82. LARGO CABALLERO, *Correspondencia Secreta*, Madrid, 1961, note de Mauricio Carlavilla, p. 134, 136.

83. *El Luchador*, 29 janvier 1932, n° 56.

84. PEIRATS, *Los Anarquistas...*, p. 86, 104 personnes.

Fuerteventura, parmi lesquels Ascaso et Durruti, leaders de la F.A.I. Des grèves de protestation éclatèrent alors et, à Tarrasa, les groupes anarchistes prirent la ville et proclamèrent le communisme libertaire le 16 février 1932. Là aussi, le gouvernement vainquit l'insurrection.

Fin 1932, les catalanistes de l'« Esquerra Republicana » commencèrent une campagne de terrorisme pour détruire la C.N.T. ; plusieurs incidents survinrent et, à Sardanola-Ripollet, on proclama le communisme libertaire [85]. Les Cadres de défense de la C.N.T.-F.A.I. décidèrent alors de préparer un mouvement national qui devait commencer le 8 janvier avec la grève des chemins de fer. Cette grève n'eut pas lieu, et l'insurrection fut menée dans l'indifférence populaire [86]. Dans le Levant, cependant, il y eut des cas de communisme libertaire (à Bétara, Bugarra, Pedralba, Ribarroja), que Peirats analyse avec justesse en cinq points :

1. Prise insurrectionnelle de la mairie, sans qu'il y ait eu de victimes ;
2. Siège de la caserne de la Garde civile, qui se rend ou s'enfuit ;
3. Etablissement du communisme libertaire : « On hisse le drapeau rouge et noir. Les archives des propriétés sont brûlées sur la place publique, en présence de groupes de curieux. On publie un édit ou on fait une annonce déclarant la suppression de la monnaie, de la propriété privée et de l'exploitation de l'homme par l'homme [87]. »
4. « Arrivée de renforts de gardes et de policiers. Les rebelles résistent plus ou moins jusqu'à ce qu'ils se rendent compte que le mouvement n'est pas général dans toute l'Espagne et qu'ils se trouvent isolés dans leur magnifique projet [88]. »
5. Les prisonniers sont torturés par les forces de répression. Le même schéma se répète dans les autres provinces.

On peut ajouter un sixième point : qu'il n'y eut nulle part

85. PEIRATS, *La C.N.T...*, I, p. 64.
86. *Ibid.*, I, p. 64, 65 ; *El Congreso confederal de Zaragoza*, 1955, p. 120.
87. PEIRATS, *La C.N.T....*, I, p. 65.
88. *Ibid.*

de violences de la part des anarchistes triomphants contre les propriétaires, les gardes et les policiers [89].

Ce mouvement fut tragiquement marqué par la répression de Casas Viejas (Cadix).

Les mouvements de 1932 et 1933 présentent de grandes différences. Le premier eut lieu dans une région minière dont les villes étaient : Berga (7 000 ouvriers) [90], Cardona (6 000), Figols (960) [91], Sallent (4 653), Suria (3 194), Tarrasa (50 000). Le second est entièrement paysan, excepté Sardanola-Ripollet (3 500). Dans le Levant, il s'agit de villes de 1 500 habitants (Bugarra) à 4 400 (Ribarroja) ; ailleurs, depuis le petit village (Casas Viejas) jusqu'à la ville industrielle (Salent).

En novembre 1933, lors des élections, la C.N.T. lança une campagne intensive pour l'abstention : « Face aux urnes, la révolution sociale. » Si les droites triomphaient au scrutin, on déclencherait l'insurrection. Comme le précisait un délégué au congrès de Saragosse : « Mais on ne tenait pas compte que celui qui ne vote pas n'est pas obligatoirement un révolutionnaire [92]. »

Au moment de fixer la date du mouvement, seules quelques fédérations régionales acceptèrent d'aller au combat, les autres se souvenant encore de la répression de janvier 1933. La structure fédéraliste de la C.N.T. consiste fondamentalement en ce que le vote n'est qu'une indication, la minorité n'étant pas absolument dans l'obligation de suivre la majorité. C'est pourquoi le soulèvement du 8 décembre 1933 resta limité à l'Aragon, Rioja, l'Estrémadure et l'Andalousie.

Le schéma de janvier s'appliqua à décembre. Selon un participant, en Aragon, à Valderrobre (Téruel), il arriva ceci : « ... Des camarades s'acquittaient de leur tâche de brûler les archives de propriété, ecclésiastiques, municipales, etc. [...] Une annonce publique annulait désormais la circulation monétaire. [...] Nous

89. Jesus HERNÁNDEZ, *op. cit.*, p. 82, 83, 89, 90, à Sallent (Barcelone), La Rinconada (Séville). Le livre fut écrit alors que l'auteur était communiste : « On m'autorisait à quitter l'U.R.S.S. quand j'aurais terminé cette œuvre. » (*La Grande Trahison*, Paris, 1953, p. 213.)
90. Tous les chiffres, exacts ou approximatifs, viennent de *Enciclopedia Universal Ilustrada Espasa Calpe*, recensement de 1920.
91. L'*Enciclopedia...* indique la localité, le chiffre fut donné par *Solidaridad Obrera*, 29 octobre 1936, p. 4.
92. *El Congreso confederal...*, p. 121.

avons vécu cinq jours dans le communisme libertaire, comptant sur la loyauté du village et sur l'inquiétude ou la panique de l'ennemi. Certains de nos adversaires se présentèrent même devant les syndicats pour demander en pleine assemblée des explications sur le sens du communisme libertaire, et quelques-uns y adhérèrent spontanément [93]. »

Ce récit est confirmé par la presse d'alors : archives brûlées [94] et abolition de la monnaie [95]. A Logrono, plusieurs villages instaurèrent le communisme libertaire [96]. A Fuenmayor, on promulga un édit [97] qui correspondait au quatrième point du schéma : « Le communisme libertaire vient de s'implanter dans toute la péninsule ibérique », mais le souvenir de la répression de janvier s'y reflétait : « et celui qui n'obéira pas au nouveau régime sera fusillé... ».

Le mouvement fut réprimé par l'armée, car le gouvernement avait décrété l'état d'alarme [98].

Les mouvements avaient eu un grand succès dans les villages. A Téruel, il s'agissait de villages de quelque 800 habitants (Arenys de Lledo, Fornoles, Torre del Compte) à 3 000 (Beceite, Valderrobres) [99]. A Logrono, de 2 000 habitants (tous sauf un) à 8 000 (Haro). Dans les villes, excepté Saragosse et Grenade, on n'alla pas au-delà de la grève générale. Nulle part, d'après notre documentation, les forces de gauche ne secondèrent le mouvement ; bien au contraire, le ministre du gouvernement put annoncer [100] que l'U.G.T. donnait l'ordre de travailler durant la grève de solidarité de la C.N.T.

Le bilan était très négatif. Mais, à la suite de la déroute électorale des gauches au début de 1934, le parti socialiste et l'U.G.T., sous l'impulsion de Largo Caballero, prirent une attitude

93. Miguel Foz, « El 8 de diciembre de 1933 y la comarcal de Valderrobres », *Le Combat syndicaliste*, Paris, 28 janvier 1965.
94. *El Sol*, 12 décembre 1933, p. 3.
95. *El Sol*, 16 décembre 1933, p. 8.
96. *El Sol*, 12 décembre 1933, p. 3, 4 : Briones, Cenicero, Fuenmayor, Haro, La Bastida San Asencio et San Vicente de la Sonsierra.
97. *El Sol*, 12 décembre 1933, p. 4.
98. *El Sol*, 10 décembre 1933, p. 1.
99. Miguel Foz, *loc. cit.*
100. *El Sol*, 12 décembre 1933, p. 10.

« révolutionnaire », en ce sens qu'ils parlaient d'alliances ouvrières, de prise du pouvoir.

Ce courant trouva un écho dans la C.N.T., bien que la majorité se défiât de Largo Caballero (alors président du parti socialiste et secrétaire de l'U.G.T. [101]). Il avait été conseiller d'Etat [102] de Primo de Rivera, et l'U.G.T. avait accepté la dictature. De plus, au début de la république, cette organisation recrutait de nombreux adhérents parmi les employés, couches peu révolutionnaires selon la C.N.T. ; de 277 011 affiliés en décembre 1930, elle passa à 1 041 539 en juin 1932 [103].

L'U.G.T. était malgré tout une force importante. Dans les Asturies, la fédération régionale de la C.N.T., contre l'opinion des autres fédérations, mais dans sa propre structure, à l'exception de la fédération locale de La Felguera (preuve exceptionnelle de fédéralisme), décida de signer un pacte d'alliance avec l'U.G.T. des Asturies en mars 1934.

Le parti socialiste et l'U.G.T. préparaient un mouvement insurrectionnel :

« De los Rios lui-même déclarait que, si Gil Robles entrait au gouvernement, il serait inévitable de faire la révolution [104]. »

« On nommait également des représentants dans tous les villages où l'organisation existait, afin d'envoyer et de recevoir la correspondance sous une forme convenue, et ce système fonctionna d'une manière parfaitement normale. On acheta et on distribua des armes [...] [105]. »

Le 4 octobre 1934, Gil Robles et deux autres députés de la C.E.D.A. (Confederacion Española de Derechas Autonomas) participaient au gouvernement Lerroux, et le 6 octobre le mouvement commençait.

En Catalogne, on avisa la Confédération deux jours avant les événements [106], et les catalanistes, à peine arrivés au pouvoir,

101. Largo Caballero, *op. cit.*, p. 156.
102. Victor Alba, *op. cit.*, p. 156.
103. *Memoria y orden del día del XXVII° congreso ordinario que se celebrara en Madrid los dias* 14 *y siguientes de octubre de 1932*, Madrid, 1932, p. 61.
104. Largo Caballero, *op. cit.*, p. 145.
105. *Ibid.*, p. 147.
106. *El Congreso confederal...*, p. 134.

mirent hors-la-loi la C.N.T.-F.A.I. [107]. Quelques jours plus tard, le pouvoir central rétablissait l'ordre.

Dans les Asturies, non seulement le soulèvement triompha dans les petites localités, mais encore les mineurs et les ouvriers prirent Oviedo et Gijon.

Dans le reste de l'Espagne, il y eut des grèves, mais la plus grande confusion régnait. La direction socialiste semblait se désintéresser de ce qu'elle avait déclenché ; la C.N.T., édifiée par l'expérience de Catalogne et par l'attitude socialiste, n'appuyait pas complètement les Asturies [108]. Le confusionnisme de l'U.G.T. et du P.S.O.E. (Partido Socialista Obrero Español) fit échouer le soulèvement.

Il nous semble que, en réalité, les intentions socialistes étaient de créer dans les Asturies un bastion militaire discipliné en tant qu'instrument de pression pour un chantage politique. Nous en voyons la preuve dans ce fait : « Du 5 au 6 octobre on prit un petit village, et un conseiller socialiste nous remercia, nous communiquant que, trois mois plus tôt, en prévision de ce qui arriverait, le comité révolutionnaire avait été nommé [109]. »

Les militants socialistes, dans le cas qui nous occupe, n'admirent pas ce marchandage : « Nous nous sommes opposés, et les socialistes qui ont lutté ont désavoué le conseiller, et le comité révolutionnaire fut nommé à ce moment. Ce sont des faits éloquents qui démontrent que, une fois commencée la révolution, on peut compter sur les ouvriers, même s'ils sont socialistes [110]. »

La caractéristique du mouvement des Asturies fut que, pour la première fois, les socialistes et les communistes appliquèrent leurs théories en Espagne, et cela avec les anarchistes.

Des descriptions d'auteurs procommunistes ou socialistes, il ressort une certaine similitude avec les essais anarchistes de 1932 et 1933 :

« La monnaie est abolie, il règne un " communisme de guerre " complet. La distribution des marchandises est dirigée par les comités ouvriers qui impriment des feuilles de papier " valables pour un kilo de pain ", etc. La vente des boissons alcoolisées est interdite [111]. »

« Au milieu du vacarme de la lutte, les comités révolutionnaires veillaient aussi aux œuvres de type social. Dès que le contrôle des villages était obtenu, on créait des institutions d'aide et de soutien aux enfants et aux vieillards. [...] On combattait et on créait simultanément [112]. »

« L'ordre révolutionnaire s'élabore sur tous les terrains. L'argent est supprimé. Chaque famille pourra acquérir une certaine quantité d'aliments selon le nombre d'individus qui la composent [113]. »

Le style de ces trois auteurs marxistes, admirant et couvrant d'éloges cette nouvelle « Commune de Paris », est typique et émouvant : « On combattait et on créait simultanément. » Comment comprendre dans ce cas que, trois ans plus tard (à peine), les critiques du P.C. et du P.O.U.M. s'accordaient pour affirmer qu'il fallait combattre et remettre la révolution à plus tard ?

Cécité mentale, crétinisme ? Non, léninisme (ou mussolinisme), car dans cette idéologie seuls les militants du Parti peuvent avoir des initiatives révolutionnaires, les autres sont le « lumpen », les incontrôlés... Ce ne fut pas un hasard si aux Asturies des tribunaux populaires apparurent dans les secteurs communistes et qu'il y eut de la tolérance et des bons traitements dans les localités anarchistes (comme le montre Diaz Nosty). Ce ne fut pas un hasard, dans le sens où le léninisme implique la tcheka et les liquidations : « Dans un endroit, on emprisonnera une douzaine de riches, une douzaine de voyous, une douzaine d'ouvriers qui fuient le travail (avec une attitude digne de la pègre, comme de nombreux typographes de Petrograd le font, surtout dans les imprimeries du parti). Dans un autre, on les obligera à nettoyer les latrines ; dans un troisième, on leur donnera à la sortie de prison des carnets jaunes pour que le peuple les surveille comme

107. *Ibid.*, p. 135.
108. *El Congreso confederal...*, p. 125 : « A Grenade [...] nous avons fait tout le possible pour seconder le mouvement. » P. 126 : « A Saragosse, on n'appuya pas le mouvement d'octobre, parce qu'il ne paraissait pas révolutionnaire. »
109. *Ibid.*, p. 151
110. *Ibid.*, p. 151.
111. Conze, *op. cit.*, p. 100.
112. Jesús Hernandez, *op. cit.*, p. 127.
113. J. Maurin, *op. cit.*, p. 226.

des êtres nuisibles, tant qu'ils ne se corrigeront pas. Dans d'autres, on fusillera sur-le-champ un parasite sur dix [114]. »

Antonio Sala et Eduardo Duran [115] démontrent que le léninisme continue à faire des ravages avec les liquidations physiques « pour le bien du Parti », ce qui rejoint la critique de Lister dans *Basta !* qui accuse l'actuel secrétaire du P.C. E. d'être un assassin, depuis la guerre jusqu'à Julian Grimau... Malheureusement, Lister n'applique pas ses analyses à ses propres crimes, qui, on le verra, furent surtout dirigés contre l'autogestion. Tant de règlements de comptes font penser à ceux des fascistes : Hitler et Roehm, Mussolini et ses généraux.

Comme Marx l'a écrit, les mécanismes de l'exploitation produisent des conséquences similaires sur les prolétaires. Bakounine le corrigea en ajoutant que les marxistes « centraliseraient les rênes du pouvoir dans un poing de fer [116], parce que le peuple ignorant exige une tutelle très énergique ; ils fondront une seule banque d'Etat, qui concentrera entre ses mains toute la production commerciale, industrielle, agricole et même scientifique, et répartira la masse du peuple en deux armées : l'une industrielle et l'autre agricole, sous le commandement direct des ingénieurs d'Etat qui formeront ainsi la nouvelle caste privilégiée politico-scientifique de l'Etat [117]. »

Cette description de 1873 s'adapte parfaitement aux sociétés de capitalisme occidental ou centralisé, de la Chine aux Etats-Unis, qui nous exploitent actuellement.

Mais les accords d'unité, les sigles U.H.P. (Union de Hermanos Proletarios) ne suffirent pas à effacer les antagonismes :

« A Mieres, il y eut le cas où des manifestes, approuvés par

114. *Cómo debe organizarse la emulación ?* 25/28 décembre 1917, publié par la *Pravda* pour la première fois le 20 janvier 1929, éd. de Moscou en espagnol, s.d., p. 12.
115. A. Sala, E. Duran, *Critica a la izquierda autoritaria en Cataluña*, Paris, 1975.
116. Dans *Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets*, de Lénine, avril 1918, la dictature du prolétariat apparaît comme une *main de fer*, un pouvoir de fer, une discipline de fer (*Acerca de la gran revolución socialista de octubre*, Moscou, 1967, p. 102, 103, 110).
117. *Estatismo y Anarquía*, Buenos Aires, 1929, p. 291.

le comité révolutionnaire, se révélèrent, une fois imprimés, complètement défigurés [118]. »

« José Maria Martinez, âme du mouvement révolutionnaire de Gijon, mourut pendant la lutte de façon mystérieuse [119]. »

Les événements de janvier 1932, janvier et décembre 1933 rendirent évidente la nécessité d'alliance pour le mouvement anarchiste. Du soulèvement de 1934, Federica Montseny tirait ces conclusions :

« La première des suggestions ressortant de cet essai de révolution populaire est l'action des communistes étatistes, profitant du moment du combat et de l'absence des libertaires, toujours en première ligne, pour structurer à leur manière — étatiquement — la nouvelle société qui aurait surgi du triomphe révolutionnaire. Les Asturies, avec leur échec, doivent aussi nous servir de leçon [120]. »

« Il faut que nous, anarchistes, nous rendions compte de la nécessité de ne pas nous engager corps et âme, avec une confiance aveugle, dans ce courant de l'unité ouvrière qui, fécondée par le sang des ouvriers socialistes, communistes et anarchistes qui moururent dans les Asturies, a fini par être la volonté populaire [121]. »

Le congrès de Saragosse (mai 1936)

On peut difficilement séparer ce congrès du plénum péninsulaire de la F.A.I. célébré le 30 janvier et le 1er février 1936. Les forces étaient réorganisées et la conception de la reconstruction sociale étaient précisées : « une guerre civile inévitable et de durée impossible à prévoir. » Vu cette situation et le manque de stocks d'armes, il était proposé d'étudier la « manière de transformer en certaines zones stratégiques les industries de paix, les usines de produits chimiques, les établissements métallur-

118. Solano Palacio, *La Revolución de octubre. Quince días de comunismo libertario en Asturias*, Barcelone, 1936, p. 140.
119. *Ibid.*, p. 95.
120. Solano Palacio, *op. cit.* (conclusion de Montseny), p. 195.
121. *Ibid.*, p. 195 et 196.

giques, etc., en industries qui fourniraient du matériel de combat pour la révolution ». On préparait également de la propagande en arabe afin de pousser les Marocains à l'indépendance, vu qu'ils étaient une source d'hommes pour l'armée.

Ces décisions sont très importantes, car elles expliquent la réaction fulminante du prolétariat de Barcelone, entre autres, et démontrent l'inconsistance des faïstes, qui laissèrent, comme nous le verrons, se propager le mythe d'une victoire rapide, au lieu de mettre les gens devant leur responsabilité, c'est-à-dire ne pas admettre les contradictions économiques, le gaspillage, etc.

Le congrès fut annoncé dans *Solidaridad Obrera* de Barcelone le 5 février 1936, en première page. Le 13 du même mois, l'éditorial avait pour titre : « La Solution du litige scissionniste » ; le 5 mars : « De la scission à l'unité interne ». Le congrès ratifia cette proposition : « ... Des circonstances de type purement formel ont déterminé un fait de scission qui ne peut se fonder sur un désaccord fondamental avec les principes de base de la C.N.T. Le processus révolutionnaire, à partir de ce moment, et les circonstances révolutionnaires actuelles ont amené la disparition de ces différences d'interprétation et l'accord formel sur la situation présente [122]. »

Après les terribles polémiques passées, cette réunification nous paraît peu compréhensible. D'autres documents éclaireront peut-être un jour cette tactique.

Nous avons déjà vu que le congrès adopta officiellement le programme du communisme libertaire. Il adopta aussi un projet d'alliance à proposer à l'U.G.T. La C.N.T. réunifiée, avec ses 550 000 membres [123] — 60 000 environ étaient dans la scission —, paraissait avoir un programme, une tactique et une solidité réelle.

122. *El Congreso confederal...*, p. 92, 93 ; PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 117.
123. 559 294 selon *Solidaridad Obrera*, 5 mai 1936.

Conclusions

« La révolution russe, cette même révolution qui constitue la première expérience historique de la grève générale, non seulement ne réhabilite pas l'anarchie, mais encore aboutit *à une liquidation historique de l'anarchisme* [1]. »

« Le paysan espagnol est plus individualiste encore que le paysans français : il a plus de morgue, plus de fierté [2]. »

Ces deux citations sont intéressantes parce qu'elles sont ridiculisées par les événements historiques postérieurs, et, étant émises d'une part par une marxiste et d'autre part par un coopérativiste bourgeois, elles nous montrent les limites d'analyses qu'ils prétendent scientifiques ou universelles.

Pour comprendre la force passée et actuelle de l'anarchisme en Espagne, il est nécessaire d'évoquer brièvement le passé.

De 1900 à 1931, de nombreux événements marquent l'histoire du mouvement espagnol. La guerre coloniale au Maroc entraîne le soulèvement des appelés à Barcelone en 1909, à la suite duquel Francisco Ferrer, le pédagogue anarchiste, est fusillé.

L'U.G.T. se développe plus rapidement : 57 000 militants en 1905, 148 000 en 1913. Les groupes anarcho-syndicalistes se coordonnent, et, en 1911, la C.N.T. (Confédération national du travail) est fondée avec 30 000 affiliés.

1. Rosa LUXEMBURG, *Grève de masse, parti et syndicats*, Petite collection Maspero, p. 94.
2. Charles GIDE, *La Coopération dans les pays latins 1926-27*.

La Première Guerre mondiale a comme conséquence que l'industrie espagnole ravitaille les belligérants, et que donc l'exploitation des salariés redouble. En 1917, la C.N.T. et l'U.G.T. prennent contact et décident la grève générale révolutionnaire. C'est un échec à cause des manœuvres des socialistes : « Certes nous avons donné des armes au peuple, mais il n'en est pas moins certain qu'il n'y avait pas de munitions[3]. » (I. Prieto).

En 1919, l'usine électrique de Catalogne « La Canadiense » fut paralysée par une grève de solidarité envers les ouvriers de la comptabilité, puis la solidarité s'étendit aux autres usines d'électricité, puis aux usines textiles. Le gouvernement décréta l'état d'urgence en Catalogne et mobilisa les travailleurs, qui refusaient quand même de travailler. Les revendications étaient passées à l'augmentation des salaires, la journée de huit heures, le paiement de la moitié des jours de grève. La grève commencée en janvier à « La Canadiense » avait touché la Catalogne en fin février, en mars la grève continua, et, du 24 mars au 7 avril, ce fut la grève générale. Le 14 avril, le syndicat patronal acceptait toutes les revendications, y compris la libération de 3 000 travailleurs.

Cette grève entièrement menée par la C.N.T. est un exemple d'efficacité de cette centrale qui groupait la même année 755 000 membres, soit environ 10 % de la population active. Seulement en Catalogne, la C.N.T. avait 252 000 membres en 1920 et l'U.G.T., pour toute l'Espagne, 211 000.

En 1922, avec la formation de la III[e] Internationale à Moscou, une délégation de la C.N.T. fut envoyée qui décida le refus d'adhésion, vu la situation des anarchistes et des travailleurs russes. Deux marxistes qui se trouvaient dans cette délégation quittèrent la C.N.T., ce sont Andrés Nin et Maurin, qu'on retrouve plus tard au P.O.U.M.

Mais des événements plus graves se déroulaient : le patronat catalan, pour se venger de « La Canadiense », arma des gangsters, qui liquidèrent les responsables syndicaux, dont celui qui avait inspiré la tactique à la « Canadiense », Salvador Segui. C'est le *pistolerismo*. Pour y répondre, des groupes de défense se forment. De 1919 à 1923, la lutte est féroce.

3. Cité par PEIRATS, *op. cit.*

Le patronat espagnol a besoin d'un régime fort. C'est l'époque de Mussolini et des dictatures militaires en Europe (Hongrie, Bulgarie). Le général Primo de Rivera prend le pouvoir en 1923, aucun groupe politique ne bouge et la C.N.T. préfère se dissoudre, et conserve sa structure dans la clandestinité.

Quant à l'U.G.T., non seulement elle ne s'oppose pas au régime, mais elle y collabore. Son secrétaire général, Largo Caballero, est même conseiller d'Etat au ministère du Travail. Les travailleurs ne sont pas dupes, puisque l'U.G.T., entre 1920 et 1926, ne passe que de 211 000 à 219 000 membres.

La dictature ne satisfait pas le patronat espagnol, qui la laisse dans son incapacité, les partis politiques bougent et les conflits sur le plan du travail augmentent : l'U.G.T. passe à 277 000 membres en 1930. La C.N.T. est en contact « avec les éléments politiques, non pour implanter la république, mais pour abattre le régime d'ignominie qui nous étouffe[4] ».

La position des anarchistes est une inconnue pour ses adversaires. En fait, depuis 1927, en plus de la C.N.T., il s'est créé une fédération anarchiste, la F.A.I., dont le but est d'aider au développement de la C.N.T.

C'est dans ce climat qu'ont lieu les élections municipales d'avril qui donnent une nette victoire aux républicains, et, le 14 avril 1931, la République est proclamée, le roi Alphonse XIII ne désirant pas, ainsi que le patronat, d'épreuve de force directe.

Au lieu de faire une simple description, nous aborderons l'histoire de la République espagnole à partir de la C.N.T. et de la F.A.I., organisations majoritaires des travailleurs espagnols, tant industriels qu'agricoles, et des attitudes des autres formations.

Une question logique est de demander pourquoi l'anarchisme était si fort en Espagne, alors qu'il avait disparu des autres pays. En fait, poser la question c'est se comporter en marxiste, en oubliant l'essentiel, à savoir que les idées socialistes, autoritaires ou non, n'ont jamais pénétré les pays industrialisés de pointe (à

4. PEIRATS, *op. cit.*

l'exception de rares moments : anarcho-syndicalisme aux Etats-Unis jusqu'en 1914 environ ; anarcho-syndicalisme et marxisme en Allemagne jusqu'en 1920 et 1933), comme le montrent bien les mouvements ouvriers actuels des Etats-Unis, Grande-Bretagne, pays scandinaves, Allemagne.

L'influence en Espagne s'explique par la composition de la C.N.T., de l'origine politique et sociale de ses affiliés. Si les objectifs de la C.N.T. sont le communisme libertaire, tel que l'ont défini Bakounine et Kropotkine, entre autres, le syndicat est cependant ouvert à tous les travailleurs sans distinction politique et religieuse.

En outre, les responsables, les cadres sont issus des travailleurs eux-mêmes, par le moule anarcho-syndicaliste. Et ils apparaissent dès le début de la présence de la Première Internationale en Espagne : Anselmo Lorenzo, Morago à partir de 1870. Avec les mouvements de la fin du siècle, Tarrida del Marmol, Sanchez Rosa, à partir de 1890. Avec la création de la C.N.T. en 1911, on a Negre, Buenacasa. Après la tentative de 1917, Salvador Segui, Pestaña, Peiro. Pendant la dictature de Primo de Rivera, Durruti, Garcia Oliver, Ascaso, etc. Avec le début de la république : Peirats, Vázquez, Cipriano Mera, David Antona. Pendant la guerre, les frères Sabater, etc. Donc, sans interruption, depuis 1870 jusqu'en 1936, se succèdent des couches, des générations de syndicalistes, formés et expérimentés.

Ces soixante années de militantisme, d'autodidactisme prolétaires dans les villes et les campagnes sont la force de la C.N.T. Que l'on compare à la Russie où, au XIX^e^, on ne trouve que trois foyers d'agitation : les décabristes au début du siècle, les exilés convertis au socialisme comme Herzen, Bakounine, les « narodniki » ou populistes qui allaient au peuple, mais qui étaient fils de la bourgeoisie ou de la noblesse ; et surtout au XX^e^, où pratiquement le mouvement des travailleurs ne forme ses cadres qu'en quinze ans, entre 1905 et 1920 ; et encore aucun travailleur n'aura de fonction importante, puisque seuls les intellectuels petits-bourgeois comme Lénine, Trotsky, Boukharine, etc., seront au pouvoir, pour finalement se dévorer entre eux. Rien de tel en Espagne, les responsables issus de la petite bourgeoisie sont infimes : Ricardo Mella avant 1931, les médecins Vallina et Puente ensuite.

Le deuxième élément qui explique la force de la C.N.T. est son organisation qui repose sur trois points : l'action directe, le syndicat unique et le fédéralisme.

L'*action directe,* conformément à la tactique énoncée par les anarcho-syndicalistes français, consiste à refuser le plus possible les négociations directes avec le patronat en exigeant la satisfaction du maximum des revendications. Concrètement, deux attitudes s'offraient aux patrons : céder, ou l'opposition, l'épreuve de force, ce qui en général provoquait dans les masses ouvrières une réaction en chaîne. Nous en avons déjà vu un exemple en 1919 avec la grève de « La Canadiense ». Il y avait une solidarité puissante entre les entreprises, et également les différents métiers. Ainsi, pendant la République, il y eut une grève des employés de la compagnie des téléphones. Dans une ville andalouse, à Ronda, le syndicat des paysans décida d'appuyer cette grève, et tous les poteaux télégraphiques de la région furent coupés. C'est-à-dire que des paysans en grande partie analphabètes avaient une action efficace et solidaire, car en effet ils avaient une vision et une conscience politiques, même s'ils étaient à l'écart de la culture bourgeoise.

Le *syndicat unique,* comme son nom l'indique regroupait les travailleurs d'une même entreprise ou d'une même localité, lorsqu'elle était petite. Son importance fut qu'au lieu de séparer, d'opposer les salariés en couches artificiellement créées par les patrons : cadres, techniciens, ingénieurs, employés, ouvriers, etc., il les unifiait, et par conséquent chaque revendication était générale, ce qui donnait une solidarité et une efficacité beaucoup plus grandes que dans l'U.G.T. organisée à l'européenne (c'est-à-dire comme en France, en Allemagne, etc.). Il est aisé de comprendre comment les grèves étaient victorieuses. Parfois, quand la pression des masses n'était pas suffisante, des individus ou des groupes se chargeaient de l'augmenter. Les grèves victorieuses amenaient un afflux de militants et les grèves suivantes devenaient plus importantes à cause des succès passés et du plus grand nombre de participants.

Le *fédéralisme* donnait une grande souplesse d'action à la

C.N.T., puisque chaque région, ou fédération locale et municipale pouvait prendre des initiatives sans avoir à consulter des comités centraux plus ou moins au courant des problèmes. Un exemple typique est celui de 1934 : la C.N.T. et l'U.G.T. étaient en désaccord sur une tactique commune. Cependant, aux Asturies, les deux régionales signèrent un accord d'alliance (ce qui montre l'influence des tactiques anarchistes sur l'U.G.T.). Mais, au sein de la régionale C.N.T., la fédération de La Felguera refusa l'accord. Ce qui à première vue semble contradictoire correspondait à des situations et des réalités locales entre la C.N.T. et l'U.G.T.

Un troisième aspect particulièrement différent et particulier est celui que nous qualifierons de « globalisme ». La C.N.T. ne s'est jamais limitée au syndicalisme, et ses locaux abritaient aussi bien des cours d'alphabétisation que des écoles de type Ferrer pour les enfants. Car si Ferrer fut fusillé en 1909, les écoles continuèrent dans toutes les provinces d'Espagne, avec l'aide économique des différents syndicats et des instituteurs, qui étaient des militants qui enseignaient après leurs heures de travail. L'espéranto, le végétarianisme, la médecine naturelle, la propagande anticonceptionnelle, l'émancipation de la femme, les rencontres de détente *(las jiras)* étaient non seulement connus, mais appuyés par de nombreuses revues locales et nationales. Si nous prenons simplement 1932, en plus des publications classiques comme *Solidaridad Obrera* (Barcelone, quotidien), *Tierra y Libertad* (Barcelone, hebdomadaire), *La Tierra* (Madrid), *La Novela Ideal* (mensuel), *La Revista Blanca* (Barcelone, mensuel), *Nosotros* (Valence, mensuel), *Redención* (Alcoy), *Acción* (Cadix), etc., diverses publications apparaissent : *C.N.T.* (Madrid, quotidien), *Orto* (Valence), *Solidaridad Proletaria* (Séville), *La Voz del campesino* (Jerez), etc. [5].

Cet aspect culturel multiple n'était nullement gratuit. Il s'opposait en tout à la culture catholique : depuis les prénoms Acracio, Floreal, Germinal, Helios, etc., Luz, Libertaria, Alba, jusqu'aux auteurs littéraires : Multatuli, Panaït Istrati, Zola. Et le marxisme, tant théorique que pratique, était combattu et présenté tel qu'il

5. LAMBERET, *op. cit.*, p. 176.

est, c'est-à-dire l'idéologie nouvelle des classes possédantes pour continuer à exploiter les travailleurs. Les enseignements de Bakounine, Kropotkine, Rocker, Nettlau étaient publiés en livres, en brochures, ainsi que les écrits des anarchistes russes : Archinof, Makhno, Voline, et ceux des cénétistes qui avaient vu la Russie : M. Prieto, Pérez Combina, Martin Gudell, Pestaña.

Il ne faudrait pas croire, pourtant, que la C.N.T. n'avait pas de défauts.

La première faiblesse est le refus, par peur de bureaucratisation, des *fédérations d'industrie* que proposaient certains camarades. Il y aurait eu alors des branches comme la métallurgie, les industries du bâtiment, l'industrie textile, etc., qui auraient certainement mieux préparé les militants à avoir une vision claire de ce qu'il fallait collectiviser. Le syndicat unique fut conservé et son action fut indéniable, mais il manquait quelque chose de plus. Pourtant la propagande par les brochures et les livres du communisme libertaire, c'est-à-dire l'organisation de l'après-révolution, sans période transitoire, par et pour les travailleurs, prévoyait des fédérations d'industries reliées entre elles, ainsi qu'avec les groupes et les communes agricoles.

Un autre facteur fut le *suivisme,* sans bureaucratisation. Il faut savoir en effet que la C.N.T. de 1931 à 1936, avec environ un million de syndiqués, n'avait qu'un permanent rétribué : le secrétaire du comité national. Il va sans dire que tous ceux qui avaient une responsabilité syndicale au comité national, régional, local l'assumaient après leur travail, sur leurs heures de liberté, et souvent leur argent. Cette pratique permettait d'écarter les arrivistes et obligeait les responsables à rester au contact du travail et de la base.

Le suivisme s'explique par la personnalité immense de certains militants comme Peiro, Vázquez, etc., travailleurs qui avaient acquis une culture évidemment supérieure et qui, donc, en imposaient plus à leurs camarades. De ce suivisme, apparaît un pouvoir assez semblable à la bureaucratisation. Peirats rapporte qu'après une tentative insurrectionnelle ordonnée par Durruti et ses amis pour la F.A.I., « quelqu'un demanda des explications au sein de

la fédération locale des groupes anarchistes de Barcelone. La réponse fut que Ascaso, Durruti et Garcia Oliver n'étaient pas contrôlés par la F.A.I. [...]. Et cependant, c'étaient eux qui parlaient à la tribune au nom de l'Organisation [6] ».

Enfin il y avait le problème des *alliances*. Il est bien entendu qu'un mouvement social, malgré sa force et sa puissance, peut rarement mener une tactique révolutionnaire seul, et la C.N.T. était dans ce cas.

Qui plus est, la C.N.T. était divisée profondément en deux secteurs. L'un préconisait de profiter de la république pour se lancer dans l'insurrection sociale, c'étaient les faïstes, avec Durruti et ses camarades. L'autre insistait d'abord sur une préparation, c'est-à-dire une politique de neutralité et de respect envers la république. Les faïstes lancèrent trois insurrections, qui échouèrent après des tentatives de communisme libertaire dans des villages et des petites villes aragonaises, valenciennes, andalouses et castillanes. Les militants de l'autre tendance, appelés trentistes, parce qu'ils étaient partisans de la position énoncée par trente responsables de la C.N.T. comme Peiro, Pestaña, etc., n'avaient pas participé à ces mouvements.

Début 1934, on avait la C.N.T. pratiquement divisée en deux et fortement amoindrie par les arrestations consécutives aux tentatives insurrectionnelles de 1932, janvier et décembre 1933. De plus, les députés étaient en majorité de droite, car les faïstes avaient lancé un mot d'ordre d'abstention : « Face aux urnes, la révolution sociale ! »

Les autres secteurs politiques n'avaient pas bougé, notamment l'U.G.T., qui à aucun moment n'avait lancé de grèves de solidarité, par exemple, lors des tentatives insurrectionnelles d'une partie de la C.N.T. Le parti socialiste se lança alors dans une propagande révolutionnaire et l'ex-conseiller d'Etat au ministère du Travail, Largo Caballero, se faisait appeler le Lénine espagnol (ce qui, du point de vue démagogique, était exact). En fait, il s'agissait uniquement d'une manœuvre politique à partir d'un bastion armé pour faire pression sur la droite. A aucun moment il ne fut prévu une tentative insurrectionnelle dans toute l'Espagne, comme avait tenté de le faire une partie de la C.N.T.

6. *Noir et Rouge*, n° 38.

Ainsi eut lieu l'accord C.N.T.-U.G.T. des Asturies, et des dépôts d'armes uniquement dans cette province. En octobre 1934, simultanément aux Asturies et en Catalogne, deux insurrections éclatèrent. Dans la première, la C.N.T. prenait part, dans la deuxième, elle n'était pas consultée. Le déroulement fut rapide : la droite refusa de traiter avec les socialistes et attaqua. L'insurrection de Catalogne, menée par les catalanistes socialisants, céda presque aussitôt, parce que aucun achat d'armes lourdes n'avait été fait. Une des premières mesures des catalanistes fut d'interdir la C.N.T. Quant aux Asturies, où il y avait des dizaines de milliers d'ouvriers armés par suite de l'occupation des usines d'armement, la province fut isolée, puis quadrillée et réduite.

L'animosité U.G.T., socialistes d'une part, C.N.T.-F.A.I. de l'autre augmenta, bien que, paradoxalement, aux Asturies, cénétistes, ugétistes et même communistes (une minorité) aient combattu ensemble, avec le symbole U.H.P. (Unión de Hermanos Proletarios = Union des frères prolétaires).

En 1936, pour les élections, la gauche s'unit pour vaincre. La C.N.T. recommanda discrètement le vote, et les chiffres indiquent bien son influence : 1933, la gauche avait 3 200 000 voix, 20 % ; en 1936 : 4 800 000, 35 %, soit un gain de 1 600 000. (Bien entendu, l'influence cénétiste et l'augmentation des électeurs — retour de certains exilés économiques et participation des jeunes — sont mélangées ; le chiffre de 1 300 000 pour la C.N.T. est acceptable.)

La gauche obtient une légère majorité d'ensemble, 1,1 %, mais grâce à la forme du scrutin elle avait une majorité de 53 sièges [7]. Le grand vainqueur fut le parti communiste : 14 sièges contre 1 en 1933. Comment ? La réponse est paradoxale. Examinons d'abord les chiffres. Malaga : 12 900 voix en 1933, 52 750 en 1936 ; Cadix : 3 000, puis 97 000 ; Oviedo : 16 830, puis 170 500. Or le parti, selon ses propres sources [8], n'avait que de 17 000 à 30 000 militants ; sa propagande fut limitée à cause de cela. Et cependant, il totalisa 1 800 000 voix environ. La seule explication est qu'il bénéficia des voix cénétistes, et en effet, sur les 14 députés, 13 viennent des régions à majorité anarchiste.

7. CRUELLS, *El 6 d'octubre a Catalunya* ; TUSSEL, « Las Elecciones del Frente Popular ».
8. *Historia del Partido Comunista Español*, p. 111.

Cette erreur politique des cénétistes (le renforcement de l'ennemi idéologique le plus acharné) peut s'expliquer par les rancœurs contre l'U.G.T. De toute façon, le Front populaire ne fut qu'une mascarade : la police continua à tirer sur les travailleurs, le gouvernement ne prenait aucune mesure, contre la droite, et en outre les forces de gauche ne faisaient que polémiquer, comme le montrent les grands titres de *Solidaridad Obrera*[9] du 1er au 18 juillet :

« Si l'U.G.T. ne décide pas de répondre rapidement à l'appel cordial du Congrès extraordinaire de la C.N.T., la responsabilité de ce qui arrivera retombera exclusivement sur les socialistes[10]. »

« L'entreprise est puissante, et plus encore avec l'aide des trapézistes du P.O.U.M. Mais votre enthousiasme et la pression confédérale vous mèneront à la victoire[11]. »

Caricature de Gallo : des mains qui tirent les ficelles d'un pantin portant le sigle U.G.T.[12].

Caricature de Gallo : une femme baillonnée — la presse révolutionnaire — un homme avec la faucille et le marteau qui lui dit de se taire ; derrière lui un monstre marqué de la svastika[13].

« Ça suffit ! Seuls les fous et les agents provocateurs peuvent établir des points de contacts entre le fascisme et l'anarchisme [...]. Que les messieurs du Front populaire fassent attention[14]. »

« Le manque de vision dans les moments de crise et la conduite contre-révolutionnaire du marxisme espagnol ouvrent les portes au fascisme[15]. »

Caricature de Gallo : deux revolvers — U.G.T. et C.N.T. — sont pointés l'un vers l'autre. Légende : « Non ![16]. »

Le coup d'Etat militaire fut le résultat logique de la passivité du gouvernement républicain, alors que la C.N.T. avait prévu

9. Il y avait en Galice un autre périodique du même nom, toutes nos citations sont de celui de Barcelone.
10. 9 juillet 1936, titre en première page.
11. 12 juillet 1936, p. 6, au sujet de la grève à Sardañola, usine Uralita.
12. 14 juillet 1936, p. 1.
13. 15 juillet 1936, p. 1.
14. 16 juillet 1936, p. 1, titre.
15. 17 juillet 1936, p. 1, titre.
16. 17 juillet 1936, p. 1, au sujet de la grève du bâtiment à Madrid.

quelques mois plus tôt le tour qu'allaient prendre les événements[17].

Le 18 juillet a réuni contre l'ennemi commun les ennemis de toujours.

17. « ... Les éléments de droite sont prêts à provoquer un putsch militaire. [...] Le Maroc semble être le foyer principal et l'épicentre de la conjuration. [...] Si les conjurés ouvrent le feu, il faut prendre une attitude d'opposition contre ces mesures extrêmes, *sans tolérer que la bourgeoisie libérale et ses alliés marxistes manifestent le désir d'arrêter le cours des événements*, en supposant que la rébellion fasciste soit vaincue dans l'œuf. [...] Ou le fascisme ou la révolution sociale. [...] Aux aguets, camarades ! » (Manifeste du comité national de la C.N.T. le 14 février 1936, reproduit par PEIRATS, *op. cit.*, t. I, p. 104, 112, 113 ; traduction dans *Noir et Rouge*, n° 41, p. 16. Dans cette dernière revue, il est précisé que l'auteur du manifeste est Horacio M. Prieto.

Il est intéressant de comparer la vision de la C.N.T. avec celle de Pestaña, chef du parti syndicaliste : « Question : La menace de droite — coup d'Etat par exemple — est-elle sérieuse ? — Pestaña : Non ! Le moment propice est passé. La période de désarroi — très inquiétante à certaines époques — est terminée pour les droites. L'épuration de l'armée et des appareils de l'Etat leur enlèvera toute possibilité d'agir. Leur actuelle forme d'activité, attentats et gestes terroristes, prouve leur faiblesse. » (Interview du 8 mai 1936, publiée dans *La Révolution prolétarienne*, 10 juin 1936, p. 224.)

II

Comment s'est effectuée l'autogestion ?

Le coup d'Etat militaire divisa l'Espagne en deux parties, occupant en juillet 1936 un territoire qui s'étendait de la Galice à la Navarre, passant par le Léon, la Vieille Castille, une partie de l'Estrémadure, la Nouvelle Castille et l'Aragon [1]. En août et septembre, les insurgés contrôlaient en outre presque toute l'Estrémadure et environ la moitié de l'Andalousie (Huelva, Cadix, Séville et une partie de Cordoue et de Malaga [2]).

Pour le mouvement anarchiste les militants galiciens et les Andalous en grande partie étaient perdus ou isolés ; la province de Logrono, de même que les secteurs de Huesca, Saragosse et Téruel, marqués par les tentatives frustrées antérieures, étaient occupés.

Cependant, ces pertes furent compensées par l'incapacité de résistance du gouvernement républicain et par l'action exceptionnelle des anarchistes qui s'opposèrent aux militaires. Ces deux caractéristiques générales varièrent selon les provinces. Etant donné parfois l'absence de tout pouvoir et les nécessités de la guerre, de nouveaux organismes surgirent pour diriger l'économie et l'administration. L'histoire, la dynamique du secteur républicain consista en une concurrence et une lutte entre les nouveaux et anciens organismes, la collectivisation étant la partie essentielle des nouvelles formes économiques.

1. Selon la carte du front reproduite par THOMAS, *op. cit.*, p. 13.
2. *Ibid.*, p. 213.

3

Autogestion forcée ou spontanée ?

Catalogne

C'est là où l'anarchisme s'organisa le mieux. Et la conduite de la Confédération régionale de Catalogne fixa la norme de la C.N.T.

La C.N.T.-F.A.I. et les gardes d'assaut principalement, ainsi que quelques militants catalanistes et du P.O.U.M., vainquirent les militaires. Le gouvernement de la Catalogne, la Généralité, avec Companys à sa tête, qui avait cependant tenté en 1934 une insurrection, se montrèrent incapables de combattre : « Le prolétariat s'arma lui-même. Nous n'avions pas assez d'armes pour lui en donner [1]. »

Le comité régional de la C.N.T. catalane se trouva le 20 juillet avec le contrôle presque total de la situation. Il convoqua en toute hâte un plénum régional de fédérations locales et communales, l'après-midi ! Après les tentatives de 1932, janvier et décembre 1933, les Asturies en 1934, la propagande pour le

1. Companys, au *News Chronicle ;* traduit dans *Fragua Social (F.S.),* 23 août 1937, p. 7.

communisme libertaire et la déclaration du congrès de Saragosse un mois et demi auparavant, la ligne à suivre était évidente.

« [La C.N.T.-F.A.I.] ne se laissa pas impressionner par l'ambiance et ne s'enivra pas de la victoire rapide, absolue, décisive, qu'elle avait obtenue. Et au milieu de cette domination absolue de la situation, les militants examinaient le panorama et proclamaient : *Conquête des localités occupées par le fascisme. Il n'y a pas de communisme libertaire. D'abord, vaincre l'ennemi, où il se trouve* [2]. »

Une telle attitude, archi-léniniste, ne pouvait être plus ennemie de l'anarchisme, et elle n'est compréhensible qu'en tenant compte du leaderisme que nous venons d'étudier. Durant la réunion qui réunissait quelques 2 000 militants, devant les déclarations de Vázquez et Garcia Oliver, José Peirats fit une déclaration très critique qui fut interrompue par Juanel, qui l'insulta. Face à cet état d'esprit obtus, Peirats s'en alla, accompagné par des camarades d'Hospitalet de Llobregat, sauf Xena ; Federica Montseny les menaça de les faire poursuivre [3].

La même militante, qui se pare aujourd'hui d'un anarchisme pur, déclara dans l'émigration : « *Nous étions dans le gouvernement, mais la rue nous échappait* [4]. » C'était exactement ce qu'avait dit, quelque temps avant, un certain Bakounine (et bien d'autres) des politiciens.

« *La vérité c'est que la base ne fut pas consultée, malgré le fait qu'on présente la participation aux réunions des éléments les plus en vue de la C.N.T. et de la F.A.I. Ce fut une décision prise dans les coulisses* [5]. »

Alors que les leaders choisissaient l'alliance avec la bourgeoisie républicaine et l'ajournement des désirs anarchistes, la base ne se souciait pas de cette orientation, ce qui explique l'apparition de l'autogestion, malgré tout et malgré tous les chefs.

Solidaridad Obrera du 21 juillet publiait en première page ce communiqué du comité régional :

2. Mariano R. Vázquez, alors secrétaire du comité régional de Catalogne, fut, vers fin août, coopté — ou presque — secrétaire du comité national de la C.N.T. (cf. *De julio a julio,* p. 207, 208).
3. Déclarations de camarades à Bordeaux à l'auteur en 1974.
4. Publié en 1970, dans D. Guérin, *Ni dieu ni maître,* Maspero, Paris, 1970, t. IV.
5. Jaime Balius, *Le Combat syndicaliste,* 2 septembre 1971, p. 6.

« A l'heure grave que nous traversons, il s'impose que chacun observe exclusivement les consignes générales de ce comité.

Il y a un ennemi commun très [*illisible*], le fascisme. C'est contre lui que nous allons ; c'est contre lui que nous luttons ; c'est lui que nous devons écraser. C'est cela ni plus ni moins.

En même temps, conscients de notre responsabilité, nous avons décidé que tous les services indispensables de ravitaillement fonctionnent, de même que les communications, afin que le peuple ne manque pas de la nourriture nécessaire et que les relations indispensables ne soient pas interrompues.

Comité régional de Barcelone, 20 juillet 1936.

Note : ce matin, nous avons donné par radio l'ordre de reprendre le travail aux boulangers, laitiers, employés des marchés, etc., afin que les denrées les plus indispensables ne manquent pas [...]. »

Ce document affirmait donc le retour à une économie presque normale, ce qui différait des consignes du communisme libertaire à tout prix des tentatives antérieures. Cela signifiait peut-être que la tendance anti-trentiste avait été éliminée, après la réunification du congrès de Saragosse, au profit du trentisme et d'une tendance qui se proposait les mêmes buts : alliance et consolidation des conquêtes libertaires dans le moment présent.

Deux consignes se dessinèrent aussitôt :

Retour au travail, comme nous l'avons vu [6].

Contre les pillages [7].

Au même moment deux campagnes commencèrent :

Alliances avec les autres contre les militaires, malgré les rancœurs que nous avons mentionnées et qui duraient encore [8].

6. *Boletín de Información C.N.T.-F.A.I. (B. I.),* 24 juillet 1936 ; *S. O.,* 25 juillet 1936, p. 2, 4 ; 26 juillet 1936 (voir PEIRATS, *op. cit.,* t. I, p. 169) ; 28 juillet 1936, p. 4 ; 31 juillet 1936, p. 8.

7. Par radio, 25 juillet 1936 (voir PEIRATS, *op. cit.,* t. I, p. 181) ; « autos réquisitionnées qui doivent être rendues » (*S. O.,* 26 juillet 1936, p. 3) ; « Nos camarades, condamnés pour le hold-up de " L'Escocesa ", ont remis au gouvernement de la Generalidad le montant des sommes réquisitionnées dans les églises et la cathédrale de Vich [...] » (*B. I.,* 28 juillet 1936) ; « Nous fusillerons tout individu dont il sera prouvé qu'il a commis des actes contre le droit des gens » (*B. I.,* 29 juillet 1936 ; *S. O.,* 30 juillet 1936). Voir PEIRATS, *op. cit.,* t. I, p. 182, 183.

8. Les périodiques *La Humanidat, La Publicidat, El Diluvio* et presque toute la presse parue aujourd'hui [...] tentent de diminuer le rôle de la C.N.T. et de la F.A.I. dans les combats », (*S. O.,* 23 juillet 1936, p. 2) ;

« Le manque de noblesse de ceux qui participent à la lutte antifasciste peut entraîner de funestes conséquences... » (*S. O.,* 16 juillet 1936).

Respect des biens étrangers et danger d'intervention au cas où ce respect ne serait pas observé [9].

Après cet exposé de l'attitude du comité régional, voyons quelle en fut l'application.

La C.N.T.-F.A.I., aussitôt après avoir vaincu les militaires à Barcelone, décida d'organiser des milices pour libérer Saragosse. Dans ce but, les syndicats s'emparèrent de tous les secteurs vitaux de l'économie : métallurgie, transports, sources d'énergie, communications, commerce, ravitaillement.

Métallurgie. Solidaridad Obrera du 22 juillet annonçait en page 2 que le syndicat unique de la métallurgie invitait les militants des « sections de chaudronniers et soudeurs » à s'emparer des centres de production « pour le blindage des camions et autres travaux nécessaires ».

« Dans les entreprises métallurgiques, et comme résultat des événements de juillet, deux nouvelles formes d'administration ont surgi. L'une implique la direction ouvrière sans aucune sorte de restrictions, par la saisie. L'autre représente une forme d'administration bourgeoise très atténuée, par le contrôle des comités ouvriers d'usines [10]. »

Comme exemple de saisie, nous avons la Casa Torras [11] qui employait 500 travailleurs et qui, en quinze jours à partir du 20 juillet, blinda 6 camions ; comme exemple de contrôle ouvrier, il y a plusieurs usines, ce qui laisse à penser que c'était la forme la plus répandue.

La S.A. Barret, avec 2 000 ouvriers [12], ne fut pas saisie parce que : « Le consulat belge nous fit valoir que l'entreprise est constituée par 80 % du capital du pays qu'il représente. »

9. Les bateaux de guerre étrangers près de Barcelone (*B. I.,* 26 juillet 1936) ; PEIRATS, *op. cit.,* t. I, p. 179, 180 ; « Le consul anglais s'adresse au comité régional [...]. [Un fonctionnaire] a dressé la liste de toutes les maisons anglaises à Barcelone et, au nom du consul, a demandé qu'il intervienne [...] pour que ces maisons ne soient ni saisies ni réquisitionnées. Le secrétaire a remercié l'envoyé, car le désir du comité régional est aussi que l'on respecte toutes les maisons étrangères. » (*B. I.,* 27 juillet 1936, p. 1.)

10. *B. I.,* 12 août 1936, p. 3.

11. *S. O.,* 7 août 1936, p. 3 (*B. I.,* 18 août 1936, p. 2, 3).

12. *B. I.,* 13 août 1936, p. 2.

On déduit de sa description qu'elle n'était pas utilisable pour le blindage.

Dans la Casa Girona [13] — 1 500 travailleurs —, de fin juillet au 6 août, 4 camions blindés furent fabriqués ; dans la Casa Vulcano [14], 520 ouvriers, avec un comité mixte C.N.T.-U.G.T. on blindait des camions et on faisait la « journée ininterrompue ».

Il faut expliquer que la Généralité, dans des buts démagogiques évidents, avait décrété la semaine de quarante heures [15] et une augmentation de 15 % des salaires [16]. La C.N.T. protesta contre cette diminution des heures de travail en temps de guerre et l'augmentation des salaires à un moment de difficultés économiques.

Cependant, dans les usines mentionnées, on appliquait généralement les mesures de la Généralité.

Dans la Casa Vulcano, comme dans la Maquinaria Terrestre y Maritima [17], l'U.G.T. participait au comité. De la documentation consultée il ressort que la C.N.T. prenait les initiatives, et que l'U.G.T. aidait après un certain temps [18].

Transport. En Catalogne, il y avait trois compagnies de chemins de fer : le réseau Madrid-Saragosse-Alicante (M.Z.A.), le réseau du Nord et les chemins de fer catalans.

Compagnie M.Z.A. [19]. L'entreprise était déficitaire en 1936, mais la cause en était surtout les salaires très élevés des directeurs. Elle fut saisie par l'U.G.T. et la C.N.T. Avec la division de l'Espagne par la guerre, le trafic diminua de 70 % [20]. La même source signale qu'il y eut un nivellement des salaires et une réduction des tarifs voyageurs.

13. *B. I.*, 12 août 1936, p. 3.
14. *B. I.*, 12 août 1936, p. 2.
15. 24 juillet 1936, *Butlletí Oficial de la Generalitat de Catalunya*, 24 juillet 1936 ; reproduit dans la *Revista del Banc Comercial de Barcelona*, 26 juillet 1936.
16. *Butlletí...* ; 25 juillet 1936 ; *ibid.*, 26 juillet 1936.
17. *B. I.*, 5 août 1936, p. 1, 2 ; *S. O.*, 7 août 1936, p. 4 ; PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 175.
18. *Collectivisations. L'œuvre constructive de la Révolution espagnole*, 1937, p. 51.
19. *S. O.*, 11 août 1936, p. 8.
20. André JEAN, *Les Etrangers chez nous. Transformations économiques en Catalogne.*

Chemins de fer catalans [21]. Il y avait des bénéfices et le même phénomène des salaires élevés pour les directeurs.

Chemins de fer du Nord [22]. Un sous-directeur touchait au moins 41 000 pesetas par an, et un cheminot, 5,5 pesetas par jour (environ 1 650 par an) ; un ouvrier de l'industrie, selon diverses sources, touchait de 10 à 12 pesetas par jour (3 000 à 3 200 par an).

Dans ces conditions, une unification interne des trois compagnies était nécessaire, surtout en temps de guerre.

Dans un article, « La Structure future des chemins de fer [23] », on projetait l'électrification des chemins de fer espagnols, ce qui est en train de se faire aujourd'hui.

Les transports de Barcelone présentaient des caractéristiques semblables. On instaura l'égalisation des salaires [24]. La réduction des horaires afin de donner du travail aux chômeurs [25], l'octroi de pensions aux retraités [26].

Sources d'énergie. Les premiers jours, l'essence était distribuée gratuitement. Ce ne fut qu'à partir de la mi-août qu'elle fut vendue et rationnée [27]. Il nous semble extraordinaire que l'on puisse unifier les chemins de fer tout en laissant gaspiller l'essence. Une explication plausible nous semble être les différences de capacités entre syndicalistes.

Les compagnies des eaux, gaz, électricité furent saisies par les syndicats fin juillet [28].

Communications. La centrale téléphonique, entreprise nord-américaine Bell, était contrôlée par la C.N.T.-U.G.T. Ce fait devint un prétexte politique en mai 1937.

21. *S. O.*, 4 septembre 1936, p. 5.
22. *S. O.*, 19 août 1936, p. 4.
23. *S. O.*, 28 août 1936, p. 11.
24. Tramways : LEVAL, *op. cit.*, p. 111 et s. ; *S. O.*, 31 juillet 1936, p. 4. Autobus : *S. O.*, 1er août 1936, p. 3 ; 4 août 1936, p. 5. Métro *S.O.*, 6 août 1936, p. 2 ; *B. I.*, 4 novembre 1936, p. 7.
25. *S. O.*, 22 juillet 1936, p. 2.
26. *S. O.*, 15 octobre 1936, p. 11 ; *Collectivisations, op. cit.*, p. 58-62.
27. *B. I.*, 12 août 1936, p. 1 ; *S. O.*, 13 août 1936, p. 7.
28. *S. O.*, 13 août 1936, p. 6 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 127 ; PEIRATS, *op. cit.*, t. I, p. 169.

Commerce. De grands magasins comme « El Siglo » et « El Aguilar » furent saisis [29]. Des salons de coiffure furent collectivisés à la mi-août [30].

Ravitaillement. La brasserie Damm, 610 ouvriers, réorganisa son échelle de salaires en abaissant les plus élevés et en versant 70 pesetas de retraite au lieu de 35 [31].

Un comité ouvrier procéda à la réouverture d'une fabrique de pâtes alimentaires fermée pour cause de faillite [32].

Le point névralgique du ravitaillement de Barcelone, et en même temps une des meilleures réalisations fut celle de Borne [33].

Spectacles publics. Juste après le putsch, les travailleurs de cette branche se réunirent : musiciens, acteurs, machinistes, etc., et décidèrent d'entrer dans la C.N.T. Ils créèrent le syndicat du spectacle et résolurent le problème du chômage (500 musiciens sur 1 500), du favoritisme, des salaires. Rodolfo Gonzalez Pacheco fit jouer des œuvres, et de nombreux documentaires cinématographiques furent faits sur la guerre et l'autogestion [34].

Ces brèves descriptions ne permettent pas de trancher le problème de la spontanéité ou non de l'ensemble de l'autogestion. La chronologie est une possibilité de jugement, car si de nombreuses entreprises de la branche apparaissent à des dates proches, on peut en déduire qu'il y eut un ordre d'en haut et son application à la base. Si au contraire nous n'avons pas de vision ordonnée, c'est que, dans chaque usine ou atelier, on discuta, on attendit, on hésita pour arriver à un accord.

La chronologie présente deux étapes : la période d'absence de

29. *S. O.*, 21 août 1936, p. 4 ; *S. O.*, 1er novembre 1936, p. 4, 5.
30. *S. O.*, 23 novembre 1938, p. 2.
31. *F. S.*, 21 mars 1938, p. 7 ; *S. O.*, 19 janvier 1937, p. 2 ; *Nouvelle Espagne antifasciste*, 18 août 1938, p. 7 ; *B. I.* (en français), 27 février 1937.
32. *S. O.*, 21 octobre 1936, p. 4.
33. Voir ci-dessous, p. 123.
34. *Tierra y Libertad*, mars 1937 ; reproduit par *Tierra y Libertad*, Mexico, juillet 1970.

pouvoir légal jusqu'au 8 août, qui ouvre le rétablissement de la Généralité avec une série de décrets de saisies d'entreprises, ce qui, par conséquent, confirmait l'action des comités à la base.

JOURS ET MOIS	ENTREPRISES
19 juillet	Tramways, meubles [35].
20	Casa Torras, Casa Girona, Metales y Platerías Ribera, Hispano-Suiza, Maquinaria Terrestre y Maritima, Casa Vulcano [36], chemins de fer du Nord, magasin El Siglo.
21	M.Z.A.
22	Métro.
23	Spectacles publics.
24	Chemins de fer catalans [37].
25	Transatlantica [38], eaux [39].
27	Casa Xalmet [40].
28-31	Luz y Fuerza [41], organisation sanitaire [42].
1er août	Chaudronnerie industrielle Garcia Garcia [43].
2	Librairie Pompeia [44].
3	Publicité Gaberbet [45].
6	Société générale espagnole de librairie [46], Editorial Escampa-Unio [47].
7	Publicitas [48], Construcciones metalicas Field [49].

26 entreprises apparaissent : 9 pour la métallurgie, 6 pour le transport [50] et 11 pour les services, dans des secteurs très diffé-

35. *S.O.*, 19 août 1936, p. 12 dit le 19 ; et *Collectivisations...*, le 24. Les transports étant vitaux, le 19 paraît acceptable ; pour les meubles, A. Lapeyre, *Le Problème espagnol*, 1946, p. 22-24.
36. *S.O.*, 22 juillet 1936, p. 2 (Casa Vulcano, *B. I.*, 12 août 1936, indique le 22).
37. *Collectivisations...*
38. *S.O.*, 15 octobre 1936, p. 11 (*S.O.*, 18 août 1936 ; *Collectivisations...*, écrit le 27).
39. Peirats, *op. cit.*, t. I, p. 169.
40. Rue Pedro IV, n° 6, Barcelone, Archives de Salamanque (cité A.S.).
41. Peirats, *op. cit.*, t. I, p. 361.
42. Leval, *op. cit.*, p. 122.
43. A.S., rue Puig Xiriguer, n° 9, Barcelone.
44. A.S., rue Conde Casanas, n° 5, Rambla Flores 4.
45. A.S., rue Pelayo, 62.
46. A.S., rue Barbara, 14-16 bis.
47. A.S.
48. A.S.
49. A.S.
50. Pour les tramways, l'acte d'expropriation est du 24 juillet 1936, et l'unification des compagnies est du 30 juillet 1936 ; documents cités par Walter Tauber, *Un cas d'autogestion : les tramways*, 1975.

rents et à des moments très échelonnés. Pour la maison Garcia, le patron offrit son entreprise aux travailleurs.

Pour la période ultérieure, on aurait pu penser que les saisies allaient se multiplier. En réalité, elles furent progressives, et même lentes.

Secteur métallurgique et de l'automobile[51]. Du 11 au 31 août, 11 cas avec l'acte du comité de contrôle : 6 pour la C.N.T., 1 pour l'U.G.T., 3 pour la C.N.T.-U.G.T., 1 indéterminé. En septembre, 23 cas : 8 pour la C.N.T., 8 C.N.T.-U.G.T., 7 indéterminés.

Sur ces 34 cas, nous avons 14 comités C.N.T., 1 U.G.T., 11 C.N.T.-U.G.T., 8 indéterminés. Dans 9 cas, la raison évoquée est l'absence du patron, ce qui correspond à 6 comités C.N.T. et 3 C.N.T.-U.G.T. Dans 8 cas, le patron fait une donation volontaire à ses ouvriers (2 comités C.N.T. et 6 sans filiation politique).

Dans plusieurs cas, les entreprises étaient dans la même rue, mais les attitudes ne furent pas semblables. Rue Pedro IV, aux numéros 6, 172 et 295 : saisie le 27 juillet C.N.T., le 1er septembre C.N.T.-U.G.T., le 15 septembre indéterminé. Même phénomène dans la rue Corts aux numéros 419, 533, 570 et 674, nous avons : 28 août C.N.T., août U.G.T., 10 septembre C.N.T.-U.G.T., et 28 septembre C.N.T.-U.G.T.

Secteur de l'industrie de l'habillement. Actes sans date, 15 cas, qui se répartissent ainsi : 3 C.N.T., 11 C.N.T.-U.G.T., 1 C.N.T.-U.G.T. et une autre organisation. Mois d'août : 11 cas à partir du 12 : 5 C.N.T., 3 C.N.T.-U.G.T., 1 C.N.T. et une autre organisation, 2 indéterminés. Septembre : 19 cas : 2 C.N.T., 17 C.N.T.-U.G.T. Ainsi, sur 45 actes, il y a 31 comités C.N.T.-U.G.T. et 10 C.N.T.

Dans 3 cas, les patrons offrent ou participent. On remarque, comme dans l'industrie, des différences dans une même rue : Ronda de San Pedro : 5 cas C.N.T.-U.G.T. en août, le 20 septembre, les 8 et 13 octobre ; Trafalgar, nos 6, 15, 36 et 80, un comité C.N.T. et 3 C.N.T.-U.G.T., les 31 août, 7, 9 et 14 septembre.

51. Pour tout ce qui suit : A.S.

Secteur des éditions et des papeteries. Août, 29 cas à partir du 13 : 21 U.G.T., 7 C.N.T.-U.G.T., 1 C.N.T.-U.G.T.-P.O.U.M. Septembre, 39 cas, la majorité dans la première quinzaine : 32 U.G.T., 7 C.N.T.-U.G.T. Par conséquent, sur 68 cas, l'U.G.T. domine avec 53 comités, contre 14 C.N.T.-U.G.T. et 1 avec la C.N.T. et le P.O.U.M.

La domination de l'U.G.T. n'efface pas les tendances précédentes : pour les patrons, il y a un cas où il devient « directeur technique » ; pour les rues : Ronda Universidad, 2 cas le 21 août, 1 le 26, 1 le 1er septembre — tous trois U.G.T. —, et le 22 un C.N.T.-U.G.T.

Si l'absence de fil directeur est évidente, en revanche la qualification de « donation volontaire » du patronat ne laisse pas d'être suspecte. La peur et l'opportunisme durent jouer un grand rôle. Cependant, il faut souligner l'attitude de la « Fédération des patrons coiffeurs et barbiers de Barcelone et des villes limitrophes », qui contacta le syndicat *unico* des ouvriers coiffeurs C.N.T. le 9 août pour discuter de la collectivisation. Ensuite, le 11, il y eut une assemblée spéciale des patrons sur la collectivisation : « Après un bref débat et quelques explications, il fut procédé au vote, l'intégralité du document étant approuvée à l'unanimité sans aucune réserve et par acclamation. En même temps, il fut décidé qu'à l'entrée en vigueur de la collectivisation les associations patronales seront dissoutes et leurs membres passeront ipso facto au syndicat *unico* des coiffeurs de Barcelone et des environs, avec tous les droits et les devoirs y afférant. » Le 14 septembre, la collectivisation de cette industrie était officiellement décrétée, et les biens de la fédération patronale et d'une mutuelle d'accidents y entraient.

Nous déduisons de cette énumération que la C.N.T., avec l'U.G.T.[52] s'emparèrent des points névralgiques de l'économie barcelonaise, ce qui confirme les décisions prises par le comité régional.

Quel fut l'effet politique de ces mesures ?

A peu près nul selon les déclarations ultérieures de membres

52. L'U.G.T. participait mais, en général, ne prenait pas les devants. Voir *Collectivisations...*, p. 52.

de l'U.G.T. et de la C.N.T. [53]. Et dans la pratique, il n'y eut pas d'approfondissement : aucune politique économique commune ne fut élaborée. La Généralité et la C.N.T.-F.A.I. usaient de leur pouvoir séparément, celui de ces dernières étant plus puissant. C'est ainsi que le *News Chronicle* demandait à Companys [54] : « Supposons que la volonté du peuple catalan se déclare en faveur de l'anarcho-syndicalisme, le gouvernement de Catalogne serait-il d'accord ?

— Je vois les choses ainsi. La bourgeoisie démocrate, non salie par des intérêts dans le capitalisme financier, n'a pas le droit de s'opposer à quoi que ce soit qui émane de la volonté du peuple. Si cela arrivait, la bourgeoisie devrait l'accepter par force. »

Le dimanche 9 août, il y eut un grand meeting anarchiste à Barcelone, avec la participation de Vazquez, Montseny, Garcia Oliver, qui donnèrent publiquement les normes qui allaient être celles de l'anarchisme officiel, des notables (pour écrire comme Peirats) : « On nous oblige à aller plus avant de ce que nous nous proposions, vu l'abandon d'un grand nombre d'industries nécessaires à la reconstruction économique de la révolution. Nous recueillons cette responsabilité abandonnée pour en tirer le moins de profit possible. Nous appelons les techniciens à nos côtés pour collaborer à l'œuvre commune, sûrs de trouver dans cette collaboration la plus grande satisfaction pour leur esprit scientifique et le maximum de droit et de garantie pour leurs besoins vitaux [55]. »

Autrement dit, s'il y a le communisme libertaire, c'est une affaire de la base, mais nous la freinons le plus possible : « Sur le plan international, on nous menace d'interventions étrangères [...]. Cependant, nous n'offrons pas de prétexte [...]. Lorsque les consuls sont venus à nous, nous avons rapidement garanti les firmes étrangères afin que personne ne puisse y intervenir. Et quand cela fut souhaité, nous avons même envoyé des gardes

53. *Pleno Nacional del Transporte (U.G.T.)*, Valence, janvier 1937 ; Abad de Santillan, *Por qué...*, p. 68, 69.
54. *F.S.*, 23 août 1936, p. 7.
55. Montseny, *S.O.*, 11 août 1936, p. 4, 5.

pour que personne ne cesse de respecter ces intérêts étrangers [56]. »

C'est-à-dire nous sommes des freins fiables de la classe ouvrière : « Je demande à tout le prolétariat de continuer dans les lieux de production et à ne pas ménager ses sacrifices ; nous devons tenir compte, de façon spéciale, du fait que nos frères au front ne mettent pas de limites à leurs sacrifices [57]. » « Ce n'est pas le moment de demander la semaine de 40 heures et une augmentation de 15 % [58]. »

Discipline et obéissance, parce que, que diront les miliciens d'une part et les capitalistes de l'autre ? Rien d'étonnant à ce que Peiro, l'ex-trentiste, ait dit : « Il faut souligner la droiture du camarade Garcia Oliver, qui fait face à la réalité du présent et du futur. Il est sûr que beaucoup de ceux qui entendirent son discours au meeting de dimanche ne lui pardonneront pas sa sincérité en déclarant qu'à l'heure actuelle — et dans le futur proche, ajouterons-nous — il n'est pas possible de penser à la semaine de trente-six heures ni même à celle de quarante [59]. »

En même temps qu'elle donnait l'impulsion aux collectivisations, la C.N.T. avait organisé un comité de milices pour libérer l'Aragon, dans lequel elle donnait l'égalité à l'U.G.T. malgré son infériorité numérique (en Catalogne), et incluait tous les secteurs antifascistes, à l'exception du Parti syndicaliste de Pestaña [60].

« Le Comité des milices fut reconnu comme le pouvoir effectif en Catalogne. Le gouvernement de la Généralité continua d'exister et méritait notre respect, mais le peuple n'obéissait qu'au pouvoir qu'il s'était constitué en vertu de la victoire et de la révolution [61]... »

Le Comité des milices organisait aussi l'économie et sa transformation en industrie de guerre, la propagande, la justice, etc. « Le Comité des milices était tout, veillait à tout [62]. »

56. Vazquez, *ibid.*
57. Garcia Oliver, *ibid.*
58. Vazquez, *ibid.* ; Borkenau déclare ne pas avoir retrouvé ce passage qu'il avait entendu dans la Soli (*op. cit.*, p. 92 ; en espagnol : p. 73), ce qui est absurde.
59. *Perill en la reragarda*, p. 22.
60. Thomas, *op. cit.*, p. 315, 571, note de l'éditeur.
61. Abad de Santillán, *Por qué...*, p. 59.
62. *Ibid.*, p. 69.

Mais l'attitude équivoque de la C.N.T. — remplacement du gouvernement par un Comité et concessions aux adversaires — ne pouvait durer longtemps.

On remarquait la publication d'un article sur « L'Inutilité du gouvernement [63] », la proposition d'un conseil de défense, mais le 27 septembre 1936 la C.N.T.-F.A.I. entrait au gouvernement de la Généralité et le Comité des milices se dissolvait : « Nous nous sommes montrés prêts à dissoudre le Comité des milices, c'est-à-dire à abandonner une position révolutionnaire que le peuple espagnol n'avait jamais eue jusqu'ici. Tout cela pour obtenir l'armement et l'aide financière nécessaires pour continuer victorieusement notre guerre. Nous savions qu'il n'est pas possible de triompher dans la révolution si on ne triomphait pas d'abord dans la guerre. Nous sacrifions la révolution même, sans nous rendre compte que ce sacrifice impliquait le sacrifice des objectifs de la guerre [64]. »

La campagne catalane

La politique de Barcelone prévalait généralement dans les industries, les grandes villes et les villages de province. On nommait des comités qui avaient la même composition que le Comité des Milices [65].

Trois aspects se détachaient : les lois de la Généralité, l'enquête de la C.N.T., l'enquête de la Généralité.

Lois de la Généralité [66]. Le 29 juillet, les coopératives furent saisies (2 août) ; le 30, la fédération des coopératives de Catalogne fut créée (2 août) ; le 10 août, les fermes furent saisies (14 août) ; le 27, ce fut la syndicalisation forcée des paysans (30 août).

Par ce dernier décret, la Généralité encadrait les paysans sous le prétexte que le ravitaillement des villes l'exigeait [67]. L'argument

63. C'était une traduction d'un texte d'André PRUDHOMMEAUX, dans *Espagne nouvelle*, comme il l'a expliqué dans *Volontà*, 15 mars 1955, 8e année, n° 11, p. 612.
64. ABAD DE SANTILLÁN, *Por qué...*, p. 59.
65. BORKENAU, *op. cit.*, p. 93.
66. Cité par la *Revista del Banco Comercial de Barcelona*, octobre 1936, janvier 1937 ; les chiffres entre parenthèses sont les dates de publication.
67. FAUQUET, *Le Décret de syndicalisation*, Barcelone, 1937, p. 3.

est sensé en soi mais, dans ce cas, pourquoi se limiter à l'agriculture et ne pas englober l'industrie ? En réalité, nous croyons que, pour contrecarrer l'influence de la C.N.T. dans les industries, la Généralité voulut contrôler la campagne.

Dans la campagne catalane, il n'y avait, avant le 19 juillet, que deux organisations agraires [68] : l'Union de Rabassaires (petits propriétaires de vignobles et petits propriétaires en général) et l'Union de los Sindicatos Agricolas, tous deux catalanistes et sans programme de transformation sociale.

L'enquête de la C.N.T. Le comité régional de Catalogne envoya à tous les syndicats un questionnaire composé de six points principaux : géographie du lieu, description du soulèvement fasciste, situation économique, relations économiques, état général des ressources, perspectives. Quelques exemples de réponses furent publiés dans le bulletin d'information C.N.T.-F.A.I. à partir du 12 septembre 1936, mais il dut en manquer beaucoup, puisqu'un nouvel appel fut fait le 5 octobre pour recevoir de nouvelles réponses (voir page 95).

Nous faisons une sélection des questions dans ce tableau [69].

Nous avons donc 17 cas (Barcelone 9, Gérone 1, Tarragone 6) avec 5 collectivités (4 de Tarragone et 1 de Barcelone), 5 cas de collectivisations (3 de Barcelone, 1 de Gérone, 1 de Tarragone) et 5 sans rien (4 de Barcelone, 1 de Tarragone). Les cas d'incendie concernent les églises (3 de Barcelone, 1 de Gérone, 1 de Tarragone ; 2 ayant des collectivités, 1 une collectivisation et 2 n'en ayant pas).

En général, le commerce continua comme précédemment, excepté à Asco ; partout les formes d'échange furent modifiées, sauf à Manlleu. Le plus grand nombre de maisons saisies et réquisitionnées (la distinction manque parfois dans les réponses

68. *Boletín de Información C.N.T.-F.A.I.*, en italien, n° 9.
69. Dates : 21 septembre 1936 ; 5, 17, 20, 21, 22, 26, 27, 28, 29 octobre 1936 ; 3, 4, 7, 9, 16, 20 novembre 1936 ; 3, 22 décembre 1936 ; 30 avril 1937.

et, de toute façon, elle n'est pas stricte) correspond aux cas de collectivisations.

De ces villages ou villes, 9 (Asco, Le Cenia, Gava, San Quirico, Vich, Perafita, Manlleu, Suria, Canet) étaient représentés au congrès de Saragosse : Gava avait 959 affiliés et, par la suite, 1 855 ; Suria 275, puis 700 ; Perafita 15, puis 84 ; Canet 425, puis 1 700 ; Manlleu 130, puis 2 000. Ces exemples reflètent la tendance générale de la C.N.T. en Catalogne (et ensuite dans une grande partie de l'Espagne républicaine). C'est ainsi que la convocation à un plénum de syndicats à Barcelone prévoyait : « 6° Jusqu'à quel point l'organisation peut-elle accepter les adhésions à notre confédération, la quantité qui se présente [70] ? »

Quelques jours avant on lisait, pour la province de Tarragone : « Il existe des villages dans les lieux les plus éloignés où, auparavant, on avait à peine la plus petite notion de la C.N.T., et cependant, dans la majorité d'entre eux le drapeau rouge et noir flotte en haut des clochers, et beaucoup d'autos réquisitionnées portent les insignes de la C.N.T. [71]. »

L'enquête de la Généralité. Le 8 novembre, le journal officiel publiait un ordre de la veille sur une enquête obligatoire pour déterminer le nombre et la forme de développement des collectivités agricoles depuis le 19 juillet.

Il semble que cet ordre, de même que l'enquête de la C.N.T., n'eut que peu d'effectivité, et le 11 décembre on rappelait son caractère obligatoire (publication le 14).

Les questions portaient sur l'aspect économique (superficies des terres et provenances, nombre de membres, salaires) et politique (filiation syndicale ou politique) [72].

66 villages répondirent, et nous notons le silence des localités qui avaient participé à l'enquête de la C.N.T. (Asco, La Figuera, Gava, etc.). Nous ne retrouvons que La Cenia (en décembre classée sans collectivité, et en janvier avec collectivités) et San Quirico de Besora. Une certaine réticence envers la Généralité, la prudence politique dictèrent sans aucun doute cette conduite.

70. *B.I.*, 5 août 1936 ; Peirats, *op. cit.*, I, p. 276.
71. *B.I.*, 28 juillet 1936.
72. Publiées dans le *Butlletí del Department d'Agricultura*, 1936, *XII*e; 1937, I.

Villages et provinces	Maisons saisies	Maisons réquisitionnées	Edifices incendiés	Habitants	Forme d'échange	Forme du commerce	Y a-t-il collectivisation ou socialisation ?
Asco (Tarragone)	12	—	néant	3.800	troc	coopérative normal	collectivité
La Figuera (T.)	3	—	partie église	550	direct	normal	collectivité
Omells de Nogaya (T.)	—	—	—	709	—	—	non
Gava (Barcelone)	11	néant	église	6.300	produits monnaie	normal	collectivité
San Quirico de Besora (B.)	7	1	néant	2.000	produits monnaie	normal	quelques articles
Montmelo (B.)	2	—	néant	1.004	mauvais	pas	
Berga (B.)	celles des religieux ou inhabitées			6.900	très mauvais	normal	quelques industries
Ribas (Gérone)	—	—	partie église	3.090	néant	normal	quelques collectivisations
Suria (B.)				3.600	néant	troc	
La Genia (T.)	4	6	néant	3.400	produits monnaie	normal	collectivité
Canet de Mar (B.)	27	néant	église	4.851	néant		non
Riera de Noya (T.)	3	46	néant	1.001	néant		l'usine
Manlleu (B.)	8	celles des suspects	partie église	7.020	normal	normal	non
Masnou (B.)			néant	4.770	néant	normal	quelques collectivisations
Villa Galan (B.)	néant	néant	néant	795	comité	normal	collectivité
Vich (B.)				15.101	comité	normal	non
Perafita (T.)	néant	néant	néant	700	troc	normal	

VILLAGES AYANT UNE DIRECTION POLITIQUE UNIQUE

Province	C.N.T.	Sindicato Agricola (S.A.)	Rabassaire	U.G.T.	Ayuntamiento	?	Total
Bar.	5	1	2			2	10
Gér.	3	2	1			1	7
Lér.	6	2	1			2	11
Tar.	10		1	1	1	2	15
Total	24	5	5	1	1	7	43

VILLAGES AVEC ALLIANCES C.N.T. — U.G.T.

Province	C.N.T.-U.G.T.	C.N.T.-U.G.T. Rabassaires	C.N.T.-U.G.T. Rab. S.A.	S.A.	C.N.T.-U.G.T. Esquerra	Total
Bar.	1	1	1			3
Gér.	1					1
Lér.	1			1		2
Tar.	5				1	6
Total	8	1	1	1	1	12

VILLAGES OÙ LA C.N.T. AVAIT D'AUTRES ALLIÉS QUE L'U.G.T.

Province	C.N.T. Esquerra	C.N.T.-Rab.	C.N.T.-Rab. P.O.U.M.	C.N.T. P.O.U.M. S.A.-Esq.	Total
Bar.		1			1
Gér.					
Lér.			1		1
Tar.	1	3		1	5
Total	1	4	1	1	7

VILLAGES A PRÉDOMINANCE P.S.U.C.

Province	P.S.U.C. U.G.T. Esq.	P.S.U.C. P.S.O.E. Esq.	P.S.U.C. P.S.O.E. S.A.	P.S.U.C. Rab. Ayunt	Total
Bar.					
Gér.		1			1
Lér.			1		1
Tar.	1			1	2
Total	1	1	1	1	4

TOTAUX DE REPRÉSENTATIONS DANS LES ALLIANCES

Province	C.N.T.	U.G.T.	Rab.	S.A.	Esq.	P.O.U.M.	P.S.O.E.	P.S.U.C.	Ayunt
Bar.	3	3	2	1	—	—	—	—	—
Gér.	1	1	—	2	1	1	1	1	—
Lér.	2	1	1	—	—	1	1	1	—
Tar.	9	6	4	1	3	—	—	2	1
Total :	15	11	7	4	4	2	2	4	1

Si nous examinons l'origine géographique des villages, nous constatons que neuf sont de la province de Gérone, quatorze de Barcelone, quatorze de Lérida et vingt-neuf de Tarragone. Il en ressort que les collectivités s'implantèrent surtout dans la province de Tarragone. Et, dans le questionnaire précédent, Barcelone avait une collectivité et Tarragone quatre.

Parmi les villages sans alliances, la C.N.T. était majoritaire à Lérida et à Tarragone ; elle avait une forte implantation à Barcelone et Gérone. Les syndicats agricoles (S.A.) et les Rabassaires avaient une base réduite à Tarragone.

Les villages où il y avait des alliances ne reflètent pas exactement la même tendance, les Rabassaires apparaissent à Tarragone ; on observe, d'après les différents tableaux de composition, que le P.S.U.C. ne s'alliait jamais avec la C.N.T. ou le P.O.U.M.

Ces enquêtes ne révèlent pas comment et quand se firent les collectivisations ; seules deux questions de l'enquête de la C.N.T. touchent vraiment le problème :

Considère-t-on comme définitives ou transitoires les transformations réalisées ?

Quelle est l'opinion sur la socialisation ou la collectivisation de la terre ?

Certaines réponses sont très claires :

« Le village n'a besoin que d'une opinion : celle du travailleur. Celle des autres ne nous intéresse pas, car elle serait l'immense minorité. L'opinion est celle de la collectivité. » (Asco.)

« Dans la masse générale, parce qu'elle est amorphe, il n'y a pas d'opinion, puisque la majorité est entrée dans la collectivité par besoin et non par conviction ; mais en dépit des irrégularités involontaires particulières au cas présent et inconnues auparavant, il se forme un courant nettement favorable à la collectivisation en tant que solution plus radicale et meilleure pour le travailleur agricole que la socialisation. » (La Figuera.)

« L'organisation confédérale veut qu'elles soient définitives, les autres organisations, non. » (San Quirico.)

« Les paysans ne veulent en aucune façon de la collectivisation, et les ouvriers n'en veulent pas non plus, dans son sens actuel. » (Montmelo.)

« Comme définitives, et, plus encore, réaliser celles qui manquent. » (Ribas.)

« Etant donné que cette localité est subdivisée en petites propriétés, la socialisation ou collectivisation n'est pas exactement comprise et, par conséquent, nous la considérons irréalisable pour le moment. » (Manlleu.)

La volonté et le souci d'accomplir l'idéal (Asco, La Figuera) ressortent dans une vision révolutionnaire de la C.N.T. (San Quirico, Ribas), en tenant compte que le prestige ou la crainte de l'organisation conditionnait alors l'instauration de la collectivisation.

Ailleurs, la même conscience de la réalité signale l'impossibilité d'application.

Cette diversité d'opinions et de tactiques montre que la collectivisation agraire répondit à des désirs plus profonds chez les militants anarchistes que chez ceux de l'industrie guidés

par le comité régional, et que ces désirs coïncidaient en partie — comme dans la province de Tarragone à Asco et La Figuera — aux aspirations de la population, ce qui n'arrivera pas à Barcelone, et nous essaierons plus loin d'analyser ces faits.

En concluant sur les collectivisations en Catalogne, nous détachons trois aspects. L'aspect industriel, avec le syndicat étroitement lié aux différentes branches de la production et le comité régional de la C.N.T. souvent uni au syndicat correspondant de l'U.G.T. L'aspect des collectivités agraires, qui naquirent différemment selon les lieux et tardèrent à se développer. L'aspect municipal, qui prit de l'importance à mesure que la C.N.T. s'incorporait au gouvernement.

Ces trois aspects de la région catalane modelèrent les autres fédérations régionales et, finalement, l'organisation entière. La Catalogne fut le pôle, et ses délégués intervinrent dans les plénums des autres régionales.

Décider si la collectivisation fut ou non spontanée s'avère difficile, étant donné le peu de connaissances que l'on a sur l'attitude politique des différents partis fin juillet 1936 : danger de guerre interne au sein du Front populaire ? Intervention étrangère ? Négociations avec les militaires ?

Le chantage, la démagogie, les bobards se mêlent, faisant du contexte économique un champ de bataille des partis. La C.N.T. s'empare des usines et l'U.G.T. s'efforce d'y participer, bien qu'elle n'appuie pas la collectivisation. La Généralité prend les devants dans l'agriculture, décrétant la syndicalisation obligatoire, alors que ni la C.N.T. ni l'U.G.T. ne la demandent. Mais, au milieu du brouillard des propagandes, les militants sincères tentent d'appliquer leur idéal social.

Ce dernier fait nous paraît la seule constatation valable.

Aragon

Le soulèvement anarchiste de décembre 1933 eut une grande résonance en Aragon. Au congrès de Saragosse, la fédération régionale d'Aragon, Rioja et Navarra annonçait 35 263 affiliés et

de nombreuses délégations représentaient les villages de Huesca et Téruel.

Le 18 juillet, le mouvement militaire s'empara de presque tout l'Aragon, constituant une menace pour la Catalogne. De cette dernière partirent, fin juillet, les milices antifascistes des organisations syndicales et politiques, principalement anarchistes. Durruti, un des leaders libertaires les plus populaires, commandait une colonne. Le front aragonais, en dehors de la question militaire, était aussi une raison de prestige pour l'anarchisme qui avait déjà une forte position en Catalogne.

Dès le mois d'août, la presse libertaire proclama l'avance de la collectivisation en Aragon [73].

Les dates de fondation des collectivités que nous possédons sont les suivantes. (Nous employons ainsi la codification : ⊕ pour juillet-août, ● pour septembre et après, ▲ la présence de milices anarchistes ; C.L. essai de communisme libertaire entre 1931 et 1936.)

Province de Huesca	
Alcolea de Cinca	18 septembre 1936 ▲ ● [74].
Barbastro	16 octobre 1936 ● [75].
Binéfar	28 août 1936 ⊕ C.L. [76].
Fraga	11 août 1936 ▲ ⊕ [77].
Granen	31 juillet 1936 ▲ ⊕ [78].
Graus	16 octobre 1936 ● [79].
Lagunarrota	1[er] août 1936 ⊕ [80].
Sarinena	5 août 1936 ⊕ [81].
Tardienta	13 août 1936 ⊕ [82].

73. Dans *S.O.* : Bujaraloz : 12 août 1936, p. 9 ; 14 août, p. 8. 15 août, p. 5 ; Gelsa : 16 août, p. 12 ; Bas Aragon : 9 septembre ; Pina : 14 octobre, p. 7 ; Barbastro : 20 octobre, p. 4 ; Tardienta : 30 octobre, p. 4 ; Bujaraloz 13 novembre, p. 4 ; Farlete : 27 novembre, p. 10. Plus tard, la C.N.T. fit publier deux livres : A. PRATS, *Vanguardia y Retaguardia de Aragón* ; A. SOUCHY, *Entre los campesinos de Aragón.*
74. LEVAL, *op. cit.*, p. 216, 217.
75. SOUCHY, *op. cit.*, *Fragua Social*, 18 juillet 1937, p. 4.
76. BORKENAU, *op. cit.*, p. 97 et s. ; LEVAL, *op. cit.*, p. 190 et s.
77. BORKENAU, *op. cit.*, p. 97 et s. ; LEVAL, *op. cit.*, p. 190 et s.
78. SOUCHY, *op. cit.*, p. 99, 100.
79. LEVAL, *op. cit.*, p. 247.
80. PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 312.
81. BORKENAU, *op. cit.*, p. 100 et s.
82. KOLTSOF, *Diario de la guerra de España*, p. 25 et s.

Province de Téruel	
Alcorisa	octobre 1936 ▲ ● C.L. [83].
Allepuz	juillet 1936 ⊕ [84].
Calanda	juillet 1936 ▲ ⊕ C.L. [85].
Mas de las Matas	octobre 1936 ● [86].
Muniesa	5 août 1936 ▲ ⊕ [87].
Utrillas	juillet 1936 [88].
Valderrobres	9 septembre 1936 ▲ ⊕ C.L. [89].
Province de Saragosse	
Bujaraloz	8 août 1936 ▲ ⊕ [90].
Gelsa	août 1936 ▲ ⊕ [91].
Lécera	août 1936 ▲ ⊕ [92].
Pina	août 1936 ▲ ⊕ [93].

Il ressort du tableau qu'à Huesca, sur neuf collectivités citées, trois commencent en présence de milices confédérales ; à Téruel, sur sept, quatre, et à Saragosse, sur quatre, quatre.

En quoi consistait cette présence ?

A Granen, les statuts sont signés par un représentant du village et par un du comité militaire des milices [94].

A Bujaraloz, un édit de Durruti, du 11 août 1936, annonçait : « à partir de la parution du présent avis, la propriété privée est abolie sur les terres des grands propriétaires », et quant aux milices « les citoyens de Bujaraloz leur donneront un appui enthousiaste et inconditionnel sur le plan matériel comme sur le plan moral [95] ».

83. SOUCHY, *op. cit.*, p. 50 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 262.
84. *Adelante*, 2 avril 1937, p. 5. C'est la seule collectivité U.G.T. les autres sont toutes C.N.T. sans alliances.
85. SOUCHY, *op. cit.*, p. 84 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 281, indique octobre.
86. SOUCHY, *op. cit.*, p. 57, indique qu'elle se fit en septembre après la saisie des biens fascistes, mais il n'y eut pas de loi ou décret avant le 7 octobre.
87. SOUCHY, *op. cit.*, p. 65.
88. *Comarcal de Utrillas*, Toulouse, 1970, p. 45.
89. SOUCHY, *op. cit.*, p. 76 et s.
90. LEVAL, *op. cit.*, p. 200.
91. *S.O.*, 16 août 1936, p. 12.
92. LEVAL, *op. cit.*, p. 206, 210 ; *Collectivisations...*, p. 228 et s.
93. *S.O.*, 14 octobre 1936, p. 7.
94. SOUCHY, *op. cit.*, p. 100.
95. *S.O.*, 14 août 1936, p. 8.

A Granen, selon les chiffres du congrès de Saragosse [96], il y avait vingt cénétistes pour mille deux cents habitants et, à Bujaraloz vingt-neuf pour trois mille [97]. A Lécera il n'y avait pas d'anarchistes [98] ; une colonne y arriva le 6 août et constitua une collectivité pour recevoir du ravitaillement, car l'organisation du village ne le permettrait pas [99]. (Le premier point de l'édit de Durruti concernait la nécessité de commencer les récoltes.)

Comment les paysans accueillirent-ils ces mesures ?

A Gelsa, deux mille trois cents habitants, les paysans entreprirent immédiatement la moisson du blé et : « Afin que le village réponde en masse à cet appel, il a été publié un avis précisant que celui qui garderait en dépôt n'importe quelle sorte de produits alimentaires ou d'habillement, se les réservant dans un but de lucre ou pour un moment de disette, sera puni de la peine maximum [100]. »

En temps de guerre, des mesures de ce genre sont courantes. Mais nous avons le récit d'un témoin à Fraga : « Par eux [les paysans], j'appris les détails de ce qui était arrivé. Ce ne furent pas ceux du village qui procédèrent personnellement aux exécutions, mais la colonne Durruti à son arrivée ici. Ils arrêtèrent tous les suspects d'activités réactionnaires, les emmenèrent en camions et les fusillèrent. [...] Que fit-on des biens de ces exécutés ? Les maisons, bien sûr, ont été réquisitionnées par le comité, les boutiques de comestibles et de vin servaient pour ravitailler les milices [...]. Evidemment, dans ce village, la révolution agraire n'avait pas été le résultat d'une lutte acharnée des paysans eux-mêmes, mais bien plutôt la conséquence automatique des exécutions qui n'étaient qu'un incident de la guerre " civile "[101]. » Il faut nuancer le témoignage de Borkenau rapportant certains bruits par celui de Jackson : « Dans une conversation en aparté que j'eus avec deux grands propriétaires royalistes, l'un professeur d'université et l'autre avocat, j'ai

96. *S.O.*, 6 mai 1936, p. 3.
97. LEVAL, *op. cit.*, p. 201.
98. *Ibid.*, p. 206 ; *Collectivisations...*, p. 228.
99. LEVAL, *op. cit.*, p. 209-211.
100. *S.O.*, 16 août 1936, p. 12.
101. BORKENAU, *op. cit.*, 12 août 1936, p. 97, 98.

entendu une défense énergique de Durruti, opposé aux assassinats [102]. »

Tous les villages n'avaient pas de milices confédérales : sur le front d'Aragon, il y avait aussi des colonnes du P.O.U.M. et du P.S.U.C. Nous avons un exemple de collectivité anarchiste pour chacun de ces deux cas.

A Sarinena, 3 600 habitants, le même témoin note que l'église avait été incendiée [103], qu'il y avait eu des exécutions et que la documentation notariée avait été brûlée, mais que les anarchistes n'avaient pas réquisitionné les propriétés, se limitant à exproprier quatre domaines de grande étendue. Les paysans utilisaient les machines agricoles réquisitionnées et mises à la disposition de tous : « Tout démontrait l'absence d'obligation dans cet accord pour l'usage collectif des machines expropriées. » Et en même temps : « Les relations entre le village anarchiste et la milice du P.O.U.M. étaient loin d'être bonnes. Mais malgré cela, avec des exécutions en nombre très inférieur [à celles de Fraga], le noyau anarchiste avait réalisé une amélioration considérable pour les paysans et, de plus, il était assez avisé pour ne pas essayer d'obtenir la conversion des gens opposés à lui dans le village, mais il attendait que l'exemple des autres fasse son effet [104]. »

Il faut noter que, si Fraga n'avait pas de délégation au congrès de Saragosse, Sarinena en avait une représentant quarante-cinq affiliés [105].

A Tardienta, centre de la colonne du P.S.U.C. [106], le correspondant de la *Pravda* mentionna la formation d'une collectivité anarchiste [107]. Tardienta avait cent trente-cinq affiliés sur mille neuf cents habitants lors du congrès de Saragosse [108].

A Utrillas, 2 500 habitants, sans présence de milices, il fut décidé en assemblée de créer la collectivité. Il est important de souligner la différence d'attitude envers les opposants : les uns furent fusillés par décision prise en assemblée, les autres furent

102. *La República española y la guerra civil*, p. 248, n. 18.
103. *Ibid.*, le 13 août 1936, p. 102 et s.
104. BORNEKAU, *op. cit.*, p. 103.
105. *S.O.*, 6 mai 1936, p. 3.
106. BORNEKAU, *op. cit.*, p. 108.
107. *Diario...*, le 13 mai 1936, p. 25 et s.
108. *S.O.*, 6 mai 1936, p. 3.

laissés en liberté. Une partie gagna les lignes fascistes, raison pour laquelle 150 suspects furent arrêtés. Beaucoup furent libérés par vote et 32 restèrent en prison. Selon la brochure, dont nous prenons ces informations plausibles : « Certains miliciens qui étaient au front apprirent que les détenus étaient encore incarcérés et essayèrent d'influencer les gens du village, parce qu'ils étaient d'avis de fusiller ces ennemis, mais comme le village avait décidé que non, il fallait respecter cette décision [109]. »

Nous voyons, par conséquent, qu'un noyau anarchiste, si réduit soit-il, pouvait établir une collectivité sans aide extérieure et avec l'approbation de la population. Mais cela ne pouvait survenir que dans des localités d'importance réduite car, à Barbastro, dix mille habitants et quatre cent quarante-quatre cénétistes [110], le travail fut beaucoup plus lent.

« Plus l'agglomération est grande, moins elle est collectivisée. Plus le village est petit, plus l'esprit communiste est profond [111]. »

Il n'y avait donc pas de plan d'ensemble, on improvisait dans chaque village — quand la milice n'y était pas. A Alcolea, deux mille trois cent cinquante habitants, la collectivité commença en septembre ; à Mas de las Matas, deux mille trois cents habitants, on attendit le soutien légal d'octobre, tandis qu'à Binéfar, cinq mille, et Lagunarrota, six cents, elle se forma en août. Par contre, à Graus elle eut lieu en octobre, de même qu'à Barbastro et, dans cette ville, progressivement : en octobre collectivisation agraire, en novembre celles des boulangeries, cordonneries, ateliers typographiques, en décembre médecins, charpentiers, pharmaciens, etc. [112].

Sur ces 20 collectivités agraires [113], 11 sont apparues avec des milices anarchistes et 9 localement, dont 1 de l'U.G.T.

109. *Comarcal de Utrillas*, p. 47. La collectivité d'Utrillas est citée dans *Cultura y Acción*, 24 octobre 1936, p. 2. La brochure contient une carte qui nous a permis de localiser d'autres collectivités : Hinojosa de Jarque (*Nuevo Aragon*, 29 avril 1937, p. 6) ; Jarque de Naval *(ibid.)* ; (*Obrero de la Tierra*, 5 août 1937, p. 3) ; Mezquita (*Nuevo Aragón*, 29 avril 1937, p. 6) ; Peñarroya *(ibid)*.

110. *S.O.*, 6 mai 1936, p. 3.

111. Souchy, *op. cit.*, *Fragua Social (F.S.)*, 18 juillet 1937, p. 4.

112. Leval, *op. cit.*, p. 247.

113. Du point de vue économique, l'absence de collectivités industrielles s'explique par le manque d'industrie dans la zone loyale, à l'exception de deux raffineries de sucre confisquées. (Prats, *op. cit.*, p. 99 : *Collectivisations...*, p. 120.)

Le point de vue des faïstes aragonais est exposé dans le plénum régional du 20 septembre 1936 à Alcañiz et diffère notablement de la vision de Borkenau. « [Le groupe de] Fraga dit qu'il ne faut pas confondre la révolution sociale et la révolution de tendances [...]. Nous ne voulons pas imposer une dictature, mais empêcher qu'on nous l'impose. » « [Le groupe de Puebla de Hijar] dit que certains villages sont mécontents de la mauvaise administration qu'il y a, et que parmi les camarades qui occupent des postes dans les comités certains doivent être écartés et ne pas être autoritaires, car en l'étant ils cesseraient d'être anarchistes [114]. »

Le problème qui apparut aussitôt, semble-t-il, fut celui du poids économique de la Catalogne en Aragon : [Le groupe d'Alcorisa] rapporte également qu'il y a une centrale électrique à Alabalate del Arzobispo et que la Catalogne veut également la réquisitionner. Le groupe pense que cela ne peut se passer comme cela [115]. » La discussion continua sans être plus claire, comme il ressort du compte rendu du plénum régional du syndicat C.N.T. Luz y Fuerza de Catalogne, le 25 janvier 1937 : « Les prétentions du conseil de défense d'Aragon : ce conseil a demandé au comité central [de Luz y Fuerza] une entrevue pour régler le problème de l'électricité. J'ai parlé au conseil d'Aragon à Montejulia, et leur critère était en résumé : l'Aragon aux Aragonais : que toute l'installation électrique de la Catalogne qui se trouve en Aragon soit propriété de l'Aragon et que des compteurs soient placés à la frontière [116]. » Il y eut même des menaces de mort [117].

De cette documentation nous concluons que la collectivisation fut imposée par la force de la part des milices recrutées parmi les anarchistes extérieurs à la région, et qui, à notre avis, organisèrent les localités en vue d'une économie de guerre pour leur ravitaillement plutôt qu'en pensant vraiment à des réformes sociales. Au contraire, les anarchistes aragonais, connaissant la situation, profitèrent du moment sans en abuser et arrivèrent à mettre leurs idées en pratique avec l'approbation

114. *Memoria*, imprimé, Barcelone, 1936, p. 11, 12.

115. *Ibid.*, p. 12.

116. *Memoria*, imprimé, p. 19.

117. *Ibid.*, p. 77.

de la majorité des paysans ; dans les villes et les secteurs commerciaux, la collectivisation fut plus lente. Quand l'U.G.T. était là, elle concrétisa aussi ses plans (Allepuz était une collectivité de 1934).

Levant

Là, le 19 juillet prit un caractère très particulier, en ce sens que les militaires étaient assiégés dans leurs casernes, sans sortir ni se rendre, par les forces populaires qui ne pouvaient attaquer sérieusement, car elles n'avaient pas d'armes. La grève générale était déclarée et un comité s'était formé, constitué par le Frente Popular et la C.N.T.

Le gouvernement assurait que la garnison était loyale et envoya une commission pour demander la cessation de la grève.

Pendant ce temps, le comité national de la C.N.T. à Madrid demandait des armes au gouvernement ; devant son refus, la C.N.T. du Centre et de la Catalogne envoyèrent du matériel de guerre à Valence. Là, ni la commission ni le comité ne voulaient armer le peuple et, qui plus est : « La C.N.T. et l'U.G.T. avaient ordonné la reprise du travail, sauf pour les ouvriers des transports. Mais les travailleurs se refusèrent à suivre cet ordre. La décision confédérale de donner l'assaut aux casernes clarifia complètement la situation [118]. »

Nous déduisons de ces faits significatifs que le gouvernement fit tout pour freiner et contrôler tout pouvoir étranger au sien. Comme en Catalogne, la C.N.T. se préoccupa davantage des alliances que des conquêtes sociales, en décidant le retour au travail ; elle dut le différer pour, au contraire, attaquer devant les protestations des ouvriers, paradoxe inquiétant dans un organisme prolétarien.

La conséquence de cette confusion fut que l'autogestion eut au départ une extension moins considérable qu'en Catalogne. Il manqua également la préparation anarcho-syndicaliste, comme, par exemple, il apparaît à la lecture des comptes rendus de séances

118. PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 149.

(libro de actas) de la société textile de Bocairente (province de Valence) [119], étant donné que la grève du 18 juillet continua jusqu'au 28, puis au 31, puis au 1er août, en se bornant à exiger du patronat qu'il paie les jours de grève. Avec des contacts avec Onteniente et Alcoy, le climat change et le travail reprend avec des avantages sociaux le 16 août.

Comme conséquence de cette confusion, les collectivisations eurent au début une extension moins considérable qu'en Catalogne.

Pour les industries, nous avons :

A Alcoy (Alicante), 45 000 habitants et un total de 4 840 cénétistes [120], la C.N.T. saisit les usines le 14 septembre [121]. Elle avait 17 000 affiliés en 1937 [122].

A Villajoyosa (Alicante), avec 10 000 habitants et 410 cénétistes [123], la C.N.T. et l'U.G.T. saisirent l'industrie de la pêche en septembre [124].

A Valence, plusieurs collectivisations furent faites : Union Naval de Levante en juillet par la C.N.T. [125] et l'U.G.T. ; eaux, gaz et électricité à la fin d'août par la C.N.T. [126] ; pompes funèbres par l'U.G.T. le 19 novembre [127] ; hôtellerie, cafés, bars et annexes le 24 octobre par la C.N.T.-U.G.T. [128] ; teintureries le 25 octobre par la C.N.T.-U.G.T. par la C.N.T. [129] ; usine Torras en août par la C.N.T. [130] ; transports le 1er octobre par la C.N.T. [131].

Il s'avère, par comparaison avec Barcelone, qu'il y eut un nombre réduit de collectivités, dans des secteurs de moindre importance économique (à l'exception des transports et des

119. Archives de Salamanque.
120. *S.O.*, 8 mai 1936, p. 3 ; et 6 mai 1936, p. 3.
121. LEVAL, *op. cit.*, p. 162.
122. *Ibid.*, p. 160.
123. *S.O.*, 6 mai 1936, p. 3.
124. PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 321.
125. *Nosotros*, 14 juillet 1937, p. 6 ; 28 août 1937 ; *Confederación*, 5, 6, 7 septembre 1937 ; PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 358.
126. 17 septembre 1936, p. 6.
127. *Nosotros*, 5 janvier 1938, p. 4.
128. *Ibid.*, 3 décembre 1937, p. 6.
129. *Ibid.*, 2 décembre 1937, p. 6.
130. *Ibid.*, 6 juillet 1937, p. 6.
131. *Ibid.*, 8 juillet 1937, p. 4, 5.

usines métallurgiques comme l'Union et la Torras). L'U.G.T. participa dans tous les cas qui apparaissent plus tard mais sans dispositions légales.

Pour se rendre compte jusqu'à quel point l'attitude de la Catalogne eut une influence, il suffit de lire les extraits du rapport du syndicat de l'eau, gaz et électricité :

« Immédiatement après nous être libérés du cauchemar des casernes insurgées, nous avons envoyé une délégation en Catalogne et à Madrid pour avoir confirmation des nouvelles incertaines que nous avions sur les réquisitions, et avec la volonté d'appliquer les décisions qui auraient été prises pour instituer ou renforcer la fédération nationale de l'industrie.

Au retour des délégations, nous avons fait les réquisitions des entreprises conformément à l'exemple de Barcelone, en nommant le comité ouvrier pour gérer chacune d'elles [...].

Nous nous sommes heurtés à des entreprises dont les deux tiers du capital étaient belges, et il y en a avec des intérêts financiers de plusieurs autres nations [...].

Devant ce problème, nous avons décidé que les comités respectifs d'entreprises feraient une déclaration de respect vis-à-vis de ces entreprises, comme mesure de prudence, en nous limitant à nous informer de leur activité, en les contrôlant [132]. »

Au sujet des campagnes, il y a peu de documentation, soit faute de renseignements, soit faute de collectivités.

Pour la province de Castellon, malgré le peu de renseignements, on peut supposer qu'il y eut un certain nombre de collectivités à cause de la proximité et de l'influence de Teruel et de Tarragone.

Alcora (5 000 habitants [133]) est mentionnée parmi les villes vivant en communisme libertaire en octobre [134].

Santa Magdalena de Pulpis (1 400 habitants) : un groupe de la F.A.I. venu de Alcala de Chisvert libère le village. La collectivisation est décrite en septembre [135].

Province de Valence :

132. *F.S.*, 17 septembre 1936, p. 6.
133. 12 000 selon KAMINSKY, *op. cit.*, p. 106.
134. *S.O.*, 10 octobre 1936, p. 4 ; KAMINSKY, *op. cit.*, 22 octobre 1936, p. 105.
135. *S.O.*, 3 octobre 1936, p. 9.

Ademuz (5 000 habitants) ; en septembre, la C.N.T. et l'U.G.T. fondèrent une collectivité à partir de l'été [136].

Alginet (6 000 habitants) ; en septembre, la C.N.T. et l'U.G.T. fondèrent une collectivité [137].

Bugarra (1 500 habitants) avait déjà fait un essai en janvier 1933. Son délégué déclara au plénum régional des paysans fin septembre : « Considère la question des possibilités qu'il peut y avoir d'établir le communisme libertaire dans les villages. Reconnaît que, bien qu'il ait pu se faire à Bugarra, il n'ignore pas les difficultés existant dans certains endroits, où l'influence traditionnelle d'une part, et les moyens de production de l'autre rendent la tâche impossible [138]. »

Guadasar (3 600 habitants) avait une collectivité C.N.T.-U.G.T. citée dans la presse d'octobre [139].

Jativa (17 000 habitants) avait une collectivité U.G.T.-C.N.T. fondée le 16 janvier 1937 [140].

Llombay (3 000 habitants) présentait une collectivité C.N.T. de six cent cinquante personnes fondée en août [141].

Pedralva (2 800 habitants), communisme libertaire en janvier 1933, qui s'instaura de nouveau au début de septembre [142].

Dans un ouvrage de Vicente Ramos intitulé *La Guerra civil en la provincia de Alicante*, édité en 1974 à Alicante, nous trouvons une liste d'environ deux cents collectivisations urbaines que nous avons classées, en excluant celles qui apparaissent après septembre 1936, qui cependant représentent presque un tiers et qui s'échelonnent très irrégulièrement jusqu'à mai 1937.

Comme dans d'autres régions, à l'exception de la Catalogne, une certaine prudence se manifeste au départ. L'élément le plus surprenant est la brusque ascension de l'U.G.T., qui représente exactement 50 % des cas, laissant à la C.N.T. 12 %, ce qui nous laisse perplexe.

Par contre, la répartition géographique fait apparaître les centres les plus importants — 41. Mais une question se pose à

136. PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 326.
137. *Nouvelle Espagne antifasciste*, 3 février 1938, p. 2.
138. *F.S.*, 20 septembre 1936, p. 2.
139. *Claridad*, 14 octobre 1936 ; *(F.S.)*, 20 octobre 1936, p. 10.
140. LEVAL, *op. cit.*, p. 153.
141. PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 325.
142. *F.S.*, 2 septembre 1936, p. 1.

	juillet	1er-15 août	15-31 août	1er-15 sept.	15-31 sept.	total
Filiation politique						
C.N.T.	1	4	2	5	6	18
U.G.T.	—	3	11	12	36	62
C.N.T.-U.G.T.	—	—	2	6	9	17
Autres	1	1	4	7	14	27
Total	2	8	19	30	65	124
Localités						
Alicante	1	7	13	11	10	42
Autres cas (lieux)	1(1)	1(1)	6(6)	19(16)	55(23)	82
Secteurs autogérés						
Alimentation	—	6	—	2	9	17
Pêche	1	—	—	—	1	2
Métallurgie	—	—	1	1	2	4
Services (eau, gaz)		1	4	8	4	18
Electricité (irrigation)	1					
Divers	—	1	14	19	49	83

nouveau à propos des secteurs en autogestion, car le secteur de la pêche eut plus d'importance qu'il n'apparaît ; le peu de cas de la métallurgie s'explique par sa faible importance dans cette province. Pour les divers, il faut signaler que l'industrie textile et annexe a 9 cas, la chaussure et cuir 22, les meubles 13, les carrières 7, soit 51 cas, et 32 très différents entre eux.

Il apparaît donc que les collectivités agraires, contrairement aux villes, n'attendirent pas jusqu'à octobre et novembre. Ce fut l'œuvre de noyaux anarchistes décidés dans des foyers d'anarchisme tels que Alcora, Bugarra et Pedralva, mais l'exemple ne s'étendit guère, comme il ressort de la déclaration de Bugarra [143].

Tandis qu'en Catalogne les collectivisations industrielles et agraires naissent en même temps, l'Aragon sans industries étant

143. J. Maurice, *L'Anarchisme espagnol*, remarque une contradiction avec une affirmation de Leval, *op. cit.* (en français), p. 158, sur l'énorme extension de l'autogestion. Il est bien entendu que nous nous référons ici au début, et que plus loin, avec le C.L.U.E.A. notamment, l'extension de l'autogestion est suffisamment claire...

un cas à part, au Levant il y a dès le début une différence entre la collectivisation du type de celle de l'eau, gaz et électricité et celle du type de Bugarra, non seulement sur le plan économique mais aussi à propos de l'attitude vis-à-vis de l'organisation et de ses décisions.

Autres régions

En *Estrémadure*, selon Borkenau, le 1er septembre 1936 il n'y avait eu ni division ni répartition des terres réquisitionnées. Les comités avaient remplacé les anciens propriétaires et « les mêmes ouvriers travaillaient la même terre » avec les mêmes salaires.

En *Andalousie*, les deux centres anarchistes fameux décrits de 1903 à 1920 par Diaz del Moral établirent le communisme libertaire. Bujalance, 13 000 habitants et 1 900 cénétistes (qui avaient participé à la tentative de 1933) et Castro del Rio — tous deux dans la province de Cordoue —, 12 000 habitants et 2 000 cénétistes (chiffres du congrès de Saragosse en mai 1936) [144].

Selon Antonio Cañete, il y eut dès juillet 1936 les collectivités suivantes (les chiffres entre parenthèses correspondent au nombre de militants en mai 1936 ; les mots soulignés sont aussi cités par J. Hiraldo [145]) : province de Cadix : *Arriate* (100), *Ubrique* (1 423) ; province de Cordoue : Pozoblanco [146] ; province de Grenade : Guadix (700), Iznalloz ; province de Jaén : La Carolina (350), C.N.T.-U.G.T. ; Linares (480), C.N.T.-U.G.T., Peal de Becerro (923), C.N.T. ; province de Malaga [147] : *Benaoján* (400), *Montejaque* (350), *Ronda* (1 130) [148].

Au *Pays basque*, le futur gouvernement — légalisé en octobre — mit aussitôt sous son contrôle petit-bourgeois l'économie et les banques : « Le Pays basque vivait sous un régime d'économie de guerre non révolutionnaire, les banques étaient

144. Borkenau, *op. cit.* ; *S.O.*, 2 octobre 1936, p. 4.
145. « Andalucia libertaria y martir », *Le Combat syndicaliste*, 18 juillet 1966.
146. *El Obrero de la Tierra*, 13 novembre 1937, p. 3.
147. Voir A. Gollonet y Morales *Sangre y Fuego* ; Gil G. Bajuelo, *Malaga bajo el dominio rojo* (selon C. Lorenzo).
148. Voir *C.N.T.*, 7 août 1960 ; 14, 21 février 1954.

contrôlées, les vivres rationnés, les grèves étaient interdites. Les propriétaires des usines étaient loyaux, aucune expropriation révolutionnaire ne fut opérée. Les propriétaires des usines de guerre contrôlées recevaient une indemnité [149]. »

Aux *Asturies,* l'absence presque totale de données sur les réalisations sociales surprend fort, puisque pour 1934 les témoignages foisonnent. Cependant quelques bribes de descriptions permettent de penser que, si le climat n'était pas celui de 1934, on s'en rapprochait : « Nous avons liquidé les patrons des usines et de l'industrie minière, l'autorité locale s'est occupée et a, en même temps, socialisé la petite industrie, artisanat et petit commerce, tout, même les cireurs de chaussures [150]. »

Les archives de Salamanque possèdent le compte rendu dactylographié d'un plénum spécial de l'industrie de la pêche le 23 février 1937 qui prenait plus des mesures sociales que de réorganisation. Le compte rendu — également dactylographié — d'un congrès régional de la C.N.T. du 31 mai au 5 juin 1937, avec des rapports sur les « conseils ouvriers techniques », les « coopératives de production, de distribution et de consommation », l' « organisation agricole » ne fait pas allusion à des réalisations.

En revanche, pour la province de Santander [151], on trouve une réglementation de la fédération paysanne C.N.T. du 1er février 1937 et, en particulier, 98 « maisons paysannes », dont nous ignorons le fonctionnement et la portée, sauf que Liérganes se nomme « collectivité de paysans » [152]. La vigueur du mouvement est démontrée par une liste de 112 villages regroupant 13 037 membres.

149. Rabasseire, *op. cit.*, p. 108.
150. Koltsov, *op. cit.*, p. 127. Voir aussi Thomas, *op. cit.*, p. 159, Peinats, *Los Anarquistas...*, p. 130 ; *España Libre,* 18 septembre 1949.
151. Les hôtels étaient collectivisés par la F.A.I., selon Cisneros, *Mémoires,* trad. russe, Moscou, 1967, p. 352.
152. Lettre du 10 août 1937.

Castille

Il y avait peu d'anarchistes auparavant ; Buenacasa cite les centres : Madrid, Valladolid et Puertollano [153] ; Brenan précise : « En règle générale, un petit groupe d'anarchistes bien organisé en plein fief socialiste faisait évoluer les socialistes vers la gauche, tandis que dans les régions en majorité anarchistes les socialistes se distinguaient par leur réformisme [154]. »

A Madrid il y eut peu de réalisations, sauf celle des transports : « ... La Sociedad del Transporte Mecanico avait prévu le mouvement d'extrême droite [...]. Puis le mouvement survint et, du jour au lendemain, le Transporte Mecanico, sans avoir rien demandé ni rien offert, dut faire face aux demandes angoissées du ministère de la Guerre, qui n'avait pas organisé de transports et ne voyait pas d'autre salut que de faire appel à l'organisation syndicale du transport en Espagne [155]. »

Le 25 août, Borkenau notait : « Pour résumer, Madrid donne, beaucoup plus que Barcelone, l'impression d'une ville en état de guerre, mais beaucoup moins celle d'une ville en révolution sociale [156]. »

Il disait de la province de Madrid : « Qu'est-il arrivé dans les grandes propriétés de blé ? La plupart sont restées aux mains des anciens propriétaires pendant de nombreuses semaines, bien que ceux-ci fussent tous de droite. En principe, seuls les couvents et quelques petites propriétés furent expropriées. Maintenant enfin, une saisie générale des grandes propriétés a été mise en pratique, et les paysans travaillent et dirigent eux-mêmes, sous le patronage de l'U.G.T. [157]. »

La citation de Brenan est confirmée par deux cas d'autogestion avant la guerre en juin : la collectivité de paysans de Madrid et l'autogestion des mines d'Almaden [158].

153. *El Movimiento obrero español (1886-1926). Historia y crítica,* Barcelone, 1928, p. 242.
154. *Ibid.*, p. 207.
155. *Pleno Nacional del Transporte,* Madrid, 1937.
156. *Op. cit.*, p. 125.
157. *Op. cit.*, p. 140.
158. Voir en annexe, ci-dessous, p. 356 ; Vallina, *Memoria* ; *C.N.T.,* 4 juin 1950.

La chronologie des collectivités est très variable et les renseignements manquent pour l'industrie madrilène :

Juillet 1936	
Belvis de Jarama, Madrid, C.N.T.-U.G.T.	(*Campo Libre*, 23 octobre 1937, p. 4, 5.)
Villas Viejas, Cuenca	(*Campo Libre*, 25 décembre 1937, p. 4, 5.)
Août	
Manzanares, Ciudad Real	(LEVAL, *op. cit.*, p. 298.)
Membrilla, Ciudad Real	(*Collectivisations...*, p. 239.)
Septembre	
Almagro, Ciudad Real	(*Campo Libre*, 25 décembre 1937, p. 4, 5.)
Brihuega, Guadalajara	(PEIRATS, *op. cit.*, I ; *B.I.*, 11 décembre 1937.)
Coslada, Madrid	*(Colectividades de Castilla.)*
Miraflores de la Sierra, Madrid, C.N.T.-U.G.T.	(PEIRATS, *op. cit.*, I ; *B.I.* 6 novembre 1937.)
Octobre	
Alcazar de Cervantes (San Juan), Ciudad Real ; les collectivités industrielles sont apparues en mars 1937	(LEVAL, *op. cit.*, p. 299, 300.)
Miralcampo, Guadalajara	(*Campo Libre*, 30 juillet 1937, p. 4, 5.)
Décembre	
Alcala de la Republica (Rey) Cuenca	*(Timon)*
Tielmes, Madrid	(*Campo Libre*, 23 juillet 1937, p. 4, 5.)
Février 1937	
Dos Barrios, Tolède	(*Campo Libre*, 7 août 1937, p. 4, 5.)
Perales de Tajuña, Madrid	(*Campo Libre*, 21 août 1937, p. 4, 5.)
Mars	
Torija, Guadalajara (après la victoire)	(PEIRATS, *op. cit.*, I ; *B.I.*, 16 décembre 1937.)
Yepes, Tolède	(*Campo Libre*, 14 août 1937, p. 5.)
Avril	
Meco, Madrid	*(Colectividades de Castilla.)*
Juin	
Arganda, Madrid	*(Ibid.)*
Fuentedueña, Madrid	(*Terre d'Espagne*, film de J. Ivens.)

Seuls Brihuega et Membrilla étaient représentées au congrès de Saragosse. Les différences de dates de création démontrent la

libre décision et l'influence progressive de l'autogestion dans des secteurs limités.

On peut observer cette impulsion autogestionnaire dans le livre de séances de la collectivité U.G.T. d'Alalpardo (Madrid) — Archives de Salamanque — : « Il est décidé de former la collectivité paysanne avec tous les camarades qui veulent y entrer volontairement, parce qu'ils considèrent que c'est une manière de produire plus et mieux et en même temps de cesser d'être exploités par des patrons éhontés [159]. »

Borkenau donne une vision d'ensemble pour Ciudad Real, le 3 septembre 1936 :

« Dans les bureaux de la réforme agraire, j'appris que, bien que la vie économique de la ville reste presque inchangée, les villages de la province font une révolution sociale terrible. Trois propriétés de la province avaient été transformées en collectivités paysannes avant la guerre civile, selon les lois de la réforme agraire ; après l'insurrection, 256 ont été saisies et contrôlées par les ex-ouvriers ; ou, plutôt, 256 qui avaient été saisies ont été légalisées par les bureaux provinciaux de la réforme agraire [160]. »

Il nous semble que l'inexistence, ou presque, de collectivités industrielles s'explique par l'autorité que le gouvernement conserva à Madrid, et par le manque d'encouragements syndicaux — C.N.T. en minorité, U.G.T. sans initiatives. Cela démontre que les ouvriers ne voulaient pas, ou n'avaient pas assez de formation pour prendre en main eux-mêmes les moyens de production et que, en règle générale, ils suivaient les directives de leurs organisations, qu'elles fussent ou non contre la collectivisation ; c'est ainsi qu'à Barcelone ils collectivisaient, et à Madrid non.

Dans la campagne, en revanche, il y eut toujours, même s'ils furent peu nombreux, des cas de collectivisations. Cela découle, pensons-nous, de la relative facilité que présentent les travaux agricoles comparativement à la direction d'une usine ; et beaucoup plus à la propagande, à la formation donnée soit par les organismes syndicaux U.G.T. et C.N.T., soit par la réforme

159. Archives de Salamanque, 25 mars 1937.
160. BORKENAU, *op. cit.*, p. 148.

agraire de l'Etat et le coopérativisme. Cette atmosphère réussit à s'établir grâce aux difficultés économiques et sociales accumulées et à celles créées récemment.

Notre conclusion sur ce point est que, *grosso modo*, les collectivisations industrielles furent dirigées et les collectivités agraires légalisées, acceptées à contrecœur, ou presque. Les collectivisations agraires surgirent comme une continuation des mouvements insurrectionnels de 1931-34, comme représentation d'une tendance ultra-révolutionnaire de la C.N.T., tendance qui s'était estompée en 1936. Les collectivités industrielles étaient les cellules disciplinées de base des organisations syndicales, dont les militants n'avaient fait que des grèves et qui, lors des soulèvements, n'avaient pas donné, sauf exception, leur appui armé.

Les citations suivantes illustrent cet aspect :

« Le fait le plus inattendu en matière de construction économique, ce sont les collectivités agraires. Elles se formèrent spontanément dans toute l'Espagne républicaine, en Catalogne comme en Aragon, dans le Levant comme en Andalousie ou en Castille. Personne, aucun parti, aucune organisation ne donna de consigne pour procéder en ce sens [161]. »

« Jusqu'aux premiers jours d'août, la C.N.T. ne se soucie pas, ni sur le plan officiel ni sur le plan organisationnel, de canaliser les collectivisations. Cela veut dire que la collectivisation était déjà une réalité au niveau technique des syndicats. Ils détenaient tout le pouvoir économique. Tel un sarcasme, les hautes sphères de la C.N.T. interviennent pour la première fois pour que soient appliquées les exemptions des firmes étrangères que les consulats réclament impérativement [162]. »

Ciudad Real fut une région de collectivisation spontanée. L'Aragon fut une région de collectivisation en partie forcée. Hormis ces deux cas, la collectivisation, même lorsqu'elle portait les sigles U.G.T.-C.N.T., fut considérée comme une manifestation politique. Nous ne croyons pas que l'aspect purement économique ait été pris en considération dans les polémiques pour ou contre les collectivités. C'est la raison pour laquelle la présence, le développement de la collectivisation amènent des conséquences souvent tragiques.

161. Abad de Santillán, *Por qué...*, éd., 1940, p. 87.
162. Peirats, *Presencia*, Paris, 1966, n° 5, p. 24.

Les lignes de force de l'autogestion

Les schémas du communisme libertaire prévoyaient une nouvelle vision économique et sociale de la vie, avec des variantes, mais toujours à partir de la prise des moyens de production. Or, au bout de quelques mois de guerre, même dans les régions les plus influencées par l'anarchisme — sauf l'Aragon — le poids des anciens propriétaires, parfois, et de l'Etat, toujours, freinait ou remettait en cause l'œuvre entreprise, avec l'aide des partis politiques et de certains syndicats de l'U.G.T., qui se séparaient des ugétistes autogestionnaires.

Ce n'était pas une période de transition, c'était l'Etat bourgeois qui continuait à commander. Ainsi dans l'agriculture le plus grand obstacle à l'autogestion fut la loi du 7 octobre du ministre de l'Agriculture Uribe, du parti communiste, sur l'expropriation sans indemnisation des terres et des propriétés des éléments partisans « du mouvement insurrectionnel contre la république ».

En effet, « l'exploitation de ces propriétés sera collective ou individuelle, suivant la volonté de la majorité des bénéficiaires, par un accord pris en assemblée convoquée à cet effet », et, dans le cas de l'exploitation individuelle, « l'extension de terre cultivée ne doit pas dépasser trente hectares en terrain sec, cinq hectares en terrain irrigué et trois hectares en verger ».

Le résultat fut le suivant : « [Le délégué de Chiva :] Il y a dans presque tous les villages de nombreuses personnes qui ont l'idée fixe, l'idée ou l'illusion — comme on voudra l'appeler — de vouloir travailler soit individuellement soit collectivement. [...] Ce qui se passe dans la plupart des villages, c'est que les individualistes, à ce qu'il semble, veulent tel ou tel autre morceau des terres réquisitionnées. [...] Nous, moi-même, nous ne pouvons être d'accord avec ce que détermine le décret, de 30 hectares en terrain sec, six (*sic*) en terrain irrigué et trois en verger. Je ne peux être d'accord parce que c'est excessif. » « [Un des rapporteurs :] Il y a des endroits où les petits propriétaires ou les métayers jouissent de 20 à 25 hanegadas [13 à 16 hectares], alors que dans le village il n'y a pas assez de terre pour que les autres aient 25 hanegadas, autres qui sont les parias de toujours. »

Ces réactions de paysans de l'U.G.T. de Valence dans une conférence provinciale, les 29, 30 septembre et 1er octobre 1937 [163] peuvent s'appliquer à toutes les collectivités agraires et expliquent l'importance extraordinaire et artificielle que prit l'agriculteur individuel. On peut admirer au passage la tactique du P.C., qui venait d'exterminer les koulaks en Union Soviétique et d'imposer la collectivisation par la violence, et qui, en Espagne, accusait les anarchistes de collectiviser par la violence...

De toute façon, outre le sabotage légal — et rapidement économique —, l'autogestion achoppait sur des obstacles internes (que nous allons expliquer), en particulier l'égoïsme ou le manque de solidarité. Cela se manifestait à plusieurs niveaux : a) individuellement, par un travail mal fait et des abus ; b) entre les collectivités ; c) entre les fédérations d'industrie, comme les paysans et les ouvriers ; d) entre régions, comme l'Aragon et la Catalogne ; e) dans l'idéologie, avec la différence entre le syndicat et la collectivité.

163. *Memoria* (imprimé), p. 61.

4

Les résultats de la collectivisation

La situation de l'économie et la question de la monnaie

Les anarchistes espagnols connaissaient ce que les historiens socialistes de la Commune de Paris appellent son erreur : ne pas avoir saisi la Banque de France [1]. Lors de l'insurrection des Asturies, les banques d'Oviedo avaient été saisies [2]. Durant les tentatives libertaires, l'abolition de la monnaie avait été proclamée, et le communisme libertaire prévoyait la substitution de la monnaie capitaliste par un système qui empêcherait le lucre.

L'attitude devant le problème était donc d'importance idéologique et pratique pour les révolutionnaires, aussi bien anarchistes que marxistes du P.C. d'Espagne et du P.O.U.M.

L'économie de l'Espagne loyaliste était celle-ci : « ... La république fut séparée des régions d'Espagne qui produisent le plus de céréales, de blé, de produits laitiers et une grande partie de l'huile. La Catalogne et les autres provinces de la côte méditer-

1. Federica Montseny écrivit une brochure sur ce thème.
2. MAURIN, *op. cit.*, p. 226 et s.

ranéenne avaient un excédent de fruits, de légumes et de produits manufacturés, mais ne produisaient généralement pas assez pour alimenter leurs habitants, et il s'y trouvait alors un grand nombre de réfugiés [3]. »

Il faut ajouter que le gouvernement de la Généralité décréta des augmentations de salaires et émit des billets sans garantie réelle [4] ; que la guerre civile et l'attitude de l'Allemagne et de l'Italie causèrent des difficultés pour l'acquisition de matières premières [5].

La précarité du moment exigeait des mesures énergiques touchant la Banque et les banques.

La position de collaboration de la C.N.T. empêcha — de même que pour les maisons étrangères respectées — tout acte de saisie. Cependant, les syndicats avaient remplacé la monnaie par des bons : « Ces vivres furent payés avec des bons dont la valeur était garantie par les syndicats. [...] Cette vie économique sans circulation de numéraire dura deux semaines. Quand le travail recommença et que la vie économique reprit son cours, la circulation monétaire recommença [6]. »

Souchy donne cette explication : « Dans une branche, il n'y eut pas de collectivisation : dans les banques. [...] Les employés de banques étaient faiblement organisés. Ils étaient affiliés, non pas aux syndicats de la C.N.T., mais aux syndicats de l'U.G.T., qui est opposée à la collectivisation [7]. »

Ceci, de toute évidence, n'explique rien, car Souchy lui-même rend compte de collectivisations dans des lieux où il n'y avait même pas de cénétistes auparavant [8]...

Le problème fut débattu au sein de l'organisation durant le plénum régional des paysans de Catalogne en septembre 1936 : « Le représentant de la fédération locale de Villanueva et Geltru demande pourquoi on ne collectivise pas la Banque, et un des membres de la commission lui répond que, pour le moment, il y

3. *Survey of International Affairs*, Oxford, 1937, p. 100.
4. 21 septembre 1936, 20 millions de pesetas.
5. *Collectivisations...*, industrie textile (certains négociants français vendaient le sucre plus cher, p. 121).
6. *Collectivisations...*, p. 25.
7. *Ibid.*, p. 10, 11 (fin août).
8. *Ibid.*, p. 228 et s., Lecera (Saragosse).

a seulement un contrôle afin de savoir quels bénéfices fait la Banque [9]. »

Cette intervention et d'autres de la même teneur ne figurèrent pas dans la brochure du compte rendu des tâches du plénum. La politique de la C.N.T. catalane devint bientôt celle du comité national. Ainsi, non seulement l'alliance avec les partis politiques exigeait l'abandon des conquêtes révolutionnaires, mais encore la direction même de la C.N.T. était devenue contre-révolutionnaire.

La conséquence de cette compromission fut le *statu quo*. Auparavant, « la plus grande partie du trafic bancaire était faite par les succursales de la banque étrangère [10] ». La guerre et la peur de perdre les bénéfices firent que la majorité des capitaux retournèrent dans leurs pays d'origine. Le manque de garantie de la monnaie frappée depuis juillet et la disette provoquèrent une inflation très importante.

A titre d'exemple, les prix triplèrent en général entre août 1936 et août 1937 : le kilo de viande de mouton passa de 3 à 11 pesetas, celui du veau de 6 à 16, de porc de 3 à 12, de colin de 7 à 24, de sardines de 1,20 à 8, de poisson d'eau douce de 3 à 20 ; le kilo de tomates de 0,40 à 1, les pommes de terre de 0,30 à 1, les melons de 0,50 à 1,15, le raisin de 1,50 à 3 [11].

Entre-temps, les salaires doublèrent : par jour ils passèrent pour les cheminots de 5 pesetas à 10, pour les ouvriers d'usine de 5 à 10 (minimum), pour les manœuvres (bâtiment) de 5 à 11, pour les employés municipaux de 4-6 à 8-11 (suivant les catégories) [12].

La situation économique en elle-même suffit à expliquer la défaite républicaine. Ce fut cependant dans cette ambiance que se firent les collectivisations.

9. *El Sol*, 26 septembre 1936, p. 3.
10. Sebastián, *La Masa en acción*, Paris, 1953, p. 92.
11. *Confederación*, 22, 24 août, 21 septembre 1937.
12. *Ibid.*, 26, 27 août 1937.

Catalogne

Dès le début, la Catalogne fut en proie aux difficultés et aux tracasseries du gouvernement central qui refusait d'autoriser les achats d'armes et de matières premières à l'étranger pour l'industrie de guerre [13].

De plus, la crise économique rendait le chômage plus important [14] et, dans certaines entreprises, les patrons s'étaient enfuis avec les fonds [15].

Dans l'industrie, il y avait deux collectivisations : celle qui touchait les industries courantes, et une autre qui faisait partie des industries de guerre. Nous avons déjà vu que l'élan collectivisateur de la C.N.T. consistait à contrôler les centres vitaux, dont beaucoup passèrent, par conséquent, à l'industrie de guerre et sous le secret militaire.

Les industries normales avaient des aspects très différents dans le cadre des salaires, des journées de travail, etc. [16].

En ce qui concerne la durée de la journée de travail, toutes les industries textiles et quelques autres subirent une diminution qui correspondait à un manque de matières premières.

Quant aux salaires, la diminution volontaire eut lieu à Barcelone et beaucoup moins en province, ce qui dénote une conscience plus revendicative des ouvriers barcelonais, qui se reflète dans le fait qu'ils sont les seuls à engager les chômeurs et à ouvrir des écoles. Mais la province contribuait à la guerre, ce que ne faisait pas Barcelone. Cela nous conduit à souligner que la conscience des ouvriers barcelonais était moins ouverte à l'extérieur : leur revendication consistait en une « politique de clocher », aider leurs chômeurs et non le front. Ainsi, pour un cas

13. SANTILLÁN, *Por qué...*, p. 103, 109, 113 ; 15 septembre 1936, p. 2. Signalé par Fábregas au plenum régional des syndicats uniques à Barcelone, 24-26 septembre 1936 (voir PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 214).
14. *S.O.*, 17 janvier 1936, p. 6 ; 59 104 chômeurs en novembre 1935, chiffre officiel ; 65 000 en juillet 1936, d'après Fábregas (même source) et plus de 150 000 d'après Santillán (*Boletín...*, 29 décembre 1936, p. 9) ; en octobre, il y en avait encore 58 577 (*Boletín...*, 5 janvier 1937, p. 5).
15. *S.O.*, 17 septembre 1936, p. 3 pour la Transmediterránea ; Santillán évalue les retraits de Catalogne à 90 millions de pesetas (*Por qué...*, p. 80).
16. Voir tableau descriptif, p. 126.

de solidarité de la capitale, la province en avait quatre. Sur l'égalité de salaire entre hommes et femmes, le peu de renseignements ne permet pas de conclure. Détail significatif, et très logique selon les théories anarchistes, mais aussi très isolé, dans l'*España Industrial*, les responsables ne touchaient pas de supplément de traitement pour leurs fonctions [17]. Par contre, dans les chemins de fer, il fallut augmenter le salaire maximum pour pouvoir engager des ingénieurs, bien que l'un d'eux fût anarchiste [18].

Quant aux relations politiques, elles sont bonnes et d'alliance avec l'U.G.T., mais contraires aux organismes officiels. A titre d'exemple : au Borne (marché principal de Barcelone), la Généralité voulait contrôler, ce qui était une manœuvre financière (toucher les bénéfices) et politique (éliminer la C.N.T. d'une position de prestige).

Les relations économiques montrent que, malgré le manque de matières premières (presque 25 % des usines n'en avaient pas suffisamment), il y eut de grands progrès, puisque dix-neuf entreprises (38 %) se perfectionnèrent. Par exemple, l'industrie optique se concentra et fabriqua ses matières premières ; les chemins de fer et les centrales électriques se concentrèrent, initiatives qui correspondaient toutes à l'intérêt commun, au-dessus de la concurrence et des bénéfices particuliers et étrangers.

Malgré les critiques que nous verrons sur le néo-capitalisme des entreprises, il y a un bon nombre d'exemples de solidarité prolétarienne et d'influence en ce sens : ainsi le comité C.N.T.-U.G.T. et tout le personnel de la Maison Pacaru i Seriña, 18 rue Balmes à Barcelone, décida, devant le fait qu'un ouvrier cumulait deux emplois (pour 237,50 pesetas ici et pour 493 en travaillant l'après-midi au Vermouth Martini), « que le salaire qu'il reçoit de la Maison Vermouth Martini e Rossi est suffisant, qu'au poste qu'il occupe à Pacaru i Seriña on peut placer un camarade actuellement en chômage, et en conséquence nous avons décidé que le camarade en question, R.S. Z., est licencié à partir d'aujourd'hui, 15 septembre 1936 [19] ».

17. *Collectivisations...*, p. 98 ; KAMINSKY, *op. cit.*, p. 223.
18. LEVAL, *op. cit.*, p. 102.
19. Archives de Salamanque, traduit du catalan.

Dans l'étude dont nous avons parlé sur les tramways, W. Tauber écrit dans sa conclusion sur l'efficacité économique de la gestion de la collectivité : « Il semble bien que le comité ouvrier collectivisé des tramways collectivisés menait en collaboration étroite avec le syndicat unifié des transports, une politique cohérente et rationnelle, sans oublier le développement à long terme de leur secteur au profit d'avantages immédiats. »

Les rapports sociaux de type entraide entre les autogestionnaires, comme la retraite, les mesures culturelles étaient une chose nouvelle, appliquées à ce point, non seulement en Espagne mais aussi dans le monde. Pour démontrer la « solidarité confédérale envers les collectivités agraires », *Campo* publiait régulièrement des listes comme celle-ci :

Camarades de la caserne M. Bakounine	375 pesetas
Brasserie Damm	100 000
Section des moules	514
Section culinaire	1 670
Syndicat métallurgique de Sabadell	100
Ouvriers des services unifiés de Flix	5 000
Section du nettoyage public de Barcelone	5 000
Féd. locale des syndicats C.N.T. de Granollers	3 316,15
Syndicat du cuir C.N.T. d'Igualada	66,65
Somme antérieure	1 538 631,50
Total	1 656 673,30

Devant le manque de clous pour ferrer les animaux de labour, les camarades forgerons de la collectivité agraire de Pla de Cabra (Tarragone) ont construit une modalité de clous qui résout ce problème [20]. »

On remarque la variété des syndicats et leurs apports, qui dépendaient des hauts et des bas de la situation politique (causant le sabotage).

Une autre réalisation propre à la Catalogne fut l'organisation syndicale de la santé [21], la répartition rationnelle des médecins, l'ouverture de sanatoriums et de cliniques, etc. C'était la médecine sociale en opposition aux profits de la médecine privée, qu'en 1974 Illich et Levinson essaient d'inquiéter. Dans le même sens, Pedro Herrera, conseiller (ministre) de la Santé à la Généralité, de la C.N.T., aida la lutte contre la tuberculose et autorisa

20. *Campo Libre*, 5 juin 1937, p. 7 ; 21 août 1937, p. 7.
21. Voir LEVAL, *op. cit.*, p. 122.

l'avortement — mesure adoptée en France en 1974 après bien des remous [22].

Pour l'industrie de guerre, la source principale d'information est le livre *De Companys a Indalecio Prieto. Documentacion sobre las industrias de guerra de Cataluña* [23]. Les efforts déployés pour transformer les usines, produire des explosifs apparaissent : « La fabrication de ces explosifs, tous produits pour la première fois en Catalogne, et certains même pour la première fois en Europe, fut obtenue en surmontant d'innombrables difficultés [...] [24]. »

Nous n'avons pas la compétence nécessaire pour rendre compte de ces résultats, nous nous bornons à souligner le cadre politique : « [La Généralité] se heurta à une résistance, compréhensible dans une certaine mesure, de la part des comités qui, dès les premiers moments, s'étaient emparés des usines, et qui croyaient de bonne foi qu'eux seuls pouvaient diriger la fabrication du matériel de guerre [25]. »

La Généralité finit par contrôler les comités — politique d'alliance de la C.N.T. —, mais en même temps elle dut affronter le gouvernement central : « Je [Companys] ne peux manquer de constater et de te [Indalecio Prieto] rappeler qu'au mois de septembre 1936 nous avons offert au président du Conseil des ministres, et au ministre de la Guerre d'alors, tout ce que la Catalogne avait et pouvait faire avec son industrie. Il nous fut opposé un refus [...] [26]. »

A partir de septembre 1937 [27], la Généralité perdit une partie de son contrôle et, le 11 août 1938 [28], Madrid décréta la militarisation de l'industrie de guerre, y compris celle de Catalogne. Deux ministres démissionnèrent en signe de protestation [29].

Avant d'en arriver là, selon un rapport de la C.N.T. publié dans le même livre : « On faisait l'impossible pour que l'industrie

22. *S.O.*, 21 avril 1937, p. 2.
23. Voir aussi SANTILLÁN, *Por qué...*, p. 118 et s.
24. *De Companys a Indalecio Prieto. Documentacion sobre las industrias de guerra de Cataluña*, Buenos Aires, 1939, p. 18, déclaration de Companys.
25. *Ibid.*, p. 11.
26. *Ibid.*, p. 27.
27. *Ibid.*, p. 28.
28. *Ibid.*, p. 40.
29. Voir *Tribuna*, Paris, mai 1967, n° 94.

Entreprises	Journée de travail			Salaire						Relations politiques		Relations économiques			Relations sociales			
	diminuée faute de mat. prem.	diminuée volontairement	augmentée	inchangé	augmenté	partie pour guerre	nivelé	unique	hommes et femmes	U.G.T.	Gouvernement	outillage amélioré	concentration	matières premières	solidarité entre collectivités	mesures sociales	emploi de chômeurs	mesures culturelles
Barcelone																		
Tramways (1)		&			&		&			=	//	&			&	&	&	
Métro (2)		&															&	
Port (3)		&																
Transatlántica (4)			&	&						=	//							
Borne (5)								&			//					&		&
Damm (6)												&						
Vêtements (7)		&														&		
Spectacles publics (8)		&						&								&		&
Meubles (9)		&			&							&	&	produite		&		&
« El Aguila » (10)								&										
Coiffeurs (11)		&			&			&				&	&		&	&	&	
Eau (12)		&							=	=		&				&	&	
Electricité (13)							&					&	&					
Campsa (14)		&							//									
Fomento de obras (15)		&			&													
Casa Ribera (16)		&			&													
S.A. Barret (17)		&			&			&					&				&	
Vidrio Plano (18)		&						&	=			&	&	produite		&		
Optica (19)										=	//			manque		&		
España Industrial (20)	&						&							manque				
Textile (21)	&				&													
Total : 21	2	13	1	1	7		3	6	2=1//	4=	4	7	5		2	9	5	3
Total province Barcelone = 45	10	16	2	2	7	4	5	12	2=1//	9=	5// 1 =	10	9	12 manq. 2 prod.	6	10	6	4

= égal // inégal

(1) *Collectivisations...*, p. 63 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 111.
(2) *S.O.*, 6 août 1936, p. 2.
(3) *Collectivisations...*, p. 55.
(4) *Collectivisations...*, p. 58 ; *S.O.*, 18 août 1936, p. 16.
(5) *Collectivisations...*, p. 113 ; *S.O.*, 28 mai 1937, p. 4.
(6) *F.S.*, 21 mars 1937, p. 7 ; *S.O.*, 19 janvier 1937, p. 2 ; *Boletín C.N.T.-F.A.I.* (en français), 27 février 1937 ; *Nouvelle Espagne antifasciste*, 18 août 1938, p. 7.
(7) PEIRATS, *op. cit.*, I., p. 357.
(8) Cinéma : PEIRATS, *op. cit.*, I., p. 352.
(9) LAPEYRE, *op. cit.*, p. 22.
(10) *S.O.*, 1er novembre 1936, p. 4-5.
(11) *S.O.*, 23 novembre 1938, p. 2 ; LAPEYRE, *op. cit.*, p. 22 ; *Collectivisations...*, p. 108.
(12) *Collectivisations...*, p. 134.
(13) *Collectivisations...*, p. 125 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 127 ; PEIRATS, *op. cit.* I., p. 361.
(14) *Collectivisations...*, p. 111 ; *Boletín...*, 13 août 1936, p. 3.
(15) *Guerra di classe*. 5 novembre 1936, p. 2.
(16) *Boletín...*, 15 août 1936.
(17) *Boletín...*, 13 août 1936.
(18) PEIRATS, *op. cit.*, I., p. 363.
(19) *Collectivisations...*, p. 105.
(20) *Collectivisations...*, p. 87 ; KAMINSKY, *op. cit.*, p. 223.
(21) *Collectivisations...*, p. 69.

Entreprises	Journée de travail			Salaire						Relations politiques		Relations économiques			Relations sociales		
	diminuée faute de mat. prem.	diminuée volontairement	augmentée	inchangé	augmenté	partie pour guerre	nivelé	unique	hommes et femmes	U.G.T.	Gouvernement	outillage amélioré	concentration	matières premières	solidarité entre collectivités	mesures sociales	emploi de chômeurs
Province																	
Chemins de fer (1)							&			=	=	&					
Pla de Cabra : textile (2)										=				manque			
Sardañola : Uralita (3)														manque			
Sitges : chaussures (4)													&			&	&
Flix : produits chimiques (5)											//			manque	&		
Palafrugell : bouchons (6)		&	&											manque			
Tarrasa : textile (7)	&							&									
Tarrasa : textile C.N.T. (8)	&					&									&		
Tarrasa : construction (9)																	
Gérone : construction (10)								&		=							
Gérone : Transports (11)										=							
Gérone : textile (12)	&									=				manque			
Torroella : Transports (13)								&									
Torroella : construction (14)		&						&				&	&				
Villafranca : lames rasoir (15)						&		&				&					
Rubí : Textile C.N.T. (16)						&									&		
Rubí : construction (17)								&									
Villanueva : Pirelli (18)		&					&							manque			
Villanueva : cemento (19)	&					&								manque			
Blanes : textile (20)	&			&									&	manque			
Granollers : textile (21)	&												&		&		
Granollers : carrelages (22)														manque			
Esparraguera : textile (23)	&													manque			
Arenys de Mar : textile (24)	&																
Total : 24	8	3	1	1	—	4	2	6		5	1// 1 =	3	4	10	4	1	1

= entente ou bonnes relations // mésentente

(1) *Collectivisations...*, p. 48 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 98.
(2) Tarragone : PEIRATS, *op. cit.*, I., p. 292.
(3) Barcelone : *S.O.*, 5 décembre 1936, p. 9.
(4) *S.O.*, 20 octobre 1936, p. 5.
(5) Tarragone : *Noir et Rouge*, n° 30.
(6) Gérone : *S.O.*, 22 décembre 1936, p. 9.
(7) *Collectivisations...*, p. 161 ; Barcelone : *S.O.*, 19 novembre 1936, p. 9.
(8) *Collectivisations...*, p. 163.
(9) *Ibid.*, p. 165.
(10) *Ibid.*, p. 169.
(11) *Collectivisations...*, p. 170 ; *S.O.*, 17 décembre 1936, p. 9.
(12) *Collectivisations...*, p. 170 ; *S.O.*, 17 décembre 1936, p. 9.
(13) *Collectivisations...*, p. 176 ; *S.O.*, 16 janvier 1937, p. 9.
(14) *Collectivisations...*, p. 176 ; *S.O.*, 16 janvier 1937, p. 9.
(15) *Collectivisations...*, p. 178 ; *S.O.*, 24 décembre 1936, p. 9.
(16) *Collectivisations...*, p. 201 ; *S.O.*, 27 décembre 1936, p. 9.
(17) *Collectivisations...*, p. 202.
(18) *Collectivisations...*, p. 206 ; *S.O.*, 11 décembre 1936, p. 9.
(19) *Collectivisations...*, p. 209.
(20) *Collectivisations...*, p. 221 ; *S.O.*, 14 janvier 1937, p. 9.
(21) *Collectivisations...*, p. 184 ; *S.O.*, 15 décembre 1936, p. 9 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 131 et s.
(22) *Collectivisations...*, p. 184.
(23) *Collectivisations...*, p. 186 ; *S.O.*, 2 décembre 1936, p. 9.
(24) *Collectivisations...*, p. 217 ; *S.O.*, 18 novembre 1936, p. 9.

en Catalogne " échouât " afin de justifier des interventions officielles ultérieures [30]. »

En fait, il existait un problème industriel réel comme semble le suggérer le comité national cité dans une circulaire du Levant du 31 décembre 1936 (A.S.) : « Reconnaissons que l'industrie de guerre ne peut continuer comme elle est actuellement. Nous lui confions le triomphe de la guerre. Il n'est pas possible de continuer à espérer que ce qu'on achètera et qu'on nous donnera à l'extérieur pourra suffire pour résoudre le problème. Il faut penser que cela va cesser. Et dans ce cas, qu'avons-nous ? Durant cinq mois le prolétariat a réalisé un effort titanique dans l'industrie de guerre, qui s'est avéré insuffisant pour satisfaire le rendement qu'il faut avoir. Est-ce la faute des ouvriers ? des camarades ? de notre organisation que le rendement n'ait pas été supérieur ? Nous pourrions affirmer que ce n'est pas la raison. » (On remarque que l'armement russe n'est même pas cité, voir les chiffres en conclusion.)

Il nous semble qu'en effet ce fut le seul résultat valable, comme il ressort du cas de l'usine d'aviation de Sabadell.

En novembre 1936, par crainte des bombardements, on avait monté à Sabadell une usine pour l'aviation de guerre, qui se trouvait auparavant à Barcelone. Le gouvernement envoyait du matériel et des techniciens, même russes, mais ne cessait de changer les plans : fabrication de Saboya, puis de Potez, etc. L'usine, selon Peirats, était contrôlée par la C.N.T.

La suite nous est donnée dans les mémoires de l'ancien maire de Sabadell de 1940 à 1960, José Maria Marcet Coll (mort en 1962) : « Plus tard, le succès remporté par l'aéroclub local lui permit de transférer ses installations à leur emplacement actuel. La prolongation de la guerre fit que l'armée rouge décida de profiter de ces installations et, avec le concours de techniciens spécialistes russes, elle monta une grande usine de matériel aéronautique avec des chaînes de montage pour les " chatos " et les " ratas " soviétiques qui arrivaient de Russie. De cette façon, on pouvait utiliser le terrain pour essayer les appareils montés ou réparés. L'usine fut providentiellement respectée, ou plutôt oubliée, par les groupes de destruction de la brigade de

30. *De Companys...*, p. 40.

Lister qui, bien qu'ils eussent incendié dans leur retraite plusieurs usines, la laissèrent par contre intacte [31]. Par conséquent, ses installations, d'intérêt militaire si évident, tombèrent sans aucun dommage aux mains nationales, avec tout son magnifique outillage où figurait le meilleur matériel de l'époque. L'usine fut immédiatement militarisée par l'Armée nationale de l'air et mise aussitôt en marche. Plus de cinq cents spécialistes, parmi les meilleurs, y travaillèrent [32]. »

Il est inutile d'insister davantage sur l'industrie de guerre, si ce n'est pour constater que la guerre d'Espagne fut aussi une guerre civile entre les républicains.

Les industries collectivisées de Catalogne subirent plusieurs sortes de difficultés et de sabotages. Marcel Coll rapporte que les industriels de Sabadell, « avec une astuce et une habileté admirables, ne perdirent jamais le contact avec les industries et affaires commerciales abandonnées dans leur fuite de Sabadell, en communiquant au moyen d'émissaires et de courriers français. Ils purent ainsi suivre au jour le jour la conduite de leurs usines, avec l'appui de responsables et de comptables qui leur étaient pleinement dévoués et qui avaient conservé leur poste en feignant d'adhérer aux autorités rouges. Il faut souligner qu'aucune industrie de Sabadell ne fut directement ruinée des suites de la guerre [...]. Des industriels de Sabadell, qui avaient fui la ville aux premiers moments de la guerre, en rentrant et en récupérant leurs biens trouvèrent dans leurs industries des bilans actifs supérieurs à ceux qu'ils avaient laissés en partant [33] ».

Les différentes tendances décrites : le frein que représentait la non-autogestion de la banque, les progrès techniques, les réalisations sociales dans et entre les collectivités, le sabotage du gouvernement central, les manipulations des capitalistes embusqués, toutes existaient simultanément et avaient plus ou moins d'intensité suivant les secteurs. Nous ne pouvons pour le moment donner un jugement d'ensemble chiffré. Cependant, il reste cette volonté de construction, de changement de la vie dans les collectifs, malgré toutes les embûches.

31. Lister, auparavant, n'avait pas oublié de détruire les collectivités (voir ci-dessus, p. 167).
32. *Mi ciudad y Yo*, Barcelone, 1963, p. 37.
33. *Ibid.*, p. 21, 22.

Municipalités	Relations politiques			Economiques		Sociales			
	Industries collectivisées	Collectivités agricoles	UGT	Services municipalisés	fonds pour guerre	réfugiés	pour dommages	mesures sociales	mesures culturelles
Tarrasa (1)	&	&	= =	&	&	&&		&	&&
Gérone (2)	&&&		=	&	&	&&	&		&&&&&&
Torroella (3)	&&&&					&&	&		
Granollers (4)	&								
Esparraguera (5)									
Villafranca del Panadés (6)									
Arenys de Mar (7)									
Rubí (8)	&&&&&	&			&	&&	&	&	&&&&&&
Villanueva y Geltru (9)	&	&		&					
Blanes (10)				&					
Amposta (11)		&	=	&	&	&		&	&
Seros (12)		&&	absente						
Masroig (13)		&&	=	&					&
La Escala (14)		&	absente						
Guixols (15)									
Puigcerda (16)	&	&	=	&	&	&	&		
Riera de Gaya (17)			//						
San Carlos de la Rapita (18)			//						
Hospitalet de Llobregat (19)		&	=	&					
Palafrugell (20)	&	&	=	&	&	&			&
Total : 20	11	10	8 =, 2//	9	6	7	3	3	10
Résultats par provinces (11) :									
Barcelone	7	4	3=	2	2	2	2	1	7
Gérone	4	3	3=	5	3	4	1	1	2
Tarragone	—	2	2 =, 2//	2	1	1		1	1

(1) *Collectivisations...*, p. 161 ; *S.O.*, 19 novembre 1936, p. 9.
(2) *Collectivisations...*, p. 167 ; *S.O.*, 17 décembre 1936, p. 9.
(3) *Collectivisations...*, p. 174 ; *S.O.*, 16 janvier 1937, p. 9.
(4) *Collectivisations...*, p. 180 ; *S.O.*, 15 décembre 1936, p. 9.
(5) *Collectivisations...*, p. 186 ; *S.O.*, 2 décembre 1936, p. 9.
(6) *Collectivisations...*, p. 193 ; *S.O.*, 24 décembre 1937, p. 9.
(7) *Collectivisations...*, p. 217 ; *S.O.*, 18 novembre 1936, p. 9.
(8) *Collectivisations...*, p. 199 ; *S.O.*, 27 décembre 1936, p. 9.
(9) *Collectivisations...*, p. 205 ; *S.O.*, 11 décembre 1936, p. 9.
(10) *Collectivisations...*, p. 221 ; *S.O.*, 14 janvier 1937, p. 9.
(11) PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 293, p. 211, Tarragone.
(12) PEIRATS, *op. cit.*, p. 294, Lérida ; *Combat syndicaliste*, 14 juillet 1966.
(13) PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 298, Tarragone.
(14) *S.O.*, 17 février 1937, p. 4.
(15) *S.O.*, 8 janvier 1937, p. 9.
(16) *B.I.*, 24 septembre 1936 ; *La Révolution prolétarienne*, 25 juin 1937 ; *L'Espagne nouvelle*, 3 juillet 1937.
(17) *B.I.*, 16 novembre 1936.
(18) *S.O.*, 3 décembre 1936, p. 10.
(19) LEVAL, *op. cit.*, p. 136.
(20) *S.O.*, 22 décembre 1936, p. 9.

Les municipalités. Les relations politiques étaient bonnes avec l'U.G.T., sauf à Tarragone, où l'U.G.T. était jugée de cette manière : « L'U.G.T. s'est formée à la suite du soulèvement [...] non dans le but d'appliquer son programme, mais dans le but de pouvoir gouverner et d'être la seule autorité du village [...] [34]. »

Quant aux relations économiques, l'aide au front se répartissait entre les provinces ; dans toutes les localités, sauf à Riera de Gaya et à San Carlos de la Rapita [35], les usines locales étaient collectivisées ou municipalisées.

En ce qui concerne les relations sociales : Gérone avait le plus de réfugiés, parce qu'elle était sans aucun doute la plus éloignée des fronts et la plus proche de la frontière ; Barcelone prenait des mesures culturelles.

La vigueur de ces essais, positifs quant à l'œuvre culturelle (ouvertures d'écoles, de bibliothèques), ne peut être déterminée dans le secteur économique, pour les mêmes raisons que dans celui de l'industrie. Il semble que le statut réel n'était pas défini avec précision. L'impression reçue par un témoin à Puigcerda est qu'on improvisait : « On voit, par tout ce qui précède, que la nouvelle condition juridique des entreprises non seulement est diverse, mais qu'elle est en plein devenir, en pleine création [...]. Pour l'avenir cela ne suffit pas [36]. »

Avant de passer à l'étude directe des collectivités agraires, nous ferons une étude des plénums de paysans, car on y discutait des problèmes posés (la documentation manque sur les plénums industriels).

Le plénum régional de paysans de la C.N.T. de Catalogne eut lieu le 5 septembre 1936, en présence de quatre cents délégués représentant près de deux cents syndicats [37]. C'était la première assemblée depuis le 19 juillet.

34. Riera de Gaya, voir tableau.
35. Ceci d'après les cas étudiés, mais le manque de documentation ne permet pas de dire s'il y eut ou non municipalisation ou collectivisation en 1937 et au-delà.
36. *La Révolution prolétarienne*, 25 juin 1937.
37. D'après la brochure, dont le titre est erroné, *El Congreso regional de campesinos de Cataluña* (même source pour les renseignements donnés plus avant).

Le comité régional expliqua qu'il « fallut lutter au sein du Conseil de l'économie, parce que les autres secteurs s'opposaient à la formule de collectivisation ». Le premier problème à débattre était celui de la collectivisation de la grande propriété. La motion adoptée évoquait les martyrs du travail que sont les paysans, et auxquels on ne pouvait retirer les terres sans créer de difficultés ; par conséquent le petit propriétaire était respecté, mais : « Le syndicat exercera le contrôle de toute la production de même que l'acquisition de matériel des petits propriétaires qui, provisoirement, continuent la culture directe dont il a été fait mention. »

L'attitude du syndicat pouvait être triple :

a) lorsque c'était possible, faire la collectivisation « de façon totalitaire et immédiate » ;

b) s'il y avait opposition de la part des paysans, les respecter et collectiviser la grande propriété et les biens des factieux.

Cette motion donnait donc carte blanche au syndicat local, tant pour collectiviser que pour ne rien faire et, pour cette raison, elle fut adoptée à l'unanimité. Durant la discussion, il y avait eu des heurts entre les partisans et les adversaires de la collectivisation (parmi les premiers Asco).

Le second plénum régional de paysans [38] en janvier, se déroula dans une ambiance très différente, comme il ressort des faits ultérieurs.

Le congrès de la Fédération Catalane des Travailleurs de la Terre (U.G.T.) discuta de la collectivisation, déclarant qu'elle était inopportune à ce moment [39]. Il y eut de sérieux incidents à La Fatarella (Tarragone) où les petits propriétaires, excités par l'U.G.T. et le parti communiste (P.S.U.C.) avaient attaqué les cénétistes [40].

En février, un congrès régional des syndicats de la C.N.T. eut lieu. Une délégation y dénonça la non-application par la C.N.T. des accords paysans promettant l'aide aux collectivités [41]. De même, une motion signée par les membres du comité régional de la fédération paysanne menaçait de démissionner, « mais, en

38. Le 3 janvier 1937, d'après *S.O.*, 24 mars 1937.
39. *S.O.*, 26 janvier 1937, p. 9.
40. Peirats, *op. cit.*, I, p. 171, 172 ; *S.O.*, 29 janvier 1937, p. 9.
41. Penellas, dans *S.O.*, 27 février 1937, p. 4.

conscience, nous ne voulons pas nous faire complices de la démoralisation qui commence à régner dans notre organisation, et qui tend à s'accroître du fait de l'attitude partisane des couches officielles envers certaines organisations [42] ».

Le congrès adopta une motion demandant : « En vertu du fait que de nombreuses collectivités agricoles ne peuvent développer leurs activités faute de moyens, cette commission demande que le congrès accorde des facilités au comité régional pour qu'il destine immédiatement un crédit, le plus large possible, réservé exclusivement au comité régional de paysans [43]. »

Cette divergence déclarée entre la fédération paysanne et le comité régional s'explique, à notre avis, parce que devant les incidents croissants et sérieux entre l'U.G.T. et les collectivistes, le comité régional choisit de calmer ces derniers, poursuivant ainsi la politique antérieure.

Un cénétiste écrivait, à propos de l'attitude équivoque de l'Union des rabaissaires qui s'opposait au désir de la C.N.T. d'écarter les éléments suspects des organisations paysannes (problème qui découlait de la syndicalisation obligatoire décrétée par la Généralité) : « Et la C.N.T., qui a transigé en tout, ne transigera pas sur cette question qui représente, en fin de compte, l'antithèse de ses principes idéologiques [44]. »

Campo annonçait en gros titres que les syndicats industriels de la C.N.T. commençaient à donner aide et appui financiers aux collectivités [45], mais un membre du comité régional paysan remarquait : « Voici le moment où le peuple doit se rendre compte de la lutte sourde et systématique qui se passa au-dessus de lui. Il doit s'efforcer de ne pas tomber dans les erreurs historiques des autres révolutions [46]. »

Peu après, les événements de mai à Barcelone avaient lieu, préparés par la faiblesse de la C.N.T.

Le 29 mai, un autre plénum régional paysan commença.

42. *S.O.*, 28 février 1937, p. 4.
43. *S.O.*, 3 mars 1937, p. 10.
44. Gallol, « Hay que dar efectividad a los acuerdos de nuestro pleno regional », *S.O.*, 23 mars 1937, p. 9.
45. 27 mars 1937, p. 1.
46. 17 avril 1937, p. 1.

L'organisation paysanne comptait alors quatre cents collectivités et neuf cents syndicats [47].

Il semble, curieusement, que l'un des problèmes principaux ait été celui de l'existence organique de la collectivité par rapport au syndicat ; étant donné les événements, on est surpris de l'absence d'allusions aux mesures anticollectivistes qui étaient à prévoir [48].

D'autres problèmes étaient : celui des crédits promis par la Généralité, et qui « auraient pu être obtenus grâce à l'effort des collectivités industrielles [49] » ; celui de la polémique entre la collectivité Cros (entreprise de fertilisants collectivisée et qui fabriquait 80 % des engrais espagnols) et la Généralité qui l'accusait de ne pas livrer de produits aux non-collectivisés, l'explication donnée étant le manque de matières premières [50].

Tant de plénums ne facilitaient pas la tâche : « [Village de Noguera] il y a, dans les campagnes, une ignorance absolue des résolutions adoptées aux assemblées paysannes. »

Une bureaucratie s'était créée dès le début de juillet et qui était donc un autre obstacle au développement des collectivités agraires :

« [Reus proteste] contre l'énorme bureaucratie qui, selon eux, s'est créée à Barcelone [...] [51]. »

« Il n'est pas possible de continuer dans cet océan d'assemblées [52]. »

Ces cinquante-deux collectivités [53] appartenaient à la C.N.T., souvent avec d'autres groupes politiques, mais Garriga était rabaissaire, San Pol sans précision, pour Barcelone ; Boadella : Esquerra-P.S.O.E.-P.S.U.C., pour Gérone ; Raimat : P.O.U.M.,

47. *Campo*, 29 mai 1937, p. 1 ; 300 et 800, *S.O.*, 31 mars 1937, p. 9 ; 700 syndicats avec 70 000 affiliés, d'après R. Porté, secrétaire général de la fédération paysanne, *S.O.*, 1er juin 1937, p. 9 ; le même, 945 283 affiliés et 297 collectivités, *S.O.*, 8 octobre 1937, p. 7. Une centaine de ces collectivités avait un développement normal, selon *S.O.*, 25 mars 1937, p. 12, cité par Brademas, *op. cit.*

48. *S.O.*, 26 mai 1937, p. 9.

49. *S.O.*, 30 mai 1937, p. 4.

50. *Acracia*, 21 juin 1937, p. 1, 2.

51. *Boletín...*, 15 août 1936, p. 3.

52. *Boletín...*, 7 août 1937, p. 3.

53. Quelques-unes portant des noms différents, telles que Vilaboi, Gramanet, par suppression de Sant Boi de Llobregat. Voir *S.O.*, 15 mars 1938, p. 7 : « Cent dix villages ont changé de nom en Catalogne. »

pour Lérida ; Villanova de Escarnalba : U.G.T., pour Tarragone.

Quant au nombre de terres réquisitionnées et apportées, bien que les données manquent, on remarque qu'il y avait beaucoup de villages où les collectivistes apportèrent leurs biens. Mais on ne peut en conclure à une preuve de confiance (voir le chapitre « Individualistes » et, plus loin, « Législation »).

Dans les trois seuls cas que nous ayons, le capital de départ est l'argent apporté, les valeurs saisies et la récolte réquisitionnée. Sans aucun doute, les autres collectivités doivent entrer dans l'un ou l'autre cas, avec une certaine majorité pour la réquisition de la récolte, puisque les mesures de collectivisation eurent lieu, pour la plupart, entre juillet et septembre.

Dans le pourcentage de collectivistes par rapport à l'importance de la localité, on doit tenir compte que la collectivité réunissait des personnes relativement jeunes, c'est-à-dire une grande partie de la population active. Nous n'avons malheureusement pas les chiffres de la population active par village. Les données que nous calculons ont été faites par rapport à la population totale. De plus, pour les villes comme Lérida, le pourcentage est totalement

Puebla de Ciévroles	170 habitants	90 % de collectivistes
Orriols	176 »	50 % »
Tivisa	580 »	73 % »
Figuerola	625 »	3,6 % »
Vinaixa	1 160 »	21,5 % »
Masroig	1 800 »	8,8 % »
Aytona	2 000 »	3 % »
Granadell	2 000 »	7,9 % »
Pla de Cabra	2 000 »	3 % »
La Escala	2 500 »	3,8 % »
Gramanet	2 690 »	3 % »
Serós	3 000 »	12 % »
Sarduní	3 400 »	6 % »
La Cenia	3 400 »	11,7 % »
Prat de Llobregat	3 600 »	27,7 et 15 % . »
Viladecans	5 000 »	4,6 % »
Montblanc	6 000 »	1,5 % »
Artésa	6 000 »	23 et 50 % »
Vilaboi	6 560 »	3 et 10 % »
Rubí	8 000 »	2 % »
Amposta	10 000 »	12 % »
Lérida	35 000 »	1 % »
Hospitalet	50 000 »	2 % »

inadéquat, car il faudrait le comparer, non avec la population active, mais avec la population active dans les travaux agricoles. Malgré tout, ces pourcentages donnent des renseignements valables.

Si nous classons les vingt-trois villages des plus petits aux plus grands selon leur population [54] (cf. tableau, p. 135), nous obtenons un classement qui ne nous apporte pas d'idée précise [55].

A première vue, le jugement de Souchy sur l'Aragon semble se confirmer : à mesure que la population est plus nombreuse, les collectivistes diminuent en nombre. Mais pour des villages d'égale importance (2 000 habitants) il y a 3, puis 8 et 18 % de collectivistes. Un village d'environ 600 habitants a 73 % de collectivistes et, dans la même province, un autre d'importance analogue n'en a que 3,6 % (Tarragone : Tivisa et Figuerola). Les conditions locales particulières durent jouer un rôle très important, et il est difficile de généraliser.

Nous omettons dans les tableaux les formes de travail, de commerce et de consommation, soit par manque de renseignements, soit parce qu'elles se répètent. Nous donnons les exemples que nous considérons comme la norme générale des collectivités.

Travail : « Cinq équipes de dix à douze personnes s'occupaient des travaux des champs. Chaque équipe nommait ensuite un responsable qui contrôlait et dirigeait la collectivité. Il n'était attribué aucun avantage financier ou d'autre sorte à ces responsables [56]. » (Tivisa.)

Commerce : La collectivité rivalisait avec le commerce local du village (Pla de Cabra) ou l'assurait complètement (Asco).

Consommation : « ... système de cartes sur lesquelles on note, pour chaque famille, le nombre de membres âgés de plus de dix ans et celui des enfants et des malades ; le nom du chef de famille (soit le père, soit la mère). Au verso de la carte, il y a un calendrier pour cocher les dates d'achat des vivres, qui ne peuvent être reçus qu'une fois par jour dans les différents centres de ravitaillement. Ces cartes sont de diverses couleurs afin d'être facilement distinguées par ceux qui ne savent pas lire. Les articles sont répartis suivant le nombre d'individus dont se compose chaque famille... » (Asco.)

54. Ayant les chiffres par famille, nous considérons que chacune d'elles équivaut à quatre individus.

55. Le double pourcentage pour Prat et Vilaboi s'explique du fait qu'il y eut dans la première localité des changements politiques, et dans la seconde accueil des réfugiés.

56. Ce système fut beaucoup plus respecté que dans l'industrie.

En général, on continua d'employer de l'argent, mais on le supprima complètement dans de nombreuses collectivités. On le remplaçait alors par des bons ou de la monnaie locale. L'échange se faisait par troc, parfois en monnaie (Montblanc, à Tarragone). Les salaires étaient familiaux : le chef de famille recevait tant, la femme moins, et chaque enfant en fonction de son âge. Ce système était opposé à celui que nous observons dans l'industrie. Nous ne voyons d'explication à cette différence que dans la plus grande cohésion de la famille paysanne dans les travaux des champs, par exemple, alors qu'il est presque impossible d'employer tous les membres d'une famille dans la même usine. Quant aux salaires des hommes et des femmes, ils étaient sans aucun doute inégaux (selon Leval, l'égalité existait à Andorra en Argon).

Les améliorations signalées consistaient, soit en achat de machines ou d'engrais (Vilaboi, Hospitalet, Prat, Tarrasa, Montblanc), soit en construction de systèmes d'irrigation ou de fermes avicoles (Vilaboi, Barcelone, Viladecans, Puebla, Pla, Amposta, Montblanc, Asco).

Les relations entre les individualistes et la collectivité doivent être considérées à travers le rôle de l'U.G.T. Comme toutes les organisations, l'U.G.T. s'était énormément agrandie après juillet 1936. En général, les ugétistes militant avant juillet avaient fait des collectivisations, soit avec la C.N.T., soit sans elle. En Catalogne, l'U.G.T. avait une physionomie différente de celle qu'elle avait dans les autres provinces : elle était « noyautée » par les cellules du P.O.U.M. et du Parti communiste, converti par la suite en P.S.U.C. Mais les communistes prirent plus d'importance, et l'U.G.T. catalane subit rapidement l'influence du P.S.U.C., qui était anticollectiviste. Ainsi l'U.G.T. apparaissait, selon ses membres, tantôt comme levier, tantôt comme frein de la collectivisation en Catalogne.

Collectivités	Formation				Organisation économique				Relations politiques		Relations sociales			
	terre ré-quisitionnée	terre apportée	capital de départ	% de col-lectivistes	salaire unique	salaire familial	monnaie	amélio-rations	échanges	indivi-dualistes	U.G.T.	envois au front	solidarité collec.	mesures sociales	mesures culturelles
Barcelone															
Vilaboi (1)	&		&	3 et 10				&						&	
Coll. de Barcelone (2)								&						&	
Viladecans (3)	&			4,6				&				&			
Hospitalet de Llobregat (4)				2				&				&	&	&	
Gava (5)	&														
Cabrega (6)	&	non													
Garriga (7)	&	&													
Cabanyes (8)	&	&													
Castellar (9)	&	&													
Martorell (10)	&	&												& 1	
Gramanet de Besos (11)				3											
Prat de Llobregat (12)				27,7 et 15				&		&	&				
Sadurí de Noya (13)		&		6											
San Pol (14)	avait déjà une coopérative et l'augmenta à partir de						juillet								
Tarrasa (15)	&					&		&							
Rubí (16)	&	&	&	2											
Villanueva (17)	&	&													
Gérone															
Orriols (18)	&	&		50		&									
Boadella (19)	&	&													
Ullá (20)	&	&													
La Escala (21)	&			2,8								&			&
Empori (22)							non		&						
Port de la Selva (23)							non								
Lérida															
Lérida (24)		&		1									&	&	&
Serós (25)				12					&						&
Granadella (26)				7,9	&	&			&						
Guimerá (27)	&	&				&									
Alcarras (28)	&	&		25 et 30											
Artosa (29)															
Aytona (30)				3										&	
Puebla de Ciérvoles (31)				90				&				&			
Raimat (32)				21,5		&			&						
Vinaixa (33)															
Tarragone															
Pla de Cabra (34)	&			18		&		&						&	
Amposta (35)				12				&	&					&	&
Montblanc (36)	&	&		1,5		&	non	&	&	&	&	&		&	&
Masroig (37)				8,8		&	non						&		
Ascó (38)	&	&	&			&	non	&		&	&	&			
La Figuera (39)											&				
La Cenia (40)				11,7			non								
Valls (41)	&	&				&									
Cabra (42)	&	&													
Catllar (43)	&	&													
Vilanova de Escarnalba (44)		&													
Vallfogona de Riucorbe (45)		&													
Vallmol (46)	&	&													
Freginals (47)	&	&													
Figueroja del Campo (48)				3,6							&				
Mora de Ebro (49)	&										&				
Perelló (50)	&	&				&	non						&	&	&
Tivisa (51)				7,3		&									
Torre del Español (52)								&							
	29 (a)	23 (b)	3	23	1	13	7	12	6	3	6	6	5	11	6

(1) *S.O.*, 10 décembre 1938, p. 2 ; PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 290 (résumé incomplet).
(2) PEIRATS, I, p. 290 ; *S.O.*, 24 juin 1938, p. 2 ; *Espagne antifasciste*, 8 février 1838, p. 2.
(3) PEIRATS. I. p. 291 ; *S.O.*, 28 décembre 1937, p. 3 ; *Buttletí...*
(4) PEIRATS, I, p. 292 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 136 ; *S.O.*, 1er décembre 1937, p. 7 ; 21 novembre 1937, p. 3 (Peirats).
(5) *B.I.*, 20 octobre 1936.
(6), (7), (8), (9), (10) *Butlletí...*
(11) *Boletín* (en français), 1er janvier 1938.
(12) *Boletín* (en français), 24 avril 1937 ; *Butlletí...*, 9 juillet 1938 ; *S.O.*, 27 juin 1937, p. 6.
(13) *S.O.*, 19 décembre 1936, p. 9 ; *Guerra di classe*, 26 juillet 1937, p. 4.
(14) DOS PASSOS, *Tierra de España*, p. 141.
(15) *Collectivisations...*, p. 160 et s.
(16) *Collectivisations...*, p. 200.
(17) *Collectivisations...*, p. 205.
(18) PEIRATS, I, p. 294 ; *Butlletí.*
(19), (20) *Butlletí...*
(21) *S.O.*, 17 février 1937, p. 4.
(22) *S.O.*, 10 mars 1937, p. 9.
(23) *Butlletí ;* LANGDON-DAVIES, *Behind the Spanish Barricades*, p. 65-68.
(24) PEIRATS, I, p. 291.
(25) PEIRATS, I, p. 295.
(26) PEIRATS, I, p. 301.
(27), (28) *Butlletí...*
(29) Voir Annexe II.
(30) *Boletín* (en français), 4 décembre 1937.
(31) *Butlletí...* ; *S.O.*, 25 janvier 1938, p. 7 ; *Guerra di classe*, 26 juillet 1937, p. 4.
(32) SARDA, *op. cit.*
(33) *S.O.*, 26 mars 1938, p. 7 ; *Nouvelle Espagne antifasciste*, 14 avril 1938, p. 8.
(34) PEIRATS, I, p. 292 ; *Butlletí...*
(35) PEIRATS, I, p. 293 ; *Collectivisations...*, p. 211 et s. ; SOUCHY, *Nacht uber Spanien*, p. 127 ; *S.O.*, 13 février 1938, p. 7 ; *Nouvelles Espagne antifasciste*, 4 août 1938, p. 7.
(36), (37), PEIRATS, I, p. 297.
(38) *Noir et Rouge*, juin 1965.
(39) *Boletín*, 5 octobre 1936 ; *Butlletí...*
(40) *Boletín*, 4 novembre 1936 ; *Butlletí...*, C.N.T., Toulouse, 15 octobre 1950, p. 2.
(41) *Collectivisations...*, p. 151-156.
(42), (43), (44), (45), (46), (47), *Butlletí...*
(48) *Nouvelle Espagne antifasciste*, 14 avril 1938, p. 8.
(49) *Campo*, 27 février 1936, p. 1.
(50) *Campo*, 24 avril 1937, p. 3.
(51) « Agitazione del Sud », *Le Monde libertaire*, juillet 1963.
(52) *S.O.*, 13 juillet 1937, p. 9.
(a) Villages ayant plus de terre réquistionnée qu'apportée : 12.
(b) Phénomène contraire : 8.

Dans de nombreux cas, les petits propriétaires ne participèrent pas à la collectivité et s'affilièrent à l'U.G.T., qui les appuyait : « Les éléments de la C.N.T. ont proposé la collectivisation de la terre pour mettre fin à la misère où vivaient quelques travailleurs, et les camarades de l'Esquerra Republicana ont refusé leur appui ; et depuis lors, ils se préparent à entrer à l'U.G.T. pour former une coopérative rassemblant 25 maisons, séparée de la collectivité où se trouve la majorité des habitants [57]. »

A Figuerola del Campo (Tarragone), l'U.G.T. se forma de la même façon en août 1936, mais l'exemple le plus typique est celui de Prat de Llobregat.

La collectivité se constitua avec la C.N.T., l'U.G.T. et les rabaissaires. Peu après les journées de mai, l'U.G.T. et les rabaissaires quittèrent la collectivité, qui perdit ainsi 75 % de ses terres et tomba de 1 000 à 650 personnes [58].

Par contre, dans la même période, tout près, à Hospitalet, dans une collectivité formée exclusivement par la C.N.T., il semble que seulement 5 collectivistes sur 1 500 partirent [59].

Quant aux autres points, comme nous l'avons noté pour les industries et les municipalités, il y eut des cas d'aide au front et de solidarité entre collectivités : Asco reçut des fonds de la collectivité des coiffeurs de Barcelone, et des journaliers envoyés par les briquetiers de Granollers vinrent aider à la cueillette des olives [60], ainsi que des mesures sociales et culturelles. La proportion de ces cas est cependant moindre.

Parmi ces caractéristiques, comment savoir quelle physionomie économique avait une collectivité ?

Nous avons l'état des comptes de la collectivité d'Hospitalet de Llobregat [61] de septembre-novembre 1936 à mars 1938. En 19 mois, il fut enregistré une augmentation de capital en caisse de 17 528,70 pesetas à 989 005, soit un progrès de 971 447,70

57. Figuerola del Priorato (Tarragone), *Boletín*, 5 octobre 1936.
58. *Boletín* (en italien), 9 juillet 1938.
59. D'après SANTILLÁN, *Por qué...*, p. 88. Il semble que ce chiffre soit exagéré, car le nombre de collectivistes était de mille environ, mais, néanmoins, très peu partirent.
60. *S.O.*, 23 novembre 1938, p. 2 ; *Collectivisations...*, p. 186.
61. *Tierra y Libertad*, 20 août 1938, p. 4.

pesetas, ce qui est 53 fois plus qu'aux débuts, grâce principalement à l'inflation [62].

Il nous semble que la meilleure façon de nous rendre compte du mouvement réel de caisse en dehors de l'inflation, est de calculer le pourcentage des sorties d'argent par rapport aux rentrées.

Nous obtenons alors pour :

— septembre-novembre 1936 .... 96 %
— décembre 1936-février 1937 .... 86 %
— mars-mai 1937 ..... 65 %
— juin-août 1937 ..... 65 %
— septembre-décembre 1937 .... 138 %
(plus de sorties que de rentrées)
— janvier-mars 1938 ..... 63 %

Nous constatons la stabilité de cette gestion collective, mais, étant donné que c'est le seul exemple que nous ayons pour la Catalogne, nous ne pouvons absolument pas généraliser.

Les collectivités agricoles catalanes n'avaient d'unité ni par la formation (terres réquisitionnées et apportées) ni par la composition (pourcentages variables par rapport à la population). Déterminer quels furent les résultats est actuellement impossible dans l'ensemble. De plus, même s'il n'en était pas ainsi, nous n'aurions qu'une cinquantaine de collectivités sur les 300 qui existèrent, encore que, bien entendu, celles dont nous savons quelque chose sont généralement les meilleures, car il est à supposer que la presse ne mentionnait pas les entreprises anti-économiques.

Conclusions sur les diverses formes de collectivisations catalanes : Les collectivités industrielles dépendirent trop des matières premières pour pouvoir faire de grandes réalisations. Mais les industries liées à la guerre eurent un développement inhabituel. La politique des municipalités subit aussi le manque de matières premières, et le manque d'impôts locaux qui en résultait. Dans

62. Billets de banque en Espagne républicaine, en millions de pesetas : en juillet 1936, 3 427, en décembre 1937, 9 795 (Higinio París Eguilaz, revue *Moneda y Crédito*, Madrid, décembre 1944).

le domaine social et culturel, de même que dans les industries il y eut un effort incontestable. Les collectivités agricoles, indépendantes des matières premières, purent démontrer en peu de temps les avantages économiques proclamés par leurs partisans. Mais tous les essais eurent lieu dans une ambiance de fourmilière politique qui rendait très difficile l'estimation objective des résultats. Exception faite de cas isolés, nous ne pouvons déterminer ni les résultats jusqu'à un certain moment, ni leur évolution. La permanence de ces réalisations étant donné l'époque où elles étaient faites, les désaccords, la guerre ne prouve pas non plus qu'elles aient été positives pour l'économie du village.

Levant

Comme pour les autres provinces que nous essaierons d'étudier les renseignements sont très rares, et nous ne considérons donc que les secteurs pour lesquels il y a suffisamment de données.

Nous disposons de quelques chiffres dans les industries.

Industries socialisées Torras, de Valence : au début de la socialisation, le 16 août, il y avait en caisse 1 157 000 pesetas ; le 31 décembre 1936, 1 195 000 (+ 38 000) et le 31 mars 1937, 1 265 000 (+ 70 000) [63].

Union Naval de Levante : en juillet cette entreprise était en déficit, et en mai 1937 elle faisait des bénéfices (métallurgie, fabrication de blindages) [64].

Industrie textile d'Alcoy : la socialisation groupait 126 usines occupant 7 172 ouvriers et employés. La moyenne des ventes était, par semestre, de 15 millions en 1934-36, de 10 pour le premier semestre 1936 et de 20 durant les six mois 1936-37 de régime révolutionnaire [65].

Industrie de pêche de Villajoyosa : elle se forma en septembre 1936 et, fin mai 1937, elle avait un bilan positif malgré l'impôt volontaire destiné à éviter le chômage ouvrier local, la solidarité

63. *Nosotros*, 6 juillet 1937, p. 6.
64. *Nosotros*, 14 juillet 1937, p. 6 ; *B.I.*, 28 août 1937 ; *Confederación*, 3, 5 juillet 1937 ; Peirats, *op. cit.*, I, p. 358.
65. *Tierra y Libertad*, 24 juillet 1937, p. 6.

envers d'autres industries et les secours en cas de maladie et de retraite [66].

Ces exemples, avec la remarque qui s'impose sur l'inflation à Alcoy, n'apportent rien quand aux lignes générales, l'évolution des industries levantines collectivisées. Les tentatives d'exportation agricole — qui, dans cette province, peuvent bien être considérées comme une industrie — offrent un panorama plus détaillé.

Les oranges. Le marché d'exportation d'agrumes subissait, comme les autres branches, les effets de la crise mondiale. De plus, les oranges de Palestine et d'Afrique du Nord et du Sud, achetées par l'Angleterre et la France, constituaient déjà une menace pour le marché espagnol. C'est pourquoi il y eut une diminution graduelle des ventes et de la production des oranges (en milliers de quintaux) : 1930 : 11 963 ; 1931 : 12 042 ; 1932 : 11 710 ; 1933 : 9 672 ; 1934 : 9 098 [67].

La presque totalité de la production était exportée et donnait une quantité importante de devises : 90 % d'une récolte était exportée et rapportait 320 millions de pesetas-or. Durant la campagne 1933-34, le même taux d'exportation rapporta 180 millions [68]. Selon la Direction générale des douanes [69], la moyenne des rentrées en millions de pesetas-or pour la période 1931-35 fut de 150, ce qui représentait 21,07 % des exportations totales.

Les principaux acheteurs pour la période 1931-35 étaient : l'Angleterre 30 %, la France 25 %, et l'Allemagne 20 %, le total des exportations se montant à 75 % [70]. Les exportations se faisaient par l'intermédiaire de négociants locaux qui versaient des avances aux propriétaires d'orangers et les payaient par la

66. *S.O.*, juin 1937. Série d'articles de Cardona Rosell, résumée par PEIRATS, *op. cit.*, I., p. 320.
67. LINIGER GOUMAZ, *L'Orange d'Espagne sur les marchés européens*, Genève, 1962, p. 73 ; *Résumé statistique de la production agricole en Espagne*, 1935-36, Madrid, 1937 ; CORTADA REUS, *Geografía económica de España*, Barcelone, 1946.
68. SEBASTIÁN, *op. cit.*, p. 132 ; ID. (sous le pseudonyme d'EZEQUIEL), *F.S.*, 17 septembre 1936, p. 15.
69. Cité par TAMAMES, *Estructura Económica de España*, Madrid, 1960, p. 91.
70. CORTADA REUS, *op. cit.*, p. 126.

suite selon les prix internationaux. En fait, ils agissaient comme des caciques, exploitant les propriétaires [71].

Au début de la campagne d'oranges 1936-37 (approximativement octobre-mai), du fait que la guerre continuait et se présentait comme devant être longue, les républicains pensèrent à cette source de devises. Ainsi, en septembre, le plénum régional de paysans C.N.T. décida d'organiser des commissions d'exportation [72].

Le même mois, l'U.G.T. et la C.N.T. constituaient les C.L.U.E.F. (Comités Locales Unificados de la Esportacion de Frutas) et surtout le C.L.U.E.A. (Comité Levantino Unificado de Esportacion de Agrios). Ces organismes se proposaient de supprimer les intermédiaires et de mettre au point les expéditions afin d'améliorer la situation des producteurs. Le C.L.U.E.A. signalait au gouvernement la nécessité d'exportations unifiées pour résister à la concurrence et pour rechercher de nouveaux marchés remplaçant ceux d'Allemagne. Le C.L.U.E.A. espérait obtenir l'exclusivité des exportations et l'appui financier du gouvernement, mais cela lui fut refusé en octobre.

Madrid ne négligeait cependant pas le problème et, les 2, 20 et 25 novembre, prenait des mesures pour limiter les avances données aux paysans par les organismes d'exportation, et pour autoriser la formation de coopératives ayant les mêmes privilèges que les syndicats agricoles.

Cette dernière mesure était destinée à la Fédération provinciale de paysans, fondée récemment, et qui réunissait les ex-membres des syndicats agricoles catholiques et les adversaires du C.L.U.E.A. Elle était l'œuvre du Parti communiste et du ministre de l'Agriculture, Vicente Uribe, membre du comité central.

Les chocs et la confusion étaient inévitables, comme cela arrive chaque fois qu'il y a des organismes différents pour une même fonction. Une fois de plus, l'antagonisme politique tournait au désavantage du secteur républicain.

Il y eut des accusations réciproques d'escroquerie et de sabotage, et il apparut clairement que le C.L.U.E.A. était abandonné par le gouvernement pour la campagne 1937-38 [73] et remplacé

71. BORKENAU, *op. cit.*, p. 199 ; *Campaña Naranjera*, 1937-38, p. 20.
72. *F.S.*, 20 septembre 1936, p. 2.
73. 23 octobre 1937, p. 4 ; *Nosotros*, 25 novembre 1937.

par une Centrale d'exportation d'agrumes, qui était la même organisation mais sous contrôle gouvernemental et communiste.

L'expérience du C.L.U.E.A. n'aurait pas beaucoup d'intérêt si les problèmes que voulurent résoudre les syndicats ne se posaient pas avec la même acuité aujourd'hui.

En effet, Liniger Goumaz, décrivant l'état actuel du marché espagnol, note : un isolement des producteurs agricoles face aux intermédiaires qui fixent les prix à leur avantage ; le manque de possibilités économiques des producteurs, qui les oblige à vendre les fruits le plus tôt possible [74] ; les difficultés de conservation, autre raison de vente rapide sans attente de meilleurs prix [75] ; « L'individualisme, du fait de la méfiance congénitale du Méditerranéen devant les diverses formes d'associations coopératives [76] ». Cette situation livre presque totalement le producteur à l'exportateur et au négociant.

Liniger Goumaz propose comme solution une industrialisation, une prise en main de l'exportation par les associations de producteurs : « Refuser ce truisme que nous impose tout simplement l'évolution de la société humaine, qu'elle soit capitaliste ou socialiste (et les coopératives des Etats-Unis d'Amérique ne peuvent pas être soupçonnées de sympathies communistes), est impossible à longue échéance [77]. »

Cet exemple montre qu'en voulant unifier l'exportation, la collectiviser, les syndicats apportaient une solution économique plus adéquate que la réalité du moment. En même temps, cette conception avantageait autant les producteurs que les consommateurs. Mais une prétendue union politique fit échouer cette œuvre.

74. Il y a quatre types de vente (consommation, détaillistes, *asentador*, grossistes). De même, il y a quatre sortes d'*asentadores* qui vont d'une espèce de grossiste jusqu'à l'*asentador* qui exporte. (*Organisation du marché des fruits et légumes en Espagne et en Turquie*, O.C.D.E., Paris, 1960, p. 42 et 43). Le parasitisme actuel est patent.

75. « Les entrepôts et les chambres frigorifiques pour la conservation des fruits et légumes sont rares, pour la raison fondamentale suivante : le marché espagnol est peu exigeant quant à la qualité et, d'autre part, la conservation entraîne une hausse des prix qui ne se trouverait pas compensée dans la structure actuelle du marché intérieur. » (O.C.D.E., *op. cit.*, p. 40.)

76. Liniger Goumaz, *op. cit.*, p. 126. C'est la « légende noire » déjà sensible chez Montesquieu et Rousseau, mais les exemples quotidiens en Algérie, Yougoslavie et Israël démontrent le contraire.

77. *Ibid.*, n. 391.

Le *riz* fut aussi un champ de bataille économique entre anarchistes et communistes. La Fédération syndicale du riz était procommuniste et jouissait de privilèges politiques. Ainsi, au plénum de paysans du Levant, le secrétaire du comité régional « informe sur la question du riz et dit que la commission de guerre, tout en achetant plus cher à la Fédération syndicale du riz, ne nous en achète pas, alors que nous lui donnons plus d'avantages, tout comme aux agriculteurs de riz. Il en est de même pour les oranges, les fruits secs, etc. [78]. »

Les oppositions en arrivèrent au point que les agriculteurs du riz, près de Silla, refusaient de vendre à la collectivité C.N.T. le quintal de riz qu'elle achetait à 60 pesetas et le vendaient à la Fédération syndicale du riz qui le payait 40 [79].

En Catalogne il n'y eut pas autant de haine qu'au Levant contre la collectivisation. Les causes sont complexes mais nous les voyons dans la richesse, l'importance de l'agriculture dans cette région, et ensuite dans la propagande plus efficace du Parti communiste.

Cependant au début la collectivisation ne réussit pas comme en Catalogne : « [Les moulins à riz furent réquisitionnés par les syndicats.] Mais, si les propriétaires de moulins ont été écartés, la situation des paysans riches est différente. Ils m'ont dit eux-mêmes que les petits paysans n'étaient pas disposés à attaquer les plus riches, car c'étaient eux qui avaient l'administration des coopératives d'irrigation et que la plus petite modification de cet organisme complexe serait un désastre [80]. »

La collectivisation se localisa dans des foyers passionnés :

« Comment vous organisez-vous sans argent ? employez-vous des bons, un carnet ou un autre signe ?

— Aucun signe. Tout le monde travaille et tout le monde a droit à ce qui lui manque. On va à la boutique pour y acquérir aussi bien de la nourriture que toute autre chose nécessaire, vêtements, chaussures, etc., et ce qu'on demande est délivré sans

78. *F.S.*, 6 décembre 1936, p. 10.

79. *Nosotros*, 15 avril 1937, p. 1.

80. Borkenau, *op. cit.*, p. 118 (août 1936).

rien de plus que de noter le nom de celui qui est venu et de ce qu'il a pris, cela suffit. Nous avons ainsi le contrôle de tout le commerce et de toute la vie du village [81]. »

81. Santa Magdalena de Pulpis, 1 400 habitants, Castellón, septembre 1936 ; *S.O.*, 3 octobre 1936.

KAMINSKY, *op. cit.*, donne une description fameuse — que nous trouvons trop insidieuse et superficielle — dont nous donnons les passages essentiels (traduits de l'italien, par commodité...) :

« Chacun reçoit ce dont il a besoin. De qui ? Du comité, bien entendu. Cependant, il est impossible d'approvisionner cinq mille personnes à travers un seul centre de distribution. Il y a des boutiques où, comme avant, on peut obtenir le nécessaire, mais ces boutiques ne sont que des centres de distribution. Elles appartiennent au village entier, et leurs anciens propriétaires n'en tirent plus de bénéfices. Les paiements ne se font pas en argent, mais en coupons. Même le coiffeur rase en échange d'un coupon. Le comité les distribue. Le principe selon lequel les besoins de chaque habitant seront satisfaits s'applique imparfaitement, puisqu'on postule que tous ont les mêmes nécessités. Il n'y a pas de discrimination individuelle, on ne reconnaît que l'unité de la famille. Seuls les célibataires sont considérés comme des individus.

La communauté est représentée par le comité appelé comité régional. Il possède tout l'argent d'Alcora, quelques 100 000 pesetas, dans ses mains. Le comité échange les produits de la communauté contre d'autres produits dont elle manque, mais il achète ceux qu'il ne peut avoir par échange. L'argent, cependant, n'est considéré que comme un recours provisoire et il servira tant que les autres communautés ne suivront pas l'exemple d'Alcora.

Le comité est le " pater familias ". Il possède tout, dirige tout, s'occupe de tout. Tout désir spécial doit être soumis à son avis et seul lui prend la décision finale.

On pourrait objecter que les membres du comité courent le danger de devenir des bureaucrates ou même des dictateurs. Cette possibilité n'a pas échappé à l'attention des paysans. Ils ont pris soin de renouveler souvent le comité, afin que chaque habitant en soit membre un certain temps.

Tout cela a quelque chose d'émouvant et de naïf. Ce serait une erreur de le critiquer trop durement et d'y voir quelque chose de plus qu'une tentative des paysans d'établir le communisme libertaire. On ne doit surtout pas oublier que les ouvriers agricoles et même les petits commerçants de cette communauté ont eu jusqu'à maintenant une vie extrêmement dure. Leurs besoins étaient presque semblables. Avant la révolution, un morceau de viande était un luxe, et seuls quelques intellectuels avaient des désirs qui dépassaient les besoins les plus élémentaires. [...]

— Que se passe-t-il si quelqu'un veut aller en ville, par exemple ?

— C'est très simple. Il s'adresse au comité et échange ses coupons contre de l'argent.

— Il ne peut pas échanger autant de coupons qu'il veut.

— Bien sûr que non.

Ces braves gens sont surpris que je comprenne si difficilement.

— Mais alors, quand permet-on d'avoir de l'argent ?

— Autant de fois que l'on veut. Il suffit de s'adresser au comité.

L'ardeur, l'anarchisme de ces foyers paysans étaient accentués par l'attitude générale des anarchistes du Levant, très favorables au trentisme. L'opposition entre les uns et les autres se dégage du compte rendu des plénums régionaux.

Le plénum de novembre 1936 à Valence est certainement le plus intéressant de ceux qui furent rapportés par la presse libertaire pendant la guerre civile, car *Fragua Social* publia intégralement le résumé des débats, jusqu'aux plus embarrassants (ce qui lui fut reproché ensuite) [82].

La Confédération nationale du travail du Levant avait environ 300 000 adhérents, alors qu'en mai la C.N.T. en comptait 50 000 et 20 000 dans la scission. Et il arriva que les motions sur l'abolition du salaire (septième point), les milices (deuxième point) eurent un caractère nettement anti ou non anarchiste :

« Délégation de la menuiserie d'Alcoy dit que la majorité des délégations qui ont voté le septième point l'ont fait parce qu'elles sont de formation récente et ignorent les normes confédérales. Et c'est aux villages qui les connaissent qu'il appartient d'intervenir pour s'y opposer [83]. »

« Segorbe, sur le deuxième point. — ... Je dois dire que tout ce plénum, malheureusement mal orienté par le comité régional, se déroule dans une ambiance nettement réformiste [84]... »

— C'est le comité qui examine les raisons.

— Bien entendu.

Je suis quelque peu atterré. Cette réglementation, me semble-t-il, laisse subsister fort peu de liberté sous le communisme libertaire, et je cherche à savoir quelles raisons admet le comité d'Alcora pour permettre de voyager.

— Si quelqu'un a sa fiancée hors du village, peut-il avoir de l'argent pour lui rendre visite ?

Les paysans m'assurent que oui, il en obtient.

— Autant de fois qu'il veut ?

— Mon Dieu ! S'il veut il peut aller tous les soirs d'Alcora jusqu'à chez cette jeune fille.

— Mais si quelqu'un désire aller en ville au cinéma, peut-il avoir aussi de l'argent ?

— Oui.

— Autant de fois qu'il voudra ?

Les paysans commencent à douter de mon bon sens.

— Les jours de fête, bien entendu, il n'y a pas d'argent pour le vice. [...]

Ces paysans ne vivent plus dans le système capitaliste, ni moralement ni sentimentalement. Mais y vivaient-ils vraiment avant ? »

82. *F.S.*, 8 décembre 1936, p. 9, colonne A.

83. *Ibid.*, 13 novembre 1936, p. 6.

84. *Ibid.*, 14 novembre 1936, p. 7.

Il y eut une autre critique importante et répétée : « Les ouvriers se sont emparés des industries, mais la situation économique des villages n'en a bénéficié en rien. » « Le bourgeois d'hier se transforme en quarante bourgeois d'aujourd'hui [85]. »

Et au plénum de paysans de décembre : « La différence entre les paysans et les travailleurs de la capitale doit cesser [86]. »

Quelques mois plus tard les critiques laissèrent la place aux armes. Le motif partit, curieusement, du ministère du Commerce, à la tête duquel se trouvait le cénétiste levantin Juan Lopez. Un décret signé par lui saisissait toutes les exportations à l'étranger. Les collectivistes ne l'acceptèrent pas, et le gouvernement envoya la force publique.

Pour se rendre compte de la nervosité et de la méfiance réciproques entre les policiers et les collectivistes, les collectivistes et la C.N.T., nous donnerons une description du choc [87].

Le 8 mars 1937 à Vilanesa (Valence), il y eut des coups de feu entre les policiers et des cénétistes au sujet de la propriété d'un local. Au bout de quelques heures, les choses s'apaisèrent et les policiers quittèrent le village. Entre-temps, d'autres cénétistes de la région étaient arrivés et, voyant les gardes, les attaquèrent. Valence envoya des renforts et des cénétistes arrivèrent encore. Le comité national de la C.N.T., qui se trouvait, comme le gouvernement, à Valence, envoya une délégation pour faire cesser le feu, et prit contact avec le ministre de l'Intérieur, Angel Galarza, peu ami de la C.N.T. Bien que ces événements eussent lieu dans un rayon de 15 km, avec un fonctionnement normal des moyens de transport et de communication, quelques heures plus tard l'affaire continuait comme au début, entrecoupée de tirs et de trêves. A Vilanesa, Alfara, Moncada, Gandia on tirait, à Utiel on donnait des ordres de grève. La colonne de Fer menaçait de retourner à l'arrière-garde [88].

85. Albalate dels Sorells, *ibid.*, 20 novembre 1936, p. 6.
86. Puerto de Sagunto, *ibid.*, 6 décembre 1936, p. 10.
87. *Rapport du comité national de la C.N.T.*, signé par Vázquez, Valence, 22 mars 1937, reproduit par la fédération régionale catalane dans la convocation à une conférence régionale signée par Valerio Mas (Barcelone, 27 mars 1937).
88. Peirats, *op. cit.*, II., p. 78. Cette colonne avait abandonné le front en octobre pour attaquer à l'arrière-garde, ce qui représentait le respect à la bourgeoisie (archives, gardes). Voir Peirats, *op. cit.*, I., p. 242 ; Bolloten, *op. cit.*

On parvint finalement à un accord (le résultat pratique était qu'il y avait quatre morts parmi les cénétistes et onze parmi les policiers), non sans réticences : « Auparavant nous avions envoyé des ordres précis à la fédération régionale afin de faire cesser les attitudes hostiles des camarades. Mais, dans certains endroits, on ne nous croyait pas et on ne nous obéissait pas. La fédération de Gandia répondait au téléphone en s'insurgeant et en lançant une série d'épithètes qui mettaient en mauvaise posture le comité national et la fédération régionale [89]. »

Quelques jours plus tard, le plénum était convoqué pour étudier la situation. Il commença le 16 mars, avec environ 46 000 affiliés représentés alors qu'il y en avait au total 120 000 [90].

Après des « moments de nervosité [91] », on arriva à un accord pour demander la libération des prisonniers, la mobilisation de la garde d'assaut et la remise des armes confisquées. Le comité national avait auparavant justifié son attitude et demandé la discipline (« on ne nous obéissait pas »). Le fonctionnement interne de la C.N.T. devenait donc très autoritaire.

Parallèlement à ces événements, le Parti communiste avait commencé une campagne d'agitation antianarchiste. Elle prit un aspect particulièrement évident en mai 1937 à Barcelone, avec l'assassinat de Camilo Berneri [92], porte-parole de l'opposition anarchiste aux déviations et aux compromis de la C.N.T. et de la F.A.I. [93].

Dans ces conditions, quels renseignements concrets avons-nous ?

Pour Murcie, nous trouvons ce panorama des collectivités U.G.T. : « Dans cette province, les collectivités n'ont pas le succès que nous désirons, parce que les terres sont divisées en petites parcelles, du moins dans les limites de la municipalité. Dans la province, nous en avons environ une douzaine qui fonctionnent

89. *Rapport.*
90. *F.S.*, 17 mars 1937, p. 4.
91. *F.S.*, 19 mars 1937, p. 2.
92. C'était un anarchiste, ex-professeur de philosophie en Italie, réfugié politique en France, puis volontaire en Espagne. Chargé de la rédaction du périodique en italien *Guerra di classe* publié à Barcelone, il se rendit célèbre par ses analyses dénonçant l'impérialisme soviétique et par ses critiques des notables cénétistes.
93. Pour le P.C. et ses mensonges sur mai 1938, voir des livres récents : Maiski, *Cuadernos españoles*, [1966 ?] ; José García, *Ispania XX veka.*

très bien, compte tenu que quelques-unes sont pauvres car elles sont paysannes. » « Nous avons pu voir que ceux qui s'opposent à notre collectivité sont les petits propriétaires et les métayers, qui propagent l'individualisme sous la protection de certains partis politiques [94]. »

Il nous semble que ces phrases résument exactement la situation générale du Levant, et même peut-être de l'Espagne républicaine. Des villages s'adaptaient parfaitement, et d'autres continuaient à végéter ; dans les deux cas, les individus qui avaient déjà suffisamment de terre s'opposaient à la collectivisation. Ils avaient l'appui du Parti communiste (« Je dois dire que celui qui nous fait le plus d'obstruction est le Parti communiste ») et des lois préconisées par lui (« les nouveaux bourgeois créés au sein de la Révolution et à la faveur d'un décret de la République du 7 octobre »). C'était la lutte pour la possession des terres, après l'élimination des grands propriétaires, entre les petits propriétaires (qui aspiraient à être comme eux) et les ouvriers agricoles (qui désiraient des réformes sociales radicales). Le plus curieux fut que cette bourgeoisie paysanne et le Parti communiste étaient alliés, alors qu'en Russie celui-ci agissait exactement à l'opposé et la « liquidait ».

Les seuls chiffres généraux qui apparaissaient (au congrès régional de paysans du Levant, les 21 et 23 novembre 1937) sont très schématiques : « (340 collectivités agricoles légalement constituées) dont 60 ont déjà ouvert des livres de comptabilité, (75 sont en pourparlers) (il y a 15 collectivités industrielles légalisées) [95]. »

Une simple liste de collectivités est insuffisante pour rendre compte de leur extension et de leur portée. Le tableau qui suit essaie de donner une description statistique. Les chiffres de population sont extraits de l'*Enciclopedia Espasa Calpe*, le nombre de collectivistes vient de Salamanque, chemise 1214 B, l'astérisque indique que notre chiffre est une approximation (le nombre de collectivistes multiplié par trois pour établir les familles), les

94. *Adelante*, 17 juin 1937.
95. *F.S.*, 23 novembre 1937, p. 4 ; *Confederación*, 3 décembre 1937, p. 3 ; PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 330. LEVAL, *op. cit.*, dit qu'il y avait 430 collectivités, mais c'est une coquille et il faut lire 340.

collectifs sont presque toujours de la C.N.T., et nous ne le signalons que lorsque l'U.G.T. apparaît également.

Localités	Populations	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Ademuz	2 525	1 122	44	C.N.T.-U.G.T.
Ador	820	306*	37	U.G.T.
Alacuas	2 370	1 038	44	
Albalate dels Sorells	1 198	98	8	
Alborache	1 245	342	27	
Albuixech	1 515	540	35	
Alcacer	3 200	99*	3	U.G.T.
		380	12	
Alcalá de Júcar	3 000	16	0,5	
Alcira	3 260	250	8	
Alcora	4 500	3 375*	75	
Alcudia de Carlet	3 000	202	7	C.N.T.-U.G.T.
Alcudia de Crefins	1 400	428	30	
Aldaya	2 900	188*	6	C.N.T.-U.G.T.
Alfafar	2 550	1 288	50	
Alfahuir	385	99*	26	U.G.T.
Algemesí	7 135	430	6	
Alginet	5 000	2 000(1)	40	C.N.T.-U.G.T.
Almozora	6 760	653	10	
Almusafes	2 260	293	13	
Ayelo de Malferit	2 880	342	12	
Benaguacil	5 800	1 179	20	

(1) Nous avons trois chiffres 1 288 et 1 962 pour l'été 1938 et 2 120 en mars 1938, et nous donnons une moyenne.
(2) En juillet 1938, il y avait 282 collectivistes et 78 réfugiés ; en décembre 1938, 347 collectivistes (les réfugiés étaient donc intégrés).
(3) Le chiffre représente la somme de 301 collectivistes et des 85 réfugiés.
(4) La remarque de KAMINSKI, *op. cit.*, p. 105 : « rien n'a changé », est choquante.
(5) GARCIA GARCIA, dans *Informe sobre orientación colectivista*, cite ce cas en le déplorant : sur les trois collectivités en concurrence, deux étaient U.G.T.
(6) Nous avons deux chiffres : celui que nous prenons et 308, pour la même date ; le second nous semble une erreur.
(7) *Vida*, 28 octobre 1938, p. 4.
(8) Il est évident que dans ce cas le nombre de réfugiés fit grandir le village.

Localités	Populations	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Benetúser	1 000	477	47	
Beniarjó	1 000	130	13	
Benifairo de Valldigna	1 330	444	33	
Benifayó	4 270	346	8	
Benimodo	1 155	130	11	
Beniopa	2 270	360	15	
Benirredrá	565	60	10	
Bétera	2 850	1 200	42	
Bienservida	1 605	76	5	
Bonrépós	920	131	14	
Bugarra	1 500	331	22	
Burjasot	4 000	3 101	77	
Canet lo Roig	2 400	166	7	
Carcagente	12 000	1 276	10	
Casas de Utiel	700	505	72	
Casas de Ves	2 160	46	2	
Casinos	1 700	98	6	
Catadau	1 840	75*	4	C.N.T.-U.G.T.
Catarroja	7 000	764	10	
Caudete	6 000	431	7	
Caudete de las Fuentes	1 460	347(2)	24	
Cuevas de Utiel	710	386(3)	54	
Cullera	11 620	3 587	30	
		770*	6	U.G.T.
Chella	2 700	321	12	
Cheste	6 000	704	12	
Foyos	1 600	171	10	
Fuente Albillal	700	80	5	
		378	22	U.G.T.
Fuente la Higuera	3 310	151	5	
Gandía	9 000	107	1	
Gestalgar	1 900	133	7	
Godella	2 900	205	7	C.N.T.-U.G.T.
Higueruela	670	112	17	
Játiva	11 600	1 629(4)	14	
Jeresa	1 520	69	4	
Liria	9 000	711	8	
		12*	0.1	U.G.T.
		24*(5)	0.3	U.G.T.
Llauri	1 440	240*	16	C.N.T.-U.G.T.
Llombay	2 300	650	28	

Localités	Populations	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Macastre	950	94	10	
Manises	4 070	108	2.6	
Masamagrell	3 000	298	10	
Masanasa	3 800	1 881	50	
Moncada	3 160	802	25	
Monserrat	2 515	421	17	
Montroy	1 570	334	21	
Náquera	1 180	547	46	
Paiporta	2 500	240	10	C.N.T.-U.G.T
Paterna	2 400	296	12	
Picasent	4 500	1 212(6)	27	
Poliña de Júcar	1 230	635	51	
Potries	960	66*	7	C.N.T.-U.G.T
Puebla de Rocamora	192	87*(7)	47	
Puebla de Vallbona	3 140	89	2.8	
Puzol	3 320	975	30	
Rafelbuñol	1 880	685	36	
Real de Montroy	1 700	470	28	
Requena	7 370	227	3	
Ribarroja	3 590	747	20	
Riola	1 380	396*	28	U.G.T.
Sedaví	2 000	469	23	
Silla	6 250	920	15	
Simat de Valldigna	2 600	483	18	
Sinarcas	1 150	142	12	
Sollana	3 540	940	27	C.N.T.-U.G.T.
Sueca	14 000	940	7	
Tabernes Blanques	930	1 033	100	
Tabernes de Valldigna	9 700	1 421	14	
Torre	1 055	169	16	
Torrente	10 000	387	4	
Traiguera	2 480	320	12	
Utiel	8 730	2 281	26	
Vallada	2 810	354*	12	U.G.T.
Vanta del Moro	1 238	85	7	C.N.T.-U.G.T.
Villanueva del Castellón	5 000	155	3	
Villar de la Libertad	4 550	140	3	

Si nous interprétons ces données, nous remarquons que dans les villages de moins de 950 habitants, nous avons de 10 % à 100 % de collectivistes et sur les 10 collectivités, 4 ont un pourcentage égal ou supérieur à 47 %.

Pour les villages de 951 à 2 500 habitants, nous avons de 4 % à 51 % de collectivistes. 14 collectivités sur 37 dépassent 25 %, et 29 10 %.

Les localités de 2 500 à 5 000 habitants ne présentent pas une baisse sensible, ce qui va à l'encontre de l'affirmation de Souchy pour l'Aragon, selon laquelle à mesure que la localité augmentait en importance, le nombre de collectivistes baissait. En effet, encore que les pourcentages de collectivistes aillent jusqu'à 0,5 %, ils atteignent 77 % comme maximum ; 13 collectifs sur 31 étant supérieurs à 25 %, et 19 dépassant les 10 %.

Enfin, les localités dont la population dépasse 5 000 ne présentent pas non plus une baisse significative du nombre de collectivistes : de 1 % à 36 %, et, sur 17 cas, 2 sont supérieurs à 25 % et 11 à 10 %.

Il est caractéristique que sur ces 95 cas, 47 sont dans des villages de moins de 2 500 habitants et 48 dans des localités plus importantes. L'autogestion eut donc une envergure réellement impressionnante tant pour le nombre de villages que dans la portée locale qu'elle eut dans chaque cas.

Dans l'œuvre précitée de Vicente Ramos, il y a une liste de collectifs des villages de la province d'Alicante du 5 mai 1938, soit une semaine après celle de la C.N.T. Cette liste éclaire et obscurcit à la fois la précédente. Elle aide parce qu'elle permet de confirmer 22 collectifs C.N.T. et 4 avec l'U.G.T. Elle complique parce que 9 collectifs C.N.T. sont cités sans la C.N.T. et 18 villages de la liste confédérale manquent dans la liste de la province... La morale qu'on peut en tirer est qu'il est plus facile de recenser les grottes préhistoriques ou les colonies grecques que les collectifs anarchistes d'il y a quarante ans !

Le total général des collectivités confédérales du Levant le 28 avril 1938 est de 413, parmi lesquelles nous en avons trouvé 27 avec l'U.G.T. Il faut souligner que 56 collectifs C.N.T. étaient en parallèle avec autant de collectivités U.G.T.

La répartition provinciale apparaît ainsi : 139 collectivités C.N.T. et 30 U.G.T. à Valence ; 97 C.N.T. et 1 U.G.T. à Murcie ; 82 C.N.T. et 3 U.G.T. à Castellon ; 55 C.N.T. et 22 U.G.T. à Alicante ; 40 C.N.T. à Albacete [96].

A cette liste, il faut ajouter plusieurs collectivités U.G.T. : Ador (V.), Fontanares (V.), Guadasuar (V., selon *Claridad* 14-10-36), Ibi (Ali selon *Colectivismo* 15-12-37), Jaraco (V.), Riola (V., déjà fondée en 1932), Vallada (V.).

Comment étaient ces collectivités U.G.T. ? Le livre *Informe sobre orientaciones colectivistas* de Pedro Garcia (qui nous a permis d'identifier bon nombre de collectivités) nous donne pour février-mars 1938 une vision très importante, défend l'autogestion en soulignant comment, dans de nombreux cas, dans les coopératives « auparavant la bourgeoisie employait moins du tiers du personnel que ces groupements aujourd'hui » (p. 62). Il affirme également que « les expériences réalisées dans les essais collectivistes nous permettent de déclarer que, grâce aux collectivités, la production a été considérablement intensifiée et qu'en outre les cultures se sont améliorées et que la surface cultivée a augmenté énormément ». Il dénonce, d'autre part, « l'influence des gens surnommés les *communistes de fraîche date* » (p. 17) et ceux qui se disent antifascistes « mais qui laissent complètement à l'abandon leurs terres et ne les donnent pas aux collectivités » (p. 63, 64).

Quelle était la différence entre les collectivités U.G.T. et C.N.T. ? Rien dans la pratique, et Garcia est un partisan de l'unification, mais il reconnaît que « l'idée de former une seule collectivité U.G.T.-C.N.T. dans chaque village n'est pas viable, pour le moment, vu les dispositions pragmatiques utilisées par chacune des centrales syndicales paysannes » (p. 63).

La démonstration évidente de cet esprit identique à la base apparaît dans un document dactylographié d'Ador, du 31 décembre 1938, après un an d'autogestion [97] : « Vous qui critiquez notre œuvre révolutionnaire ; vous qui avez colporté notre échec ; vous qui avez propagé que les " collectivités " ne peuvent prospérer, en affirmant que leurs affiliés ne travaillent pas avec le

96. Abrévié dans la suite du texte : Valence (V.), Murcie (M.), Castellon (C.), Alicante (Ali.), Albacete (Alb.).

97. A.S., 496 B.

zèle nécessaire, parce qu'ils se sentent individualistes ; c'est à vous que nous nous adressons, en vous disant : voulez-vous vous convaincre de votre erreur ? Venez, si vous voulez, dans notre commune. »

Il y a des collectivités C.N.T. qui ne sont pas sur la liste citée, pour des raisons que nous ignorons, mais plusieurs documents font foi de leur existence [98] : Aldea de Jaraguas (V.), Anda (C.), Barracas (C.), Baneros (M.), Benicull (V.), Borjas (V.), Canado (V.), Candiel (V.), Casas Bajas (V.), Cinctorres (C.), Floreal Raspeig (Ali), Fortell de Moratella (C.), Oyuelo de Malfinib (V.), Palancia (C.), Puebla Frenoro (C.), Puebla de Chesa (V.), Sudiente (C.), Vallbona (V.), Vilanesa (V.), Villa Albaro (C.), Villa de Nertuno (Alb.).

A Burjasot (V.), il y avait deux collectifs C.N.T. et U.G.T. séparés, alors que ceux de Camarasa (M.), Llauri (V.), Madriguera (Alb.) étaient C.N.T.-U.G.T. Selon *Anzada* du P.C., la collectivité C.N.T. de la Picana (V.) regroupait également des communistes en janvier 1938.

Par conséquent, *le total actuel est de 503 collectivités*, 409 C.N.T., 30 C.N.T.-U.G.T., 64 U.G.T. Pour Albacete 42 C.N.T. ; pour Alicante 56 C.N.T et 23 U.G.T. ; pour Castellon 90 C.N.T. et 3 U.G.T. ; pour Murcie 99 C.N.T. et 1 U.G.T. ; pour Valence 152 C.N.T. et 37 U.G.T.

Nous n'avons de données sur le nombre de collectivistes que pour Valence le 25 juillet 1938 : 48 589 personnes (membres et leur famille). En arrondissant les chiffres, nous avons 50 000 pour 150 collectifs à Valence, ce qui donnerait une estimation de 100 000 personnes pour les autres provinces ; le chiffre de 80 000 sera plus juste, car elles sont moins peuplées. Les 439 collectifs de la C.N.T. courant 1938 grouperaient donc 130 000 personnes, auxquelles il faut ajouter les collectivistes des industries.

Aragon

La conquête de Saragosse et de l'Aragon jusqu'au Pays basque afin d'unir les industries basques et asturiennes avec l'agriculture

98. A.S., 975 M, 1167 B.

de Catalogne et du Levant était, au début d'août, la clé de l'effort militaire de la C.N.T.-F.A.I. [99].

La guerre de tranchées, le manque d'armes [100] obligèrent à organiser la région. Fidèles à leur propagande fédérale, les anarchistes constituèrent, à la mi-octobre, un Conseil régional de défense sous la présidence de Joaquin Ascaso, frère de Francisco, le camarade de Durruti.

La prédominance anarchiste sur l'Aragon retarda la reconnaissance officielle du Conseil, qui se fit le 17 décembre, avec l'introduction de conseillers de la Gauche républicaine, de l'U.G.T. et du Parti syndicaliste [101]. (Il y avait quatorze conseillers, dont sept étaient cénétistes.)

L'aspect économique était différent à cause de la guerre. Normalement l'Aragon a une étendue de 47 000 km2 et un million d'habitants. A ce moment, seuls les trois quarts du pays restaient fidèles à la république, avec environ 433 000 habitants vivant dans environ six cents villages et villes [102].

Après l'établissement des collectivités, des relations économiques et administratives s'établirent et eurent leur plein développement au congrès extraordinaire des 14 et 15 février 1937 à Alcaniz.

On remarque le retard de la convocation à ce congrès, par comparaison avec la Catalogne et le Levant qui, en septembre 1936, avaient déjà célébré de nombreux plénums.

Il y vint beaucoup de délégations, mais il était difficile d'estimer leurs représentations, car les unes déclaraient la totalité de leurs membres et les autres seulement le nombre de familles [103].

99. BORKENAU, *op. cit.*, p. 88 (nous ajoutons notre point de vue).

100. Voir ci-dessus, p. 92.

101. Nous avons vu, p. 54, sa fondation. Les relations de la C.N.T. avec le Parti syndicaliste (P.S.) sont significatives de son changement. D'abord exclu du Front populaire à la demande de la C.N.T. (THOMAS, *op. cit.*, note p. 571), le P.S. considéra la collaboration étatique comme l'application de son programme vis-à-vis de la C.N.T. (15 décembre 1936, p. 10). Dans le résumé du plénum national des fédérations régionales (15 septembre 1937, signé par le Comité national de la C.N.T.), le C.N. expliqua qu'il avait réhabilité Pestaña, « ne voyant aucun inconvénient à cela ».

102. PRATS, *op. cit.*, p. 74, 75 et 81. Souchy dit 500 000 et 510. *Entre...*, p. 26 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 188, 400 villages.

103. « *Cultura y Acción* », 18 février 1937, p. 1 (rapport du congrès cité par BRADEMAS, *op. cit.*, p. 340, n. 2).

Il semble qu'il y ait eu plus de cinq cents délégations [104], représentant environ 80 000 collectivistes [105] et 275 collectivités groupées en vingt-trois fédérations municipales [106].

Les débats [107] mirent en relief plusieurs problèmes et tendances.

— Structure de la fédération régionale des collectivités. La motion décida : « [une fédération municipale avec un comité régional comprenant des représentants des fédérations. L'établissement] d'une statistique réelle de la production et de la consommation [pour] établir la véritable solidarité humaine ». « On doit abolir la circulation de l'argent au sein des collectivités, créant à la place la carte de ravitaillement, laissant aux mains de la collectivité la quantité précise pour ses besoins internes. »

Du compte rendu des interventions, nous détacherons quelques opinions. Par exemple, Gudar signala la nécessité de distinguer entre les collectivités socialistes et les collectivités libertaires, « étant donné qu'il y a de nombreuses collectivités dirigées par des camarades de l'U.G.T. qui, en expropriant un bourgeois, ont créé à sa place quatre ou six propriétaires ».

Nous croyons que le congrès ne réunissait que les collectivités de la C.N.T. et que, pour celles qui étaient C.N.T.-U.G.T., il y eut quelques difficultés, si nous en jugeons d'après le cas d'Oliete où les deux cénétistes de la délégation participèrent normalement au congrès, alors que les deux ugétistes n'avaient que le droit de présence.

Arino exposa le danger et la nécessité d'« empêcher qu'il existe des collectivités excessivement riches tandis que d'autres se débattent dans une situation des plus précaires ». On tint compte de cette critique quoique de façon peu claire.

— Disparition des limites locales et création de limites municipales. On décida de : « Conserver la municipalité en supprimant les limites locales de la propriété. » La motion était une solution mixte respectant les limites locales.

104. *Ibid.* (le Centro Gobetti de Turin a un document indiquant 456).
105. *Ibid.* Dans la même page, il est dit 100 000. (SANTILLÁN, *Por qué*, p. 93, écrit 141 130 et donne des chiffres détaillés dont le total donne 76 057). En mai 1936, l'Aragon, Rioja et la Navarre avaient 33 881 affiliés.
106. SANTILLÁN, *op. cit.*, p. 93.
107. Toutes les citations seront de « *Cultura y Acción* », 18 février 1937.

La discussion éclaire le recul de la motion au sujet du point à débattre. En effet, le délégué du comité national de la C.N.T. (pendant la guerre il y avait un délégué national à chaque plénum) avait dit : « Pensez que tout n'est pas comme en Aragon. Ici, heureusement, vous avez une majorité indiscutable, mais il existe les provinces de Cuenca, Murcie, Albacète et quelques autres où l'organisation confédérale a rarement un représentant : c'est pourquoi il est nécessaire que, là où nous avons la force en plus de la raison, nous transigions en partie avec nos aspirations. »

Certains villages demandèrent en outre le maintien des limites (il faudrait savoir à quel point ils n'étaient pas influencés par quelque rivalité locale).

L'avant-dernier point, portant sur la création de fermes expérimentales et la structure de magasins communaux, fut approuvé sans aucune difficulté. Par contre, le dernier, sur l'échange, souleva de sérieuses discussions.

On approuva une motion demandant que la fédération ait les statistiques des produits d'échange des collectivités. Dans la discussion, Barbastro s'était déclaré partisan de la libre exportation et de l'échange avec l'étranger.

Bien que le compte rendu soit bref sur ce point, on déduit que le problème tournait autour des bénéfices : s'ils revenaient à la collectivité ou à la fédération, et si l'une ou l'autre allait avoir le privilège de l'exportation. La question des collectivités riches et pauvres, et celle de l'exportation rendent évidentes les difficultés qu'il y avait à vaincre les intérêts locaux.

— Conduite à tenir envers les conseils locaux et les petits propriétaires. Il est à noter que, quelques jours avant le congrès, la presse avait publié deux articles contre les petits propriétaires [108].

La motion adopta ce qui suit : « [Les conseils locaux sont constitués par les organisations antifascistes et des personnalités] reconnues par le Conseil régional de défense d'Aragon. » « Les assemblées administratives de collectivités ont une fonction à part. » « Les syndicats sont chargés de nommer et de contrôler les fonctions de ces deux organismes. »

108. *Cultura y Acción*, 3 février 1937, p. 2 ; 6 février 1937, p. 2.

La C.N.T. — et l'U.G.T. quand elle existait — contrôlait donc deux fois les autres organisations : par le haut avec le Conseil de défense, et par le bas avec la section locale.

La collectivité avait toutes les terres des « factieux » et une partie de celles qu'un petit propriétaire ne pouvait travailler seul : « Aucun petit propriétaire qui reste en dehors de la collectivité ne pourra exploiter plus de terres que celles qu'il peut travailler par son propre et seul effort, et on lui fera savoir que cela ne lui donnera pas droit à percevoir un bénéfice quelconque de la nouvelle société. »

Pour les sujets généraux, une intervention souligne la présence et, parfois, la pression des milices : « Siétamo précise que, étant donné la situation du village, il y a des cas où de nombreux miliciens demandent qu'on entretienne leur famille sans contribuer en rien ni, de plus, faire partie de la collectivité. »

La structuration des collectivités fut renforcée par l'alliance de la C.N.T. avec l'U.G.T. à un congrès syndical à Caspe, le 22 février 1937, dont le premier point demandait : « Les secrétaires provinciaux d'Aragon de la Fédération espagnole des travailleurs de la terre, s'engagent à l'examen le plus rapide de la structuration de la Fédération régionale des collectivités de la Confédération régionale du travail, et aussi des motions approuvées à son congrès, pour arriver à l'unification des problèmes agricoles de l'Aragon [109]. »

Le pacte se limitait à l'Aragon : sur le plan national, l'U.G.T. préférait la nationalisation et la C.N.T. la socialisation sur la base de la collectivisation [110].

Résultats concrets. Alardo Prats écrivit qu'il y avait environ 300 000 collectivistes sur 433 000 habitants (69,5 %) [111], 450 collectivités C.N.T.-U.G.T. avec une superficie de terre qui dépassait 70 % de l'Aragon et environ 350 villages (déjà inclus comme collectivités) totalement collectivisés [112]. Et il disait en conclusion : « La vieille croyance selon laquelle l'Espagne est un pays

109. PEIRATS, *op. cit.*, II, p. 84.
110. SOUCHY, *Entre...*, p. 35.
111. 70 % selon SANTILLÁN, *Por qué...*, p. 94, et selon José Duque et José Almudí, alors conseillers communistes, 70 % et plus (BOLLOTEN, *La Revolución española*, Mexico, 1962, p. 86).
112. PRATS, *op. cit.*, p. 99.

éminemment individualiste et opposé à toute forme de coexistence tombe d'elle-même devant l'examen de ce phénomène [113]. »

Si nous sommes d'accord avec cette citation, tenant compte cependant de la présence des milices, les chiffres paraissent exagérés. Le chiffre maximum donné par la presse que nous avons consultée est de 180 000 [114].

En comparaison avec les chiffres du congrès de février 1937, il y a un accroissement de 225 % en trois mois (et avec trois cent mille collectivistes cet accroissement est de 374 %) et les 450 collectivités donnent 163 %.

Vu la documentation actuelle nous ne pouvons connaître les proportions exactes de collectivistes.

Quant aux résultats, il y eut plus de terre travaillée et généralement mieux cultivée, soit par des équipes de travailleurs, soit par des machines [115]. Le niveau de vie s'améliora grâce à la collectivisation [116].

Voir le tableau descriptif page suivante.

Nous ne tenons pas compte de la terre réquisitionnée ou apportée, ni du capital de départ parce que, en général, les milices organisèrent les choses avant et après la formation des collectivités, de telle façon que les grandes propriétés et la récolte furent réquisitionnées, constituant ainsi les fonds.

Si nous classons, comme pour la Catalogne, les villages selon leur population (en en ajoutant d'autres) [117] :

113. « *Nuevo Aragón* », 11 mai 1937, p. 3.
114. « *Nuevo Aragón* », 11 mai 1937, p. 3.
115. PRATS, *op. cit.*, p. 102, 103 : « la mécanisation des travaux agricoles s'est élevée, en moins d'une année, de 50 % ».
116. PRATS, *op. cit.*, p. 92. LANGDON DAVIES, *op. cit.*, cite pour Ansó (Téruel) l'opinion d'un médecin de campagne : « C'est beaucoup mieux. Ils [les paysans] peuvent ainsi avoir un homme bien qualifié, et je peux obtenir la sécurité ». (P. 71). SOUCHY, *op. cit.*, p. 88, 91, cite une institutrice socialiste de Mazaleón (Téruel) et une paysanne, d'Albalate : « Nous les pauvres, nous vivons mieux aujourd'hui ».
117. LEVAL, *op. cit.*, p. 233.

Collectivités	% de collectivistes	monnaie	améliorations	individualistes	U.G.T.	envois au front	mesures sociales	mesures culturelles
Huesca								
Albalate (1)	21,5	non	&		=	&	&	
Alcolea (2)	95	non			=		&	&
Ansó (3)							&	
Ballobar (4)	41			//				&
Barbastro (5)	6		&				&	
Binéfar (6)	87	non	&			&	&	&
Esplus (7)	100	non		//		&	&	
Fonz (8)	20					&		
Fraga (9)	35,7	non			=			
Grañén (10)	14				=			
Graus (11)	95		&					&
Monzón (12)	20	non		//	//	&		
Salas Altas (13)		non				&	&	&
Téruel								
Alcañiz (14)	5,8	oui		//	//			
Alcorisa (15)	92	non	&					
Andorra (16)	100 %	non			=		&	&
Beceite (17)		non		=				
Calaceite (18)							&	
Calanda (19)	77	non		=			&	&
Mas de las Matas (20)	86			=				
Mazaléon (21)		non						
Muniesa (22)		non						
Oliete (23)		non			//	&	non	non
Valderrobres (24)		non						&
Saragosse								
Bujaraloz (25)		non	&		=	&		
Totaux	16	17	6	7	10	8	11	9

(1) SOUCHY, *op. cit.*, p. 51. DRINNON, *Rebelde en el paraiso yanqui*, Buenos Aires, p. 409, 410.
(2) LEVAL, *op. cit.*, p. 51.
(3) LANGDON DAVIES, *op. cit.*, p. 68.
(4) LEVAL, *op. cit.*, p. 253 ; *S.O.*, 24 août 1937, p. 2.
(5) LEVAL, *op. cit.*, p. 222 ; SOUCHY ; *F.S.*, 18 juillet 1937, p. 4.
(6) LEVAL, *op. cit.*, p. 233 ; SOUCHY ; *B.I.*, 12 septembre 1936.
(7) Source personnelle.
(8) LEVAL, *op. cit.*, p. 226.
(9) LEVAL, *op. cit.*, p. 190.
(10) SOUCHY, *op. cit.*, p. 97.
(11) PRATS, *op. cit.*, p. 85 et s.
(12) SOUCHY, *op. cit.*, p. 112.
(13) LEVAL, *op. cit.*, p. 227 ; *Nuevo Aragón*, 2 avril 1937, p. 3.

Balcarca	500	habitants	100	% de collectivistes
Algayón	500	»	80	»
Grañén	1 200	»	14	»
Esplus	1 200	»	100	»
Peñalba	1 300	»	100	»
Albalate	2 000	»	21,5	»
Fonz	2 000	»	20	»
Almunia	2 000	»	100	»
Peralta de la Sal	2 000	»	75	»
Mas de las Matas	2 300	»	86	»
Ballobar	2 300	»	41	»
Alcolea	2 350	»	95	»
Graus	3 300	»	95	»
Andorra	3 300	»	100	»
Alcoriza	4 000	»	92	»
Binéfar	4 000	»	87	»
Monzón	4 000	»	20	»
Calanda	4 500	»	77	»
Fraga	8 000	»	35,7	»
Alcañiz	8 600	»	5,8	»
Barbastro	10 000	»	6	»

nous observons que les villages de 500, de 2 000 à 4 500 habitants avaient un pourcentage plus élevé de collectivistes. Il faut aussi noter qu'en Catalogne un village sur vingt-deux avait plus de 50 % de collectivistes et, en Aragon, onze villages sur dix-neuf.

L'absence de monnaie confirme les décisions du congrès de février. Dans le cas d'Alcaniz, nous ne savons pas pourquoi elles ne furent pas appliquées.

Les salaires étaient généralement familiaux et ils n'étaient pas égaux pour l'homme et la femme.

Les améliorations signalées consistaient en l'augmentation des cultures (Alcorisa ouvrit une usine et Graus acheta des machines agricoles).

(14) SOUCHY, *op. cit.*, p. 39.
(15) SOUCHY, *op. cit.*, p. 50 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 261 ; PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 315, *Espoir*, 1969, VIII.
(16) LEVAL, *op. cit.*, p. 270.
(17) SOUCHY, *op. cit.*, p. 81.
(18) SOUCHY, *op. cit.*, p. 83.
(19) SOUCHY, dans *F.S.*, 18 juillet 1937, p. 4 ; LEVAL, *op. cit.*, p. 278 ; *C.N.T.*, Toulouse, 16 novembre 1952.
(20) SOUCHY, *op. cit.*, p. 54 ; PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 314.
(21) SOUCHY, *op. cit.*, p. 87.
(22) SOUCHY, *op. cit.*, p. 65.
(23) SOUCHY, *op. cit.*, p. 59 ; PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 314.
(24) SOUCHY, *op. cit.*, p. 75.
(25) LEVAL, *op. cit.*, p. 199.

Les relations avec les individualistes allaient d'un extrême à l'autre, elles étaient paisibles ou haineuses : « " Koulaks " à Ballobar. Une centaine de petits (très petits) propriétaires, esclaves de naissance [...] sont entrés sans savoir pourquoi dans la communauté au début de l'année actuelle (ils partirent après la récolte) comme s'ils obéissaient à une consigne fixée à l'avance [118]. »

A Monzon et à Alcaniz, l'U.G.T. s'alliait les mécontents, à Esplus il y eut des coups de feu entre individualistes et collectivistes, de même qu'à Oliete où le local de l'U.G.T. fut fermé en mai 1937.

Quand les relations étaient bonnes, les individualistes achetaient et vendaient des produits à la collectivité.

Les envois au front, les mesures sociales et culturelles étaient nombreuses, mais il y a peu de cas de solidarité. A Granén, il se fit une distribution de terres entre les villages de Lalueza, Capdesaso, Alberuela de Tuvo, Marcén, Fraella et Granén. Mais il existait un litige entre Albalate del Luchador (Huesca) et Alcorisa (Téruel) à propos du prix de l'électricité fournie par une centrale contrôlée par la C.N.T. et l'U.G.T. [119].

Du point de vue administratif, en décembre 1936, on ordonna la création de conseils municipaux [120]. Auparavant, les villages étaient dirigés par les comités révolutionnaires, qui étaient à la fois conseil de la municipalité et de la collectivité.

Quant au fonctionnement des collectivités, le rôle d'un animateur (autodidacte, étudiant, ex-travailleur de la ville, ex-émigré politique) paraît avoir été très important (Albate, Granén, Alcorisa, Muniesa, Oliete).

A Azuara (Saragosse), on observait un puritanisme sans doute en dehors de la normale, puisque les anarchistes eux-mêmes l'ont noté : « On a fermé l'ancien café ; les collectivistes puritains voyaient en lui une institution frivole [121]. »

118. *S.O.*, 24 août 1937, p. 2.
119. Souchy, *op. cit.*, p. 111, 51.
120. Leval, *op. cit.*, p. 250.
121. Souchy, *op. cit.*, p. 73 ; voir aussi *Cultura y Acción*, 5 août 1937, p. 4. A Barbastro, on abolit la prostitution (Ehrenburg, *Estampas de España*, p. 18, 19). Au sujet de la prostitution et des anarchistes, voir Kaminsky, *op. cit.* Au sujet du puritanisme, voir *S.O.*, 25 octobre 1936, « *Agitación* », 19 février 1937, p. 3, « *Tierra y Libertad* », 3 mars 1937, p. 3.

Il y eut des cas d'échec, comme à Ainsa (460 habitants) et Boltana (1 212 habitants) dans la province d'Huesca [122]. Prats reconnut : « On pourra nous opposer quelques exemples pour prouver qu'il n'y a pas dans toutes les collectivités les heureux résultats que nous mentionnons. C'est vrai. Mais il suffit que 60 % d'entre elles fonctionnent bien, sous l'impulsion morale que nous constatons, pour que le mouvement collectiviste ait triomphé [123]... »

Il semble que même le P.C. avait des collectivités [124].

Evolution des collectivités. L'évolution et la fin des collectivités furent éminemment politiques.

Le front d'Aragon, étant anarchiste dans son ensemble, ne recevait pas d'armes, car celles-ci, à partir de novembre 1936, étaient envoyées et distribuées par les communistes russes et espagnols. La tactique de la propagande communiste était alors d'écrire : « Pourquoi le front d'Aragon n'attaque-t-il pas ? » La presse libertaire [125] et la presse du P.O.U.M. [126] répondaient sur le même ton : « Pourquoi sabote-t-on le front d'Aragon ? »

Le ton s'éleva lors des journées de mai et du heurt avec les communistes [127] :

« Nous exigeons la réorganisation immédiate du front d'Aragon sur la base de l'armée populaire, pour en finir avec ces prétendues milices qui, lorsqu'il s'agit de combattre le fascisme, n'ont pas assez d'armes et de munitions mais, par contre, en ont pour assassiner leurs frères de l'arrière-garde et pour spolier et rançonner les paysans qui vivent de leur travail et aident au triomphe de la République [128]. »

« Examinez ce qu'était le P.C. avant le 19 juillet et ce qu'il est maintenant. Il s'est agrandi numériquement, mais avec qui ? Avec tout le détritus des vieux partis politiques que la marée amena aux républicains en avril 1931 ; avec des arrivistes, des

122. Leval, *op. cit.*, p. 318. L'auteur ignore les motifs.
123. Leval, *op. cit.*, p. 103, écrit 70 %.
124. Cofita et Ariéstoles : « *Cultura y Acción* », 5 août 1937, p. 2.
125. *S.O.*, 10 décembre 1936 ; Peirats, *op. cit.*, I, p. 257, 258 ; *Ruta*, 18 janvier 1937, p. 8.
126. *La Batalla*, 29 décembre 1936, 31 janvier 1937, p. 1, etc.
127. « Dont les anarcho-syndicalistes furent finalement les vaincus en dépit de toutes les annonces qu'ils avaient faites de ce danger. » (Bergeret, *L'Anarcho-syndicalisme espagnol*, 1931-1937, p. 92.)
128. *Mundo Obrero*, 9 mai 1937 ; Peirats, *op. cit.*, II, p. 238.

indésirables, des journalistes qui ne savent écrire que pour offenser et allumer des polémiques [129]. »

On prévoyait que la dissolution du conseil d'Aragon n'allait pas tarder [130]. C'était le moment du battage du blé, les collectivistes et les paysans étaient en plein travail et le congrès des collectivités avait donc été retardé [131].

Le 11 août, on publiait le décret de dissolution du conseil. Au même moment la onzième division de Lister [132], la vingt-septième (Karl Marx) et la trentième détruisirent les collectivités par la force.

A quelques kilomètres, l'armée factieuse commençait une offensive sur Belchite, contenue par les vingt-cinquième et vingt-sixième divisions confédérales (Durruti), ainsi que la vingt-huitième.

Frente Rojo, organe communiste, écrivait : « Les paysans aragonais, le peuple de cette loyale région respirant comme au sortir d'une prison, vibrent comme au réveil d'un cauchemar. » « Il y a un symptôme très clair et très triste de ce que signifiait et servait le conseil d'Aragon maintenant dissous : le procès de son président Joaquin Ascaso ; il est jugé pour contrebande de bijoux [133]. »

Au bout d'un mois, Ascaso était libéré par manque de preuves. (Cette pauvre Dolores Ibarruri écrit dans *El Unico Camino,* 1968, qu'Ascaso partit en Amérique avec son butin. En fait il est employé d'hôtel au Venezuela.) Quant à l'enthousiasme paysan, un autre communiste, José Silva, secrétaire général de l'Institut de réforme agraire, le décrivait ainsi quelques mois plus tard : « C'est en Aragon que se firent les plus différents et les plus curieux essais de collectivisation et de socialisation, où certainement s'exercèrent le plus de violences pour obliger les paysans à entrer dans les collectivités et où une politique de toute évidence erronée ouvrit de sérieuses brèches dans l'économie rurale. Quand le gouvernement de la République eut dissous le conseil d'Aragon,

129. *Nuevo Aragón,* 1er août 1937, p. 3.
130. LEVAL, *Le Libertaire,* 12 août 1937, cité par GABRIEL, *La Vida y la muerte en Aragon.*
131. *Nuevo Aragón,* 10 août 1937, p. 7.
132. Voir le livre de LISTER, *Nuestra guerra,* Ebro, Paris, 1966, p. 152 et s.
133. 12 août 1937, PEIRATS, *op. cit.,* II, p. 361.

le gouverneur général voulut, en dissolvant les collectivités, donner satisfaction au profond malaise ressenti par les masses paysannes. Une telle mesure fut une très grave erreur qui produisit une terrible désorganisation dans les campagnes. Les mécontents des collectivités, qui avaient des raisons de l'être si on tient compte des méthodes employées pour les constituer, encouragés par l'attitude du gouvernement, les prirent d'assaut, emportant et se partageant tous les fruits et les outils qu'elles possédaient sans respecter les collectivités qui, comme celle de Candasmo, avaient été constituées sans violence ni coercitions, avaient une existence prospère et étaient un modèle d'organisation.

Il est certain que le gouverneur entendait réparer les injustices qui avaient été commises et mettre au cœur des travailleurs des campagnes la conviction que la République les protégeait. Mais le résultat fut complètement opposé. La mesure prise accentua encore plus la confusion, et les violences s'exercèrent de l'autre côté. La conséquence fut que tous les travaux des champs furent paralysés et, au moment des semences, le quart de la terre à semer n'était pas préparé [134]. »

On peut renforcer cette déclaration par trois éléments. La propagande antérieure du P.C. affirmait que les Aragonais étaient opprimés par l'autogestion. Mais après le passage de Lister le P.C. fut incapable de publier de témoignages. Cependant, il en recueillit quelques-uns [135], mais ils étaient si peu nombreux qu'ils confirmaient la fausseté du P.C. Ainsi l'informateur communiste de Castejon de Monegros affirmait : « Mariano Olona, président de la C.N.T., élément très dangereux. Présent dans cette localité et à son domicile, il hébergeait les membres de la Sûreté dans le but d'implanter le communisme. » (Une preuve de plus que le P.C. admettait la droite dans ses rangs.)

Officiellement le P.C. d'Aragon recula : « Les communistes que nous sommes ne peuvent nier leur essence révolutionnaire, et aujourd'hui, par conséquent, nous devons prêter la plus grande attention à l'organisation collective du travail, comme premier pas vers la création d'une Espagne libre et forte [136]... »

134. *La Revolución popular en el campo,* cité par BOLLOTEN, *op. cit.,* p. 202, 203.
135. A.S., 397 B.
136. *Boletin Interior* (imprimé) du comité provincial du P.C., août 1937.

Dans le compte rendu dactylographié d'une « réunion de délégués sociaux d'Aragon » à Caspe, le 7 février 1938 [137], nous lisons : « [Délégué d'Huesca] : On a touché 35 000 pesetas sur les 60 000 que devait la collectivité du village de Sena. Il dit que, pour les collectivités qui se dissolvent à cause de leur système condamnable, il faut en profiter, si possible, avant leur disparition, pour qu'elles paient et qu'elles remboursent l'Institut [de réforme agraire], car si on ne profite pas de cette occasion il n'y aura plus moyen de le faire. » « [Le délégué de Mora de Rubielos] : A Monteagudo del Castillo, le Conseil formé d'individualistes rend le bétail et les terres aux factieux, et fait payer 6 000 pesetas aux collectivistes, qui le firent « par peur de la venue des autres ». Il demande que dans la presse il y ait des orientations sur l'organisation des *Juntas Calificadoras,* pour que les gens des villages comprennent de quoi il s'agit, parce beaucoup ne le savent pas. » « [Le délégué de Saragosse] : Des collectivités se sont reformées à Bujaraloz, Candasnos, Peñalba, la Almada, Castejon de Monegros, Lécera, Azuara, Pina, Sastago, etc. »

Trois affirmations fondamentales se dégagent : la continuation en février 1938 de la campagne anticollectiviste, la déviation politique qu'elle provoqua, la persistance de l'autogestion malgré les obstacles (ce qui démontre qu'elle ne fut pas imposée par la force). Pour ce dernier point, la liste des collectifs qui se reformèrent est, selon des sources cénétistes [138] : Alcolea, Alcorisa, Calanda, Gelsa, Mas de las Matas, Peñalba, Pina.

Cette réorganisation est d'autant plus admirable quand on sait que la C.N.T. laissa faire les communistes, comme Ascaso lui-même le déclara : « Malgré l'avis défaitiste de la C.N.T., nous aurions défendu à main armée notre conseil, car nous comprenons ainsi la révolution, et sommes restés aujourd'hui les mêmes anarchistes que nous étions hier [139]. »

Un autre trait admirable est le suivant : Il faut préciser que parmi les membres de la collectivité d'Alcorisa, jusqu'à sa fin avec l'offensive de mars 1938, il y avait un avocat et un vétérinaire, l'un avec une jambe invalide à cause d'un tir des anarchistes

137. A.S., 373 B.
138. Peirats, *op. cit.*, I ; *Espoir,* 31 août 1969 ; *C.N.T.,* Toulouse, 16 novembre 1952 ; A.S. pour Gelsa, Mas de las Matas et Pina.
139. *L'Espagne nouvelle,* 8, 29 octobre 1937.

du village pendant la tentative de 1933. Ces personnes d'origine intellectuelle et bourgeoise, qui auraient pu avoir de profondes raisons de haine contre les anarchistes, participèrent entièrement à la collectivité, en aidant à sa réorganisation après le passage de Lister. L'un expliquait ainsi l'autogestion aux critiques, les individualistes, qui voulaient se répartir les terres du collectif : « Avant j'avais mes terres, maintenant je monte sur la colline, et je les possède toutes parce qu'elles sont collectivisées. » Malheureusement, il ne fut pas compris [140].

Conclusion. L'autogestion en Aragon est économiquement et socialement différente des autres régions. On y vivait pauvrement et l'agriculture ne présente pas autant d'éléments complexes que dans le Levant (exportation internationale, grande variété de production). Aussi existe-t-il une tendance à la déprécier, comme l'anarchiste André Prudhommeaux : « Là où la répartition, par sa simplicité, peut revêtir l'aspect du troc : là où les agglomérations sont réduites à quelques foyers, au village, aux champs, l'expropriation capitaliste a été complète. Les paysans n'ont pas démontré par là leur supériorité idéologique, mais ils se sont trouvés dans des conditions générales telles que l'organisation collective de la production ne pouvait être obtenue que par la normalisation communiste de la répartition. C'est la répartition des produits agricoles qui a guidé les paysans dans la syndicalisation de la production. Ils ne pouvaient agir autrement. Le triomphe de la collectivisation de l'Aragon est celui de la répartition conditionnant l'expropriation agraire. Il ne s'agit pas d'une application théorique, amis d'un ensemble de faits qui se conditionnent réciproquement. Là, le syndicalisme suffit à tout. Là et pour l'instant, c'est-à-dire aussi longtemps que la répartition réduite à une activité primitive ne nécessite pas un service spécial [141]. »

Cette description oublie le principal. En effet, il y eut une relation entre les collectifs groupant 300 000 personnes, et avec 150 000 qui étaient en dehors. Et cela avec la proximité du front

140. Comprise et reprise, cette anecdote de l'ancien collectiviste Vicente apparaît — sans sources — et teintée d'un anticommunisme gratuit dans Ratgeb, *De la grève sauvage à l'autogestion,* Paris, 1974, p. 96, 97 ; nous l'avions publiée dans *Autogestion,* 1972, n° 18, p. 155 (omission et déformation, germes d'un léninisme latent ?).
141. *L'Espagne nouvelle,* 2 décembre 1937 (non signé).

et la nécessité stratégique de faire vivre les miliciens. « La répartition réduite à une activité primitive » fut rapidement dépassée par l'ensemble des éléments que nous avons évoqués. Le fait que ce « primitivisme » n'ait pas fait banqueroute, mais que Lister ait dû intervenir militairement (avec ses armes russes) démontre qu'il y avait adéquation entre le conseil d'Aragon et l'autogestion.

Andalousie

Une des provinces les plus anarchistes était l'*Andalousie*. Les collectivités y existèrent, et la description de Castro del Rio par Borkenau [142] est classique. On y vivait sans argent, avec ascétisme, austérité, dans une ambiance semblable à celle de Azuara, dans la province de Saragosse.

Par contre, à Bujalance, régnait une conception plus pragmatique :

« Pensez-vous établir définitivement ce système de consommation ? [Sans argent.]

— On ne peut le préciser. Bien sûr, le plus certain est qu'on modifie afin de dépasser le système. Tout ce qui a été fait l'a été immédiatement et à titre d'essai. Durant les premiers jours, on donnait des bons permettant d'acquérir ce dont on avait besoin. Plus tard, on fit ce papier-monnaie [qu'il nous montre] et maintenant nous avons adopté le système du carnet de producteur. Jusqu'à présent, c'est le meilleur de ceux que nous avons mis en pratique [143]. »

142. « Sous ce système [abolition de l'argent], l'approvisionnement du village est très pauvre ; plus pauvre, j'ose le dire, que ce qu'il a pu être auparavant, même dans les conditions misérables de vie des journaliers andalous. Le village a la chance de cultiver du blé et pas seulement des oliviers, comme d'autres villages semblables ; ainsi il y aura au moins du pain [...]. Je cherchai en vain quelque chose à boire, en dehors du café, du vin ou de la limonade. Le bar du village avait été fermé en tant que commerce néfaste. Je jetai un coup d'œil aux boutiques. Elles étaient si vides que je pronostiquai une époque imminente de famine. Mais les habitants semblaient fiers de cet état de choses. Ils étaient contents, et ils nous le dirent, parce que le café venait de finir ; ils semblaient considérer cette abolition des choses inutiles comme une amélioration morale. Les rares commodités dont ils avaient besoin venant de l'extérieur, surtout des vêtements, ils espéraient les obtenir par l'échange direct de leur production d'olives. [...] Leur conception du nouvel ordre à implanter était profondément ascétique. » (BORKENAU, *op. cit.*, p. 166 et s. 6 septembre 1936.)

La *Memoria* du congrès constitutif de la fédération régionale des paysans d'Andalousie, célébrée à Baza les 15 et 16 juillet 1937, nous donne une liste de collectivités, avec les affiliés au syndicat, ce qui peut servir de base pour déterminer le nombre de collectivistes.

A Almeria, il y avait 9 collectivités, dont 6 avec l'U.G.T., la plus petite était Lucainena-Alpuja (60) et Palomares (76) et les plus grandes, Berja (553) et Alemria (710).

A Cordoue, il y avait 41 collectivités, 23 C.N.T. et 16 C.N.T.-U.G.T. (renseignements reçus par télégramme durant le congrès).

A Grenade, il y avait 11 collectivités, 3 C.N.T. et 8 avec l'U.G.T., allant de 14 collectivistes à Cortes-Graena et 42 à Zujar, à 507 pour Guadix et 1 200 pour Huéscar.

A Jaén, il y avait 23 collectifs, dont 15 C.N.T. et 7 avec l'U.G.T. Si les chiffres minimaux sont similaires — 42 à Solera, 25 à Infantas —, les maximales sont plus importantes que dans les autres provinces andalouses : 1 966 à Ubeda, 1 500 à Peal de Becerro, 1 383 à Andujar, 1 246 à Quesada.

Par conséquent, le total des collectivités représentées était de 84, dont 45 C.N.T. et 39 C.N.T.-U.G.T.

Quant à l'U.G.T., le 3e Congrès ordinaire de la F.E.T.T. (fédération espagnole des travailleurs de la terre) de Jaén en février 1937 (archives de Salamanque, comme la memoria précédente) ne signale que trois collectifs, à Arjona (120) et Peal de Becerro (645, situation tendue avec la C.N.T.).

La revue *Colectivismo* de l'U.G.T. décrivit trois collectifs de ce syndicat à Ventas de Charco — Cordoue —, déjà fondé en mai 1936 ; à Santo Tomé — Jaén — (non représenté au congrès de février) avec 800 familles ; et Marchal — Grenade — 42 collectivistes dans un village de 160 personnes. Comme pour le Levant, certaines collectivités U.G.T. ressemblent en tout point à celles de la C.N.T. et on peut affirmer que l'U.G.T. dut grouper autant de collectivités que la C.N.T.

En ligne générale, la délégation andalouse au plénum de la

143. *S.O.*, 2 octobre 1936 (fait le 25 septembre 1936).

fédération nationale de paysans C.N.T. résumait ainsi la situation fin 1937 [144]. Le secteur occupé par la République correspondait généralement aux centres non touchés par la propagande anarchiste et, quand ce n'était pas le cas, les collectivités — faute de moyens économiques — avaient dû demander un emprunt à l'Institut de réforme agraire qui, en échange, hypothéquait la récolte (principalement l'huile) et, par conséquent, elles ne pouvaient faire de commerce pour leur compte.

Au début de 1938, il y avait 120 collectivités, qui groupaient plus de 130 000 travailleurs [145] ; à la fin de l'année, 300 [146], mais il manquait des machines, des animaux et des hommes à cause de la mobilisation ; le manque de connaissances apparaît dans l'administration et l'économie.

Estrémadure

En *Estrémadure,* il y avait peu de cénétistes avant 1936, et la C.N.T. essaya de s'implanter à partir de juillet 1936, mais c'était une « tâche ardue » du fait « des excès que commet notre armée [147] ». Il y avait des collectivités, en majorité C.N.T.-U.G.T. [148] et quelques-unes U.G.T.

Castille

En *Castille,* le mouvement collectiviste était beaucoup plus puissant du côté de la C.N.T. que du côté de l'U.G.T.

En mars 1937, il y avait eu un accord U.G.T.-C.N.T. pour organiser la collectivisation dans la province de Cuenca [149]. En

144. *Nosotros,* 22 octobre 1937, p. 6.
145. *F.S.,* 2 janvier 1938, p. 4
146. *Vida,* 8 octobre 1938, p. 2.
147. *Nosotros,* 21 octobre 1937, p. 6 (plénum de la fédération nationale).
148. *C.N.T.,* cité par le *Boletin* (en italien), 25 juin 1938 ; voir aussi *Vida,* 8 octobre 1938, p. 4.
149. *Nosotros,* 15 mars 1937, p. 2 ; *B. I.,* 19 mars 1937 ; PEIRATS, *op. cit.,* p. 332 ; *C.N.T.,* Toulouse, 11, 15 octobre, 12, 26 novembre, 10, 17 décembre 1950.

juillet 1937, les paysans castillans de la C.N.T. étaient près de 100 000, il y avait 230 collectivités [150], et 1 000 collectivistes du Levant étaient venus instruire les Castillans [151].

En octobre 1937, l'organisation paysanne et les travailleurs de la distribution (13 000 environ) de la C.N.T. fusionnaient [152] et, à la fin de l'année, il y avait 300 collectivités [153]. L'organisation paysanne disposait de laboratoires d'essais et d'expérimentation supérieurs à ceux du ministère de l'Agriculture [154].

En octobre 1938, on comptait 300 collectivités, les plus grandes étant Membrilla (900 personnes) et Manzanares (700) dans la province de Ciudad Real, et Morata de Tajuna (1 200) dans celle de Madrid [155].

En avril, juin et août 1937, il y avait eu des heurts sanglants entre les collectivistes et les brigades communistes, entre autres celles de Lister [156].

Nous donnons la traduction d'un document définitif [157], puisqu'il est de mars 1939 (la guerre finit le 1er avril). Il permet de

« Fédération régionale des paysans et de l'alimentation du Centre.
Statistique des syndicats et des collectivités »

Province de Ciudad Libre

Fédérations communales	Syndicats				Collectivités			
	chiffres	absence	total	membres	chiffres	absence	total	membres
Alcazar de Cervantes	8		8	4 944	8	1	9	2 680
Almaden	10		10	1 287	5	1	6	292
Ciudad Libre	9		9	1 249	8		8	582
Infantes	14		14	2 749	4		4	168
Manzanares	11		11	7 787	2	4	6	1 570
Piedrabuena	11		11	1 007	2		2	59
Puertollano	25		25	4 363	13	2	15	1 272
Valdepeñas	7		7	3 045	4		4	988
Total	95		95	20 431	46	8	54	7 624

150. LEVAL, *op. cit.,* p. 290.
151. LEVAL, *op. cit.,* p. 291 ; *Acracia,* 2 juillet 1937, p. 1.
152. LEVAL, *op. cit.,* p. 296.
153. LEVAL, *op. cit.,* p. 290.
154. *Por qué...,* p. 87.
155. *Vida,* 8 octobre 1937, p. 4. Voir aussi PEIRATS, *op. cit.,* II, p. 96, 97 ; *Campo Libre,* 7 août 1937, p. 1, 2.
157. A.S., 2360 M.

corriger les estimations globales données antérieurement. Comme pour le Levant, nous compléterons par un essai statistique du pourcentage de collectiviste par rapport à la population. L'exactitude serait de comparer à la population active, puisque la collectivisation regroupait des adultes, mais, puisqu'il y avait aussi les familles, cette estimation reste très utile.

Les 46 collectivités dont nous connaissons le nombre de membres regroupent 7 624 personnes, ce qui donne une moyenne de 166 par collectivité. En prenant cette moyenne pour les 8 dont nous n'avons pas de données, nous aurions un total de 1 328 membres, et ainsi les 54 collectivités de la province compteraient 8 952 personnes. Si nous tenons compte du fait que la jeunesse se trouve depuis un certain temps au front, il n'est pas aventuré de penser que chaque collectiviste représente une famille, dans cette province comme dans les quatre autres.

Province de Cuenca

Fédérations communales	Syndicats				Collectivités			
	chiffres	absence	total	membres	chiffres	absence	total	membres
Belmonte	24		24	3 314	9		9	238
Cañete	28	10	38	1 816	5		5	158
Cuenca	32	1	33	2 371		2	2	
Huete	29		29	2 744	10	1	11	239
Motilla de Palancar	34		34	3 520	18	6	24	1 434
Priego	28		28	1 989	7	3	10	224
San Clemente	24	1	25	3 301	6	4	10	216
Tarancon	20		20	2 188	12	2	14	723
Total	219	12	231	21 242	67	18	85	3 222

Les 219 syndicats ont un total de 21 242 affiliés, ce qui donne une moyenne de 97 par syndicat. En acceptant cette moyenne pour les 12 syndicats sans données, nous aurions 1 164 membres. Donc nos 231 syndicats regrouperaient 22 406 affiliés.

Pour les collectivités, la moyenne est de 49, les 18 collectivités auraient 882 membres, et le total des 85 collectifs serait de 4 164 affiliés.

Province de Guadalajara

Fédérations communales	Syndicats				Collectivités			
	chiffres	absence	total	membres	chiffres	absence	total	membres
Brihuega	24		24	1 505	4		4	157
Cubillo (El)	10		10	799				
Guadalajara	17	1	18	930	14		14	611
Pastrana	25		25	3 203	2		2	242
Sacerdon	13	1	14	728		2	2	
Total	89	2	91	6 955	20	2	22	1 010

La moyenne d'affiliés est de 78 ; les 2 syndicats sans renseignements auraient 156 membres, et le total serait de 7 121.

Pour les collectivistes, la moyenne est de 50 par collectif, et les deux sans chiffres auraient 100 membres. Le total serait donc de 1 110.

Province de Madrid

Fédérations communales	Syndicats				Collectivités			
	chiffres	absence	total	membres	chiffres	absence	total	membres
Alcala de Henares	35	1	36	3 953	13	5	18	1 116
Colmenar Viejo	16	1	17	1 993	13		13	460
Torrelaguna	12	3	15	674	3		3	186
Villalba	7	4	11	1 089	1	1	2	16
Villarejo de Salvanés	18		18	6 267	15		15	4 457
Total	88	9	97	13 976	45	6	51	6 235

Nous avons 97 syndicats, dont 9 sans réponses. La moyenne d'affiliés est de 159. Les 9 syndicats en question auraient donc 1 451 membres, et le total général serait de 15 407 affiliés. Les syndicats de paysans de Villaverde et de Madrid (capitale) ne sont pas inclus, parce que la fédération de Madrid n'est pas formée, ni non plus les différentes sections du Conseil technique alimentaire. Le total des affiliés des paysans de Villaverde et de Madrid dans l'alimentation dépasse 12 000.

Il nous manque des réponses pour 6 collectifs, mais la moyenne des autres étant de 137 membres, ils auraient environ 822 membres. Le total complet des 51 collectivités serait donc de 7 057. Pour les raisons déjà indiquées, les collectivités de Villaverde et de Madrid n'apparaissent pas.

Province de Tolède

Fédérations communales	Syndicats				Collectivités			
	chiffres	absence	total	membres	chiffres	absence	total	membres
Mora de Toledo	13	13	26	2 321	7	1	8	498
Navalmorales (los)	7	11	18	1 182	2	1	3	85
Navas de Ricomalillo	11	10	21	981	2		2	38
Ocaña	8	4	12	1 498	6		6	350
Quintanar de la Orden	9		9	4 056	2		2	16
Villacañas	10	1	11	3 331	5	2	7	198
Total	58	39	97	13 369	24	4	28	1 185

Nous n'avons que 58 réponses pour 97 syndicats. La moyenne serait de 250 affiliés par syndicat et les syndicats manquants auraient 8 970 membres. Le total serait ainsi de 22 339.

Pour les 24 collectifs, la moyenne est 42 membres, et donc les 4 collectivités manquantes auraient 196 affiliés. Le total est alors de 1 381 pour les 28 collectifs.

Statistique des syndicats et des collectivités

Si nous examinons le résumé général en tenant compte des données correspondant à chaque province, nous comprenons facilement qu'il nous manque celles de 62 syndicats et de 38 collectivités, et les statistiques des syndicats de paysans de Villaverde et de Madrid (capitale), ainsi que des différentes sections du syndicat de l'alimentation de Madrid. Les totaux de 81 983 affiliés et de 19 336 collectivistes qui apparaissent dans le tableau ne reflètent donc pas la force véritable de notre fédération régionale. C'est pourquoi le chiffre global est plutôt la somme des données sûres et des estimations, comme nous l'avons fait en note pour chaque province, ce qui à notre avis répond le plus exactement à la réalité.

Province	Syndicats (nombre d'affiliés)			Collectifs (nombre de collectivistes)		
	chiffres	absence	total	chiffres	absence	total
Ciudad Libre	26 431		26 431	7 624	1 328	8 952
Cuenca	21 242	1 164	22 406	3 282	882	4 164
Guadalajara	6 965	156	7 121	1 010	100	1 110
Madrid (sans la capitale)	13 976	1 431	15 407	6 235	822	7 057
Tolède	13 369	8 970	22 339	1 185	196	1 381
Total	81 983	11 721	93 704	19 336	3 328	22 664
Villaverde (paysans)						
Madrid (capitale ; paysans, Alimentation)	12 000		12 000			
Total	93 983	11 721	105 704	19 336	3 328	22 664

Par conséquent, les affiliés de nos syndicats sont environ 105 704 et environ 22 664 familles vivent en régime de propriété collectivisée, chiffres très considérables, surtout en tenant compte de la situation militaire des provinces qui forment notre région.

Madrid, le 2 mars 1939.

Province de Ciudad Real

Localités	Population	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Alamillo	967	222*	23	
Alcázar de Cervantes	12 500	2 100(1)	17	C.N.T.-U.G.T.
Alcolea de Calatrava	1 715	40	2,3	
Alcubillas	1 100	30	3	
Aldea de Ascaso	3 150	200	7	
Alhambra	2 000	40	2	
Almaden	7 500	30	0.4	
Almagro	7 700	250	3,2	
Argamasilla de Alba	3 500	450	13	C.N.T.-U.G.T.
Brazatortas	1 340	156	12	
Cabezarrubias del Puerto	1 000	23	2.3	
Carrión de Calatrava	3 400	23	0.7	

Province de Ciudad Real

Localités	Population	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Campo de Criptana	10 200	150	1,5	
Daimiel	11 620	1 187	10	
Fuenllana	820	12	1,5	
Infantes	8 680	1 000	12	U.G.T.
Manmanares	11 140	2 000	18	
Membrilla	4 700	3 400	72	
Moral de Calatrava	1 500	90	6	
Piedrabuena	4 500	19	0,4	
Saceruela	760	18	2,4	
Santa Cruz de Mudela	6 730	700	10	
Solana	11 000	25	0,2	C.N.T.-U.G.T.
Villamanrique	2 400	12	0,5	
Villanueva de la Fuente	4 100	39	1	
Villanueva de San Carlos	670	65	10	

Nous avons 15 collectivités dans des localités supérieures à 2 500 habitants et 11 dans des cas inférieurs. Dans le premier cas, il y a de 0,2 à 72 % de collectivistes, avec 7 collectifs égaux ou supérieurs à 10 % ; tandis que, dans le second, il y en a de 0,5 à 10 %, avec seulement une collectivité égale à 10 %. Donc, tant en nombre qu'en pourcentage, l'autogestion était plus forte dans les localités importantes.

Province de Cuenca

Localités	Population	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Acebión	401	11	2,7	C.N.T.-U.G.T.
Alcázar de la República	800	54	7	
Atalaya de Cañavate	620	20	3	
Barajas	1 900	72	4	
Beteta	470	21	4,5	
Boniches	520	90	18	
Buendia	1 420	62	4	
Cañada del Hoyo	950	12	1	

Province de Cuenca

Localités	Population	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Cañavate	520	18	3	
Cañaveras	980	18	2	
Caracenilla	460	35	8	
Cardenete	1 550	312*	20	C.N.T.-U.G.T.
Casas de Garcimolina	380	20	5	
Castejón	920	24	3	
Castillejo de Garcimuñoz	950	137	14	C.N.T.-U.G.T.
Chumilla	300	12	4	
Fuentelespino de Moya	800	30	4	
Fuente de Pedro Naharro	2 000	26	1	
Garcinarro	1 100	61	6	
Huete	4 300	270(2)	6	
Iniesta	3 300	648*	20	C.N.T.-U.G.T.
Montalbo	1 300	10	1	
Motilla del Palancar	3 300	4	0,1	
Olmedilla	400	30	8	C.N.T.-U.G.T.
Pozorrubio	1 370	48	4	
Puebla de Amenara	1 270	64	5	
Rozalen del Monte	420	28	7	
Saelices	1 800	19	1	
Salvacañate	800	6	1	
Santo Domingo de Moya	640	10	2	
Talayuelas	1 100	106(3)	10	C.N.T.-U.G.T.
Tarancón	6 200	320(4)	5	C.N.T.-U.G.T.
Torrubia	1 300	130	10	
Tresjuncos	1 500	75	5	
Tribaldos	730	16	2	
Valparaíso del Abajao	730	15	2	C.N.T.-U.G.T.
Valparaiso de Arriba	500	14	3	
Villalgordo del Marquesado	370	25	7	
Villar del Aguila	436	5(5)	1	
Vilsares del Saz	1 200	13	1	
Zarza de Tajo	1 000	23	2	

Le nombre important de petites localités saute aux yeux : pour celles de moins de 950, elles ont de 1 à 18 % de collectivistes, et seules trois collectivités ont 10 % ou plus de la population sur un ensemble de 22. Une proportion semblable apparaît avec les localités de 951 à 2 500 habitants : de 1 à 20 % de collectivistes, seuls trois collectifs sur 15 ont 10 % ou plus. Il y a quatre localités plus importantes, avec de 0,1 à 20 %, un collectif a 20 %, les autres 0,1 et 6 et 5. A la différence de Ciudad Real, les pourcentages sont très bas dans les petites et les grandes localités.

Province de Guadalajara

Localités	Population	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Azuqueca	410	45 (6)	11	
Barriopedro	130	6	5	
Brihuega	2 880	300* (7)	14	C.N.T.-U.G.T.
Chiloeches	1 700	46	3	
Fuentenovilla	650	119	18	
Galápagos	380	56	15	
Heras de Ayuso	200	31	15	
Hontanares	180	8	5	
Illana	1 700	30	2	
Marchamalo	1 320	149 (8)	11	U.G.T.
Piaz	335	22	6,5	
Quer	200	29	15	
Romancos	730	30	4	
Torija	180	90* (9)	50	C.N.T.-U.G.T.
Torrejón	500	136	27	
Valdeaveruelo	100	28	28	

12 collectivités sur 16 sont dans des villages de moins de 950 habitants, avec de 4 à 50 % de collectivistes, et 8 ont 10 % ou plus, et 2 plus de 25 %.

Province de Madrid

Localités	Population	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Ajalvir	780	25	3	
Alcobendas	1 300	16	1	
Arganda	4 000	40	1	
Barajas	1 400	50	4	
Becerril	600	19	3	
Belmonte	1 120	243	22	
Boalo	100	8	8	
Brea	870	70	8	
Camarma	400	50	12,5	
Carabaña	1 960	375	19	
Chamartín	560	50	10	
Chinchón	5 200	48	1	
Daganzo	660	84	13	
Fuente del Saz	780	56	7	
Fuentidueña	640	50	8	C.N.T.-U.G.T.
Hortaleza	840	8	1	
Meco	980	230	23	C.N.T.-U.G.T.
Miraflores	1 800	400	22	
Molar	1 740	50	3	
Moralzarzal	810	33	4	
Morata de Tajuña	3 650	1 200	33	
Perales de Tajuña	1 880	250	13	
San Agustín	930	40	4	
Talamanca	550	100	18	
Tielmes	1 550	750	48	
Titulcia	630	45	7	
Valdeavero	560	136	24	C.N.T.-U.G.T.
Valdetorres	1 030	78	7	
Valdilecha	1 880	66	4	
Villaconejos	2 100	90&	4	
Villamanrique	700	45	6	

Sur 31 localités, 28 sont inférieures à 2 500 habitants, avec de 1 à 48 % de collectivistes, 11 étant égales ou supérieures à 10 %, et une seule dépasse les 25 %. Les trois collectifs dans des localités plus grandes ont 1, 1 et 33 %.

Province de Tolède

Localités	Population	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Belvis	3 500	90 &	3	
Cabañas de Yepes	1 000	120 &	12	
Cuerva	1 400	66 &	5	

Province de Tolède

Localités	Population	Collectivistes	Pourcentage	Présence de l'U.G.T.
Dosbarrios	2 500	588 &(10)	23	
Huerta de Valdecarábanos	2 400	216 &	9	
Madridejos	1 000	8	0.8	
Ocaña	6 600	120 &	2	
Roméral	2300	180 &	8	
Santa Cruz de la Zarza	5 400	48 &	0.9	
Toboso	2 300	225 &	10	C.N.T.-U.G.T.
Villacañas	7 800	696 &	9	
Villafranca de los Caballeros	4 500	216 &	5	
Villanueva de Bogas	1 000	48	4.8	
Villarrubio de Santiago	3 700	207	6	
Villatobas	3 700	40	1	

Nous avons 15 cas, et 8 dans des populations de moins de 950 habitants, avec de 0,8 à 23 % de collectivistes, 3 collectifs égalent et dépassent les 10 %.

Résumé statistique

Population	C.R.	Cuen.	Guad.	Mad.	Tol.	total	%	total du Levant
950	3	24	11	16	—	54	41	10
951-2 500	8	15	3	12	8	46	35	37
2 501-5 000	6	3	1	2	4	16	12	31
Plus de 5 000	9	1	—	1	3	14	10	17
Total	26	43	15	31	15	130	98	95

(1) Souchy, dans *Timon*, septembre 1938, donne 1 000 collectivistes ; *El productor libre* écrit 900, 15 mai 1937 ; nous choisissons le chiffre de 700 (A.S.).
(2) *Campo Libre*, 1er janvier 1938.
(3) Deux données différentes, A.S. : 106 et 36.
(4) Chiffres différents, A.S. : 210 et 320.
(5) Souchy, *Timon*, septembre 1938.
(6) Cette collectivité était tenue pour un modèle avec 75 % de collectivistes (*Campo Libre*, 30 juillet 1937, p. 4, 5), avec une augmentation de la production de 400 % (*Nouvelle Espagne antifasciste*, 27 janvier 1938, p. 6). Gomez Casas, dans *Historia del anarcosindicalismo español*,

Les collectivités castillanes concernaient des villages petits ou moyens — sauf Ciudad Real — où les pourcentages étaient généralement peu importants, ce qui contraste totalement avec le Levant. L'absence presque totale de l'U.G.T. surprend : 17 cas C.N.T.-U.G.T. et 2 U.G.T. Cependant, la F.E.T.T. déclarait « très rares sont les villages de la province de Tolède qui ne soient pas collectivisés » [158], et annonçait 98 collectifs pour Ciudad Real [159].

Conclusions et estimations générales

Il faut d'abord remarquer que presque tous les renseignements viennent de la C.N.T., encore que l'U.G.T. ait eu également autant ou plus d'importance dans de nombreuses provinces. Nos calculs sont par conséquent provisoires et minimaux.

Ensuite, nous devons souligner la grande absence de chiffres sur l'ensemble de l'autogestion industrielle, notamment l'industrie de guerre.

Malgré tout, nous pouvons ordonner nos données :

Andalousie. Le chiffre minimum de collectivités est de 120 et le maximum de 300, en prenant une moyenne de 210 avec 300 personnes dans chacune, nous aurions 63 000 personnes.

Aragon. Le chiffre de 450 collectivités avec 300 000 habitants est acceptable. En outre, l'U.G.T. avait une certaine force, avec 31 collectifs à Huesca [160].

Santander. Les chiffres cités, bien que minimaux, peuvent être retenus : une centaine de collectifs et 13 000 personnes. Pour les Asturies, nous n'avons rien.

Catalogne. Il y eut au minimum 297 collectivités agricoles et

Madrid, 1968, p. 221, indique que le comte de Romanones fut surpris par la bonne gestion de la collectivité (appelée aussi Miralcampo).
(7) *B.I.*, 11 décembre 1937 (Peirats, *op. cit.*, I).
(8) *Colectivismo*, janvier 1938.
(9) *B.I.*, 16 décembre 1937 (Peirats, *op. cit.*, I).
(10) *Campo Libre*, 7 août 1937, p. 4, 5, indique 220 membres.
158. *Colectivismo*, 17 décembre 1938.
159. *Colectivismo*, 1er mai 1938.
160. *Colectivismo*, octobre 1938.

au maximum 400. Si nous prenons 350 avec 200 personnes en moyenne, nous avons 70 000 membres. Pour l'autogestion industrielle, vu la loi, l'ensemble des ouvriers était concerné, mais le chômage était important. En prenant 80 % des 700 000 ouvriers qu'il y avait dans la province, nous aurions 560 000 personnes, c'est-à-dire avec la famille, un minimum de 1 020 000.

Centre. 240 collectifs agricoles avec 22 664 familles, soit un minimum de 67 992 personnes ; et sans doute autant de collectifs ugétistes avec autant de membres. Il y aurait donc environ 176 000 personnes impliquées dans l'autogestion agricole. De nombreuses collectivités industrielles existaient dans la capitale et certaines villes ; un minimum de 30 000 personnes paraît logique.

Estrémadure. Le chiffre de 30 collectifs avec 200 personnes, soit 6 000, doit être un maximum pour la C.N.T. et aussi 1 U.G.T.

Levant. Notre estimation actuelle est de 503 collectifs au minimum dans l'agriculture, touchant 130 000 personnes. Dans l'industrie, le chiffre minimum et hypothétique de 30 000, comme dans le Centre, semble raisonnable.

Total. 758 000 dans l'agriculture et 1 080 000 dans l'industrie, ce qui nous donne, par conséquent, *1 838 000, chiffre minimum.*

Cette estimation corrige ce que nous avons publié en 1970 (2 440 000 et 3 200 000) et correspond à celle de V. Richards [161] (1 500 000), mais s'oppose radicalement à celles de G. Leval trois millions (1952) et dernièrement « six, sept, huit millions [162] ».

161. Richards, *op. cit.*, p. 121.
162. *Espagne libertaire,* 1971, p. 12.

5

L'organisation nationale de l'autogestion

La C.N.T.-F.A.I. avait prévu une application immédiate de son programme économico-social. Malgré le changement d'orientation des hautes sphères, la base resta fidèle au critère anarchiste : « Nous croyons qu'un projet de collectivisation doit contenir un sentiment totalitaire dans son programme, mais, dans son exécution, il doit suivre un processus d'échelonnements pour réaliser par étapes une solution de continuité [1]. »

Malheureusement, les efforts locaux ne purent être appréciés qu'à partir de janvier 1937 (voir la chronologie en annexe), et cela bien après que les dirigeants de la C.N.T.-F.A.I. aient mis les militants devant les faits accomplis de la collaboration, c'est-à-dire offrir l'économie à la bourgeoisie républicaine.

Les organismes nationaux se formèrent tard, comme en juin 1937 pour l'agriculture, et seulement en janvier 1938 un congrès économique élargi posa les problèmes de la nouvelle économie : « Cette année et demie de retard eut des consé-

1. Federacion de la Industria Textil catalana, matériel d'études, début 1937, archives privées.

quences fatales pour une des plus belles expériences de l'histoire révolutionnaire [2]. »

Quelle fut la base économique de l'autogestion ? Très mauvaise dans l'ensemble, car le pays connaissait déjà un chômage très important. Il ne semble pas que les gouvernements de Madrid et Barcelone y aient prêté beaucoup d'attention. La conscription militaire résolut le problème, tout en posant un problème de main-d'œuvre déficitaire dans certaines industries, en particulier celles liées aux armements. En effet la coupure de l'Espagne en deux zones détruisit le réseau d'échange traditionnel. Avec les bombardements, l'énergie électrique fut réservée aux usines de guerre. Les citations qui suivent se font l'écho de ces problèmes pressants : « Les trois cinquièmes des marchés intérieurs sont aux mains des factieux [...]. Presque les deux tiers de nos travailleurs [en Catalogne] vivent d'un régime de subsides plus ou moins officiel [3]. » « [En Catalogne] il y a une quantité extraordinaire d'entreprises collectivisées et privées dont les ouvriers passent la plus grande partie de la journée sans rien faire [4]. » « [Plénum de l'industrie textile d'Espagne.] Le délégué catalan : Il n'est pas possible d'éviter la catastrophe à cause du manque d'électricité, de colorants et de laines. Mais en définissant le problème, il affirme que la vérité est qu'il faut s'adresser au gouvernement. Nous n'avons pas de travail. Le gouvernement n'a pas de devises, et s'il en a, c'est pour du matériel de guerre. Voilà la réalité incontestable [5]. »

En plus de la lutte militaire, des antagonismes politiques, l'autogestion se heurta tout de suite à certains abus, rapidement excités et appuyés par le P.C. Plusieurs gros titres de la presse confédérale permettent de suivre cette réalité : « Soit à cause du manque de denrées, soit à cause de l'esprit égoïste des commerçants, le prix des articles de consommation courante a augmenté

2. PEIRATS, *Examen crítico-constructivo del movimiento libertario español*, p. 90 ; *Combat syndicaliste*, 15 octobre 1964.
3. FÁBREGAS, *Vuitanta dies al gobern de la Generalitat*, p. 85.
4. *Butlleti Interior de la U.G.T.*, 15 janvier 1937.
5. *Memoria* (imprimé), novembre 1938, p. 20, 21 (A.S.).

notablement depuis le début de la lutte contre le fascisme [6]. » « Le prix scandaleux des produits [7]. »

L'article d'Augustin Souchy, « *Problemas economicos de la revolucion* [8] », peut nous servir de synthèse, et les grandes lignes en sont : « Il y a des phénomènes qui nous rappellent la désorganisation capitaliste et qui sont les suivants : [...] 1) Les paysans et les collectivités agraires ne reçoivent pour leur production pas plus que ce qu'ils touchaient avant le 18 juillet 1936 [...]. Les prix des produits industriels montent à une allure vertigineuse. 2) Les différences injustifiées entre les revenus des travailleurs. Les entreprises collectivisées payent 120, au maximum 140 pesetas par semaine, et les collectivités rurales 70 en moyenne. Les ouvriers de l'industrie de guerre touchent 200, plus même, par semaine. Il ne serait donc pas étonnant que les collectivités perdent leur pouvoir d'attraction sur les travailleurs. 3) Beaucoup de marchandises ne peuvent être obtenues dans le commerce public [...]. Notre économie, en outre, n'est pas aussi homogène et complète que la russe [9], parce que nos collectivités, nos coopératives, etc., dans les villes et les campagnes, *n'englobent à peine que la moitié de l'économie du pays*. Une partie considérable est encore aux mains de la petite bourgeoisie. Il est évident que sa situation, dans bien des cas, n'est pas meilleure aujourd'hui que celle des travailleurs ; mais leur ensemble commercial échappe au contrôle des organisations prolétaires. Le panneau " contrôlé par l'U.G.T. et la C.N.T. " est dans la plupart des cas plus fictif qu'effectif. »

Malgré une certaine exagération à la fin, le jugement de Souchy est juste et les contradictions économiques qu'il dénonce sont le résultat logique des reculs continuels.

Un problème vital fut celui des salaires. La I^re^ Internationale avait déjà connu le débat entre les collectivistes et les communistes, ces derniers étaient partisans de la formule « à chacun

6. *S.O.*, 27 septembre 1936, p. 1.
7. *F.S.*, 10 décembre 1936, p. 1.
8. *S.O.*, 2 février 1938, p. 3.
9. L'allusion à l'Union soviétique comme modèle économique est caractéristique du réformisme et de la politisation aux dépens des travailleurs.

selon ses besoins » pour éviter radicalement l'inégalité économique qui resurgirait avec le collectivisme « à chacun selon son travail ».

Kropotkine a expliqué très clairement la position de Bakounine dans *La Conquête du pain* en dénonçant Marx comme partisan de la hiérarchie des salaires (dans la *Critique du programme de Gotha*). Avec les salaires de l'autogestion en Espagne, le débat marxisme-anarchisme se posa à nouveau. Les anarchistes défendaient en partie la position de Kropotkine, en abolissant l'argent dans beaucoup de villages d'Aragon. Mais, en fait, ils défendaient le maintien du salaire en lui enlevant son caractère de stimulant et de différenciation entre les travailleurs, « car il ne faut pas chercher à inciter les travailleurs dans la production par le système d'une rétribution plus forte selon la sorte de travail à faire ; il y a d'autres moyens pour obtenir du producteur un rendement normal, selon ses forces et ses capacités, totalement séparés de nécessités du type organisation en hiérarchies de rétribution de l'échelle des salaires. Et nous disons type, car dans le cas de la spécialisation — qui se généralise de plus en plus, la presque totalité des ouvriers serait en droit d'exiger de telles rémunérations... »

C'est à cette conception kropotkinienne qu'appartiennent les essais de salaire unique dans plusieurs entreprises de Barcelone, essais qui ne convainquirent pas tous les cénétistes, comme on peut le déduire du compte rendu du congrès de la fédération régionale catalane en février-mars 1937 : « Certains ne peuvent abandonner leurs préjugés et ne peuvent accepter qu'un architecte et un maçon puissent gagner autant qu'un paysan. Tant que nous n'abandonnerons pas ces idées égoïstes, nous n'aurons en définitive rien fait de pratique [11]. »

A côté de cas extrêmes d'antibureaucratisme (« Les membres du conseil administratif touchent chaque quinzaine 22 pesetas de moins que les autres collectivistes [12] »), d'anti-hiérarchisation (« Badalona demande que la catégorie des manœuvres soit abo-

10. *Memoria del pleno nacional del Agua, Gas* (imprimé), septembre 1937, p. 39.
11. *Memoria* (imprimé), p. 58.
12. Tomelloso — Ciudad Real —, in *Campo Libre*, 11 septembre 1937, p. 5.

lie. Cela n'est pas pris en considération [13] »), une application généralisée du salaire familial se fit place : « Le salaire juste est le familial, parce que c'est la manière d'arriver à la justice. Le salaire familial sera toujours un avantage pour tous ceux qui sont vraiment dans le besoin [14]. » « Le miracle si espéré et compris par tous, le salaire familial [15]. »

La grande critique contre ce système — d'un point de vue anarchiste — est que les femmes ne furent presque jamais considérées égales aux hommes, en dépit de quelques reproches de *Mujeres Libres* (voir le livre édité par Mary Nash). Les communistes protestaient également en vain. Dans presque aucun collectif de la C.N.T. ou de l'U.G.T. nous n'avons trouvé d'égalité de salaires. De toute façon, même cette mesure aurait été injuste, car la journée de travail de la femme comprend aussi les tâches ménagères. Jusqu'à présent, aucun pays n'a dépassé ce niveau [16].

L'opposition la plus forte provint de certains travailleurs de la C.N.T. soit par différence théorique, soit à cause de la pression du niveau de vie. Ainsi à Paret del Vallès — Barcelone —, deux ouvriers agricoles de la C.N.T. quittèrent l'organisation et la collectivité pour adhérer à l'U.G.T., parce qu'ils ne voulaient pas travailler pour six pesetas par jour [17]. A Carabana — Madrid —, la collectivité augmenta le salaire jusqu'à 15 pesetas, alors que dans les autres il était de 6 ou 8 ; après intervention de la fédération régionale, il fut réduit à 10 pour éviter un déséquilibre.

Mais le problème le plus grave fut celui des techniciens : un double mouvement se forma. D'une part, il y eut un certain ressentiment des travailleurs manuels, qui se manifesta sous la forme de reproches contre les techniciens à cause des hauts salaires perçus avant le 19 juillet et, par conséquent, de refus de nouvelles augmentations pour les techniciens : « Un autre délégué de Catalogne regrette qu'une fois de plus — et il y en

13. *Memoria del pleno de Luz y Fuerza* (imprimé), janvier 1937, p. 53.
14. *Ibid.*, p. 51.
15. *Memoria du plénum de fédérations locales et communales paysannes du centre* (imprimé), 25 octobre 1937, p. 45.
16. Pour l'U.R.S.S., voir *La Documentation française-U.R.S.S.*, 7 septembre 1973, n° 190-191.
17. 9 novembre 1936 ; A.S., 2052.

eut beaucoup — les techniciens vont être plus touchés que tout le monde, puisque depuis le 19 juillet 1936, ils sont les seuls auxquels on a baissé le salaire [18]. » D'autre part, vu la politique de l'U.G.T. d'augmentation des salaires, il y avait une « manœuvre », « pour les inciter à partir et abandonner les ouvriers manuels [19] ».

Une solution mixte fut adoptée dans les chemins de fer de Catalogne : a) rémunération unique de 5 000 pesetas annuelles ; b) pour préserver un intérêt pour le personnel technique, il recevra un supplément de 2 000 pesetas annuelles [20].

La C.N.T. suivit et justifia cette tendance durant le congrès économique élargi de janvier 1938 à Valence : « reconnaissant des besoins complémentaires entre les différentes catégories professionnelles, nous proposons également de les reconnaître dans la circonstance [21], mais dans l'avenir il faudra tendre à effacer les différences de rétribution entre les travailleurs. Donc après ces considérations élémentaires, nous proposons au plénum : [...].

— Catégorie de base. Manœuvre X.
— Première catégorie supérieure. Ouvrier : 20 % d'augmentation.
— Seconde catégorie supérieure. Ouvrier spécialisé : 40 % d'augmentation.
— Troisième catégorie supérieure. Technicien auxiliaire : 70 % d'augmentation.
— Quatrième catégorie supérieure. Technicien directeur : 100 % d'augmentation [22]. »

Cette décision fut bien dépassée dans la réalité. Dans le bâtiment à Barcelone, l'échelle des salaires était en mars 1938 : manœuvre, 150 pesetas par semaine ; ouvrier qualifié, 180 (20 % d'augmentation) ; dessinateur, 675 (350 %) ; chef de chantier,

18. *Memoria del pleno nacional Agua, Gas* (imprimé), septembre 1937, p. 43.
19. *Memoria du plénum de l'électricité* (imprimé), janvier 1937, p. 73.
20. *Guerra di classi*, 17 octobre 1936, p. 3.
21. L'emploi de ce style justifie des compromis : Salvador Segui en 1919, Pestaña en 1934...
22. *Acuerdos del pleno...* ; PEIRATS, *op. cit.*, III.

aide-chef de chantier, 900 (500 %) ; architecte, ingénieurs, 1 500 (900 %) [23].

On observe la même tendance dans l'autogestion agricole.

Si le salaire journalier dans le Levant oscillait entre 1,50 et 4 pesetas en avril 1937 (ce qui donne un salaire mensuel maximum de 39 et 104) les membres du comité régional de la F.A.I. recevaient 400 (925 et 284 % d'augmentation) [24].

Comme élément de comparaison, dans un congrès de la F.E.T.T.-U.G.T. de février 1938 à Alicante, les secrétaires touchaient 750 pesetas [25] ; étant donné que le salaire journalier devait être alors de 6 ou 8, nous aurions par mois 156 et 208 pesetas, ce qui fait 380 % et 260 % d'augmentation pour la hiérarchie.

Il est juste de remarquer que, dans le Centre, la fédération paysanne n'atteint pas ces pourcentages, puisque le secrétaire général percevait 560, contre 933 pour un agronome en février 1939 [26].

L'U.G.T. ne pouvait avoir les mêmes contradictions que la C.N.T., puisque le marxisme accepte l'échelonnement des salaires. Ainsi, en Catalogne, avant son troisième congrès, l'U.G.T. écrivait : « Le congrès doit se prononcer catégoriquement contre le salaire unique et contre le salaire appelé familial, parce qu'elle les considère anti-économiques et en contradiction absolue avec les besoins de la vie quotidienne des travailleurs [27]. »

Le retard tactique de cette orientation — absente en 1936 — est caractéristique. Une critique plus claire encore : « Le salaire unique enlève le stimulant de la spécialisation aux ouvriers, puisqu'ils ne voient pas de compensation. A Lérida, nous avons l'exemple du bâtiment. La collectivité a établi le salaire égalitaire entre tous les travailleurs, mais au bout de quelques jours les ouvriers qualifiés ne voulaient plus faire leur travail spécifique. » « [Le salaire familial] ne nie pas seulement la récompense et la rétribution de l'ouvrier mieux formé et la possibilité de se spécialiser, mais ceux qui n'ont pas de culture

23. *Boletin del sindicato unico del ramo de la construcción.*
24. *Memoria du plénum de la F.A.I. du Levant* (imprimé), p. 95, 96.
25. *Memoria* (imprimé), p. 73.
26. A.S., 1703 M.
27. *B.I. de la U.G.T.*, 15 septembre 1937.

moyenne ne se soucieraient que d'avoir un grand nombre d'enfants pour gagner plus, sans s'occuper des conséquences que cela pourrait avoir, non seulement pour leur famille, mais pour l'économie en général [28]. »

Si la critique du manque de stimulant peut se comprendre, curieuse est l'appréciation sur les ouvriers de « culture moyenne » qui se mettraient à multiplier leurs enfants pour avoir plus d'argent, parce qu'elle suppose un primitivisme mental totalement séparé de la conscience politique qui avait permis juillet 1936 et l'appropriation des moyens de production, de la part d'ouvriers, même et surtout ceux de « culture moyenne ».

Les affiliés à l'U.G.T. furent sans doute assez contraires à cette propagande, puisque dans une brochure du premier congrès de la « federació sidero-metalurgica de Catalunya » de 1938 le même thème était repris. On expliquait comment améliorer la production, avec les primes d'abord et ensuite « d'autres moyens de stimulation » comme les « championnats, les paris d'émulation, les brigades de chocs, les avancements, la promotion à des postes de plus grande responsabilité, mieux rétribués, des mentions dans la presse, des autorisations, des voyages, etc. [29] ». C'est la description banale de l'arsenal du marxisme-léninisme, perfectionné par Staline : « On ne peut tolérer qu'un ouvrier de laminoir gagne autant qu'un balayeur. On ne peut tolérer qu'un chauffeur de locomotive reçoive le même salaire qu'un copiste. Marx et Lénine disent que la différence entre le travail qualifié et non qualifié persistera encore dans le système socialiste, et même après la suppression des classes, et que seulement avec le communisme cette différence devra disparaître. C'est pourquoi, même sous le socialisme, le salaire doit être selon le travail fourni et non selon les besoins [30]. »

L'existence de l'autogestion espagnole, c'est-à-dire de la maturité des travailleurs dément la nécessité d'un contrôle, de stimulants aussi stricts, surtout lorsque nous constatons que, pour presque chaque décision économique et politique, les dirigeants, tout aussi bien les anarchistes que les marxistes, commirent des erreurs grossières et incompréhensibles.

28. U.G.T. Lérida, *Informe* (imprimé), 24 août 1937, p. 29.
29. *Memoria* (imprimé), p. 74.
30. *Cuestiones del leninismo,* 1931, p. 420, 421.

Le véritable problème n'est pas le stimulant, mais le pouvoir du travailleur. Si la base contrôle, elle sait alors se sacrifier. Si elle n'a pas le pouvoir, la base n'admet pas d'être sacrifiée. Aussi passe-t-elle à l'insurrection quand elle n'en peut plus, comme à Berlin-Est, en Pologne, Hongrie, etc. A la propagande léniniste de l'Est, de Cuba et d'Asie, on peut répondre avec Nelson P. Valdès : « La basse productivité, l'absentéisme dans le travail et ce qu'on appelle l'indiscipline ne sont pas le résultat de la conscience insuffisante des hommes et des femmes qui travaillent chaque jour, mais la conséquence directe d'un gouvernement révolutionnaire qui a distribué des bénéfices sociaux, mais n'a pas distribué le pouvoir. Comme les travailleurs ne prennent pas de décision, ils ne se sentent pas responsables. Comme avant, ils reçoivent des ordres d'en haut et ils vendent leur travail à ceux qui contrôlent les moyens de production [31]. »

La C.N.T. chercha très tôt à définir sa position sur un plan global d'économie privée et autogestionnaire. « Les organisations ouvrières, en particulier la C.N.T. et le mouvement anarchiste, doivent se préparer à réaliser toute une œuvre de reconstruction économique, qui devra aller de la *collectivisation* à la *socialisation* des terres, des mines et des industries [32]. »

Peiro définit mieux cette conception : « Si la socialisation est opérée par l'Etat, alors dans ce cas ce n'est qu'une nationalisation ; si ce sont les syndicats qui procèdent à la nationalisation de la richesse, c'est-à-dire de ses sources de création, indubitablement c'est une socialisation. La différence, en tout cas, consiste en ce que ce soit l'Etat ou les syndicats qui le fassent, le seul problème est que les syndicats soient en mesure de le faire [...]. Les syndicats sont-ils prêts pour cette grande action socialiste ? [...] Je dis résolument que non. Et ils ne le sont pas parce que l'économie des industries, étroitement liée à celle de l'agriculture, est un tout dans toute l'extension de l'Espagne. Nous en avons une bonne preuve dans les phénomènes économiques que la guerre produit en désarticulant l'économie du pays [...] ;

31. « Burocracia y socialismo en Cuba », *Aportes,* Paris, janvier 1972, p. 51.
32. « Cual ha de ser la actitud de la F.A.I. en el momento presente », *S.O.,* 5 août 1936.

ils sont dus, plus qu'à la guerre, au fait que la moitié de l'Espagne est économiquement isolée de l'autre moitié. [...] Les fédérations nationales d'industrie, conçues et si souvent mises en place dans les milieux confédéraux, ont été adoptées par l'U.G.T., ce qui veut dire qu'en admettant que cette centrale arrive à se séparer du Parti socialiste ouvrier espagnol les syndicats ugétistes, s'ils désirent la socialisation en marge de l'Etat, seront mieux placés pour mener à bien cette œuvre de transformation. [...] Lorsque nous parlons de socialiser, seules quelques industries locales peuvent échapper à la nécessité de le faire nationalement. Pour ce faire, il faut penser d'abord aux organes adéquats à la socialisation : les fédérations nationales d'industrie, sans aller plus avant dans l'économie [33]. »

Jusqu'à cette période la C.N.T. se fondait sur les syndicats uniques par branche, ce qui n'englobait pas toutes les activités économiques : « Par exemple, la branche du transport, qui était plutôt une activité solidaire des différentes industries qu'elle servait, subsistait comme un corps syndical autonome [34]. »

Avec la préparation des fédérations d'industrie, il y eut des problèmes de rivalités, de querelles, plus ou moins profondes entre différentes corporations : « J'ai déjà dit que lorsque nous avons structuré les syndicats uniques nous nous sommes heurtés à la même chose. Chacun défendait sa petite chapelle, pourrait-on dire. Maintenant, les difficultés surgissent avec la structuration des syndicats d'industrie [35]. »

Mais le problème le plus profond et le plus inquiétant fut celui de la déviation de « l'économie au seul niveau de l'entreprise » : « Nombreuses sont les entreprises collectivisées qui ont eu comme souci primordial d'augmenter les salaires et même de baisser les heures de travail, en percevant des salaires correspondant à des journées chômées. On agissait comme si la lutte contre l'entreprise bourgeoise continuait [36]. »

La réaction vint de la base elle-même : « Le syndicat du bois [de Barcelone], avec un vaste sens des responsabilités, nous ren-

33. « Necesitamos saber lo que hacemos », *S.O.*, 17 janvier 1937, p. 3.
34. PEIRATS, *op. cit.*, II.
35. *Memoria del congreso de sindicatos de Cataluña* (imprimé), mars 1937, p. 75.
36. *B.I. de la U.G.T.*, novembre 1937, n° 21-22.

dant compte du moment, nous avons voulu ne pas suivre seulement la marche de la révolution ; nous avons voulu la canaliser en tenant compte de notre économie, l'économie du peuple. C'est pourquoi nous avons recueilli tous les petits propriétaires, les patrons insolvables, sans moyens de vie ; nous nous sommes chargés des ateliers microscopiques, composés d'un nombre insignifiant d'ouvriers, *sans leur demander à quelle centrale syndicale ils appartenaient,* en ne voyant en eux que des ouvriers qui étaient inactifs et lésaient l'économie. [...] Nous avons monté des ateliers confédéraux de deux cents travailleurs et plus, comme il n'y en avait jamais eu à Barcelone et très peu dans le reste de l'Espagne. [...] Nous avons accepté la collectivisation de toutes les industries, mais avec une seule caisse, et en obtenant la répartition équitable. Ce que nous n'acceptons pas, c'est qu'il y ait des collectivités pauvres et des riches [37]. »

Nous trouvons la même ardeur dans la *concentration* des ateliers et des centres de travail (des chemins de fer aux coiffeurs de Barcelone) dans les villes et les campagnes (usage de machines, création ou extension de l'irrigation, exportation unifiée des agrumes), dans la *solidarité* et l'entraide à l'intérieur d'une fédération et entre les fédérations (le conseil d'Aragon, surtout) et dans la *coordination* pour résoudre les conflits et unir les efforts.

D'un point de vue global, nous ne savons pas pour le moment quelle tendance — l'égoïsme ou la solidarité — fut la plus importante. Les anarchistes sont parfois très sévères, et nous donnons ce qui suit comme un témoignage, non comme une vérité : « A Barcelone et dans presque toutes les villes de Catalogne, chaque usine travaille et vend ses produits pour son propre compte ; chacune cherche des clients et concurrence les usines rivales. Un néo-capitalisme ouvrier est né. L'usine qui avait trouvé dans les magasins du capitaliste ou du patron réquisitionné ou assimilé comme technicien par le comité de gestion, d'abondantes matières premières, produit à plein rendement. D'autres, moins heureuses, diminuent leur production et le standard de vie des travailleurs. D'autres, enfin, doivent fermer, et le gouvernement catalan paie les travailleurs à ne rien faire.

37. *B.I.*, 25 décembre 1936 ; cité par PEIRATS, *op. cit.*, I.

« Dans le commerce, ce même néo-capitalisme apparaît, à une moindre échelle. Les comités naissent dans tous les commerces, toutes les maisons. L'ex-propriétaire, même, en fait partie. Et employés et propriétaires réunis se mettent d'accord pour exploiter le client.

« Le comité apparaît donc avec tous ses défauts, qu'il ne faut pas cacher. Mais, dans cette première période, c'est cependant la seule manifestation de continuité de la vie, puisque les patrons, d'un côté, les syndicats, de l'autre, n'entreprennent rien. Et la vie ne peut s'arrêter. [...]

« Nous connaissons des cas, à Barcelone, où les représentants du syndicat qui essayait de prendre les comités d'usines déficitaires — et qui ne devaient pas l'être — furent reçus les armes à la main. Dans d'autres cas, où l'intervention était justifiée par un excédent de bénéfices qui aurait pu être utilisé pour aider des entreprises involontairement déficitaires, la même chose se passa. [...]

« La grande leçon de cette expérience, *qui s'étend sur trois ans,* est que dans l'ensemble (en admettant cependant qu'il y eut des cas d'exception dont nous n'avons pas eu connaissance) les comités nés de la révolution [...] eurent donc des résultats absolument négatifs qui menèrent l'économie à la ruine et donnaient naissance à de nouvelles formes d'égoïsme et d'exploitation. En ce qui concerne les syndicats, quand ils osèrent socialiser, à Madrid, dans le Levant ou en Catalogne, on constate des succès satisfaisants dans l'économie, la liberté, la justice [38]. »

Il est évident que ce jugement est imprégné d'anarcho-syndicalisme opposé aux comités « sans étiquettes » et il porte en soi le germe de la déviation marxiste ou autoritaire de croire que la masse se trompe toujours, si elle n'est pas dirigée par le comité de tel ou tel groupe. C'est ce qui se passa avec la C.N.T. au niveau des collectifs — qui se défendirent comme on le verra — et au niveau des militants (voir en conclusion l'opinion de Pouget).

Le livret d'ouvrier ou livret professionnel est un système de contrôle de la capacité, de la morale et des lieux où la personne

38. G. Leval, *L'Attività sindicale nella trasformazione sociale,* Milan, 1948, p. 36-40.

a travaillé. La création semble correspondre au Second Empire français et son application fut policière jusqu'à son abolition en 1890. Mais, à partir des années trente, les fascistes italiens et allemands appliquèrent de nouveau ce système. M.R. Vazquez le jugeait ainsi : « Le carnet professionnel facilite le contrôle par l'Etat de tous les ouvriers et lui donne un fichier abondant pour en faire usage au moment opportun en éliminant de l'état social ceux qui le gêneront [39]. »

Subitement au début de 1937, les deux centrales U.G.T. et C.N.T. commencèrent à se décider pour le livret professionnel. Il y eut d'abord le carnet d'identité confédérale avec « l'industrie où il travaille, lieu de naissance, date où il a commencé à travailler dans l'industrie mentionnée [40] ». Ensuite, Madrid et Barcelone imposèrent le certificat de travail à tous les citoyens [41]. Et, fin 1937, une propagande commença dans la C.N.T. en faveur d'un certificat de travail confédéral, avec le slogan et le prétexte que : « Aucun véritable travailleur ne peut être gêné qu'on exige de lui tous les rapports nécessaires pour vérifier son adhésion à la cause du peuple [42]. »

Lénine avait écrit presque la même chose : « Chaque ouvrier a un livret de travail. Il n'est pas humilié par ce document, encore qu'*aujourd'hui,* à n'en pas douter, c'est un document qui démontre l'esclavage salarial capitaliste [43] », ce qui cadrait avec sa théorie du syndicat unique et obligatoire, ce qui explique l'application du livret professionnel dans tous les pays qui se réclament du marxisme.

Le dernier pas fut fait lors du congrès économique élargi de 1938 à Valence : en cas de licenciements successifs — des usines confédérales ! —, « les antécédents [de l'ouvrier] seront enregistrés sur les livrets de travail et syndical, en laissant à la discrétion du syndicat affecté les sanctions de suspension tempo-

39. « Intervencionismo estatal equivale a fascismo », *S.O.,* 11 juillet 1936.

40. *Memoria del congreso de sindicatos de Cataluña,* février-mars 1937, p. 395.

41. *S.O.,* 23 février 1937, p. 6 ; *B.I. de la U.G.T.,* n° 11-14, p. 20, 21.

42. *B.I.,* 8 octobre 1937 ; *Nosotros,* 14 octobre 1937, p. 6.

43. *Se sostendrán los bolcheviques en el poder ?* septembre 1917, cité dans Adler, *Consejos obreros y revolucion,* Grijalbo, Mexico, 1972, p. 127.

raire de travail qu'il faudra lui imposer, mesure que l'on ne propose qu'en dernier recours [44]. »

Tant de créations de fédérations d'industrie et tant de contrôles de militants furent menés à bien sans que personne ne contrôle les dirigeants. L'U.G.T., plus qu'à des polémiques comme dans la C.N.T. et dans la F.A.I., était en proie à une scission (ce qui était déjà le cas dans le P.S.O.E. entre Caballero et Prieto) entre la branche caballériste et collectiviste, et la branche communiste en faveur de l'industrie privée.

La commission exécutive de l'U.G.T. décrétait, cependant, qu'il fallait « prendre des mesures énergiques contre les syndicats qui ne font pas ce qui a été convenu par le gouvernement [45] ». De son côté, M.R. Vazquez — critique, puis fanatique du livret de travail — annonçait aux fédérations régionales « la militarisation de l'électricité et la restitution des compagnies à l'étranger [46] ».

La preuve que la base n'avait aucun contrôle apparaît dans ce jugement de M.R. Vazquez : « En Espagne, il y avait deux puissances économiques : celle des Juifs et celle des jésuites. Celle des Juifs consistait presque entièrement en capitaux étrangers. Celle des jésuites apparaissait dans la plupart des cas en tant que capital national. »

Tout militant aurait dit que la généralisation était absurde, étant donné que la femme de Kropotkine était juive, que Nettlau — historien anarchiste spécialisé dans l'Espagne — l'était également, que beaucoup de Juifs formaient des groupes anarchistes aux Etats-Unis, qu'il y en eut dans les guérillas de Makhno... L'erreur personnelle devint une erreur collective, lorsque M.R. Vazquez repoussa au nom de la C.N.T. des possibilités de se gagner les Juifs : « Il faut préciser que nous ne pouvons faire de concessions ni œuvrer pour déroger le vieil édit qui détermine l'expulsion des Juifs d'Espagne [47] et ouvrir les portes à tous les Juifs qui voudront venir s'établir ici. Ce n'est pas possible,

44. *Acuerdos del pleno...*, p. 45 ; PEIRATS, *op. cit.*, II.
45. Octobre 1938, A.S., 1863 M.
46. Mai 1938, A.S., 593 M.
47. 1492, aboli en 1968 ! (Franco se considérait comme l'héritier direct des lois du XV^e siècle.)

parce que ce serait, à n'en pas douter, une des décisions les plus antirévolutionnaires que nous pourrions adopter. Nous savons parfaitement qu'immédiatement un capitalisme d'énorme importance s'établirait ici, ressuscitant par là même les vieux systèmes d'exploitation [...]. En marge de cette question de principe, on peut faire tout le travail de captation, propagande et divulgation qu'on voudra dans les milieux séphardis, tout en admettant qu'aucun Juif n'est fasciste [48]. »

Nous en terminerons avec ce point en soulignant qu'un certain nombre de Séphardis étaient revenus en Espagne durant la Seconde République et certains luttèrent avec les républicains, comme José M. et Nurié Estrugo [49].

L'autogestion organisée à la base se forma spontanément, ou plus exactement, appliqua aussitôt la propagande anarchiste, c'est-à-dire trois orientations : les statistiques (pour dominer l'économie), les nouvelles techniques (pour restructurer l'économie) et la culture (pour avoir une nouvelle vision du monde).

« Cullera dit qu'il faut créer une commission de statistiques qui doit être divisée en groupes, qui seront réunis selon des fédérations communales, provinciales et régionales [50]. » Il s'agissait ni plus ni moins que de l'idée du rapport sur les statistiques au congrès d'avril 1872 à Saragosse, tel que le cite Anselmo Lorenzo dans *El Proletariado militante* [51].

A cette évidence, le comité national répondit par l'indifférence, et lorsqu'il changea d'idées la coupure était trop forte.

Les nouvelles techniques consistèrent d'abord à transformer l'industrie de production des biens de consommation en industrie de guerre, ce qui ne se fit pas seulement en Catalogne, mais aussi à Madrid (le périodique *Ferrobellum* du P.C. la décrit en

48. 20 mai 1938, A.S., 811 B. Les Juifs espagnols établis dans les Balkans et en Turquie ont conservé un espagnol assez pur et sont appelés Séphardis par opposition aux Askénazis, de langue allemande ou yiddish.
49. Voir *Los Sefardies*, La Havane, 1958, p. 33.
50. *Congreso regional campesino C.N.T. de Levante* (imprimé), septembre 1936, p. 8.
51. Cette liaison entre Lorenzo et l'actualité est une remarque de l'anarchiste bulgare P. VASSILIEF, *Ideiata na savetite*, Sofia, 1933, p. 33.

partie), dans le Levant et en Andalousie [52]. Dans le même temps, l'industrie du transport était concentrée et l'exportation des agrumes était unifiée, et de nombreuses industries suivaient cette évolution.

Plusieurs techniques totalement inconnues en Espagne furent appliquées comme dans les automobiles le « gaz à haute pression dans des bouteilles transportables [53] ». L'industrie de guerre en particulier profita d'importantes nouveautés.

L'œuvre culturelle est inséparable de la guerre dans la mesure où c'est à cause de l'autogestion et du combat contre le capital qu'elle a pu être accomplie. Ainsi, dans l'esprit du collectiviste, il y avait un même niveau : pour autogérer le village ou une entreprise, s'enrôler dans les milices, créer une école de type Ferrer, donner des explications anticonceptionnelles.

« Castelseras signale qu'une des premières choses qui ont été prises en considération dans ce village fut la mise en marche des écoles, étant donné que les enfants d'aujourd'hui, qui seront les hommes de demain, doivent être orientés et éduqués comme il faut [54]... »

« ... Adapter l'école à l'enfant et non le contraire, comme on l'a fait jusqu'à présent [...]. Notre école n'a pas besoin de faire du prosélytisme pour tel ou tel doctrine ou crédo ; il lui suffit de faire des hommes dans les conditions indiquées et avec un fort sentiment de liberté, car nous sommes sûrs qu'ainsi ils seront nécessairement à nos côtés et entreront dans nos rangs [55]. »

Le travail de l'Ecole nouvelle, dans le Centre et en Catalogne — C.E.N.U. — est encore à faire, de même que la lutte contre la prostitution et l'œuvre de « Mujeres libres ». Mais on remarque la répugnance à imposer la même limitation mentale dont on accuse les autoritaires capitalistes et marxistes. Parfois, on tomba dans le puritanisme, comme Erheeburg et Kaminsky s'en firent l'écho ironique, mais ils oubliaient que « l'élément le plus important du mouvement anarchiste fut la terrible dignité qu'il donna à l'homme. L'anarchisme arriva à croire complètement en

52. Rapport C.N.T.-A.I.T., novembre 1938, A.S., 568 B.
53. *Memoria del pleno nacional de Aguas* (imprimé), septembre 1937, p. 45.
54. *Pleno regional F.A.I., Alcañiz* (imprimé), 20 septembre 1936, p. 18.
55. Rapport du congrès C.N.T. des Asturies, mai 1937, A.S.

l'homme. Il ne voulut pas aider, mais faire. Un exemple. Il y avait les dames qui aidaient le pauvre ivrogne ; l'anarchiste déclencha une campagne contre l'alcoolisme. Voilà comment on attaque le mal à la racine [56]. »

C'est pourquoi un autre forfait du P.C. fut d'attaquer les écoles rationalistes comme cela arriva avec la 82e brigade de montagne qui interdit l'école de la collectivité d'Ademuz pour 115 enfants [57].

L'organisation et l'orientation données par les centrales se heurtaient fortement à la mentalité des collectivistes. En outre, la guerre était le grand prétexte qui permettait d'exiger et de faire taire : « Et que personne ne pense maintenant à des augmentations de salaires ou à des réductions d'horaires. Le devoir de tous les travailleurs, surtout de ceux de la C.N.T., est de se sacrifier, de travailler tant qu'il faudra [58]. »

La première grande critique fut celle des paysans : « Les ouvriers de l'industrie ont été favorisés économiquement, même lorsqu'ils ne font rien, en revanche les paysans n'ont pas été aidés le moins du monde, alors que ce sont eux qui en réalité ont travaillé toutes les heures possibles [59]. » « Ni le comité régional ni personne n'a expliqué ce qu'est la municipalisation ; et comme personne ne l'a expliqué, les paysans ne savent pas à quoi s'en tenir. [...] Il s'est passé la même chose lorsqu'il fut question de la constitution des conseils municipaux, on ne nous avait pas dit leur " rôle " ; même chose avec les syndicats agricoles [60]. »

Le néo-capitalisme dénoncé au niveau des entreprises apparut également dans les collectifs agricoles et les comités : « [Le groupe de la F.A.I. de la collectivité de Villena :] Nous voyons que le commerçant individuel a disparu et que nous avons donné naissance au commerçant collectif. Nous voyons qu'un village essaie d'en tromper un autre sur la marchandise, et c'est lamen-

56. F. Candel, *Ser obrero no es ninguna ganga*, p. 72, 73.
57. Juillet 1937, A.S., 811 B.
58. *Nosotros*, 6 novembre 1937, p. 3 (attribué à Durruti) ; même idée dans *B.I. de la U.G.T.*, 15 décembre 1936.
59. *Memoria del congreso de sindicatos de Cataluña* (imprimé), février-mars 1937, p. 23, 24.
60. *Ibid.*, p. 58.

table [61]. » « Esteban, du comité régional du Levant, rejoint les déclarations de Gadea et dit qu'il s'est créé dans les villages un esprit égoïste très regrettable. Les villages amènent leurs produits à la fédération lorsqu'ils ne peuvent les vendre à la bourgeoisie ou à l'Etat. Ils doivent *quatre millions* à la fédération. Si l'on n'y porte pas remède, on va à la débâcle et à la désorganisation [62]. »

Cette déviation n'explique cependant pas l'autoritarisme économique qui se fit jour avec la création de la Fédération nationale paysanne : « ses accords sont obligatoires pour tous ses membres et affiliés » (article 14). « [Les collectivités et organismes paysans] seront subordonnés aux accords nationaux de la Fédération nationale paysanne et de son secrétariat général pour ce qui a trait à un meilleur rendement des cultures, à éviter la propagation ou l'apparition de maladies dans les campagnes, et à la transformation ou le remplacement des cultures qu'il ne faut pas continuer d'un point de vue économique [63]. »

A partir de fin 1937, une campagne anti-collectifs se développe dans le sens que « la collectivité ne doit pas et ne peut être autre chose que l'organe économique de la révolution et de la nouvelle société qui en est issue, dont l'organe économique est né dans le syndicat ; le syndicat, créature de la collectivité, a le devoir de veiller sur elle, afin que les principes révolutionnaires qui la sustentent ne soient pas transgressés [64]. » « Avec ou sans violence, les collectivités doivent dépendre du syndicat, qui donne la véritable conception du régime de propriété qui doit prévaloir [65]. »

Bien entendu, il y eut des cas où la grève — l'arme naturelle des exploités — fut la solution : « Les charpentiers se déclarèrent en grève parce qu'ils ne sont pas d'accord avec l'administration de la collectivité et le comité de la branche du bois C.N.T.-U.G.T.

61. *Memoria del pleno regional F.A.I. de Levante* (imprimé), avril 1937, p. 93.
62. *Pleno de comarcales y sindicatos campesinos de Levante* (ronéoté), 5 septembre 1937, p. 12.
63. *S.O.*, 25 juin 1937, p. 3.
64. Fédération régionale de paysans d'Andalousie, *op. cit.*, 20 octobre 1937, p. 27.
65. Juan Lopez, *El Sindicato y la colectividad*, 1938, p. 12.

dit que, face au fait répugnant de cessation du travail par tous les ouvriers de cette branche sans raison valable ni préavis d'aucune sorte, outre qu'elle condamne l'acte en soi, elle pense que cette manœuvre ne peut qu'avoir été concoctée par des éléments embusqués, fascistes et inconscients [66]. » « Le jour suivant, Comorera publia le décret de confiscation [des spectacles] et notre réponse fut la grève générale de la catégorie des travailleurs intéressés. [...] La grande majorité des camarades était d'accord pour refuser la confiscation [... et proposèrent] de consulter le comité exécutif créé par l'organisation de Catalogne. Cet organisme, présidé par Garcia Oliver, nous répondit que, étant donné les circonstances, nous devions accepter la confiscation [67]. »

Tant d'autorité faisait contraste avec la passivité vis-à-vis du sabotage et l'interdiction du C.L.U.E.A. et la destruction par la force du conseil d'Aragon. C'est sans doute la raison pour laquelle il n'y eut pas de véritables sanctions, puisqu'un an après on débattait encore des mesures à adopter envers les syndicats et les collectivités qui ne suivaient pas les accords nationaux [68].

Même si les comités se trompaient ou prenaient des décrets trop tard (ainsi le conseil d'Aragon s'occupait de statistiques en juin 1937, selon son bulletin), ils prenaient des mesures indispensables comme l'unification de la comptabilité au Levant... Mais il semble que, sauf quelques exceptions comme Alcora, Graus, etc., les collectifs s'enfermaient dans leur activité, sans répondre aux circulaires officielles : « La révolution triomphera par la statistique [69]. » « Il faut que les paysans comprennent la portée des statistiques, car on ne peut conseiller de faire des ventes, des achats et des échanges sans contrôle [70]. » « La valeur des statistiques dans l'agriculture [71]. » « Section de statistiques : circulaire (les collectivités ne répondent pas comme il faut) [72]. »

Il semble que l'U.G.T. connut autant de problèmes que la C.N.T., comme il ressort d'une circulaire de Bajo Llobregat, sans doute vers février-mars 1938 : « Chers camarades, comme cela

66. Tarrasa, 1er novembre 1937, Ragon, *op. cit.*, p. 248.
67. V. Richards, *op. cit.*, p. 337, 338.
68. *F.S.*, 2 octobre 1938, p. 2 ; *Vida*, 15 octobre 1938, p. 2.
69. *F.S.*, 1er novembre 1936, p. 1.
70. *S.O.*, 29 avril 1937, p. 9.
71. *Vida*, 12 octobre 1938, p. 4.
72. *Campo Libre*, 14 janvier 1939, p. 7.

avait été annoncé, le plénum des syndicats de notre région a eu lieu. Il fallut le suspendre le 26 du mois dernier vu l'absence d'assistance de la majorité des syndicats qui composent cette fédération communale et il fut reporté au 2 de ce mois, et un bon nombre de syndicats manquèrent également [...]. Il est honteux de constater que, vu le temps écoulé, 80 % de la région n'ait pas encore rempli une obligation aussi nécessaire pour la bonne marche du comité. »

De toute façon, la difficulté pour recueillir des statistiques n'explique pas *l'incapacité de chaque centrale et du gouvernement républicain lui-même de donner des chiffres globaux* sur le nombre de collectifs dans les différents secteurs de l'économie et des collectivistes et leur famille. Et cependant, il y eut des enquêtes [73], mais il semble que personne n'en publia les résultats. Inutile de dire que les chiffres avancés dans l'exil [74] sont fantaisistes.

Quels problèmes se posaient aux collectifs ? Nous commencerons par un problème mineur : celui des *voyages,* des sorties des collectivités, parce qu'il fut falsifié par un journaliste catholique belge très influencé par la propagande du P.C. (comme c'est le cas généralement des intellectuels limités) ; Emile Hambresin écrit à propos d'une femme malade qu'elle n'avait pas reçu d'autorisation de partir de la collectivité de Membrilla pour aller à Ciudad Real : « On peut, par cet exemple, se rendre compte de l'intolérable dictature exercée par les comités. Les moindres actes de la vie étaient soumis à leur contrôle. Beaucoup de paysans estimèrent que la nouvelle dictature anarchiste était aussi insupportable que l'ancienne dictature féodale [75]. »

Remarques : Hambresin a pris ce fait dans des sources anarchistes — mais sans les citer — et en se trompant de collectivité ! En effet, Souchy relate que, dans la collectivité d'Alabalate de Cinca, une femme voulait se rendre à Lérida pour consulter un médecin spécialiste et que le comité exigeait qu'elle ait un

73. La C.N.T. dans *F.S.*, 29 mai 1937, p. 16, et *S.O.*, 9 décembre 1937, p. 7 ; l'Institut de réforme agraire, dans *F.S.*, 15 juin 1937, p. 4.
74. *Espoir,* juillet 1975.
75. *Esprit,* février 1938, p. 687.

certificat du médecin du collectif, en alléguant que les gens abusaient généralement des permissions de sortie. Souchy concluait en écrivant que l'opinion du médecin aurait tranché le problème.

Or, à Membrilla, il arriva précisément le contraire, le narrateur écrit qu'une femme demanda la permission de consulter un spécialiste en ville, et « sans tergiversations bureaucratiques elle toucha immédiatement le prix de son voyage [76] ».

De plus, Kaminsky rapporte, pour Alcora, qu'on pouvait voyager sans difficultés. En avril 1937, il y eut une circulaire de la fédération régionale d'Aragon demandant que chaque collectiviste qui change de collectif ait une autorisation, pour éviter les conflits [77]. Campo Libre [78], décrivant la collectivité de Villas Viejas, précisait que les voyages considérés comme utiles étaient remboursés et les autres devaient être payés.

Ce détail falsifié démontre une fois de plus l'opposition délibérée à l'autogestion.

Le problème fondamental, pierre de touche, de tous les incidents, fut celui des *petits propriétaires.* Il est entendu que le P.C. provoqua des conflits, mais l'autogestion, comme forme économique, se proposait et se propose d'éliminer la petite propriété. Il est par conséquent important d'éviter les généralisations qui compliqueraient ou simplifieraient le problème, déjà par trop faussé par le léninisme, avec sa théorie selon laquelle les paysans veulent d'abord la terre individuellement, puis accepteraient la coopération.

Une première constatation est que, bien souvent, les collectivistes étaient des petits propriétaires qui réunissaient leurs terres. Mais ils formaient une minorité que les autres paysans suivirent d'abord, soit par enthousiasme, soit par pression et opportunisme. C'est une première étape, qui va grosso modo jusqu'à 1937.

A partir de 1937, vu l'attitude des républicains et du P.C., vu les lois également, il n'est plus obligatoire de suivre la minorité collectiviste. Nous constatons que des conflits surgissent (Vilanesa, la Fatarella, Cullera), mais non seulement les collectifs

76. *Collectivisations...,* p. 164.
77. *Nuevo Aragón,* 22 avril 1937, p. 6.
78. 25 décembre 1937, p. 4.

se maintiennent, mais ils se multiplient en Castille, à Santander et dans le Levant.

Donc, l'autogestion fut une réalité acceptée et adaptée. Le fait même que le gouvernement de Madrid et le P.C. aient eu recours à un général pour détruire la collectivisation en Aragon est démonstratif de la racine profonde de la collectivisation. Une autre preuve est constituée par les livres de séance des collectivités : parmi ceux consultés à Salamanque, nous avons des entrées tardives, progressives, ce qui démontre qu'avec la réflexion, l'expérience, les paysans étaient convaincus : La Torre — Valence —, formée le 17 septembre 1937 reçut des nouveaux membres le 14 octobre, les 2 et 22 décembre 1937, les 20 et 27 janvier 1938 ; Villacañas — Tolède —, formée par la C.N.T. et l'U.G.T. le 25 avril 1937, eut une entrée le 26 décembre 1938 ; Campo Leal — Ciudad Real — eut une entrée le 26 janvier 1939.

On a accusé les collectifs de ne pas céder les terres des ex-collectivistes qui voulaient revenir à la vie individuelle. D'après les documents consultés, il semble qu'au contraire il y eut une liberté vaste et totale [79]. Cependant, l'U.G.T. d'Alicante, dans son congrès de février 1938, prit la décision de ne céder « rien des terres collectivisées aux mécontents qui veulent s'en aller pour une raison non reconnue par la collectivité [80] ».

En fait, selon la documentation du P.C. d'Aragon, il s'avère que ce furent ceux qui partaient des collectifs qui abusaient, en emportant plus qu'ils n'avaient amené.

Un autre problème grave fut celui des *conflits* entre les collectifs, surtout indirectement. Les conflits directs furent ceux d'Albalate del Luchador, déjà cité, et un autre, inventé en exil selon J. Llop : « Si Balsareny et Asco avaient entièrement réalisé leurs projets hydrauliques [...], cela pouvait amener un conflit énorme pour se disputer le liquide blanc [81]. » Les conflits indirects furent — à notre avis — l'opposition de l'Aragon à la Catalogne sur

79. Alcorisa, 1er décembre 1936 ; Cuevas de Cañart, 24 septembre 1937, (A.S., 373 B).
80. *Memoria* (imprimé), p. 66.
81. Porté C.N.T., 10 septembre 1950, p. 2 ; pour J. Llop, l'affirmation de LEVAL, *op. cit.*, p. 130, sur la construction d'un barrage à Flix est erronée.

l'électricité [82] et l'organisation économique : « nous n'avons pas reçu ni de la Catalogne ni d'autres la chaleur dont nous avions besoin [83] » ; et finalement, le commerce que plusieurs collectivités conservaient avec l'Etat au lieu de passer par la commercialisation syndicale (comme nous l'avons vu). La même constatation fut faite dans un plénum national de l'industrie textile [84].

Enfin, les *abus* économiques entre collectivités [85] et de pouvoir dans le collectif eurent leur importance. Il faut d'abord ne pas oublier que tous les collectifs ne sont pas parfaits — comme à Liria. Il y a du « confusionnisme » à Teresa de Cofrentes [86], une « caricature de collectivité » à Corral de Almaguer [87] — Tolède —, mais dans l'ensemble la critique est rare.

Le problème de l'abus de pouvoir de la part du comité de la collectivité se serait posé à la longue et il apparaît dans les statuts eux-mêmes : « Les accords adoptés par le conseil d'administration seront obligatoires pour les coopérateurs » ; « Le conseil sera élu pour quatre ans et sera renouvelé (pour moitié en décembre 1939 et l'autre en décembre 1944) » (imprimé et répandu dans la province de Castellon, A.S.). En Castille, Andalousie ou en Aragon, ces droits dictatoriaux du comité n'existaient pas.

Les sanctions qui apparaissent dans les livres de séance sont compréhensibles (alcoolisme, « impudence envers une camarade ») ou franchement inquiétantes : « Il est approuvé de sanctionner d'une peseta [le salaire journalier devait être de 5 ou 6, F.M.] tout collectiviste qui manquera aux assemblées hebdomadaires » ; « pour sa façon de se comporter vis-à-vis du conseil dans cette réunion [...], expulsé comme indésirable ». Mais il faudrait avoir un échantillonnage plus grand.

Défauts provisoires à cause de la guerre ? Comitécratie inévitable ? On ne peut trancher, ils existèrent et furent combattus, dans un cadre économique indiscutablement plus juste, plus riche.

82. *Pleno de Luz y Fuerza*, janvier 1937.
83. *Plénum de régionales F.A.I.* (imprimé), février 1937, p. 10.
84. *Memoria* (imprimé), novembre 1938, p. 23.
85. Comme Asco, Tivisa, dans *Le Monde libertaire*, juillet 1963 ; *Alcorisa*, Fraga, LEVAL, *op. cit.*
86. GARCIA GARCIA, *op. cit.*, p. 19.
87. A.S., 910 M.

6

Les attaques contre l'autogestion

Secteurs collectivisé et non collectivisé

Dualité de pouvoir, législation

Tout au long des chapitres antérieurs, nous avons constaté l'existence de plusieurs pouvoirs. La collectivisation s'affirmait en tant que construction d'un monde économique, social et politique opposé à la propriété privée, base de la république. Il ne pouvait y avoir de véritable tolérance, puisque la raison d'être, les buts des uns et des autres étaient fondamentalement opposés.

La première offensive contre la collectivisation partit de Madrid avec la loi du 7 octobre 1936, « Expropriation de fermes ». On réquisitionnait sans indemnisation les biens des factieux, qui passaient « aux ouvriers agricoles et aux paysans », qui pouvaient les exploiter « collectivement ou individuellement ». Mais on prévoyait que si la propriété « était placée en régime de location, de colonie ou de métayage » (sans dépasser 30 hectares en terre non irriguée, 5 en terre irriguée et 3 en verger), son « usufruit était confirmé à perpétuité ». On décida également la création d'une banque de crédit agricole, l'ensemble étant placé sous l'autorité de l'Institut de réforme agraire.

De cette façon, le gouvernement réglementait les exploitations agricoles et ne reconnaissait (et aidait) que celles qui dépendaient de lui. Les collectivistes demandaient la reconnaissance de prérogatives déterminées. Le dialogue était impossible.

En Catalogne, l'entrée de la C.N.T. au gouvernement (27 septembre 1936) rendait inutile l'existence des comités. Le 9 octobre, ils furent dissous dans toute la Catalogne et remplacés par des conseils municipaux dont les membres étaient « élus par la réunion officielle des représentants des partis politiques et des secteurs syndicaux dans la même proportion qu'au conseil de la Généralité ».

Le même jour, le conseiller de l'Agriculture déclarait par radio : « Ce n'est pas le moment de discuter sur les avantages économiques de la collectivisation des terres, mais bien de son opportunité. Les techniciens n'ont pu jusqu'à présent se mettre d'accord pour décider si l'exploitation collective est supérieure à l'exploitation familiale [1]. »

Le décret de collectivisation des industries du 24 octobre eut une portée plus grande. Les entreprises de plus de cent salariés étaient obligatoirement collectivisées, d'autres modalités furent prises pour collectiviser celles de moins de cent ouvriers. En fait, cette collectivisation ne l'était que de nom, elle différait beaucoup du système anarchiste parce qu'elle était un encadrement économique de haut en bas :

« Article 24 : Les conseils généraux d'industrie seront formés de la façon suivante [...]. Ces conseils seront présidés par le porte parole du conseil de l'économie.

Article 26 : Les accords adoptés par les conseils généraux d'industrie seront exécutifs, auront force de loi, et aucun conseil d'entreprise ni aucune entreprise privée ne pourront négliger leur accomplissement sous aucun prétexte qui ne soit pleinement justifié. On ne pourra recourir contre eux que devant le conseil

1. André Jean, *op. cit.*, p. 8.

de l'économie, dont la décision, précédée d'un rapport de ce même conseil, sera sans appel.

Article 27 : Les conseils généraux d'industrie maintiendront un contact constant avec le conseil de l'économie de Catalogne, en se conformant à tout moment à ses normes, et entre autres, quand ils auront des problèmes qui requièrent une action commune [2]. »

Le décret était l'œuvre d'un cénétiste, Juan P. Fabregas, « illustre inconnu, même pour les vieux militants d'avant le 19 juillet [3] ». Il fut présenté comme une victoire ouvrière alors qu'il était exactement le contraire [4].

Companys et son gouvernement, déjà habitués à franchir les obstacles comme en 1934 [5], renforçaient leur pouvoir : « Companys, qui a reconnu le droit des ouvriers à gouverner et qui leur a même offert d'abandonner son poste, manipule les choses avec un tel art, qu'il reconstitue peu à peu les organismes légitimes du pouvoir, détruit l'action des conseils et réduit les organismes ouvriers au rôle d'auxiliaires, d'assesseurs, d'exécutants [6]. »

En février 1937, la Généralité publia un décret sur l'agriculture : « Le décret en question ordonne que les anciens cultivateurs de la terre soient respectés, même s'ils cultivent les terres

2. La traduction publiée dans *Collectivisations...* est assez éloignée du texte original.

3. Peirats, *Los Anarquistas...*, p. 214.

4. Leval, *op. cit.*, p. 82, 83, 87, 88, critiques du décret. Pérez-Baro défend dans son livre publié en 1970 en catalan, *30 Mesos de collectivisme a Catalunya*, l'organisation découlant du décret de collectivisation. En dépit de notre différence de point de vue, il me semble que nous déplorons ensemble l'absence de contrôle sur la banque, les ambiguïtés entre les lois de Barcelone et Madrid, qui mettaient en difficulté les collectivités, difficultés qui étaient ensuite reprochées aux collectifs. Au Levant, il y eut aussi un décret de collectivisation des industries (Règlements de base, réquisitions, collectivisation, contrôle des industries libres 13, 15, 17, 12, 37). Le comité exécutif populaire (embryon de gouvernement valencien) décida la collectivisation des entreprises de plus de cinquante ouvriers et employés. Il y était aussi inclus la campagne, la terre : « Seul l'Etat, en son nom, a le droit de la socialiser, de la donner en usufruit aux paysans, quelquefois individuellement, et d'autres fois par l'intermédiaire de ses organisations. »

5. Albert Balcells, *El Problema agrari a Catalunya*, 1880-1936 : *La question rabassaire*, p. 204, 231.

6. Ossorio y Gallardo, *Vida y sacrificio de Lluys Companys*, p. 172, cité par Pierre Broué, *Trotsky y la guerra civil española*, p. 42.

de propriétaires notoirement factieux, mais il n'est pas dit que ces mêmes cultivateurs ne pourront cultiver plus que ce qui leur est possible de leurs propres bras. [...] On sait qu'il y avait des cultivateurs qui, sans être propriétaires, étaient plus riches que les propriétaires (... Quelques paysans étaient entrés dans les collectivités parce qu'on leur payait des salaires élevés et quand, par suite de difficultés économiques ou de contribution à la guerre, la collectivité baissa les salaires, ils voulurent s'en aller). C'est ce problème que veut résoudre ce rapport en déclarant : " Toutes les collectivités sont obligées de laisser à tous leurs membres la liberté de se retirer volontairement, en leur rendant les biens et les terres qu'ils ont apportés, sauf ceux reçus par la suite. " Tant que la collectivité paya de bons salaires tout marchait à merveille, mais quand vint l'heure du sacrifice et celle de la récolte, ils voulurent se retirer de la collectivité [7]. »

Le 8 janvier 1937 Madrid reconnut l'existence des collectivités agricoles :

« 1) Dans un but d'aide et d'appui, de la part de l'Institut de réforme agraire, toutes les exploitations collectives formées à partir du 19 juillet 1936 sont considérées, dans la présente année agricole, légalement constituées. Aucune demande de révision des terres occupées par lesdites collectivités ne peut être transmise aux services dépendant de la réforme agraire [...].

6) L'institut de réforme agraire prendra les mesures pertinentes pour réaliser le service de statistiques des collectivités fonctionnant normalement [...] pour recueillir tous les renseignements nécessaires afin d'établir des projets de culture adéquats pour chaque unité agricole. Ces projets doivent entrer dans un plan d'ensemble de l'agriculture nationale, exactement adapté aux nécessités du pays à l'époque présente. »

A la suite de ce décret, le conseil d'Agriculture de la Généralité rendit public un texte disant qu'en Espagne la situation était différente et que « malgré l'inexistence d'un texte législatif précisant le caractère des collectivités agricoles, le département de l'Agriculture a reconnu à tout moment leur exis-

7. Federico Urales, *S.O.*, 26 février 1937, p. 3.

tence [8] ». Affirmation réitérée dans un décret sur les droits et les devoirs des occupants des fermes, le 16 juin 1937.

Le 8 octobre 1937, un décret de la Généralité reconnaissait les collectivités agricoles et réglementait de façon très détaillée les échanges, les salaires, les assemblées générales, etc.

Dans les deux cas — Madrid et Barcelone — les collectivités devaient être légalisées, c'est-à-dire passer sous le contrôle économique des organismes de l'Etat et perdre leurs initiatives. Il ne semble pas que les conflits disparurent [9], mais la guerre et un certain découragement les rendirent plus discrets.

Attitude de la bourgeoisie — divergences

La bourgeoisie eut une attitude d'expectative, et nous pouvons parfaitement lui appliquer ce jugement de Marcel Coll sur les industriels de Sabadell : « La majorité ne fut pas très pressée de " passer de l'autre côté " [les militaires] et jugea plus prudent d'attendre un certain temps afin de voir de quel côté penchait la balance. Ils ne se décidèrent pas avant de voir la situation bien clairement définie. Une seule préoccupation leur importait : vivre, eux et leurs familles, en dehors de tout risque, sans subir de pénuries ni de calamités, en attendant que " les uns et les autres " — ainsi désignaient-ils les combattants des deux côtés — résolvent le problème de la nation espagnole : être ou ne pas être [10]. »

Cette période de « réflexion » fut mise à profit par le Parti communiste qui se transforma jusqu'à devenir le porte-parole de la bourgeoisie.

Cependant le Parti communiste espagnol avait participé au soulèvement des Asturies et avait alors une attitude insurrectionnelle : « Notre tâche est de nous attirer la majorité du prolétariat et de la préparer à la prise du pouvoir [...]. Cela signifie que nous devons concentrer notre effort à organiser des comités ouvriers et paysans et à créer des soviets [...] [11]. »

8. *Bulletí...*, 7 juillet 1937, p. 74.
9. *F.S.*, 22 octobre 1937, p. 4 ; *S.O.*, 19 février 1938, p. 7.
10. M. Coll, *op. cit.*, p. 21.
11. D. Ibárruri, fin 1933 à Moscou, citée par Bolloten, *op. cit.*, p. 89.

En juillet 1936, pour des raisons de politique internationale et nationale russes totalement étrangères à la situation espagnole, Dolores Ibarruri déclarait : « Ce qui se fait actuellement dans notre pays est la révolution démocratico-bourgeoise qui, dans d'autres pays comme la France, s'est déroulée il y a plus d'un siècle [...]. Nous, communistes, défendons un régime de liberté et de démocratie ; aux côtés des républicains, des socialistes et des anarchistes, nous empêcherons coûte que coûte que l'Espagne n'aille en arrière, qu'elle tourne le dos au progrès (...) [12]. »

Concrètement, les communistes s'opposèrent le plus possible aux mesures de réquisition : « Quand se produisit le soulèvement factieux, dans les premiers moments de confusion, aucune organisation, sauf le Parti communiste, n'osa prôner le respect de la petite propriété [13]. »

Avec la consigne « *un seul objectif : gagner la guerre* [14] », le Parti communiste proposait, dans sa propagande, la disparition des collectivisations : « ... Les impatiences, les infantilismes

12. *Mundo Obrero*, 30 juillet 1936, cité par Bolloten, *op. cit.*, p. 87.
13. Mateu Julio, *Por qué se constituye la Federación Provincial Campesina*, éditions du comité provincial du P.C., 1937.
14. *Mundo Obrero*, 3 décembre 1936, p. 1, éditorial (titre, extrait). La propagande se faisait selon les principes de Tchakhotine : « Calomnie à jet continu et à grand tirage, sans souci de la vraisemblance : l'effet de la répétition et du cynisme devant être purement mécanique à la longue. La théorie de ce procédé, né dans les Etats totalitaires, est à peu près celle-ci : faites crier sans cesse par tous les hauts-parleurs d'une grande ville, par toutes les gazettes, par tous les écrans, par tous les agitateurs que le Juif est l'ennemi de la race ou que le trotskyste est un traître (etc.), et une foule de gens ne pourront pas ne pas le croire au bout d'un certain temps. Disposant dans les deux hémisphères d'une presse domestiquée à la perfection, la bureaucratie soviétique applique ce procédé à l'échelle internationale. Chaque infamie d'un correspondant des *Izvestia* à Valence est aussitôt reprise en chœur par des feuilles spéciales à Paris, Stockholm, Oslo, Bruxelles, Londres, New York, Melbourne, Buenos Aires. » (Victor Serge, note dans Maurin, *Révolution et Contre-révolution*, Paris, 1937, p. 147.) Jésus Hernandez, ex-membre du comité central du P.C. et ministre de la République, après sa sortie du P.C. et d'U.R.S.S., écrivait la même chose : « Si nous nous proposions de démontrer que Largo Caballero ou Prieto, ou Azaña, ou Durruti étaient responsables de nos défaites, un demi-million d'hommes, des dizaines de journaux, des manifestes par millions, des orateurs par centaines établissaient comme certaine la malfaisance de ces citoyens avec un tel acharnement, une telle constance qu'au bout de quinze jours l'Espagne entière était de notre avis. » (*La Grande Trahison*, Paris, 1954, p. 114.) Peu de changements avec aujourd'hui...

révolutionnaires et les " extrémismes " nous font autant de tort aujourd'hui que la perte de plusieurs batailles sur le front [15]. »

Des polémiques verbales et écrites, on en arriva à verser le sang, par la faute de la bourgeoisie républicaine, qui préférait sans doute un accord avec l'autre bourgeoisie dans le camp militaire, plutôt que voir s'instaurer un solide régime d'autogestion des travailleurs.

On a attribué [16] à la *Pravda* cette citation : « En ce qui concerne la Catalogne, le nettoyage des éléments trotskystes et anarcho-syndicalistes a déjà commencé et il sera continué avec la même énergie qu'en U.R.S.S. [17]. » Mais cette citation est fausse, car le texte russe de la *Pravda* [18] de Koltsov est : « Dans les derniers événements de Catalogne et en dehors de Catalogne, nous reconnaissons les provocations des trotskystes, accompagnés des mêmes camarades qui, avec l'aide de la police hitlérienne, ont tué en Union soviétique le camarade Kirov [19]. Mais heureusement, nous saurons faire échouer les manœuvres des trotskystes dans notre pays. Il y a longtemps que notre peuple sait reconnaître ses ennemis, tant sur le front qu'à l'arrière-garde. »

Du reste, la version erronée donnée par *La Batalla* fut démentie le 8 par une note du consulat soviétique signée par A. Korobizine : « Dans la presse soviétique, il n'y a pas et il ne peut y avoir de place pour aucune attaque contre le mouvement fraternel des travailleurs d'Espagne groupés dans la C.N.T. » (!).

Cependant, l'altération de ce texte — prémonitoire des événements de Mai — correspondait exactement à la mentalité

15. *Mundo Obrero*, 3 décembre 1936, p. 1.

16. *La Batalla* du P.O.U.M. publiait en première page le 5 janvier 1937 une information d'une agence mexicaine expédiée de Moscou selon laquelle : « Toute la presse soviétique espère que l'action d'épuration entreprise en Catalogne contre les trotskystes et les anarcho-syndicalistes espagnols sera réalisée avec la même énergie qu'en U.R.S.S. »

17. La citation se répète dans Camillo BERNERI, *Lettre ouverte à la camarade Federica Montseny*, puis les historiens l'ont reprise sans sourciller : THOMAS, *op. cit.*, p. 302 ; BRENAN, *op. cit.*, p. 245 ; JOLL, *Los Anarquistas*, p. 245 ; etc.

18. 17 décembre 1936, n° 346, p. 5.

19. Khrouchtchev a signalé que Kirov avait été assassiné sur ordre de Staline. Si les communistes avaient été logiques en 1939, lorsqu'Hitler et Staline s'allièrent, ils auraient dû reconnaître qu'ils ne faisaient que suivre les pas des « trotsko-fascistes » et « anarcho-fascistes ». Quoi qu'il en soit, le P.O.U.M. est toujours la bête noire des œuvres russes récentes.

qu'avaient les communistes espagnols, puisque plusieurs militants du P.S.U.C. déclaraient à Ilya Ehrenburg en 1936 : « *Plutôt les fascistes que les anarchistes* [20]. »

La politique du Généralissimus [21] concrétisa ce désir avec le pacte germano-soviétique et l'invasion de la Pologne, ce qui était déjà apparu en Espagne avec le ralentissement de l'aide soviétique en 1938 et des contacts avec les hitlériens : « Ce qui permettrait à l'Union soviétique de liquider son aventure espagnole [22]. »

Malgré sa propagande actuelle, l'autre parti marxiste-léniniste, le P.O.U.M., défendait une attitude semblable bien qu'il ne l'exprimât pas aussi franchement que le Parti communiste espagnol afin de ne pas mécontenter la C.N.T. qu'il essayait d'influencer : « En aucune façon, nous ne pouvons nous risquer à faire des essais qui pourraient donner un résultat négatif ; dans notre économie agricole, il faut que le jour où nous voudrons commencer à travailler collectivement, nous ayons les moyens économiques et techniques d'assurer un bon résultat [23]. »

La bourgeoisie, les classes moyennes avaient de vastes possibilités de s'opposer à la collectivisation, de récupérer leurs biens ou du moins de les contrôler du point de vue légal. Mais l'époque étant très instable, la coupure entre la légalité ou une certaine interprétation de la légalité, et la réalité était trop accusée et devait être tranchée par la force armée. Par cette attitude on revenait aux temps de la répression des Asturies ; et ceux-là mêmes qui proclamaient qu'on ne devait pas collectiviser afin

20. *Odyssey Review*, New York, décembre 1962, p. 50 ; trad. de *Novi Mir*, 1962.

21. C'était le nom officiel de Staline pendant la guerre dans les publications, la radio, et même sur les pièces de monnaie... comme un certain Franco, « el generalísimo ».

22. *German Foreign Policy*, D-III, p. 698, cité par DIAZ-PLAJA, *La Guerra de España en sus documentos*.

23. A. FERRER, *Avant* (Nogueras), 13 janvier 1937, p. 7. Si L. Roc écrivit, dans *La Batalla*, 7 août 1969, qu' « il est impossible de trouver dans l'histoire de notre pays un fait aussi important que les collectivisations » ; en revanche Juan Andrade a affirmé que « les expériences des collectivisations, énormément individualisées, avec des critères économiques et administratifs établis élémentairement, créaient le chaos dans une économie déjà en soi assez bouleversée » (cité par V. MUÑOZ, *Espoir*, juin 1973, préface à NIN, *La Traicion de la revolucion española*, 1971, p. 13).

de ne pas affaiblir l'économie en guerre n'hésitèrent pas à l'affaiblir en détruisant les collectivités agricoles en bon état de développement.

Avant d'étudier ce thème, il faut expliquer que, parmi les anarchistes espagnols, beaucoup dénoncèrent les « complaisances » dans lesquelles s'emmêlaient la C.N.T. et la F.A.I. [24].

Un des artisans de l'entrée de la C.N.T.-F.A.I. dans les gouvernements de la Généralité et de Madrid, Mariano R. Vasquez, secrétaire du comité national de la C.N.T. de fin septembre 1936 jusqu'à la défaite, écrivit en juillet 1936 un article dont le titre était « *Sachons-le, interventionnisme étatique est égal au fascisme* [25] ». Cette phrase oubliée fut confirmée de nombreuses fois.

Le jour de l'annonce de l'entrée de la C.N.T. au gouvernement de Madrid — alors que *Solidaridad Obrera* écrivait que c'était « un des faits les plus trenscendantaux qu'enregistre l'histoire de notre pays [26] » —, *Linea de Fuego*, organe de la colonne de Fer, affirmait : « La C.N.T. gouvernementale. Le télégramme nous donne la nouvelle, que nous insérons par ailleurs, que la C.N.T. va faire partie du gouvernement. C'est-à-dire qu'elle accepte ce qu'elle a toujours attaqué, détruisant ainsi la base de nos idées. A partir de maintenant on ne parlera pas de liberté, mais de soumission à " notre gouvernement ", seul organisme capable de diriger la guerre et la vie économique. L'organisation confédérale s'assure quatre ministères, sans qu'aucun d'eux ne réponde aux raisons dont on arguait pour créer le Conseil national de défense. Quatre ministères secondaires occupés par quatre individus qui ne se sont jamais occupé des charges qu'ils vont assumer. Nous verrons un affilié au syndicat des ouvriers d'usine et du textile, très expert en affaires de guerre, au ministère de la Justice, une oratrice et écrivain de sujets amoureux et sociaux au ministère de la Santé, et un propagandiste de profession au ministère du Commerce [27]. »

Sur les conséquences découlant de cette orientation : « On est

24. Nous nous limitons aux critiques principales ; les anarchistes étrangers de valeur se prononcèrent contre la C.N.T. : Bertoni, Sébastien Faure, A. Prudhommeaux, Voline.
25. *S. O.*, 17 juillet 1936, p. 8 (dernière).
26. *S. O.*, 4 novembre 1936, p. 1 (éditorial) ; PEIRATS, *op. cit.*, I, p. 231.
27. 4 novembre 1936, p. 1.

en train de parler avec une insistance excessive, et justement par ceux qui n'en font pas, de notre sacrifice à tous, de l'économie et de l'intensification de la production [...]. Le même résultat négatif s'obtient tout à fait dans ce qui peut s'appeler en termes techniques, l'épidémie de la " comitécratie ", cette nouvelle bourgeoisie formée à la faveur de ces convulsions.

Le fascisme ne consiste pas, au sens large du terme, dans les signes et les façons de procéder des régimes qu'on définit comme tels, mais son champ d'action, son domaine pratique sont beaucoup plus vastes et étendus que ceux marqués par les Hitler, les Mussolini et les Franco ; c'est l'autorité sous ses différentes formes et manifestations qui donne son origine et qui est la genèse du fascisme, dont les moyens de lutte, les procédés de combat sont utilisés par tous les pouvoirs quand ceux qui sont sous sa férule prétendent se rebeller et s'émanciper de sa tutelle [28]. »

Les lignes qui suivent parurent à la fin de la guerre : « La participation au gouvernement a fait naître chez quelques-uns d'entre nous la thèse que les idées et les méthodes tactiques doivent être décrétées de haut en bas, par des comités ou des plénums, sans être portées à la connaissance préalable des authentiques militants libertaires généralement anonymes. [...] Qu'il ne nous arrive pas la même chose qu'aux marxistes. Après les concessions partielles vient l'abandon total du socialisme, de l'esprit socialiste [29]. »

Le poids de la scission, des extrémismes dissimulés sous une réunification artificielle et, en dehors du mouvement libertaire, une politique d'alliances et de concessions, firent que sous beaucoup d'aspects une certaine partie de la C.N.T.-F.A.I. adopta une attitude équivoque ou de franche opposition vis-à-vis de la collectivisation (Vilanesa, Aragon). En simplifiant les positions, il semble que les anarchistes sincères — avec quelques ugétistes et d'autres, des sans-parti, des sympathisants — appuyaient la collectivisation, alors que la bourgeoisie, les partisans de la révolution faite seulement après la victoire et les anarchistes réformistes s'alliaient, bien que s'opposant entre eux, contre elle.

28. *Ibid.*, 6 novembre 1936, p. 2.
29. *Timón*, décembre 1938.

Brève chronologie

Nous nous limitons à une chronologie sommaire et sûrement incomplète des attaques contre l'autogestion.

13 novembre 1936 : fusillade à Fortuna (Murcie) entre cénétistes et communistes [30].

1er janvier 1937 : dissolution des comités ouvriers de ravitaillement organisés par la C.N.T. et l'U.G.T. à Barcelone [31].

Fin janvier : incidents entre collectivistes à La Fatarella (Tarragone).

3 février : la Généralité déclare illégale la collectivisation de l'industrie laitière [32]. Incidents entre cénétistes et ugétistes dans le collectif de Cullera (Valence) [33].

8 mars : troubles à Vilanesa (Valence).

17 avril : fusillade à Puigcerda [34].

Mai : Jover et Vivancos — officiers cénétistes — menacent de fusiller les soldats anarchistes qui voulaient quitter le front aragonais pour secourir leurs camarades à Barcelone [35].

Juin : violences contre les collectifs de Mora, Mascarate, Perales de Rio (Tolède) par la brigade de Lister [36].

Juillet : incidents à Asco (Tarragone) lors du passage de la brigade de Lister. Incidents en Estrémadure [37]. Plainte de la délégation régionale du caroube unifiée C.N.T.-U.G.T. contre un article diffamatoire de *Frente Rojo* — P.C. — dans le Levant le 22 (A.S.).

Août : destruction par la brigade de Lister des collectivités d'Aragon, suppression du conseil.

Octobre-novembre 1938 : réquisition gouvernementale de l'industrie de guerre.

Janvier 1939 : « oubli » de Lister de détruire certaines usines.

30. A.S. 1061 B, lettre du comité national de la C.N.T. à F. Montseny.
31. *Espagne nouvelle,* 17 septembre 1937, p. 1.
32. A.S. 1340 B ; *Espagne nouvelle,* 17 septembre 1937, p. 1.
33. Garcia Garcia, *op. cit.*
34. *Espagne nouvelle,* 17 septembre 1937, p. 1.
35. Marzocchi, dans *Umanità Nova,* Rome, 20 décembre 1964, p. 2.
36. *Confederacion,* 11 juin 1937, p. 4.
37. Rama, *op. cit.*

Ces éphémérides montrent l'incompatibilité de coexistence entre les secteurs collectivisés et non collectivisés, l'impossibilité des alliances politiques entre des idéologies contraires, et surtout la durée de cet essai d'autogestion ; durée qui est entièrement due à l'enthousiasme de la base, des travailleurs et non à des consignes démagogiques des comitécraties, comme mourir debout et ne pas vivre à genoux, jamais appliqué par ceux qui l'ont prononcé.

III

Les traits originaux de l'autogestion espagnole

1

Interprétations et points de vue

Il est très facile d'interpréter des faits historiques peu connus — les républiques jésuites du Paraguay — ou étudiés par d'autres — la Révolution française — et d'en déduire une série de lois ou de tendances psychologiques et sociales.

Tout au long de cette étude, nous avons signalé des opinions aussi différentes les unes des autres que l'individualisme espagnol [1] et le collectivisme, non moins espagnol [2] ; pour ne pas tomber dans des discussions oiseuses, nous éliminons l'alternative en disant que les idéologies ne font que justifier les réalités. L'historien et le chercheur doivent seulement apprécier les solutions proposées et non vaticiner sur le passé et l'avenir.

Un point intéressant à observer est que les coopérativistes, sauf exceptions [3], ne se préoccupèrent absolument pas du mouvement collectiviste espagnol [4].

1. Voir ci-dessus, p. 30 et 45.
2. Voir p. 34 et 123. Souchy reprend le lieu commun : après des conclusions prudentes (*Nacht über Spanien*, p. 100), il n'hésite pas maintenant à comparer les Sephardis aux Espagnols à propos des ressemblances entre les kibbutzim et les collectivités.
3. Fauquet en Catalogne.
4. *Annales de l'économie collective*, 1936-39. Depuis 1939 nous ne croyons pas qu'il y eut d'allusions.

Les tentatives d'appréhension de la collectivisation sont finalement peu nombreuses. Nous en distinguerons de deux sortes.

La première consiste en une analyse marxiste, y compris les hétérodoxes. L'*Historia del Partido Communista de España*[5] répète les arguments de 1936-39 avec une étrange similitude : « Cette " politique " agraire de type anarchiste eut comme conséquence en Catalogne une baisse progressive de la production agricole et l'abandon des campagnes par une partie non négligeable de paysans. La catastrophe en matière de ravitaillement fut évitée par l'énergie du Parti communiste espagnol et du P.S.U.C. dans leur intervention contre les excès, auxquels ils mirent pratiquement fin en écrasant le mouvement de mai 1937. [...] Le Parti communiste et le Parti socialiste unifié de Catalogne luttèrent pour en finir avec l'anarchie[6] dans l'industrie, et réalisèrent un travail très effectif pour obtenir le respect de la propriété des petits industriels et des petits commerçants. »

Les dernières œuvres des historiens communistes ou apparentés sont particulièrement de mauvaise foi : Tamames, dans *La República, la era de Franco*[7], ne fait que résumer les arguments et les citations de *Guerra y revolucion en España 1936-1939*[8] ; J. Maurice se sert d'un prétexte pour en conclure que les « ouvrages récents sont trop divergents, voire contradictoires, pour qu'il soit possible d'en dresser un bilan complet[9] ». Comme si parce que les théories sur le cancer sont contradictoires, on

5. Paris et Varsovie, 1960, p. 176, 178.
La même année Maidanik publie *Ispanskii proletariat y natsionalno-revolutsionnoi voine ;* dans le chapitre consacré à la collectivisation, nous avons remarqué une traduction volontairement faussée (p. 123), une citation qui n'existe pas dans l'original (p. 135, n° 16), un compte rendu erroné p. 142, repris p. 170, 189, 209, 218, 222. En 1965, L. V. Ponomareva dans un article au titre significatif « K probleme strukturnikh reform v ispanskoi revolutsi » ne parle pas de la collectivisation. Quant aux livres récents (voir *Noir et Rouge,* n° 39), on remarque une citation faussée par l'absence de son contexte : Peiro, dans *Guerra y revolución en España,* 1936-1939, II, p. 30 (voir *Noir et Rouge,* n° 31, p. 12). Enfin, une « *perle* » montre les rapports russo-franquistes pendant la guerre civile (libération d'un « conseiller » russe par les franquistes) : *Pod znamenen ispanskoi respubliki,* p. 523, (version espagnole : *Bajo la bandera de la España republicana, Mey-Internatsionalisti,* 1975, p. 385.
6. Voir ci-dessus, p. 24.
7. Madrid, 1973.
8. Moscou, 1966.
9. J. Maurice, *op. cit.,* p. 82.

devait ne plus étudier ce problème ! Le léninisme reste fidèle à lui-même.

Borkenau a donné ses arguments de façon sereine : « Ce qui importe vraiment c'est de savoir dans quelle mesure ces nouvelles unités économiques ont une possibilité de réussite et, par conséquent, d'attirer la paysannerie dans un avenir relativement proche. Je pense que le scepticisme des communistes à ce sujet est très justifié. Il faut un capital pour tirer profit des grandes propriétés collectivisées et, de plus, des capacités techniques et d'orientation. Aucune n'est applicable dans les conditions de la guerre civile. Les choses étant ce qu'elles sont, les collectivités agricoles prématurées ne sont pas autre chose que les derniers résidus de la vieille foi anarchiste, qui tente de construire une nouvelle société, uniquement sur la base de l'enthousiasme et de la force morale, sans respecter les conditions actuelles[10]. »

Cette opinion ne vise que les collectivités agricoles, négligeant les collectivités industrielles et oubliant le C.L.U.E.A., qui était envisagé afin de tenter d'obtenir des capitaux. La guerre ne pouvait être menée dans une structure capitaliste divisée, fractionnée économiquement par des raisons de concurrence et d'intérêt plutocratique internationaux. La campagne espagnole avait besoin de réformes, comme les républicains l'avaient compris avec leur réforme agraire. Les anarchistes, tout en appliquant leur idéal, par hasard ou par autoconscience, appliquaient les règles essentielles pour gagner la guerre : économie coordonnée, dirigée, sans gaspillage, théoriquement.

Le second type d'interprétation emploie le même procédé, consistant à dire de la collectivisation qu'elle n'est que du primitivisme. Il est alors facile à Gerald Brenan d'écrire : « Ce n'est pas seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique que le mouvement anarchiste constitue un retour aux institutions médiévales[11]. » Brenan cite deux cas de collectivités tirés d'un livre de Langdon Davies, plus touristique que politique : Anso (Huesca) et Puerto de la Selva (Gérone).

Les exemples cités sont vrais, et il y en a d'autres, comme celui de Santa Magdalena de Pulpis (Castellon), « ex-fief car-

10. Borkenau, *op. cit.,* p. 204.
11. Brenan, *op. cit.,* édition française, p. 254.

liste [12] ». Mais ce qui importe est le pourcentage : en quoi, par exemple, la socialisation de l'industrie de pêche de Villajoyosa ressemble à une communauté de pêcheurs ? A quelle tradition se rattachent les collectivisations des chemins de fer ou le C.L.U.E.A. ?

Pour justifier ce médiévalisme, il faudrait en tout cas présenter davantage d'exemples, et expliquer comment il se rattache à l'anarchisme et non au phalangisme ou au communisme. Et médiévalisme n'est pas toujours synonyme de retard, puisque les institutions juridiques actuelles, par exemple, existaient déjà en ce temps...

L'argument nous rappelle le cercle de certaines doctrines : la collectivisation est un retour au médiévalisme, et cela s'explique parce que le médiévalisme est espagnol. Par ailleurs, Brenan fait souvent allusion à une constance de l'esprit espagnol, qui serait une qualité spécifique. C'est donc un jugement très semblable à celui de la responsabilité collective : en Espagne on est collectiviste parce qu'on est espagnol ; ailleurs, on est tel parce que...

Le point de vue de Brenan est imprégné de subjectivisme. Il est indubitable pour nous qu'il y eut des réactions « primitives », mais la C.N.T. de 1930-1936 suffit à toute explication. La démagogie, le manque de maturité du programme du communisme libertaire, la situation sociale et morale créée par la crise économique stimulèrent les esprits et simplifièrent les problèmes. Ceci n'était pas propre aux anarchistes espagnols : les accusations antisémites de L'Action française contre Blum et les espoirs nés du Front populaire en France, l'appui populaire aux régimes de Mussolini en Italie et d'Hitler en Allemagne, les procès et le culte de Staline en U.R.S.S., pour ne pas évoquer d'autres exemples, furent aussi des signes de médiévalisme, de manifestations primitives que les foules, les intellectuels et les scientifiques approuvaient... !

Les historiens de type universitaire comme Gabriel Jackson ont un critère aberrant, comme l'a magistralement démontré Noam Chomsky. Ce qui est frappant, c'est que Jackson maintient ses œillères : « Je n'ai jamais répondu à Chomsky par écrit [...]. Tous ceux qui lisent ce que j'ai dit en fait sur les collectivisations

12. *S. O.*, 3 octobre 1936, p. 9.

et ce que dit Chomsky peuvent voir que je suis assez sceptique sur la viabilité à long terme de ces collectivisations [13]. »

Thomas, dans un essai intéressant et documenté, conclut au succès « du point de vue social », mais observe le même scepticisme élitiste, léniniste, sur les résultats économiques : « Il est difficile d'imaginer un accroissement de la production nationale à long terme », « il y aurait eu une désintégration de soi-même », « une période d'un ou deux ans n'est pas suffisante pour juger », « il s'avère difficile d'imaginer comment cela aurait pu fonctionner », « à long terme cela semble improbable [14] ».

Nous centrons l'interprétation de la collectivisation espagnole sur le problème de la communication d'un idéal par une minorité à la majorité. L'essence de l'anarchisme est de rendre les masses capables de n'admettre ni hiérarchie ni classe dominante, et d'avoir des institutions contrôlées par elles-mêmes. Mais les anarchistes durent agir avec des individus ignorants de leurs idéaux et qui les suivaient par opportunisme, ou peut-être par admiration [15]. Le problème résidait en ce qu'il fallait collectiviser toute l'économie dans « un sens totalitaire [16] » et, en même temps, ne pas s'imposer comme une nouvelle bourgeoisie à cause du manque de participation et de préparation des masses. Même en faisant abstraction de l'existence d'une opposition à sa politique, l'anarchisme espagnol, étant donné l'état de décomposition qui y régnait, n'aurait pu réaliser son idéal qu'après beaucoup de temps.

Ce manque de communication entre les masses et les anarchistes est arrivé à créer chez certains un état d'esprit méprisant social-démocrate, très fréquent dans d'autres mouvements [17].

Dans le camp « factieux », la collectivisation devait provoquer des réactions. La première fut celle de Santiago Montero Diaz [18]. D'après lui, on peut distinguer deux périodes dans la situation des travailleurs du côté républicain : d'abord l'euphorie révolutionnaire, dans laquelle : « La pègre, quelques bandes de crimi-

13. *Triunfo*, Madrid, 8 mars 1975.
14. CARR, *Estudios sobre la república y la guerra civil.*
15. Voir ci-dessus, p. 98, 165.
16. Voir ci-dessus, p. 186.
17. « ... Mais les masses sont amorphes, velléitaires et grégaires » (SOUCHY, *Cooperativismo y colectivismo*, 1960, p. 255).
18. *La política social en la zona marxista*, 1938, 77 p.

nels et une bonne partie des dirigeants politiques et syndicaux ont amélioré leur existence. Les travailleurs qui restèrent en marge du crime et du vol n'ont pas élevé le moins du monde le niveau de leur médiocre vie [19]. »

Puis vint la réalité économique : le blocage des salaires, les diverses mesures, et : « Il n'y a pas d'économie, aussi collective qu'elle prétende l'être, qui puisse résister, durant des mois et des mois, à l'action conjuguée du gaspillage, du pillage, de la mauvaise administration, de la terreur policière, de la mobilisation et de la livraison de matières premières et d'or à deux grandes puissances insatiables [20]. »

La collectivisation fut la cible directe de la critique avec Manuel Roldan dans son livre *Las Colectivizaciones en Cataluna (dos años y medio de destruccion de vidas y riqueza)* : « Le processus de destruction par la collectivisation en Catalogne mérite une étude sérieuse et minutieuse, par ce qu'il représente dans le domaine économique et moral, et par ses conséquences véritablement catastrophiques [21]. »

Roldan commence son livre par un chapitre préliminaire : l'œuvre des « forces occultes » : « Quand le conflit éclata, on avait la certitude, à la Banque juive et au Kremlin, que cette guerre aurait pour résultat la disparition de l'Espagne en tant que puissance méditerranéenne, comme cela fut le cas de l'ancien empire du Maghreb [22]. »

L'auteur entre ensuite dans le sujet : « On peut dire que, durant les trois ans de terreur rouge, l'industrie catalane n'exista pas [23]. »

Il note les mêmes défauts critiqués par les collectivistes eux-mêmes au sujet des comités et, curieusement, les deux critiques se ressemblent beaucoup : « Chaque comité voulait trouver un système pour gagner rapidement de l'argent. Mais les formules ne changèrent rien, car il était inutile d'offrir une usine à ceux qui ne voulaient pas travailler. Et comme il n'y eut aucun

19. *Ibid.*, p. 39.
20. *Ibid.*, p. 40, 41. Il s'agit de la Russie et de la France.
21. M. ROLDAN, *Las Collectivizaciones...*, p. 10.
22. Le racisme fut un thème très cultivé : LÓPEZ NAZARIO, *Marxismo judaísmo y masonería ;* SANTA CLARA, *El Judaísmo ;* VALLEJO NÁJERO, *Política racial del nuevo Estado ;* Jorge VILLARÍN, *Guerra en España contra el judaísmo bolchevique.*
23. M. ROLDAN, *op. cit.*, p. 30.

nouveau Lénine, les circonstances qui s'étaient présentées en Russie ne se répétèrent pas en Catalogne [24], les aspirants millionnaires se transformèrent bientôt en farouches défenseurs de la propriété usurpée. D'autres, comme ceux des monopoles et des services publics, n'adoptèrent-ils pas la violence en face des ingérences de la Généralité ? Que fut la semaine sanglante de mai 1937, sinon la défense de la propriété usurpée [25] ? »

Exception faite de l'allusion aux journées de Mai, ce texte pourrait être d'un Leval anarcho-syndicaliste : « Rien de plus curieux, comme nous le verrons plus avant, que l'agissement des communistes : ils démolirent les anciennes idoles pour se placer eux-mêmes sur l'autel, y régnant sans dieux rivaux [26]. »

Roldan doit reconnaître l'élan de la collectivisation : « Le mouvement collectivisateur, avec les appuis extérieurs et les traîtres de l'intérieur, progressait rapidement. On calcula que plus grand était le nombre d'usines passées aux mains des conseils et comités, plus il y avait de possibilités de destructibilité. On doit aussi ajouter, par respect de la vérité, que les ouvriers coopéraient à ce plan avec une foi aveugle, et que même la petite bourgeoisie de Companys et Nicolau d'Olwer pratiquèrent le collectivisme avec un enthousiasme sans égal [27]. »

Une autre critique, et dont nous n'avons pas d'exemples chez les collectivistes : « Un autre des problèmes que posèrent les comités collectivisateurs fut la disparition du matériel dans les ateliers, les " honnêtes " camarades se consacrèrent à la vente de l'outillage, sans doute à titre de " prime " de travail. Le 21 décembre 1936, devant l'ampleur du problème le conseil de l'Economie publiait une circulaire recommandant aux camarades de surveiller... ».

Le jugement de Roldan peut se résumer dans cette citation : « Nous le répétons : l'exploitation de classe n'avait pas, comme on le disait souvent, changé d'orientation ; elle était tout simplement régie, dans toutes les branches, par les mêmes postulats économiques de l'époque bourgeoise. Le seul changement porta

24. Il faut remarquer la culture socialisante de certains franquistes d'alors.
25. M. ROLDAN, *op. cit.*, p. 83, 84.
26. *Ibid.*, p. 87.
27. *Ibid.*, p. 91.

sur le type de salaire, les heures de travail et le coût de la vie [...] [28]. »

Un autre auteur entre dans l'arène, mais sans apporter plus d'arguments [29].

Nous ne pouvons ne pas citer l'opinion de l'anarchiste Horacio M. Prieto, dont nous avons le critère anti-autogestion en 1932. Fidèle à lui-même, il déclara en août 1936, en arrivant à Barcelone : « Cela me semble impossible, vous êtes allés trop loin et nous allons le payer très cher ; je suis maintenant tout à fait convaincu que nous perdrons la guerre, car l'intervention étrangère aura lieu [30]. »

Plus tard, en janvier 1938, dans une conférence en faveur de la création d'un parti politique anarchisant, il déclara : « Le collectivisme que nous vivons en Espagne n'est pas le collectivisme anarchiste, c'est la création d'un nouveau capitalisme plus inorganique [*sic*] que le vieux que nous venons de détruire ; et c'est un nouveau capitalisme avec tous ses défauts, avec toutes ses immoralités, qui se reflètent dans l'égoïsme permanent des travailleurs qui administrent une collectivité. » Et enfin, en exil, en 1966 : « Les collectivités libertaires sont ainsi apparues sans prendre le conseil des organismes directeurs de la C.N.T. qui n'aurait pu le donner, car elle n'était pas préparée à un événement aussi exceptionnel ; et ce fut l'implantation subite des collectifs qui empêcha la C.N.T. de pouvoir formuler quelque chose de sérieux et de positif dans l'ordre de la reconstruction économique [31]. »

Notre désaccord est si grand que nous ne commenterons pas, mais il est bon de connaître cette position.

L'impression que nous laisse l'opinion franquiste est ambiguë : généralement, à part les préjugés raciaux, les critiques sont justes, mais exagérées dans un esprit de polémique, et on ne peut que s'étonner que ce point de vue n'ait pas été adopté face aux conceptions et applications économico-sociales du franquisme pendant la guerre.

28. *Ibid.*, p. 91 et 93.
29. LACRUZ, *El alzamiento y el terror en Barcelona*, 19 juillet 1936 - 26 janvier 1939, publié en 1943.
30. Cesar LORENZO, *op. cit.*
31. *Posibilismo libertario*, p. 75.

Les différentes interprétations que nous étudions visent à minimiser la collectivisation. Ceci rejoint la tendance actuelle qui fait le silence sur cette expérience. Cependant, que ce soit pour la minimiser ou l'exalter, il faut cerner de près ce problème, et l'absence de jalons orienteurs permettant l'étude de ce thème démontre que sa connaissance est encore très superficielle.

Le conseillisme dans l'expérience espagnole

Les rares pages que Pannekoek a consacrées à l'Espagne apparaissent dans les *Conseils ouvriers*, et leur interprétation peut se résumer à cette citation : « Leurs groupes armés, maîtres de la rue, veillaient au maintien de l'ordre et au ravitaillement et, tandis que les usines principales continuaient de tourner sous la direction des syndicats, poursuivaient la guerre contre les armées fascistes dans les provinces avoisinantes. Sur ces entrefaites, leurs dirigeants entrèrent au gouvernement de la république démocratique de Catalogne, composée de républicains petits-bourgeois coalisés avec des politiciens socialistes et communistes. Ceci revenait à dire que les travailleurs, au lieu de lutter pour leur classe, devaient se battre pour la cause commune et s'aligner sur elle » (p. 286).

Cette opinion écarte totalement la portée de la collectivisation dans toute l'Espagne républicaine ainsi que les réactions violentes des travailleurs et des collectivistes contre les accords d'en haut (Vilanesa, Mai, etc.). Comme l'a noté Bricianer — auteur d'une anthologie de Pannekoek — celui-ci « ne semble pas avoir envisagé tous les aspects de la guerre civile espagnole ».

En fait, le conseillisme — jusqu'à aujourd'hui — s'est montré incapable de se débarrasser de sa gangue léniniste sur l'anarchisme : « Nous considérons qu'il est de notre devoir de démontrer, à partir de l'exemple espagnol, que l'argumentation anarchiste contre le marxisme est fausse [32]. » « Les critiques et les conseillers libertaires étrangers ne pouvaient offrir de solutions,

32. H. WAGNER, *L'Anarcho-syndicalisme et la Révolution espagnole*, juin 1937, publié par la revue *Révolution internationale*, puis dans *La Contre-révolution bureaucratique*, 10/18, p. 210.

car ces problèmes ne peuvent être résolus que sur la base de la théorie marxiste. » « Tant que les ouvriers de l'étranger ne se révolteront pas contre leur propre bourgeoisie, apportant ainsi un soutien actif à la lutte en Espagne, les ouvriers espagnols devront sacrifier leur but socialiste. » « La seule organisation qui y donne une réponse concrète est le P.O.U.M. Il fait de la propagande pour l'élection d'un congrès général des conseils, dont sortira un gouvernement véritablement prolétarien. »

Et l'article se termina par une critique de l'anarcho-syndicalisme et des projets d'économie planifiée.

Les conseillistes des différentes tendances — Pannekoek, Korsh, Mattick — ne sont pas encore sortis du sectarisme, bien que leurs analyses du marxisme et du syndicalisme — uniquement pour Korsh — soient exemplaires : « Toute tentative pour restaurer la doctrine marxiste comme un tout et dans sa fonction originelle de théorie de la révolution sociale de la classe ouvrière est aujourd'hui une utopie réactionnaire [33]. »

33. *Dix thèses sur le marxisme*, 1950.

2

Problèmes posés par l'autogestion

En Espagne

Monnaie. Nous avons fait allusion à ce problème en exposant les conceptions du communisme libertaire et l'attitude des républicains vis-à-vis de l'économie, de même que, plusieurs fois, à propos des collectivités. Nous constatons que les anarchistes ont abandonné l'idée d'une substitution nationale de la monnaie. Même en Aragon la monnaie républicaine garda sa valeur.

En fin de compte, seules les collectivités agricoles décidèrent de se passer d'argent, et le firent en adoptant divers systèmes [1] : « On revivait le temps où chaque seigneur féodal frappait sa monnaie selon la dimension et le poids qui lui convenaient le mieux [2]. »

Les difficultés créées par les monnaies locales et le manque d'unité apparurent rapidement [3]. En Aragon, très vite on discuta

1. Voir ci-dessus, p. 131.
2. SEBASTIÁN, *op. cit.*, p. 117.
3. Fondation d'une banque entre paysans (LEVAL, *op. cit.*, p. 310).

l'avantage de faire des emprunts à une banque nationale rurale récemment fondée [4]. En juin 1937, la création de la fédération nationale des paysans et, en janvier 1938, le plénum élargi confirmèrent cette tendance à utiliser la banque.

On n'arriva pas à ce système en une seule fois : en septembre 1936, le groupe Reclus avait publié une analyse intitulée *La Cuestion de la moneda,* qui devait présenter un intérêt dans les milieux confédéraux, puisque *Tierra y Libertad* la publia [5].

Sept consignes y étaient données :

— en finir avec le parasitisme ;
— créer des coopératives ;
— « réduire la Barcelone infecte et les autres grandes villes à des proportions plus accessibles, sans congestion ni pléthore. La moitié de Barcelone est inhabitable. Conservons donc la partie habitable et que la campagne absorbe le reste » ;
— rationalisation des machines ;
— contrôle des comités afin qu'ils ne dégénèrent pas en monopoles ;
— ouverture des frontières pour que les individus qui vivent en parasites quittent le pays, et pour que cesse l'achat de ravitaillement à l'étranger ;
— limitation des activités bureaucratiques inutiles.

Le mélange de naïvetés (Barcelone, la cessation d'achats de ravitaillement) et d'avertissements contre les abus qui se multiplieront ensuite (nouveaux monopoles, bureaucratisme) est significatif.

Cependant, il existait des projets plus sensés : en appendice, nous communiquons l'un d'eux, qui n'a pas été publié et dont il n'y eut que peu d'exemplaires. On y voit le refus de la monnaie-or et ses limites, problèmes qui continuent de se poser dans l'économie actuelle.

Un autre problème non moins aigu fut celui de la *planification.* Les théories de rationalisation, d'élimination de la concurrence étaient nombreuses, aussi bien dans le passé que dans le présent.

4. *Cultura y Acción,* 7 avril 1937.
5. *Tierra y Libertad,* 17 septembre 1936, p. 3 ; *Agitacion,* 19 septembre 1936, p. 4.

Mais l'absence de fédérations d'industrie, la politique économique divergente entre communistes et anarchistes ne pouvaient que nuire à toute tentative.

Le congrès économique élargi de janvier 1938 approuva une motion sur ce point. Comme dans d'autres projets des différents partis, on prévoyait l'amélioration de l'économie grâce à des moyens adéquats et après de sérieuses études. Les différences apparaissaient dans deux paragraphes :

« Que la décision éventuelle de suspension ou de fermeture de certaines industries et entreprises soit motivée par le but de réaliser une économie efficace ou une réduction du prix de revient du produit ou du service obtenu à meilleur marché dans une usine, un atelier, une ferme, etc. ; tendant par conséquent à ce que cette réalisation soit entièrement objective et économique, en considérant l'ensemble de l'Espagne loyale comme une unité complète sans différenciation de régions ou d'un autre ordre.

Que l'on ne procède pas à la suspension ou à la fermeture d'aucune usine, atelier, ferme, mine, etc., sans que l'on soit préalablement parvenu à assurer un nouveau travail aux producteurs [...] [6]. »

Le projet annonçait une « centralisation administrative de l'économie confédérale » avec des délégués non révocables, dont l'élection devait être approuvée par les organismes de la C.N.T. Comme le congrès avait approuvé la création d'inspecteurs du travail, les différenciations de salaires et les sanctions contre les ouvriers qui ne respecteraient pas ce qui avait été adopté par la loi de la majorité obligeant la minorité, nous constatons que la C.N.T. était devenue un parti comme les autres. On allait à l'instauration d'un Etat syndicaliste semblable aux autres Etats, fondé soit sur le parti unique, soit sur le libéralisme économique avec quelques nuances peut-être.

Juan Andrade, signalant notre livre dans *Cuadernos de Ruedo Ibérico,* faisait remarquer que les mesures sur les inspecteurs et la grille des salaires furent acceptées à la majorité, sous-entendu le mouvement libertaire avait choisi la voie juste et scientifique du marxisme. Et à n'en pas douter les cénétistes qui approuvèrent

6. *Acuerdos del Pleno Económico Nacional Ampliado,* p. 31 ; PEIRATS, *op. cit.,* III, p. 26.

ces points étaient plus léninistes qu'anarchistes. Mais il demeure qu'en octobre 1938 [7] on se demandait comment établir des sanctions contre des collectifs, et qu'en 1939 [8] il était constaté que les collectifs ne répondaient pas correctement aux statistiques... Méfiance envers les décisions du congrès ? Mauvaise présentation des formulaires ?

La collaboration gouvernementale, les compromis politiques (en particulier en observant le silence sur les exactions du parti communiste) permettent de comprendre l'évolution d'un mouvement qui adopta des mesures qui nient ses principes tactiques et idéologiques.

Par contre, la collectivisation se développa et se continua à la base dans un esprit anarchiste [9], malgré la C.N.T. qui, nous l'avons vu, ne lança pas de mot d'ordre en ce sens [10].

Ces deux attitudes de la C.N.T. correspondent à celles que nous avons isolées avant 1936. Vraisemblablement, dans cet organisme de masse qu'était la C.N.T., la formation anarchiste était très différente. Nous nous demandons également dans quelle mesure les querelles internes et la routine syndicale n'ont pas masqué les problèmes organisationnels, économiques que la situation de l'Espagne ne pouvait manquer de poser et auxquels ne pouvaient répondre les essais de Besnard, Puente et Santillan, parce qu'ils donnaient une vue intéressante mais schématique.

Les collectivistes espagnols montrèrent cependant, dans certains cas (C.L.U.E.A.) l'ampleur et les possibilités de leurs idées.

Quel fut le sort des autres mouvements collectivistes au cours de l'histoire ? Connurent-ils une transformation analogue, et la prise du pouvoir par un parti dit révolutionnaire est-elle la création obligatoire d'une nouvelle classe dirigeante ? Nous donnerons un aperçu rapide afin de déterminer l'importance de la collectivisation espagnole par rapport aux autres.

7. *F.S.*, 2 octobre 1938, p. 2.
8. *Campo Libre*, 14 janvier 1939, p. 7.
9. LEVAL, *Né Franco... ; Noir et Rouge*, supplément n° 41.
10. Sur ce point voir Horacio PRIETO, *Noir et Rouge*, n° 41 ; PEIRATS, *Noir et Rouge*, n° 36.

Dans d'autres expériences

Le thème est très vaste et permettrait de remplir des cahiers, nous nous limiterons donc énormément, non sans démontrer — en évitant le plus possible les interprétations — qu'il y a une certaine relation entre les différentes révolutions du XX[e] siècle : « ... Il y a vraiment une ligne, pas du tout droite, mais une ligne quand même, qui relie les plus grands événements révolutionnaires de notre histoire contemporaine ; la Commune de Paris, la révolution russe et sa suite, les révolutions chinoise, espagnole, la vague révolutionnaire de 1956 dans les démocraties populaires et surtout la révolution hongroise [11]. »

Il y a plusieurs types de collectivisme : ceux qui répondent à des aspirations populaires, ceux qui s'imposent sans consultation préalable, par nécessité politique ou économique. Voyons ce dernier aspect, à travers un exemple récent et valable pour presque tous les cas semblables, celui de Tunis : « L'autogestion n'a été ni réclamée ni réalisée spontanément " à la base ", pour socialiser et modifier les structures en Tunisie il a fallu lutter, convaincre, imposer [...]. L'Etat intervient sur plusieurs plans. Il assure une aide financière et accorde des prêts à long et moyen terme. Il impose aux côtés des dirigeants élus par les coopérateurs la présence de ses cadres spécialisés [...] ; un directeur de coopérative, fonctionnaire, se tient auprès du président élu. » « L'Etat s'est substitué au capitalisme étranger avant que puisse se constituer une néo-bourgeoisie tunisienne [12]. »

Cette étatisation de l'économie va de pair avec le système du parti unique, qui a porté et porte différentes dénominations depuis son instauration simultanée en Russie et en Italie dans les années 1920-22.

La collectivisation ayant une résonance dans les masses se rattache directement à l'Espagne de 1936-1939. Cependant, elle peut survenir généralement à l'improviste, en temps de guerre où les travailleurs se trouvent parfois sans direction et continuent la production, ce qui provoque des changements importants dans

11. Balázs NAGY, *Etudes*, Bruxelles, octobre 1961, n. 120.
12. BEN BRAHEM, « La " Voie tunisienne " vers le socialisme », *Le Monde*, 6, 7 août 1964.

l'estimation des normes habituelles. Nous avons un exemple valable dans la libération du camp d'Auschwitz : « Le samedi 20, nouveau et pire désastre : l'eau est coupée. Les cuisines ne fonctionnent plus. Nous nous réunissons, médecins, infirmières et autres membres du personnel et décidons d'assumer la direction provisoire du camp [...]. Nous qui avons, durant toute notre détention au camp, fui les fonctions administratives sous les ordres des Allemands sommes bien obligés de nous charger de la gestion [...]. La discipline, qui jusqu'à présent était basée sur la terreur et la peur des coups, est complètement relâchée. Nous ne pouvons la rétablir que par la persuasion. Cela ne porte pas toujours. Nos efforts sont immenses mais les résultats minimes [13]. »

Si nous comparons ce texte à un autre, de Simone Weil, sur Juin 1936 et l'occupation des usines en France, nous remarquons certaines analogies : « Toute l'organisation du travail était comprise de manière à faire appel, chez les ouvriers, aux mobiles les plus bas, la peur, le désir de se faire voir, l'obsession des sous, la jalousie entre les camarades. » « Quant à la discipline, les ouvriers se sont senti le pouvoir de désobéir et en ont profité de temps à autre. Ils ont tendance, notamment, à refuser l'obéissance aux contremaîtres qui n'adhèrent pas à la C.G.T. » « Les délégués sont peu à peu apparus aux ouvriers comme une émanation de l'autorité syndicale, et les ouvriers, habitués des années durant à l'obéissance passive, peu entraînés à la pratique de la démocratie syndicale, se sont accoutumés à recevoir des ordres [14]. »

Nous observons le même problème du passage subit des dirigés à la catégorie de ceux qui sont à la fois dirigés et dirigeants ; le changement d'une discipline arbitraire en une autre théoriquement plus juste, que les uns appuient et que les autres attaquent autant que la précédente. Les problèmes psychologiques qui se posent sont énormes dans ce type de collectivisation, et les déviations des comités espagnols se comprennent à la lueur de ces exemples.

Lorsque la collectivisation est le fruit de sentiments enracinés dans la masse populaire, elle doit toujours s'opposer à un système économique contraire à la dispersion du pouvoir entre

13. Macha Speter-Ravine, *Le Monde*, 27 janvier 1965.
14. *La Condition ouvrière*, Paris, 1964, p. 268, 270, 272.

les entreprises et partisan d'un centralisme politique. Le problème se posa clairement en Allemagne au sujet des conseils des années 1919-20 et fut résolu par la force aux dépens de ces derniers : « Le système des conseils ne peut être un moyen possible d'organisation... Il n'y a aucune raison d'utiliser le système des conseils ; et l'incorporation des conseils dans le système actuel des organisations syndicales serait impensable [15]. »

Les exemples historiques pourraient être multipliés. En nous limitant aux survivances du collectivisme, nous avons actuellement ceux d'Israël et de l'Algérie (nous ne croyons pas que les exemples du Mexique et de la Yougoslavie soient valables, à cause de la coercition des partis totalitaires).

Dans les deux cas, l'absence de fédérations d'industrie surprend, de même que celle de la solidarité entre les entreprises. Il nous semble que ces secteurs économiques sont conservés comme soupapes de sécurité de l'autoritarisme : ils n'ont ni vie propre, ni initiatives économiques d'envergure, ce sont des organismes atrophiés [16].

Si nous concrétisons les problèmes communs à toutes les expériences et les caractéristiques originales de la collectivisation espagnole nous obtenons le tableau reproduit ci-contre.

De ces onze cas, nous remarquons que les seuls qui ne soient pas spontanéistes, concernent des capitalismes d'Etat (Russie, Chine, Yougoslavie, Cuba). Parmi les cas de spontanéisme (dans lesquels la Russie — 1905, premiers soviets — est incluse), deux sont essentiellement agraires (Mexique et Israël) et deux touchent l'industrie et l'agriculture (Espagne et Algérie), tous sauf Israël sont issus de révolutions ou de crises révolutionnaires. Tous les cas de spontanéisme — y compris Israël et avec en plus la Yougoslavie — ont connu des conflits de pouvoir.

Nous en déduisons les leçons suivantes :

1. « Les faits ont précédé la théorie ; lorsque le capitalisme

15. Carl Legien, cité par Richard A. Comfort, article sur le conseil de Hambourg, 1918-1919, dans *International Review of Social History*, Assen (Hollande), 1964, p. 1.
16. Voir Meister, *Archives internationales de sociologie de la coopération*, 1961, n° 10 ; et, en Algérie, les changements politiques confirment la ligne directrice du régime qui est de limiter et de restreindre l'autogestion.

Collectivisation	Exemples historiques										
	Mexique	1919 (7)	Russie	1945 (8)	Israël	Chine	Yougos-lavie	Hongrie (9)	Cuba	Algérie	Espagne
intérieur											
préparation idéologique	&	&	&	&	&						&
spontanéisme			&								&
imposition par la force	&	&	&	&	&	&	&	&	&	&	&
collectivités agricoles			&			&			&	&	&
collectivités industrielles			&	&		&	&	&	&	&	&
concentration économique			&								&
solidarité économique											&
lutte contre le néo-capitalisme des comités											&
extérieur											
direction étatiste	&	&	&	&		?	&	&	&	&	&
organisation collectiviste	&	&									
conflit de pouvoir	&	&		?	?		&	&			&

1. Il s'agit du spartakisme et de l'occupation des usines en Italie (de 1919-20, mais consécutive à cette période).
2. De même qu'après la Première Guerre mondiale, dans plusieurs pays. France : usines Berliet, Pologne, etc.. il y eut des débuts de gestion ouvrière.
3. Le soulèvement de 1956 fit apparaître une organisation de conseils ouvriers.

n'assume plus la responsabilité de la production (crise économique ou politique...), spontanément, sans qu'il y ait de propagande en ce sens, le prolétariat prend la direction des usines [17]. »

2. Le spontanéisme de la collectivisation ne dépend pas du niveau économique ou culturel, mais de la profondeur des crises.

17. *Noir et Rouge*, n° 41, p. 3-4.

Conclusion

En dépit de ses faiblesses, dans de nombreux cas, le mouvement ouvrier, presque toujours la C.N.T., opposa une résistance farouche, et même l'emporta, comme en Catalogne et aux Asturies, à Madrid. Le 21 juillet, deux Espagne se dessinaient sur la carte, l'une de gauche, l'autre de droite, mais une conséquence fâcheuse pour la gauche et en particulier la C.N.T. était que la Galice, une partie de l'Aragon et de l'Andalousie étaient perdues. En outre, la gauche se voyait obligée à taire ses conflits pour résister à l'ennemi commun, et c'était une gauche des plus hétéroclites : gardes civils (fidèles les premiers temps à la République), centre-gauche, socialistes, communistes et les syndicalistes ugétistes et cénétistes.

A la base, au niveau des travailleurs ugétistes et cénétistes, ces problèmes étaient moins sensibles. Il fallait faire tourner les machines pour assurer l'armement et l'approvisionnement des travailleurs. Et cela fut fait, ni le lait ni le pain ne manquèrent. A Barcelone, où la C.N.T. et la F.A.I. indiquaient la marche à suivre, dès le 24 juillet une colonne de miliciens volontaires partait en Aragon, avec des camions blindés, les services de secours et d'intendance, etc., pour 3 000 hommes. Pourtant, une semaine avant, les travailleurs menaient leur vie habituelle et s'apprêtaient à passer un dimanche de juillet normal.

D'où est venue cette capacité, alors qu'au même moment en France, au mois de juin, on notait à la fois chez les travailleurs le refus de l'autorité syndicale et une trop grande passivité. Pour nous, c'est indéniablement la structure de la C.N.T., la formation globale qu'elle donnait aux militants qui expliquent cette rapidité dans l'organisation. Même si le schéma qui expliquait le communisme libertaire était simpliste, il était suffisant et, de toute façon,

s'il ne prétendait pas tout résoudre, il convaincait les militants de leurs possibilités d'initiatives et de créativité.

Cependant le climat n'encourageait guère la collectivisation ou l'autogestion par les travailleurs. Les dirigeants de la C.N.T.-F.A.I. n'avaient pas fait d'appel véritable à l'autogestion ; plus, même, à la requête du consul de Grande-Bretagne, les entreprises dépendantes de capitaux anglais ne furent pas autogérées ou contrôlées (26 juillet 1936) à Barcelone. C'est-à-dire que, parmi les anarchistes, certains semblaient effarés par l'audace des travailleurs.

Les républicains ne faisaient rien pour accélérer la guerre en utilisant l'or de la Banque d'Espagne pour acheter des armes et des machines permettant de les fabriquer. Mieux, ils conservaient des armes à l'arrière pour avoir une police forte. Quelques grands titres de *Solidaridad Obrera* sont significatifs : « Manque d'armes » (25 août 1936) ; « Les armes, en ce moment chargé de danger, doivent servir exclusivement pour se battre contre l'ennemi » (28 août 1936) ; « Toutes les armes embusquées et cachées, au front ! » (Durruti, 12 septembre 1936).

En Catalogne, les catalanistes, pour se gagner démagogiquement les masses trop contrôlées par la C.N.T., avaient décrété la semaine de 40 heures et une augmentation de 15 % des salaires (24 et 25 juillet 1936). A cela la C.N.T. répondit en expliquant la nécessité d'augmenter la production de guerre pour gagner la guerre, d'où la suppression de la semaine anglaise (5 août 1936) et l'augmentation de la production et des heures de travail dans les usines autogérées.

Mais, en dépit des dénonciations publiques des carences par la C.N.T. : « Si nous devions dire clairement tout ce que nous pouvions faire et qui n'a pas été fait depuis ces tragiques deux mois, les possibilités qu'il y avait en éléments offensif et défensif, tandis qu'à Madrid, à la Banque d'Espagne, il y a des millions et des millions d'or stagnants [...] et qu'on pouvait battre efficacement et définitivement en une semaine ou deux, au plus, le fascisme et que cela ne put se faire par l'incapacité, par l'incompréhension des autres, j'en dirais trop et je préfère ne rien dire [1]. »

1. F. Montseny (20 septembre 1936), in *F.S.*, 22 septembre 1936.

Or le fameux or était livré le 25 octobre 1936 à l'U.R.S.S. en échange d'une aide minime (armes de 1905, armes modernes au compte-goutte, manœuvrées par les seuls Russes).

Concrètement à quoi servit l'autogestion ?

Durant toute la guerre (deux ans et demi), toute l'industrie de guerre reposait sur les usines collectivisées par la C.N.T. et l'U.G.T. Dans bien des cas, des solutions originales furent données pour fabriquer des armes et des explosifs.

Les seules devises obtenues par la République entre juillet 1936 et juillet 1937, le furent grâce à la campagne d'exportation des agrumes collectivisés par la C.N.T.-U.G.T. Pour la première fois dans l'histoire, les agrumes espagnols étaient vendus sur les marchés étrangers, d'un bloc et aux cours les plus favorables, alors qu'auparavant et depuis les différentes maisons espagnoles se faisaient concurrence entre elles. Cette organisation fut sabotée par le ministre de l'Agriculture, le communiste Uribe. En 1937-1938, la campagne fut faite par un organisme dirigé par le parti, qui sabota la chose parce que l'U.R.S.S. voulait ralentir la guerre.

Les collectifs prirent des mesures pour augmenter la production (soit par l'emploi des machines et des engrais dans l'agriculture ; soit par la rationalisation de la production). Cependant, il faut noter que l'absence de certaines matières premières comme le coton ralentit l'industrie textile. A partir de 1938, les bombardements firent que la fourniture de courant électrique pour les entreprises fut raréfiée.

En même temps les conditions de travail furent améliorées (groupes collectifs dans l'agriculture ; cadences adaptées dans l'industrie). Des mesures culturelles furent prises (création d'écoles, de bibliothèques), car l'analphabétisme était élevé. Sur le plan sanitaire, il y eut de gros progrès, notamment dans l'agriculture, puisqu'en Aragon la médecine était gratuite et que le médecin vivait dans la collectivité. Les vieux travailleurs recevaient une retraite (ce qui en Espagne et en France actuellement est loin d'être réglé « humainement »).

Un point important est l'absence de haine : tant Kropotkine que les écrits sur le communisme libertaire soulignaient que la collectivisation était pour tous, y compris les ennemis de la veille. Ce point fut respecté : dans les villages, les veuves, la famille des gardes civils et des factieux tués lors du putsch pouvaient

s'approvisionner normalement dans le magasin de la collectivité et y entrer si elles le désiraient (comme à Esplus, à Téruel). Les marxistes agissent bien différemment, puisqu'aujourd'hui encore les familles des prisonniers politiques sont des citoyens inférieurs. La liberté de rentrer et de sortir des collectivités existait.

Il y avait une fédération et une caisse commune de compensation entre collectifs pauvres et collectifs riches, entre les collectifs agricoles et les collectifs industriels et de services. Ainsi la collectivité des coiffeurs de Barcelone finança l'acquisition de machines et notamment un moteur pour installer l'eau au village d'Asco (Tarragone), moteur qui sert encore, paraît-il.

Le dernier point est celui des défauts, des problèmes que posaient les collectifs.

Le premier fut celui du rétrécissement psychologique d'un certain nombre de collectifs tant agricoles qu'industriels, qui avaient tendance à se répartir les bénéfices en oubliant la situation de guerre et d'opposition à la collectivisation. Ce fut le néo-capitalisme des collectifs qui fit dire qu'au lieu d'un patron on était passé à une foule de patrons dans certaines entreprises. Ce défaut fut combattu par la liaison des collectifs dans les syndicats d'industrie, au besoin par la menace de sanction comme la suppression des matières exploitées. Ce fut une réalité et elle fut corrigée.

Il manquait des camarades qualifiés pour diriger la comptabilité et des stages furent organisés. L'organisation et la communication des statistiques indispensables aux liaisons horizontales et verticales furent déficientes à cause du manque de formation et de la propagande anti-autogestion qui occupait localement beaucoup de collectivistes.

L'orientation que prenait l'autogestion est difficile à déterminer réellement vu la situation de guerre. Cependant en janvier 1938 des mesures de différenciation de salaires selon une norme nationale furent prises : manœuvre, catégorie I (20 % d'augmentation), catégorie II (40 %), technicien auxiliaire (70 %), technicien directeur (100 %). Il est difficile de dire dans quelle mesure cette échelle fut suivie, quoi qu'il en soit, elle est bien différente de celles des pays capitalistes et socialistes (en comptant les avantages matériels pour ce dernier).

Un souci de planification existait en conservant les structures

libertaires de bas en haut : « Que l'on ne procède pas à la suspension ou à la fermeture d'aucune usine, atelier, ferme, mine, etc., sans que l'on soit parvenu préalablement à assurer un nouveau travail aux producteurs. »

Cette présentation, pour claire qu'elle soit, est entièrement fausse si l'on ne la rattache pas à trois grands faits (outre le sabotage quotidien des collectifs à partir de novembre 1936) : la *loi de collectivisation* d'octobre 1936 en Catalogne, qui subordonnait les collectivités industrielles à des organismes de haut en bas dirigés par les catalanistes et les politiciens ; les *journées de Mai 1937* à Barcelone, qui furent une tentative du parti communiste pour attaquer militairement les anarchistes. Les communistes affirment le contraire, mais il est facile de voir qui a tort si on remarque que les incidents n'eurent lieu que dans les villes où les communistes avaient une certaine force. Enfin troisième grande opposition, la division du général *communiste Lister,* qui en août 1937 en Aragon, au moment d'une offensive républicaine et au moment de la moisson du blé, attaqua les collectivités (non armées !), en les dissolvant et en donnant les machines aux petits propriétaires. « Le résultat fut que tous les travaux des champs furent paralysés et, au moment des semences, le quart de la terre à semer n'était pas préparé [2]. » Le fait important qui contredit encore une fois les communistes est que les collectivités se reformèrent après le passage de Lister, mais l'enthousiasme avait disparu.

Actuellement l'autogestion espagnole a complètement disparu. Mais il reste quelques réalisations, comme l'unification des chemins de fer et des améliorations locales. Et surtout, elle demeure au niveau des revendications, comme le note Martinez Alier dans *La Estabilidad del latifundio,* voire dans certains conflits locaux comme Sastago (Saragosse) en 1966. Depuis 1975, on peut remarquer que la conflictivité qui existe dans toute l'Espagne apparaît dans un certain nombre de villages ayant été collectivisés : Asco, Villamalea, Valderrobres, sans compter les villes.

2. Rapport d'un autre communiste, José Silva (voir BOLLOTEN, *op. cit.,* p 202).

L'autogestion demeure dans les esprits, parfois à l'état de mythe, comme les habitants de Santa Magdalena de Pulpis, Castellon, surnommés les « Russes », comme la collectivité de verrerie de Peiro qui continuerait à Mataro, ou les Yougoslaves qui auraient « copié » le décret de collectivisation catalan...

Plus concrètement, l'autogestion apparaît comme exemple à réappliquer et à dépasser dans la propagande anarchiste clandestine [3] et dans certaines publications officielles (J. Gomez Casas, Zafon). Elle est présentée, avec juste raison, comme un jalon d'une prise de conscience par les travailleurs de leurs capacités à s'organiser socialement et économiquement, malgré les classes dirigeantes de l'Est et de l'Ouest.

Comme le dit Fernando Claudin : « A mesure que s'éloignent davantage la guerre civile et la révolution de 1936-1939, son legs historique le plus important, ce qui conserve le plus d'actualité et d'intérêt théorique dans la lutte actuelle pour le communisme, c'est la tentative autogestionnaire réalisée par le prolétariat espagnol, sous l'impulsion et l'initiative, dans la plupart des cas, des anarcho-syndicalistes. » « Kropotkine pouvait dire, peu avant de mourir à Moscou (février 1921), que l'expérience bolchévique montrait " comment ne pas faire une révolution ". Mais, comment la faire pour que les moyens mis en pratique pour liquider la vieille société ne deviennent pas autant d'obstacles à l'évolution vers la société communiste ? Tel est le grand problème de notre époque, et en prendre conscience est la première condition, le premier pas pour le résoudre [4]. »

On pourrait déduire de cette tentative d'autogestion et de l'histoire de l'U.R.S.S., que le socialisme véritable est impossible, d'autant plus qu'en 1913, déjà, R. Michels affirmait le caractère immuable des élites, y compris dans le mouvement ouvrier : « ... Le caractère oligarchique du mouvement syndicaliste se manifeste dans ce fait qu'il exige lui aussi des masses, bien que pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la démocratie, l'obéissance absolue aux ordres de l'*élite* organisée. « Les indifférents, par le seul fait qu'ils ont négligé de formuler leur volonté, n'ont qu'à acquiescer aux décisions prises. » (E. Pouget.) A l'exemple

3. *Tribuna Libertaria,* 1970 ; *Acción anarcosindicalista,* 1975-1976.
4. F. Claudin, *Movimiento Libertario Español,* Paris, 1974.

des syndicats réformistes de l'Allemagne et de l'Angleterre, les organisations ouvrières françaises affiliées au syndicalisme révolutionnaire maintiennent donc intact le principe, d'après lequel les organisés auraient le droit de commander aux non-organisés [5]. »

Cette mise en accusation théorique de l'anarcho-syndicalisme est très juste, car Pouget a aussi écrit : « Il est déjà assez regrettable que les inconscients se refusent à user de leurs droits, sans encore leur reconnaître l'étrange privilège d'entraver la proclamation et la réalisation du Droit des conscients [6]. »

Il est indéniable qu'il y a des traces de cette déviation de l'anarcho-syndicalisme durant la guerre civile — nous en citons à foison. Sans doute provient-elle de Bakounine lui-même, dont l'Alliance — ou avant-garde révolutionnaire — a servi à justifier la création de la F.A.I. Du moins, Bakounine avait-il l'excuse d'imaginer la révolution comme proche et immédiate. Mais s'ériger en gardien des valeurs, mettre les masses en tutelle, c'est déjà être autoritaire, comme on l'avait écrit bien avant 1936 : « L'expérience constante dans tous les pays nous montre que le mouvement syndical, qui commence toujours comme un mouvement de protestation et de révolte et qui est animé au commencement par un grand esprit de progrès et de fraternité humaine, tend bien vite à dégénérer. Plus ce mouvement devient fort, plus il devient égoïste, conservateur, occupé exclusivement des intérêts immédiats et restreints et développe dans son sein une bureaucratie qui, comme toujours, n'a d'autre but que de se fortifier et de s'agrandir [7]. »

« Admettons que la grève générale ait lieu en Espagne et que les syndicats prennent les usines, les ateliers, les mines, etc., et admettons, également, que ce soit eux qui contrôlent non seulement l'organisation de la production, mais aussi la distribution [...], *nous trouverions une nouvelle fois l'Etat* sans restriction d'aucune sorte, car l'Etat n'est rien d'autre qu'une machine

5. *Les Partis politiques,* Flammarion, éd. 1971, p. 259.
6. *Les Bases du syndicalisme.*
7. Malatesta, *Freedom,* novembre 1907 ; *Temps nouveaux,* 28 décembre 1907.

administrative incarnée dans notre hypothèse par une indispensable *bureaucratie syndicale*[8]. »

Revenons au problème de la possibilité du socialisme non autoritaire. D'une part, on dit que les Etats se démocratisent de plus en plus, que l'autogestion apparaît comme une revendication, qu'en Chine on va vers la suppression de la hiérarchie ; et d'autre part on écrit que l'imbrication des économies, la multiplicité de la consommation et la complexité du corps social rendent entièrement caduque toute idée de gestion collective.

Il est certain que l'on parle beaucoup de critique de la bureaucratie (la critique la plus caustique étant celle de Lénine et de... Staline : tel Antée, le Parti est invincible s'il garde le contact avec la terre, qui est constituée par les masses[9]. Mais on ne cite presque jamais le cas espagnol, car il implique la suppression du profit capitaliste ou léniniste. L'autogestion, dans le vocabulaire courant style C.F.D.T.-P.S.U.-P.S., est synonyme d'une gestion du capitalisme, avec un contrôle fictif par les travailleurs, c'est-à-dire une social démocratie new-look, voire un « Arbeit-Front » à la Hitler. Quant à la Chine, encore que certaines communes semblent intéressantes, il y a tant de différences de salaires, de coercition et de contradictions entre son idéologie et sa politique extérieure (sans compter l'exploitation décrite par S. Leys et Pasqualini) qu'elle nous fait penser à l'U.R.S.S. avec une vingtaine d'années de retard.

Par contre, la complexité même de la science ouvre des solutions anarchistes : l'utilisation des ordinateurs permet la multiplication des terminaux et le contrôle et l'usage par un nombre indéterminé de groupes, ou de collectifs. Les différentes possibilités d'énergies — soleil, vent, suivant les climats — permettent aussi l'autonomie et la non-pollution, comme le décrit M. Bookchin dans *Post scarcety Anarchism.*

A court terme, l'autogestion peut pénétrer dans des groupes importants si elle est exigée comme fonctionnement : refus des

8. Peiro, *Sindicalismo y anarquismo*, 1929.
9. *Histoire du parti bolchévique* (1938), éd. de 1945, en russe, p. 346.

permanents à temps complet et obligation du travail salarié à mi-temps dans la branche d'origine, rotation obligatoire tous les six mois, révocation par la base, en cas de différence de critères. L'autogestion, c'est aussi le retour à une constatation de Marx, à savoir que chaque augmentation est accompagnée d'une récupération par le patronat sur les biens de consommation. Donc, toute augmentation de salaires doit être immédiatement suivie d'une réduction des horaires et de la productivité et une augmentation des retraites.

A long terme, l'autogestion est le refus de l'absurdité économique planétaire : quelque vingt mille et plus médicaments pour une base de quelques centaines, des appareils de durée mécanique courte à côté de machines ultra-solides (dont les pièces ne disparaissent pas des stocks) pour l'armée, une alimentation artificiellement carnée à côté de la famine chez les sous-développés, une centaine de modèles de voitures individuelles et un manque de machines agricoles dans le tiers monde, etc.

L'autogestion — outre la prise de conscience de la lutte contre l'autoritarisme social et économique — c'est aussi le refus du gaspillage, donc d'un niveau de vie démagogiquement élevé en Occident et volontairement pauvre dans les ex-colonies.

Quant apparaîtra l'autogestion ?

Maintenant la situation est différente de l'Espagne de 1936 avec 50 % de paysans férocement exploités, et donc le collectivisme tend à disparaître. Mais par ailleurs, dans le monde entier, l'urbanisation accentue d'autres problèmes : « On ne donne plus de valeur à l'éthique du travail, aux coutumes puritaines, à l'obéissance hiérarchique et à la sécurité matérielle, mais on aspire au loisir pour soi-même, à la libération sexuelle dans le sens le plus large, au travail créateur et stimulant opposé au travail insensé, et à un mépris presque libidinal pour toute autorité[10]. » En même temps : « L'ascendant que possède la machine sur le travailleur est immense : elle lui donne la sensation tangible que la machine sur laquelle il passe la plus grande partie de son existence, à laquelle il est indissolublement uni, peut et doit lui appartenir[11]. »

10. M. Bookchin, dans Dolgoff, *The Anarchist Collectives.*
11. M. Garino, en 1920 à propos des occupations d'usines, cité par P.C. Masini, *Anarchici e communisti nei movimento dei consigli a Torino.*

Il y a ainsi une uniformisation du cadre de vie des salariés dans la plupart des pays, dont la devise est « métro, boulot, dodo ». Les formes superficielles de contestation sont identiques (refus des cadences, absentéisme, absence d'initiatives, petits sabotages) et se manifestent plus chez les jeunes (hippies de l'Ouest, houligani de l'Est).

La robotisation, soit à base de bombardement publicitaire, soit à base d'éducation léniniste (le goulag des uns étant plus cruel que le goulag des autres qui est constant et illimité) aboutit à des moments de saturation, à des explosions subites et irrationnelles, parce que contre tout le système (du travail aux loisirs qu'il offre, en passant par le gouvernement et ses flics). Mai 1968 en France ; décembre 1970-janvier 1971 en Pologne sont deux exemples pour les deux blocs. Des attitudes semblables peuvent naître aussi dans des situations de transition et de vide de pouvoir : 1967-1969 en Chine, 1975 au Portugal. La répétition des cassures et la prise de conscience par les travailleurs est la réponse constante aux différentes sortes d'Etats.

Anthologie critique de textes officiels

Contradictions du mouvement anarchiste avant 1936

L'Essence idéologique du syndicalisme

Dans les organisations ouvrières dont les membres n'ont pas dans leur estomac le régulateur de tous leurs actes, il y a, comme dans toutes les choses de la vie, une partie matérielle et une autre essentielle, spirituelle et idéologique, qu'on l'appelle comme on voudra. Si on ne développe que la matérielle, c'est-à-dire la conquête des sous et la diminution des heures, cela ne sera pas plus qu'une sorte d'apéritif ou de régulateur de l'estomac et une imitation de l'âne de noria ou du cheval de manège. C'est-à-dire qu'au bout de plusieurs siècles de lutte tenace les membres continueront à être ce qu'ils étaient au départ : une masse de salariés exploités qui peuvent à peine couvrir leurs besoins les plus urgents. Et il est forcé qu'il en soit ainsi : le travailleur est producteur et consommateur, et s'il n'attaque dans ses fondements le droit injuste de la propriété privée qui permet aux uns de s'approprier du produit des autres, rendant impossible l'égalité économique, base de l'harmonie et de la fraternité humaines et source de la véritable liberté et de la justice, chaque sou et chaque pesète obtenus comme producteur lui seront enlevés immédiatement comme consommateur, parce qu'à une main-d'œuvre plus

coûteuse correspond un prix plus cher de la production mise en vente, avec comme résultat qu'au fil des années ces affiliés auront perdu leur temps en embuscades et en luttes intestines pour se retrouver coincés dans le cercle du salarié exploité. (p. 10)

On ne peut prêcher la fraternité et être ensuite susceptible, vindicatif, criticailleur, bagarreur, diffamateur ou envieux. On ne peut prétendre être un admirateur de la liberté et un combattant de l'émancipation, et être ensuite intransigeant et enclin à s'imposer dans les conversations, les réunions et les contacts sociaux, et chez soi envers la femme et les enfants un tyran et un inquisiteur, voire même un misérable exploiteur. (p. 38)

[Galo DIEZ, *L'Essence idéologique du syndicalisme*, Gijon, El Vidrio, 1922, 40 p.]

Lettres de Max Nettlau

Je reçois *Sol. Obr.* et les *n*^{os} précédents, à partir du 1er août. Je vous remercie d'avoir soigné ma demande. Le quotidien est plus rempli maintenant qu'il y a quelques mois, mais c'est toujours la même chose ; s'il prenait les dimensions de la *Vanguardia,* ce serait encore la même chose. C'est un mode à part celui de l'organisation. Je comprends que cela vous fatigue et qu'on peut penser à autre chose ces temps présents. Mais si une organisation embrasse *tous* les intérêts ouvriers sérieux du versant méridional d'un grand pays, ses composants rangent de gauche à droite et sont trop divers pour être mis en mouvement et vraiment émus et poussés en avant par l'idée avancée ; avant cela, il faut les multiples luttes locales pour lesquelles ils sont le mieux unis et le plus diposés. Encore il y a les comités et tout l'appareil d'organisation ouverte : on ne peut pas attendre d'eux ni l'héroïsme et le sacrifice, ni une intelligence suprême — seulement qu'ils fassent leur besogne administrative, qui est celle de continuer et non celle d'initiatives risquant le tout. Etant exposés, ils seraient victimes — et cet héroïsme de fonctionnaires n'existe pas et ne peut être exigé, et ce serait triste s'il faudrait l'attendre avant d'agir. (p. 1)

Je pense du reste que rien n'est perdu. Dans ces quatre mois et demi, beaucoup a été fait — les partis rép. centralistes, soc., communiste, monarchiste se sont odieusement et absurdement discrédités — et la C.N.T., les travailleurs méridionaux et de quelques autres régions, les Andalousiens, les Catalans comme volonté autonomiste : tous ceux-là n'ont pas fait de graves erreurs ni subi de graves défaites, ils se sont organisés, augmentés, sont en bonnes relations entre eux et composent vraiment une force collective libérale-libertaire sympathique qui devrait savoir agir ensemble à son heure, se protéger mutuellement, insister sur des solutions provisoires au moins libérales. Cela vaut la peine et pour cela il ne faut pas le quiétisme, mais pas non plus de mettre tout sur une carte à la première occasion. Il faudrait abandonner les prédilections spéciales — l'Etat syndicaliste, comme l'Etat catalan, comme l'idéal Salvochea en Andalousie agraire : il y a assez de bonnes choses à conquérir et à fortifier et augmenter en commun, avant de tels buts lointains. Même dans l'intérêt humain général, ni des victoires complètes nationales, ni syndicalistes, ni même une trop ferme appropriation du sol par les cultivateurs sont désirables. (p. 2, 3)

[Lettre manuscrite de Max Nettlau à Federica Montseny, Vienne, 30 août 1931 (en français).]

En France, les paysans se sont arrêtés à la petite propriété acquise depuis 1789, et les travailleurs au vague socialisme d'un parti parlementaire et aux organisations pratiques réformistes. Les paysans andalous et autres cherchent quelque chose de mieux — une coopération solidaire et libre. C'est la première fois qu'une population *elle-même* commence à se remuer vers un tel but. Cela dépasse les organisations et les doctrines et sera la vie même qui alors se réglera sans nos brochures et articles. Ce sera, je pense, incomplet, inférieur à l'idéal, mais ce sera un résultat naturel, comme un arbre prend la forme que toutes les forces qui agissent sur lui, lui permettent de prendre. (p. 2, 3)

[Lettre manuscrite de Max Nettlau à Federica Montseny, Vienne, 6 février 1933 (en français).]

La C.N.T., la F.A.I. et la révolution espagnole

Les forces anarchistes qui sont l'axe des organisations ouvrières sont celles qui impulsent la révolution espagnole — trahie par les républicains et les socialistes — sur des voies libertaires, et celles qui accéléreront l'éclosion de la révolution sociale, avec des traits fortement anarchistes.

Bien que dans certaines régions notre organisme confédéral soit un peu troublé organiquement, sur un plan général, il est maintenant plus que jamais en état de faire la révolution.

Le mouvement de Sanjurjo recommencera, incarné dans un autre général aussi idiot et pervers. Et lorsque ce moment arrivera, nous aurons préparé le terrain pour impulser la révolution espagnole sur des voies libertaires. Le régime républicain ne compte sur aucune force consistante qui l'appuie. En revanche, presque tous les gens armés sont royalistes, ce qui laisse présager un choc sanglant dont l'anarchisme espagnol sera le bénéficiaire, qui compte sur la sympathie des masses ouvrières et de l'opinion publique.

Le véritable peuple, qui hait la garde civile, est contre le régime républicain et la caste monarchiste. (p. 30, 31)

[A. GILABERT, *La C.N.T., la F.A.I. et la révolution espagnole*, Tierra y Libertad, Barcelone, 1932, 31 p.]

Rapport sur l'activité de la C.N.T.

Il n'y a aucun doute en outre que l'esprit de révolte est tellement puissant au sein des masses prolétariennes, et surtout des masses paysannes, que même une débâcle comme celle du 8 janvier (1933) n'a pu entamer l'enthousiasme et la ferveur des grandes masses des confédérés. Il n'y a nulle part le moindre signe de découragement. Le désarroi momentané, produit par l'inattendu des événements, n'a été surtout visible que parmi les militants de Barcelone. (p. 21)

Il faut dire que pas même au sein de la Confédération les

problèmes de la révolution n'étaient sérieusement discutés. La seule tentative de s'approcher de la préparation pratique de la post-révolution était la décision prise par le plénum national de décembre 1931 d'élaborer une statistique nationale touchant l'organisation ouvrière du pays, ainsi que sa production agricole et industrielle. (p. 30)

Encore moins s'est-on occupé de ces problèmes parmi les membres de la F.A.I. Ici règne un double courant : la F.A.I. dirige la C.N.T. et pour que la F.A.I. puisse bien diriger, il faut que la C.N.T. soit entièrement accaparée par les éléments de la F.A.I. Une telle idéologie qui rappelle le fameux " plateformisme " bolchévisant, est aujourd'hui en déclin. On s'est rendu compte que c'est la C.N.T. seule qui dirige le mouvement et qui *doit* le diriger.

Un second courant, c'est celui qui considère qu'on a pas besoin de se préparer pour le lendemain de la révolution, qu'il suffit de proclamer le communisme libertaire pour que les roues du vieux régime cessent de fonctionner et que la nouvelle vie anarchiste s'instaure triomphante[1]. (p. 31)

J'ai parlé du caractère hétérogène de la F.A.I., il en est de même des " Trente ". Ainsi, par exemple, l'opposition de Valence (qui a maintenant son organe hebdomadaire, *El Combate Sindicalista*) ne ressemble en rien au groupe barcelonais des " Trente " (dont l'organe s'appelle aujourd'hui *Sindicalismo*) et se différencie aussi du caractère oppositionnel combatif de Sabadell (dont l'organe hebdomadaire est *Vertical*). (p. 41)

1. Je me rappelle une conversation que j'ai eue avec Federica Montseny, fille du vieux militant F. Urales, oratrice très en vogue aux réunions anarchistes et ouvrières, et qui, tout en n'étant pas membre de la F.A.I., en est une admiratrice sans réserve. Federica Montseny disait que les villes ne l'intéressaient pas, que c'est à la campagne, chez les paysans, que la révolution sociale se fera la première, et se fera triomphalement, sans la nécessité de la moindre préparation préalable. Mais quand son attention fut attirée au fait que la révolution paysanne n'avait de valeur que si elle accroissait le bien-être du paysan et que ce dernier dépendait des machines agricoles qui lui seraient fournies *par la ville*, c'est-à-dire par la classe ouvrière industrielle et qu'il fallait, par conséquent, que la révolution soit faite aussi dans la ville, elle ne sut que répondre, *n'y ayant jamais pensé*. D'ailleurs, sur la question, par exemple, du rôle des fédérations d'industrie dans l'organisation confédérale, j'ai trouvé chez cette camarade, militante de première grandeur, une méconnaissance complète du sujet.

Les camarades des " Trente " doivent se ressaisir et se rendre compte du danger qu'ils courent et qu'ils font courir à la C.N.T. Il y a des mauvais bergers dans leurs rangs dont le but, même s'il n'est pas nettement scissionniste, tend néanmoins à " canaliser " la C.N.T. dans une direction évolutionniste. (p. 42)
[ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, *Rapport sur l'activité de la Confédération nationale du travail d'Espagne 16 décembre 1932-26 février 1933*, STRICTEMENT CONFIDENTIEL. Aucune partie de ce rapport ne doit être rendue publique. Exemplaire n° 24 (ronéoté, 54 p., déposé à l'Institut social d'Amsterdam).]

Le communisme libertaire à Mas de las Matas

Ce village, composé d'environ trois mille habitants, est complètement agricole [...]. Ce n'était pas parce que notre syndicat était très important — nous étions une cinquantaine —, mais le village avait perdu tout espoir dans la politique et il la haïssait (p. 3, 7).

Le 8 décembre 1933, ceux qui étaient à la tête du syndicat reçurent par l'intermédiaire du comité régional l'ordre du comité révolutionnaire national que le 9, à une heure du matin, la révolution éclaterait dans toute l'Espagne et que tous les syndicats appartenant à la C.N.T. devaient répondre à la même heure. [...]
A l'heure fixée par le comité national, des révolutionnaires coupèrent le téléphone, éteignirent la lumière et assiégèrent la caserne de la garde civile et l'auberge « La Unica », où il y avait aussi des gardes. Cependant, d'autres révolutionnaires commencèrent à désarmer les réactionnaires. Comme dans un village tout se sait, on savait qui avait des armes, tant les réactionnaires que les chasseurs. » (p. 7)

La foule monta ensuite en haut, où se trouvaient les archives de la mairie, et elles furent jetées par les fenêtres dans les flammes et réduites en cendres. Par-dessus ce bûcher, qui purifiait ce que jusqu'alors l'existence de la société capitaliste avait justifié, on proclama la commune libre et on instaura le communisme libertaire.

On rendit immédiatement public l'avis suivant : « Par ordre du comité révolutionnaire, tous ceux qui auraient des armes et des munitions et qui ne se seraient pas joints à la révolution devront les remettre immédiatement. Ceux qui ne le feront pas en subiront les conséquences. » (p. 15)

Les groupes de défense étaient formés par des hommes qui jusqu'alors avaient eu des idées différentes : anarchistes, socialistes, radicaux-socialistes, azañistes et d'autres istes. Ces groupes armés montaient la garde et se relevaient toutes les deux heures, ce qui empêchait que l'ennemi de l'extérieur pût nous surprendre. Il n'y avait pas à se soucier de l'ennemi intérieur, car il n'existait pas. (p. 17)

Les gardes civils voulurent payer [leur café], et on leur dit que l'argent était aboli et que ni eux ni personne ne devait rien. « Espérons, s'exclama leur chef, que le régime que vous avez implanté aujourd'hui ici triomphe dans toute l'Espagne ! Mais dans le cas contraire, autant que cela dépendra de nous, sachez qu'il n'y aura pas de répression dans le village *. Jamais nous n'avions imaginé que vous auriez des sentiments si humains et que vous nous traiteriez aussi bien. »
* Effectivement, nous avons appris que les révolutionnaires arrêtés sont relativement bien traités. Ceux qui ont été maltraités l'ont été par des forces venues soumettre le village. (p. 19)

On a beaucoup écrit sur la possibilité ou non d'implanter en Espagne le communisme libertaire. Nier la possibilité d'instaurer ce régime est absurde. Dans tous les mouvements qu'il y a eu depuis l'avènement de la république petite-bourgeoisie, les villages qui y ont pris part ont implanté le communisme libertaire. Il ne manque donc que la décision et la coordination dans les mouvements. (p. 28)

Publicité à la fin de la brochure : « Pessaire Fermita. Ce nouveau pessaire est un perfectionnement des moyens pour éviter la grossesse. Voici les avantages qui le rendent supérieurs aux autres : 1) il s'adapte facilement comme tous les pessaires qui s'intro-

duisent par le vagin et, tel un bonnet, il couvre le col de la matrice... »
[Macario ROYO, *Comment nous avons implanté le communisme libertaire à Mas de las Matas (Bajo Aragon)*, Iniciales, Barcelone, 1934, 32 p.]

La question féminine

J'ai vu de nombreux foyers, non pas de simples militants confédéraux mais d'anarchistes [!?], gérés selon les *normes féodales les plus pures* [...]. *La propagande envers les femmes nous ne devons pas la faire parmi les femmes mais parmi nos camarades.* Nous devons commencer par déraciner de leurs cerveaux l'idée de *supériorité.* Lorsqu'on leur dit que tous les êtres humains sont égaux, parmi eux *se trouve la femme,* même si elle végète parmi les choses du foyer, confondue entre les casseroles et les animaux domestiques. Il faut leur dire que la femme a une sensibilité comme la leur et une sensibilité aiguë et un besoin d'épanouissement : avant de réformer la société, il faut réformer chez soi. (p. 44, 45, 46)

La mère est le produit de la réaction masculine face à la prostitution que représente pour lui toute femme. C'est la déification de la matrice qui l'a abrité. [...]
La femme, en revanche, c'est l'individu, l'être pensant, l'entité supérieure. Avec la mère vous excluez la femme, alors que vous pouvez avoir la femme et la mère, car la femme n'exclut jamais la mère. (p. 56)

[Lucia SANCHEZ SAORNIL, « La Question féminine dans nos milieux », articles publiés dans *Solidaridad Obrera,* en octobre 1935 (reproduits par Mary NASH, dans *Mujeres Libres España 1936-1939,* Tusquets, Barcelone, 1975).]

Plénum péninsulaire de la F.A.I. (1936)

La révolution sociale ne peut être envisagée comme un coup de main audacieux, dans le style des coups d'Etat du jacobinisme, elle sera la conséquence et le résultat du déroulement d'une guerre civile inévitable et de durée impossible à prévoir. Par conséquent, si le coup d'Etat demande à l'époque moderne une grande préparation technique et insurrectionnelle, des éléments et des hommes parfaitement entraînés, une guerre civile exigera à plus forte raison un appareil de combat qu'on ne peut improviser à la chaleur du simple enthousiasme, mais qu'il faut structurer et articuler avec la plus grande quantité possible de prévisions et d'effectifs.

Le mouvement révolutionnaire et libertaire espagnol dispose d'hommes en abondance, mais manque de préparation et d'éléments pour une lutte soutenue contre les forces ennemies. Et si nous voulons le triomphe de notre cause, qui est le triomphe d'une cause noble et humaine de justice, nous devons accélérer cette préparation et être à la hauteur de la lutte moderne et de la mission historique que les événements nous ont confiée. Dernier bastion de l'idée et du mouvement de la liberté dans le monde, il faut que nous apprenions des expériences passées, quels sont les besoins de la préparation révolutionnaire et que nous mettions fin à la période des tâtonnements et des essais pour entamer le combat définitif. (p. 20)

« Etant donné qu'il n'est pas possible de disposer par avance des stocks d'armes nécessaires pour une lutte longue, il faut que le comité de préparation étudie les moyens de transformer en certaines zones stratégiques les industries de temps de paix, les usines de produits chimiques, les établissements métallurgiques, etc., en industries qui fourniront du matériel de combat à la révolution. Il faut rechercher quels seront les points les plus adéquats pour établir des bases d'opérations et de concentrations, se renseigner sur la fabrication, l'emploi et l'efficacité du matériel électrique, chimique, bactériologique, en un mot les forces d'action révolutionnaire auront une efficacité matérielle et morale.

Qu'on s'inspire du fait que la bataille ne sera pas remportée sur l'ennemi à coups de courage et d'héroïsme suprêmes, mais par l'intelligence, la vision sûre des choses et l'emploi au maximum de la technique combattante moderne.

Le comité de préparation aura donc quatre tâches étroitement reliées :

a) Transports et communications

Moyens de transport, occupation des véhicules, entraînement du personnel, blindage instantané, organisation de services de communications avec toutes les forces révolutionnaires, installations d'émetteurs radio, de téléphone sans fil, etc.

b) Préparation technique

Recherches, applications, essais de moyens de combat, explosifs, électricité, chimie, bactériologie, armes à feu, ruses de guerre.

c) Organisation industrielle

Etude des industries, matières premières, recours, techniques, etc., à employer pour la fabrication de matériel de combat ; transformation des industries de guerre ; ravitaillement de la population civile dans les zones d'opérations révolutionnaires et soutien aux combattants.

d) Articulation organique des forces insurrectionnelles

Organisation des forces de l'insurrection, leur distribution géographique, ou dans les villes et les quartiers, selon les aptitudes individuelles, de façon à pouvoir compter dès le début sur des corps de combat complets sur le plan efficacité ; instruction dans le maniement des éléments du combat ; entraînement aux tâches les plus spécialisées, santé et chirurgie d'urgence, etc. (p. 21, 22)

On traite ensuite de l'aide au Portugal, en particulier au périodique *Rebeliaô,* en décidant que, des sommes à la disposition du comité péninsulaire, une partie soit destinée régulièrement à la F.A.P.E. (Fédération dse anarchistes portugais en exil). En outre, des souscriptions volontaires seront ouvertes.

La régionale d'Andalousie mentionne la nécessité de trouver un traducteur d'arabe pour nos textes, afin de faciliter la diffusion de nos idées en Afrique du Nord. Un appel en ce sens sera publié par notre presse (p. 29).

[F.A.I., *Compte rendu du plénum péninsulaire (célébré le 30 janvier et le 1er février 1936),* Barcelone, février 1936, 32 p.]

Contradictions du parti communiste avant 1936

IV[e] Congrès du Parti communiste d'Espagne

Le IV[e] Congrès national de notre parti, célébré au mois de mars à Séville, a marqué une nouvelle étape dans l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire des ouvriers et des paysans. [...]

A ce congrès, premier de masse que notre parti a célébré depuis sa fondation, ont assisté 257 délégués, représentant 11 756 affiliés. En outre, son caractère de masse était augmenté par la présence au congrès de 111 délégués d'usines, de syndicats, etc., qui avaient la représentation de plus de 100 000 travailleurs de toute l'Espagne.

En faisant le bilan de notre travail, principalement en ce qui se réfère à l'organisation, il fallut reconnaître que dans cet aspect le parti n'était pas à la hauteur des événements, malgré son développement numérique, qui était passé en un peu plus d'un an de 1 500 membres à près de 12 000. Son développement n'était pas en rapport à l'organisation et au développement des luttes qui ont eu lieu dans notre pays. (Prologue de Manuel Hurtado, juin 1932, p. 3.)

Le bloc des capitalistes et des latifundistes a une organisation large et solide, pour maintenir opprimées les classes travailleuses.

Il dispose aussi de différents partis, de tout l'appareil de l'Etat et du pouvoir, de la police et de la garde civile, des tribunaux et des prisons, de l'Eglise et de la presse, et surtout des organisations comme celles des social-réformistes et réformistes de l'U.G.T. et des anarcho-réformistes de la C.N.T., dont la mission principale consiste à tromper et bercer d'illusions les masses, en les laissant passivement sous le joug des capitalistes et des latifundistes (p. 8).

Le développement du parti dans les différentes provinces du pays a été très inégal. Presque la moitié des membres organisés viennent d'Andalousie. Dans la ville et la province de Séville, l'organisation du parti s'est développée jusqu'à devenir une véritable organisation de masse, avec une influence décisive sur la majorité du prolétariat et sur les couches les plus pauvres de la population. Mais même dans le Sud, il y a encore de nombreuses provinces (Grenade, Jaén, Cadix) où on n'a pas réussi à suivre l'exemple de Séville et créer une organisation de masse (p. 9, 10). [*IV[e] Congrès du Parti communiste d'Espagne. Thèses d'organisation,* Madrid, 1932, 36 p.]

A. Losovsky et la délégation syndicale espagnole à Moscou (1932)

La délégation ouvrière espagnole, composée de 27 personnes, venue en U.R.S.S. pour les fêtes du XV[e] anniversaire de la révolution d'Octobre, a voulu connaître les points de vue de l'Internationale syndicale rouge sur une série de problèmes du mouvement ouvrier d'Espagne. C'est l'origine de la conversation qui m'a donné la possibilité de poser devant les prolétaires espagnols une série de problèmes brûlants sur la révolution espagnole. Les points les plus importants de ce problème sont : 1.° Quelle position occupent les anarcho-syndicalistes et les anarchistes dans le problème du développement de la révolution ? 2. A quelle direction mène le développement du parti socialiste et des syndicats réformistes ? 3. Quelle doit être notre tactique pour assurer la victoire de la classe ouvrière en Espagne ? (p. III).

La connaissance la plus superficielle de ce qui se passe actuellement en Espagne confirme mon idée que les anarchistes manquent de toute perspective, et, puisqu'ils ignorent ce qu'ils

feraient demain, ils gênent le développement aujourd'hui. Nous savons l'importance parmi les ouvriers qui suivent les anarchistes et les anarcho-syndicalistes de la haine contre la bourgeoisie et du désir d'abattre le pouvoir du capital. Mais nous savons également que cela ne suffit pas, et que si les choses continuent telles quelles dans le futur le prolétariat espagnol ne résoudra pas les tâches historiques qu'il doit remplir (p. IV).

En ce qui concerne les socialistes et les leaders des syndicats réformistes, l'affaire est encore beaucoup plus claire qu'avec les anarcho-syndicalistes. En effet, la brève période de temps commencée en avril 1931, depuis que les socialistes participent au pouvoir, a mis clairement en évidence la physionomie du social-fascisme espagnol. Que veulent les socialistes espagnols ? Ils essaient par tous les moyens de fortifier la république capitaliste, ils aspirent à renforcer la " démocratie pure ", ils s'efforcent par tous les moyens de freiner l'enthousiasme des ouvriers, de modérer leurs revendications, ils tâchent de canaliser le mouvement sur des voies légales, par le biais des pétitions, des gestions et des accords pacifiques (p. V).

Il faut conquérir notre propre classe, il faut conquérir la majorité de la classe ouvrière. C'est la tâche stratégique que doivent décider les partisans de l'I.S.R. Cette tâche est absolument viable, et si les prolétaires révolutionnaires d'Espagne appliquent la tactique bolchévique léniniste, prouvée et confirmée par l'expérience, ils abattront les exploiteurs et instaureront sur les décombres du régime bourgeois latifundiste le drapeau victorieux du socialisme (p. VI).

Le camarade Dalmau pose la question suivante : en Espagne, la plupart des ouvriers de l'industrie se trouvent en Catalogne, principal centre industriel du pays. C'est là que se trouve concentré le prolétariat industriel révolutionnaire. Cependant, LES PARTISANS DE L'I.S.R. Y ONT PÉNÉTRÉ TRÈS FAIBLEMENT. Il me demande : QUELLE EN EST LA CAUSE ? A vrai dire, j'aurais dû poser cette question. Vous devez expliquer pourquoi vous n'avez pas pénétré les masses catalanes, parce que d'ici, de Moscou, nous ne pouvons pénétrer à Barcelone. La cause réside, sans doute, dans le fait que ni les partisans de l'I.S.R. ni le parti communiste n'ont su prendre la tête de la lutte, dès les premiers jours de la révolution, n'ont pas su démontrer que nous sommes

ceux qui combattons avec le plus de logique et la plus grande fermeté contre la bourgeoisie. [...] Si vous prenez la révolution en Russie, vous verrez que, après janvier, d'énormes masses d'ouvriers suivaient les mencheviques et les social-révolutionnaires ; qu'au premier congrès des Soviets, au mois de juin 1917, il n'y eut que 50 communistes sur environ 1 000 délégués. [...] Que faire pour pénétrer dans les masses ? Non seulement expliquer notre tactique, non seulement discuter ouvertement avec tous les ouvriers des divergences entre nous et les anarchistes et les anarcho-syndicalistes, mais principalement ÊTRE TOUJOURS A LA TÊTE DES COMBATS, SENTIR LE POULS DES MASSES ; SAVOIR CE QUI AGITE LES OUVRIERS CHAQUE JOUR, SAVOIR FORMULER CES REVENDICATIONS, LES PRÉSENTER ET LUTTER POUR ELLES (p. 16, 17).

Le camarade Gutierrez demande ce qui se PASSERAIT EN ESPAGNE, AU CAS OÙ LES SOCIALISTES SE RETIRERAIENT DU GOUVERNEMENT.

Surtout, camarades, ils ne se retireraient pas de leur propre gré, tant qu'on les y forcerait pas. Deuxièmement, cela ne changerait rien. En effet, qu'est-ce qui peut changer ? Connaissent-ils par hasard une autre politique que la politique des ministres bourgeois ? Sont-ils différents des ministres bourgeois ? Il est clair qu'ils emploient une autre phraséologie, mais nous, camarades, nous ne nous fions pas aux mots, et il est difficile de nous tromper avec de la phraséologie. Nous ne nous fions qu'aux faits. Rien ne changera du tout. Si nous réfléchissons, en nous basant sur l'expérience des autres pays, les socialistes seront renvoyés du ministère à un moment, car comme le dit un vieil adage « le Maure a fait son devoir et il peut s'en aller ». Celui qui croit que des changements sont possibles à la suite de leur départ, aura une amère désillusion (p. 28, 29).

[A. LOSOVSKY, *Anarchistes et Communistes dans la révolution espagnole (l'entrevue de l'I.S.R. avec la délégation syndicale espagnole en novembre 1932)*, Edaya, Barcelone, s.d., 46 p.]

Problèmes de la révolution espagnole

Que les masses soient prêtes à se battre et à lutter avec un

héroïsme incomparable et un immense esprit de sacrifice, cela est clair et indiscutable. Que proposons-nous, que conseillons-nous en tant que révolutionnaires aux masses en lutte ?

Des éléments révolutionnaires anarchistes honnêtes proposent aux masses d'appliquer la " révolution libertaire " pour réaliser le " communisme libertaire ". Nous devons montrer aux masses la voie réelle pour vaincre, ce qu'elle doivent faire.

Notre mot d'ordre est autre. Les masses doivent prendre en main le pouvoir politique. Notre mot d'ordre est " Tout le pouvoir aux ouvriers, aux paysans, aux travailleurs ". Si on ne prend pas le pouvoir il n'y a pas de salut contre la misère, la famine et la souffrance, l'oppression et la répression (p. 31).

[*Problèmes de la révolution espagnole (voies de son développement et conditons de sa victoire,* recueil de textes collectifs sous la direction du comité central du Parti communiste d'Espagne, Partinnoe izdatelstvo, Moscou, 1933, 259 p. (en russe).]

Vers l'unité syndicale

Le morcellement du mouvement syndical en Espagne a joué un rôle funeste dans les événements d'Octobre. L'Alliance ouvrière, qui proclama la grève générale, transformée bientôt en lutte armée, était composée d'organisations communistes et socialistes, de syndicats rouges et réformistes. Quant aux syndicats anarcho-syndicalistes, ils n'en faisaient pas partie, à l'exception de quelques syndicats locaux affiliés aux sections de l'Alliance ouvrière, malgré l'hostilité de la direction centrale [1] (p. 18).

[O. Piatnitski, *Vers l'unité syndicale,* Bureau d'éditions, Paris, 1935, 55 p. (en français).]

1. Selon B. Díaz Nosty, *La Comuna asturiana,* Madrid, 1974, il y avait aux Asturies, en 1934 environ 200 000 travailleurs, dont 40 000 à l'U.G.T., 20 000 à la C.N.T. et 600 — au maximum — au parti communiste. L'alliance entre la C.N.T. et l'U.G.T. — localement aux Asturies — fut signée le 28 mars 1934. Les communistes rejoignirent l'Alliance fin septembre et signèrent le 4 octobre. Le mouvement eut lieu le 6 octobre. Le comité exécutif était composé de 6 socialistes de l'U.G.T., 3 cénétistes et 1 membre du B.O.C. (plus tard le P.O.U.M.).

L'organisation de la révolution

Congrès de Saragosse (1936)

Professions libérales de Barcelone, Federica Montseny ; professions diverses de Santander, Ignacio Portilla ; industrie de la pêche de Pasajes, Miguel Gonzalez Inestal ; bâtiment de Madrid, Manuel Vergara ; papier et carton de Concentaina, Juan Lopez ; syndicat unique des travailleurs d'Alcorisa, José Maria Arquer ; ouvriers du tabac de Tenerife, Eduardo San Juan ; bâtiment de Saragosse, Joaquin Ascaso ; syndicat du cuir de Saragosse, Segundo Zubizarreta ; coiffeurs et barbiers de La Corogne, Julian Carballo ; pour le bois de Barcelone, Manuel Pérez ; pour les syndicats d'Algeciras, Juan Garcia Oliver ; cheminots de Madrid, Pedro Falomir ; syndicats de Leon, Elias Garcia ; bâtiment d'Alicante, Julio Bravo ; artisans *(Artes libres)* de Séville, José Carranza ; syndicat unique de Labastida, José Gil ; bois de Saragosse, Domingo Pascual ; scieurs de La Corogne, Adolfo Bregua ; professions diverses de Tabernes de Ballvinia, José Pallarés.

[Membres de la commission sur le communisme libertaire au congrès de Saragosse, 9 mai 1936.]

La colonne italienne de Barcelone

La colonne italienne, comprenant des éléments révolutionnaires de différents secteurs politiques, se constitue pour se battre aux côtés des camarades espagnols contre le fascisme.

La colonne sera sous la dépendance directe du Comité des milices antifascistes et de l'état-major de l'armée. Etant donné sa constitution et son objectif essentiel, qui se confond avec l'écrasement de la sédition fasciste, la colonne sera dissoute dès que des conflits internes de quelque nature qu'ils soient se feront sentir.

Tant que ces conflits n'auront pas lieu, comme nous le souhaitons, la colonne sera dissoute une fois domptée l'insurrection et obtenus les succès essentiels, et ses membres seront libres de retourner à leurs groupes et lieux d'origine.

L'adhésion à la colonne ne se fait pas par groupes politiques, mais par hommes ; les membres s'engagent à respecter le système d'organisation interne et de commandement, une fois qu'il aura été librement accepté.

Tous les antifascistes, sans exclusion de tendance, sont admis dan la colonne, s'ils présentent les garanties morales et politiques nécessaires et s'ils partagent la fraternité, qui est essentielle au succès, et acceptent la discipline interne que la colonne se donnera.

Selon les dispositions actuelles du commandement des milices, l'organisation de la colonne italienne sera faite en liaison avec la milice de la C.N.T. et de la F.A.I.

Il reste, cependant, entendu que la colonne, en tant que telle, maintiendra son caractère de formation unitaire antifasciste, au-dessus des distinctions de partis.

Un bureau de recrutement de la colonne est institué, qui, vu les éléments précités, décidera de l'admission des volontaires. Vu le sérieux du combat, l'organisation militaire et sa direction devront être formées sur un critère éminemment technique.

Le comité, Barcelone, 17 août 1936.

[*Acte de constitution de la colonne italienne de Barcelone* (en italien).]

Une des raisons de la défaite

Avec très peu de complicités, on eut l'idée de transporter en Catalogne au moins une partie de l'or de la Banque d'Espagne. On savait d'avance qu'il faudrait recourir à la force, et près de trois mille hommes de confiance furent placés à Madrid ; tous les détails du transport par trains spéciaux furent mis au point. Si ce plan était bien exécuté, c'était l'affaire de peu de temps, et avant que le gouvernement ait pris les mesures appropriées, on serait parti pour la Catalogne avec une partie de l'or national, la meilleure garantie pour que la guerre puisse prendre une nouvelle voie. Mais, au moment de la réalisation, les instigateurs du plan ne voulurent pas prendre la responsabilité d'un acte qui aurait eu une grande répercussion historique. Les projets furent communiqués au comité national de la C.N.T. et à quelques camarades des plus connus. Le plan leur donna des frissons d'épouvante ; le principal argument qui fut opposé à l'exécution du projet fut qu'il ne ferait qu'augmenter l'animosité contre la Catalogne. Que pouvait-on faire ? Il était également impossible d'affronter nos organisations, et il fallut renoncer [*vers août 1936*].

[ABAD DE SANTILLAN, *Por qué perdimos la guerra* (1940), Madrid, 1975, p. 140-141.]

Congrès régional de paysans de Catalogne

Après les premiers instants du combat, nous [comité régional] nous mîmes d'accord sur la nécessité de réaliser une œuvre de reconstruction économique, qui au bénéfice du peuple producteur détruise une grande partie de ce qui existait avant le 19 juillet. A cet effet, sans oublier les fronts de lutte et sans négliger l'attaque du fascisme armé, nous lançâmes l'idée de la formation d'un Conseil d'économie qui, recueillant les aspirations et une partie des réalisations du peuple, les oriente et leur donne une forme légale, après l'examen attentif des possibilités de réalisations au bénéfice du peuple producteur.

Dès l'entrée en fonction du Conseil d'économie, le premier problème qui se posa fut l'esprit, les formes qui devaient guider son action. Nos représentants, mandatés par l'organisation, défendirent le point de vue de la collectivisation. La C.N.T. pensait que seul l'effort direct des travailleurs, en donnant des facilités pour développer cette initiative, pouvait remplir les aspirations du peuple, et les besoins que le front et l'heure de la reconstruction économico-sociale imposaient. Il fallut batailler au sein du Conseil d'économie, parce que les autres secteurs s'opposaient à la formule de la collectivisation. Finalement notre critère triompha. Alors on décida que la grande propriété agricole devait être collectivisée et qu'afin d'obtenir une revalorisation des produits des campagnes, et de se passer des intermédiaires qui avaient de tout temps possédé en usufruit une grande partie des efforts du paysan, il fallait que toutes les opérations de vente, d'échange et d'acquisition des produits passent par le canal des syndicats agricoles (p. 15, 16).

Le camarade Fabregas du Conseil d'économie venant d'arriver, il complète le rapport du comité régional en expliquant qu'on a déjà publié une disposition qui établit la syndicalisation obligatoire de tous les paysans, afin de pouvoir contrôler les petits et moyens propriétaires paysans. Il parle également de l'accord permettant de faciliter des crédits aux collectivités et d'organiser des coopératives régulières. Il déclare qu'on étudie la nécessité d'établir un impôt unique, car on pense qu'il répond à l'idéologie de la C.N.T., et afin d'assurer la victoire du premier pas reconstructif de la révolution antifasciste (p. 16).

Plusieurs délégations interviennent, parmi lesquelles Asco, Vinebre, Santa Eulalia, Mula, Arnes et Pueblos del Molla, qui sont d'accord pour affirmer que dans leurs localités on a réquisitionné les grandes propriétés, en établissant le collectivisme dans le travail et la coopération dans la consommation, ce qui a été unanimement accepté par les paysans, ainsi que l'abolition de l'argent pour les transactions intérieures de la localité, mais en le conservant pour l'extérieur (p. 17).

Face à l'abnégation et au sacrifice [des paysans catalans écra-

sés par le minifundisme], nous comprenons que si nous voulions prétendre rendre obligatoire immédiatement la collectivisation de toute la terre, même des martyrs du travail et de l'abnégation dont nous avons parlé, nous nous heurterions à une série d'obstacles qui empêcheraient le développement normal de notre finalité (p. 21).

Les syndicats auront toutes facultés, si les données de leurs villages le conseillent ainsi, de laisser le temps minimum nécessaire à la préparation de l'établissement de la collectivisation définitive... (p. 23).

On lit un communiqué des colonies naturistes d'Espagne, qui demande le respect de leurs communautés et, après accord préalable avec les syndicats, si ceux-ci n'y voient pas d'inconvénients, la réquisition de terres pour leur développement. C'est approuvé (p. 35).

[C.N.T.-A.I.T., *Congrès régional de paysans de Catalogne,* Barcelone, 5 et 6 septembre 1936, 39 p.]

Congrès régional de paysans du Levant

En guise de préambule. Camarade, peu importe que tu sois industriel ou paysan, prolétaire ou de la classe moyenne. Ce compte rendu du congrès de paysans du Levant est arrivé entre tes mains, il faut que tu le lises, que tu médites sur son contenu et que, selon la valeur que tu lui donnes, tu le passes à un autre camarade, après ta lecture.

L'effort réalisé par l'Organisation confédérale du Levant de diffuser cette brochure gratuitement dans l'Espagne libre des griffes du fascisme mérite bien la collaboration de tous (p. 5).

« Etant donné que le rapport adopté sur le problème de l'agriculture de Catalogne répond en grande partie aux désirs des paysans du Levant, la commission a repris les points qui lui semblent positifs et les soumet à l'approbation du congrès.

« 1. La fédération régionale de paysans déclare incompétent

l'Institut de réforme agraire pour ce qui se rapporte aux réquisitions, et déclare que les réquisitions et les facilités de crédits seront contrôlées et données par la C.N.T. et l'U.G.T., dont les organismes établiront un accord pour contrôler totalement l'industrie paysanne. [...]

« 6. S'il est possible d'établir dans le village la socialisation sans danger de créer des difficultés, comme nous l'avons signalé, il faudra le faire de façon globale et immédiate, et si la majorité des paysans d'un village ne partage pas ou si certains ne partagent pas ce critère, les syndicats respecteront les cultures des petits propriétaires, comme il a été dit plus haut [1], et se saisiront du reste des terres. [...]

« 8. Comme fin de ce rapport et comme interprétation juste du large fédéralisme qu'a toujours défendu la C.N.T., la commission considère opportun de demander la plus vaste liberté pour chaque localité paysanne, de choisir la forme et le moment d'application de ces accords. » Valence, 20 septembre 1936 (p. 20, 21).

Las Palas dit que ce point dont on discute [l'exportation] est une des questions les plus délicates, et qu'il faut donc apporter une attention particulière à sa solution, mais sans se laisser entraîner par la facilité. Il argumente sur la condition agricole du peuple espagnol et son commerce de grande exportation. Il croit que les commissions régionales d'exportation sont bonnes et il critique le syndicat d'exportateurs, car il forme un nouveau corps bureaucratique. Il croit que la question économique doit être abordée à partir des conseils régionaux. Il est d'accord pour accepter les techniciens dans ces organismes. Il se réfère aux erreurs de la révolution russe et il pense que la nouvelle économie espagnole doit être structurée sur des bases complètement conformes aux besoins du moment que nous vivons (p. 24).

Carcagente déclare, par son délégué, qu'il faut prendre l'initiative et demander aux camarades de l'U.G.T. s'ils sont avec

1. « On respectera leur droit de cultiver les terres qu'ils peuvent travailler avec leurs propres mains, et dans la mesure où cela ne gênera pas le bon développement des groupes qui sont en socialisation. »

nous. Dans le cas d'un refus, nous saurons à quoi nous en tenir (p. 27).
[C.N.T.-A.I.T., *Congrès régional de paysans du Levant,* Valence, 18, 19 et 20 septembre 1936, 31 p.]

Plénum de groupes anarchistes d'Aragon, Rioja et Navarre

Sixième point : Position de la F.A.I. sur la reconstruction économique dans les villages.

Torre del Compte demande la parole et déclare que ce doit être l'organisation spécifique [la F.A.I.] qui prenne la responsabilité avec l'organisation confédérale de la réorganisation économique dans les villages, parce que nous, confédéraux et anarchistes, nous avons une grande responsabilité en cela.

Castelseras dit que, malgré qu'il y ait peu de camarades, ils ont pris la décision de socialiser ou collectiviser les terres et l'industrie, en contrôlant comme il se doit la production et la distribution.

Ariño se range à l'avis de Castelseras.

Puebla de Hijar dit que la question en discussion est la plus importante de toutes celles qui ont été débattues. Il pense que l'on doit décider ici de ce que doivent faire les camarades dans les villages qui veulent implanter le communisme libertaire, en faisant tout ce qui est possible pour que le nécessaire soit fait dans les villages pour réaliser l'œuvre de reconstruction indispensable, pour qu'en rapport avec la C.N.T. tout se fasse efficacement. Il propose que le comité de la F.A.I. fasse la propagande nécessaire.

Membrano de Castellote dit qu'on n'a pas pu faire tout ce qu'il fallait, parce qu'il y a très peu de camarades et qu'ils ont besoin de l'aide extérieure.

Zuera dit que là où il se trouve les camarades sont en minorité. Mais ils ont vécu et vivent le plus possible le communisme libertaire, car nous estimons que s'il n'en était pas ainsi nous ne pourrions nous développer efficacement, parce que l'argent n'existe plus dans le village. Nous allons donc vers la socialisation de la terre et de l'industrie, ce qui est la base principale de nos principes libertaires et anarchistes.

La fédération régionale d'Alcorisa dit que les camarades d'Alcorisa se sont occupés dès le début de la révolution de tenir leur rôle et d'orienter la vie économique du village par la collectivisation générale de la terre et de l'industrie. S'il y a deux mois que la révolution a éclaté, il y a deux mois que nous vivons en communisme libertaire. Notre développement est très vaste, et si nous nous heurtons à quelque petite limitation pour appliquer nos idéaux de justice et de liberté, c'est parce que l'argent circule encore dans certains endroits qui ne veulent pas faire d'échange. Ensuite il explique qu'Alcorisa fait le nécessaire pour organiser un plénum de syndicats et voir la manière effective d'arriver à des accords sur un bon développement entre tous les villages de la région. Sur 37 villages réunis au plénum, tous ont approuvé la collectivisation et l'organisation dans la C.N.T., sauf un qui est pour l'U.G.T., mais qui approuve comme les autres la collectivisation.

Le camarade d'Alcorisa regrette de n'avoir pu aller à Castellote, où l'organisation confédérale et anarchiste est assez à l'abandon. Mais les camarades de Castellote ne doivent pas être fâchés de ce que nous n'ayons pu venir. Vous devez faire tout votre possible pour que cette petite organisation devienne florissante. Nous, la régionale d'Alcorisa et les camarades anarchistes, nous vous aiderons autant que nous pourrons.

Le comité régional de Catalogne expose que, vu l'importance du moment actuel, nous devons avoir présentes à l'esprit les difficultés que chercheraient à créer certains secteurs politiques en jouant les dictateurs. Il faut qu'on sache que nous, organisation spécifique, nous ne consentirons jamais que notre responsabilité face au peuple et au monde soit souillée par rien et personne.

Fraga dit qu'il ne faut pas confondre la révolution sociale et la révolution de tendances, et pour ce faire il faut combattre le sentiment d'autorité, car tout nationalisme est stérile pour centraliser. Il s'étend en considérations et donne quelques exemples de Bakounine très clairs. Là où les camarades se trouvent isolés, des camarades des autres villages doivent venir avec eux. Nous ne voulons pas imposer une dictature, mais bien empêcher qu'on nous en impose une. Il faut détruire le fascisme à sa racine, dit-il en citant Malatesta.Il dit qu'à Fraga les ouvriers ne furent pas pris en charge par les autorités, qui, à l'annonce de l'arrivée des

fascistes, dirent de les laisser passer. Nous nous opposerons à laisser fonctionner le monopole de l'autorité. Les anarchistes doivent être les premiers à faire prévaloir leur morale.

Alcorisa reprend la parole et dit qu'en entreprenant le travail de reconstruction, ils ont pu remarquer des difficultés qui pourraient faire obstacle au travail sur les échanges. Il fait allusion aux réquisitions effectuées par des comités de guerre. Il prend l'exemple de l'usine de sucre de la Puebla de Hijar et dit que, tout en ayant du sucre comestible dans la région, tous les villages de la région sont obligés d'aller en chercher à Tarragone ou à Barcelone, parce que les comités de guerre locaux le prennent. Nous pensons que, si les réquisitions se font ainsi, au lieu de faire un travail positif pour nos idées on leur fait barrage. N'oublions pas que les villages seront forcés de s'opposer à ces faits, et nous ne pouvons donc tolérer des cas semblables. Il se réfère également à la centrale électrique d'Albalate del Arzobispo, que les Catalans veulent également réquisitionner. Il pense qu'il ne doit pas en être ainsi.

Puebla de Hijar dit que la situation de l'usine fait partie de la discussion, et qu'en allant à Barcelone il a constaté que certains comités ne s'en sont même pas occupés, et même ne voulaient même pas en entendre parler. Il dit que des villages ne sont pas d'accord avec la mauvaise administration qu'il y a et que certains des camarades qui occupent des postes dans des comités doivent s'éloigner de la situation qu'ils ont créée, et qu'ils ne doivent pas être autoritaires, car, en l'étant, ils ne seraient pas anarchistes. Il dit qu'il y a quelques jours un délégué de la maison Cros [usine d'engrais de Barcelone] s'est présenté pour réquisitionner les engrais se trouvant dans un magasin de cette maison à la Puebla de Hijar.

Alcorisa dit qu'il ne faut pas sortir du débat. En ce qui concerne l'engrais, il déclare que les camarades de Catalogne ont promis d'envoyer la quantité nécessaire pour toute la région, et si pour le moment ce n'est pas le cas, on tâchera que ça le soit dans un avenir proche. En même temps les camarades de l'usine Cros, de l'usine Barrau ont annoncé à la régionale d'Alcorisa et aux villages qu'ils paieraient les engrais qui y sont déposés, soit par l'échange, soit en argent.

Fraga demande la parole et dit que, puisqu'il faut intervenir

à propos de l'usine de Monzon, si on collectivise l'agriculture, l'industrie doit être également collectivisée. Il dit que c'est parce qu'il faut importer de l'étranger certaines matières premières et que nous n'avons pas d'or qu'il a fallu avoir recours au Conseil d'économie de Catalogne. Il dit que Fraga a mis en pratique la collectivisation de tout. Il déclare que Binefar a décidé de proclamer le communisme libertaire, mais c'est seulement sur le papier. Quant à la situation du front, selon ce qu'a exposé le camarade Carreño sur le communisme libertaire, je dis que c'est un communisme de guerre créé par les circonstances. Il dit qu'on ne peut tolérer qu'on supprime le maître pour mettre le domestique à sa place. Il pense que, si le communisme libertaire est imposé, il n'est plus libre ; antérieurement il a cité plusieurs cas pour lesquels il déclare que nous, anarchistes, nous devons empêcher concrètement la différence entre les critères, et que pour cela il faut prendre des mesures pour déterminer ce qu'il faut faire.

Alcorisa dit que la régionale s'est efforcée de faire tout son possible dans ce sens, avec tous les moyens en son pouvoir pour harmoniser les rapports, pour obtenir ainsi la disparition des différences de critère qu'il y avait au départ.

Le camarade Alberola, de Fraga, dit qu'une partie des villages est payée, mais que les salaires sont déposés à la caisse centrale de la municipalité et, par conséquent, les citoyens ne reçoivent pas un centime, étant donné que, lors de la conquête des villages, il fut décidé que personne ne toucherait de salaire. Mais naturellement, ils reçoivent tous en ravitaillement ce dont ils ont besoin pour nourrir leur famille. Il dit que, comme dans le Conseil d'économie tous les camarades ne sont pas sympathisants de notre idéologie, il apparaît des différences de critère pour en finir avec la circulation monétaire ou la maintenir. C'est pourquoi, dans certains villages où il n'y a pas d'argent, une atmosphère de grande liberté se propage, alors que dans ceux où l'argent a encore cours c'est là qu'il y a plus d'égoïsmes personnels. C'est pourquoi tant de difficultés apparaissent pour structurer définitivement une organisation économico-administrative convenable, que les villages doivent vivre pour être vraiment libres. En conséquence, ceux qui ne voudront pas suivre cette voie, devront continuer à vivre dans une ambiance d'égoïsme malsain et d'esclavage individuel que chacun conserve

en lui ; les collectivités devront réagir énergiquement contre cela, car les circonstances conseillent de le faire, surtout envers ceux qui, n'écoutant pas la raison, veulent faire ce dont ils ont envie au détriment de la collectivité.

Le camarade Alberola, dans un moment de véritable émotion, dit : Pauvres de nous, si la révolution était gouvernementale ! Mais la geste révolutionnaire qui se fait actuellement en Espagne est nettement de classe et la victoire est à nous ici. Il nous faudra être vigilants dans le cas où la réaction préparerait un plan pour faire contre nous ce que ses intentions lui ont toujours dicté, puisque nous avons été toujours persécutés, incarcérés et rendus esclaves dans le système capitaliste qui a eu un comportement si vil depuis sa création (p. 10-13).

Neuvième point de l'ordre du jour : affaires générales.

La régionale d'Angüés propose que chaque camarade de l'organisation spécifique puisse disposer d'un fusil, d'un pistolet et de munitions nécessaires, là où les circonstances le demanderaient, et être prêt à commencer le combat sur le terrain, car il semble que certains secteurs ont voulu se mettre à la tête de certains comités importants, pour tenter de donner un tour politique à la révolution ; problème que nous, la classe travailleuse bien organisée, nous ne devons tolérer en aucune manière, et aussi, si le moment de rendre la justice arrive, la faire énergiquement, avec tous les éléments qu'il faudra.

Puebla de Hijar dit qu'il serait très souhaitable de donner l'armement nécessaire à tous les camarades organisés dans la Spécifique, et pour se baser sur des raisons importantes à propos de la proposition de la régionale d'Angüés, il rapporte les faits qui ont eu lieu dernièrement à Molins de Rey, ainsi que ce qui est arrivé à l'hôtel Colon de Barcelone, événements qui, malgré leur gravité, semblent ne pas avoir été divulgués à cause de certains intérêts. Mais dans nos milieux, il ne faut rien cacher, car nous combattons pour donner la vérité à l'humanité entière et on ne doit en aucune façon se servir du mensonge et de la tromperie, qui plus est dans des cas de cette espèce. Aussi faut-il informer clairement sur ce qui se passe, car autrement nous ne serions pas anarchistes, et l'anarchisme doit être la source fondamentale de toutes les vérités du monde. Le camarade délégué

de la Puebla de Hijar parle avec une grande facilité d'élocution et de rapidité, et il ne nous est pas possible de recueillir certaines parties de son intervention dans ce sens (p. 16, 17).

Castelseras annonce qu'une des premières choses dont on s'est occupé dans le village a été la mise en marche des écoles, étant donné que les enfants d'aujourd'hui seront les hommes de demain et doivent être orientés comme il se doit, comme ils doivent l'être à leur âge. Pour cela, l'enseignement sera obligatoire jusqu'à 14 ans. On a également créé une section culturelle où les enfants de plus de 14 ans et les adultes qui s'y inscriront volontairement recevront l'instruction nécessaire. En effet, on a malheureusement pu constater que l'immense majorité des hommes manque de culture générale, certains même ne peuvent faire des calculs, et cette section culturelle d'adultes à Castelseras devra commencer à fonctionner dès que le local prévu sera prêt.

Puebla de Hijar dit qu'on réalise déjà dans différents villages ce qui est nécessaire pour réorganiser le service de l'enseignement. Il est d'accord avec les camarades de Castelseras sur l'importance à donner à l'enseignement.

Oliete déclare qu'il n'y a pas, dans le village, de personnel compétent pour l'enseignement

Le camarade Alberola, de Fraga, informe à propos d'une réunion tenue par les instituteurs pour former un comité provincial de culture. Il dit que, bien qu'il soit instituteur rationaliste [c'est-à-dire enseignant de l'école de Ferrer], il reconnaît qu'il y a actuellement certaines difficultés pour pouvoir introduire dans les villages l'enseignement rationaliste ; mais on fera ce qui est possible afin de faire des travaux en ce sens. Il continue en disant que l'aspect de l'enseignement rationaliste peut se développer en marge du comité provincial (p. 18, 19).

[F.A.I., *Plénum régional de groupes anarchistes d'Aragon, Rioja et Navarre,* Alcañiz, 20 septembre 1936, 19 p.]

L'organisation de la désorganisation

Plénum de syndicats du Levant

Un plénum national de régionales fut convoqué. Je ne sais pas si le camarade de Gandia l'a su. Après que le comité national eut exposé les raisons pour lesquelles on ne pouvait constituer le Conseil national, on prit l'accord d'accepter l'intervention au gouvernement, en suivant tous les points acceptés par le plénum qui stipula la formation du Conseil. Et ainsi, on déclara au gouvernement : nous ne faisons pas du nom une question de principe : nous acceptons notre intervention au conseil des ministres pour éviter des anomalies internationales, mais nous avons des accords et un programme. Tel fut ce qui était convenu.

Vous connaissez la distribution des portefeuilles que nous estimions indispensables pour intervenir. Le gouvernement ne donnait qu'un portefeuille. Le comité national ne l'accepta pas, et au lieu de supplier, et cela est exagérément grave pour le dire ici, mais j'y suis obligé, il posa à l'autorité suprême de la République le sabotage que cela constituait pour l'organisation. Elle promit que quatre membres de la C.N.T. seraient inclus. Nous avions accepté cela en principe, mais nous demandions des portefeuilles définis.

Pourquoi ne nous les a-t-on pas donnés ? Parce que pour nous les donner il était indispensable de poser une question de gouver-

nement [remettre en cause le gouvernement]. Face à cela, nous acceptâmes ces quatre ministères, en apparence insignifiants, mais qui en réalité signifient quatre voix au conseil des ministres, lieu où les accords sont pris. Nous n'avons pas voulu réunir les syndicats, parce que cela aurait prolongé la solution du problème, et il y avait urgence. Le comité régional accepta cette responsabilité et il vient en répondre. Si nous avons bien fait ou pas, jugez maintenant.

Je ne vais vous dire qu'une chose : les conquêtes acquises depuis notre acceptation. La formation du Conseil national de défense. En outre, les points fondamentaux acceptés par le plénum, lorsqu'on essaya de constituer la junte nationale, s'appliquent dans le gouvernement. La question la moins importante était le nom ; la plus positive consistait en des solutions de programme et le commandement unique pour la guerre. Et cela est obtenu par le Conseil supérieur de guerre ; maintenant il faut la discipline confédérale et de la conséquence révolutionnaire.

Il ne me reste qu'à dire une chose. On a dit que les marxistes ont désarmé des colonnes, et je dis que cela, et beaucoup plus, aurait eu lieu si nous n'avions pas accepté notre solution héroïque. Moi qui connais les caractéristiques du front du Centre, je sais que peu de jours se seraient écoulés avant qu'on se soit combattus — c'était une chose qu'on voyait venir — la lutte fratricide entre socialistes et anarchistes était une réalité. C'est pourquoi on accepta le Conseil national, où il n'y a qu'une seule discipline, qui fut acceptée par nos propres colonnes. Ainsi le conseil national contrôlera toutes les milices et il n'y aura plus de milices révolutionnaires contrôlées par le Conseil supérieur de guerre.

Professions libérales d'Alicante. — Le comité national nous place devant le fait accompli. Même si nous ratifions ou rectifions l'exemple, il existe et cela est délicat et grave. Moi franchement je suis un homme correct et très délicat, mais je suis également sincère et je demande au comité national et au comité régional : le gouvernement actuel est-il le gouvernement de la République ou le gouvernement de la Révolution ? »

A mon avis, le gouvernement actuel est une continuation des gouvernements antérieurs de la République espagnole et il n'est

pas encore le gouvernement de la révolution. Le fait que la C.N.T. soit liée à ce gouvernement, je ne vais pas le qualifier d'apostasie ou d'errement [*claudicación*], mais je dirai évidemment que c'est délicat et grave et que je n'aurais jamais cru que la Confédération fût représentée dans un gouvernement de la République bourgeoise, continuation des antérieures (p. 70, 71).

« Et je vais terminer en déclarant que nous n'avons pas annulé l'Etat et que, par conséquent, l'Etat est en train de nous absorber. Je pense qu'en dépit de la gravité du moment, nous ne devons pas servir de comparse nulle part. Il serait plus honnête de nous limiter à notre mouvement, notre organisation, en rendre les bases fortes et grandes et par un mouvement constant de propagande en finir avec la force des partis placés face à nous, afin de pouvoir réaliser les objectifs, si clairs et si précis, que nous avons toujours présentés.

La C.N.T. et la F.A.I. donnent tout à la Révolution espagnole, mais à la République absolument rien (p. 73).

Professions diverses de Moncada demande si le plénum décide de convoquer un congrès, et de ce qu'il faut faire.

Le comité national dit qu'il y a deux questions à poser : d'abord, si on approuve le rapport du comité national, deuxièmement que doit faire le délégué au plénum national, où il répondra s'il faut aller au Parlement et comment il faut contrôler les ministres.

Orihuela demande si les circonstances n'obligeront pas à aller au parlement, même si les plénums décident que non.

Le plénum approuve toutes les gestions faites par les camarades du gouvernement.

Industries métallurgiques de Carthagène croit que la solution la meilleure serait de nommer une commission qui, exprimant les sentiments de tout le plénum, présente des points pour la discussion.

Orihuela déclare que les accords que doit défendre le délégué au plénum national doivent être les mêmes que ceux dont on discute ici.

Le bâtiment d'Alicante demande la dissolution du Parlement et appuie les déclarations de professions libérales d'Alicante. [...]

Villafranca del Cid est d'accord avec ce qu'a dit professions libérales d'Alicante, mais à condition que nous ne soyions pas en guerre (p. 74).

[Fonctionnaires publics de Valence.] Quand le moment sera venu, on transformera tout. Et pour déterminer de façon positive quelles normes l'Espagne doit adopter dans sa totalité, il faudra attendre la fin de la guerre et demander au peuple qu'il dise s'il choisit une république sociale, de type communiste-libertaire, ou une république qui englobe les deux tendances. [...]

Colonne de Fer : idéologiquement, nous continuons à être ennemis de tous les gouvernements. Les faits nous intéressent. On parle beaucoup du fascisme et que le fascisme est une menace, nous le pensons aussi. Mais nous voyons que tous disent faire des concessions pour aider ceux du front, que tout ce qu'on accepte c'est pour que la lutte soit plus efficace, et nous n'avons pas vu le fruit de tant de concessions et d'acceptations de choses qui nous ont toujours répugné. Nous allons poser une question concrète et claire. Sur le front de Teruel, vous savez tous qu'on manque de matériel, et vous savez tous qu'il dépend du gouvernement d'y porter remède. Cela ne s'est pas fait quand nous n'étions pas au gouvernement, et cela ne se fait pas alors que nous y sommes. On nous opposait un refus et maintenant aussi.

Dans une réunion de tous les camarades de la colonne de Fer, nous disions : Pouvons-nous continuer dans cette situation ? Nous voulons que le délégué de la régionale le dise aux représentants du gouvernement. Et nous voulons qu'on nous réponde (p. 76, 77).

[Alimentation d'Alcoy.] Il faut que les confédérés puissent tous avoir un fusil en main, car nous, avec un fusil, nous savons sur qui nous devons tirer. Ce qui ne doit pas se faire, c'est que, comme dans de nombreux villages, nos camarades s'enrôlent dans les colonnes marxistes, car ils sont si désireux d'aller au front qu'ils partent avec ceux qui leur offrent de l'armement. Nous n'avons pas d'armement pour aller au front, alors que le gouvernement a créé 50 000 douaniers et les a armés pour aller au front pour, s'il le faut, éliminer beaucoup de camarades des colonnes de la C.N.T. et dire dans le futur que nous n'avons rien

fait. Ces armes sont aux mains de gens qui cherchent à faire carrière et s'installer dans les troupes du gouvernement, et elles doivent nous revenir (p. 80).

[Rapport de la commission sur le point trois de l'ordre du jour : structuration, organisation et contrôle des milices de la C.N.T.]

e) Le fait d'être délégué de groupe, centurie, comité de guerre n'implique aucunement de hiérarchie et de privilège, car dès qu'il ne répondra pas aux nécessités du groupe, centurie ou colonne, il sera immédiatement destitué et remplacé par un autre.

2 e) En ce qui concerne la discipline, nous entendons que l'autodiscipline morale doit être appliquée par le milicien, et on doit l'intéresser au combat, écouter ses opinions sur l'évolution de la guerre, dans les réunions.

f) Pour le cas concret d'ébriété, de désertion, de douleur, contagions suspectes et injustifiées, etc., il devra être sanctionné par la centurie à laquelle il appartient.

3 a) Création de comités d'opérations, formés par deux délégués civils et un délégué technique militaire comme conseiller pour chaque colonne, chargés de diriger et d'orienter le combat sur les fronts.

b) Sur le plan national, nous proposons la création d'un Conseil national de milices, formé par tous les représentants de toutes les colonnes qui combattent sur les différents fronts, sans accepter d'autre direction que celle émanant des combattants eux-mêmes.

c) Pour mieux harmoniser toutes les forces qui luttent sur le front et l'arrière-garde, nous demandons que notre délégué au prochain plénum de régionales propose la dissolution de toutes les forces du régime, qui n'inspirent pas confiance à notre organisation, parce qu'elles ne sont pas directement contrôlées par les organisations antifascistes.

d) Cette suggestion se réfère aux corps de garde d'assaut, garde nationale républicaine, douaniers, armée volontaire, etc. ; elle sera appliquée dans le sens que les individus composant ces corps passeront dans les milices des secteurs politiques ou idéologiques qui coïncident le mieux avec leur point de vue. [...]

Les rapporteurs : Professions diverses de Segorbe, métallurgie d'Alcoy, bâtiment d'Alicante, marchands ambulants d'Alcoy, Santé de Valence, professions diverses de Gandia, professions diverses de Moncada, professions diverses d'Orihuela, travailleurs de Biar, délégation des colonnes de Fer et de la colonne C.N.T. 13. Valence, le 13 novembre 1936 (p. 82, 83).

L'école unifiée va tarder à s'implanter. Nous sommes à la fin de l'année et en Catalogne le problème en est au même point qu'avant la création de l'école unifiée. Le problème le plus difficile est celui du manque de maîtres. Aussi proposons-nous ce qui suit : 1) dans tous les villages où il y a un manque de maîtres, les syndicats s'engageront à chercher des camarades qui aient les conditions requises ; 2) une fois en fonction, ils ne pourront être remplacés par aucun titulaire, à condition que l'organisation soit satisfaite de leur travail pédagogique. Comme ces camarades remplaceront les maîtres d'avant, ils seront payés par le même fonds, qui sera à la charge des municipalités... (p. 107, 108).

[C.N.T.-A.I.T., *Plénum régional de syndicats du Levant,* Valence, 9-15 novembre 1936, 131 p.]

Plénum régional de groupes anarchistes (Valence)

Etica de Gandia dit que l'œuvre de l'école est très importante, mais que plus que dans l'école rationaliste en soi, il croit qu'il faut donner l'enseignement à partir de centres culturels où viennent les enfants et les adultes recevoir des leçons correspondant à toutes les matières et fondées sur les enseignements scientifiques ; la culture étant propagée dans ces centres, qui seraient des sortes d'Athénées ou Universités populaires (p. 10).

Segorbe dit qu'il ne conçoit pas la participation au gouvernement, parce qu'elle est inefficace (p. 14).

Albacete expose la situation de la colonne Internationale, en disant que dans cette colonne une dictature rigoureuse est exercée sur nos camarades, en les empêchant de manifester leurs sentiments et leurs pensées dans la caserne (p. 20).

[F.A.I., *Compte rendu du plénum régional de groupes anarchistes,* Valence, 29-30 novembre 1936 et 1er décembre 1936, 27 p.]

Congrès des syndicats du textile

Badalona expose les difficultés de l'industrie textile dans cette localité à cause des inconvénients dus aux camarades des transports, qui refusent avec intransigeance d'accepter les normes du textile, auquel eux-mêmes appartiennent.

Le comité national répond que le jour où on arrivera à une collectivisation totale, ces questions seront résolues, mais qu'en attendant il faut trouver une forme harmonieuse ; et il faut remarquer que tous les camarades qui travaillent dans des usines textiles, quelle que soit la branche, doivent suivre les normes de cette industrie (p. 7).

Le camarade de la section « eau » lit un long rapport qui dit en résumé que : il y a un grand stock de tissu imprimé parce que les villes qui en consomment le plus sont au pouvoir des fascistes. Il rapporte également les gestions réalisées par les commissions. Il dit que dans une assemblée célébrée au théâtre Olimpia [de Barcelone] il fut décidé de soumettre le problème au congrès, en soulignant qu'il faut faire pression le plus possible sur le gouvernement, qui se montre, comme dans d'autres cas semblables, opposé à la dépense de devises. Nous demandons à établir des échanges, en envoyant notre travail à l'étranger en échange de coton, dont notre industrie a tellement besoin, et il demande, finalement, que le congrès prenne ce rapport en considération (p. 22).

[C.N.T.-A.I.T., *Compte rendu du Ier Congrès national des syndicats du textile d'Espagne,* Valence, 24-25 janvier 1937, 24 p.]

Plénum du syndicat de l'électricité de Catalogne

Larrarte [du comité central]. Sur le plan financier, l'apport que nous avons fait aux milices est également très intéressant : un

jour de recette et deux jours de salaires. Nous avons donné deux millions de pesetas. Sur les huit millions recueillis [au total], nous en avons fourni deux et nous n'avons pas eu droit aux premières pages des journaux. Nous n'avons pas non plus fait verser des larmes de crocodiles à de nombreuses personnes qui font de la propagande pour des versements de 500 pesetas.

Autre problème : les réclamations des municipalités. Ce furent celles du bassin de Tremp qui ouvrirent le feu. Elles étaient dans une situation privilégiée et donc les moins indiquées pour ce faire. Les camarades du comité central durent leur répondre. La mairie de Soterrania demandait que nous prenions en charge l'entretien d'un [barrage] secondaire. Une autre, la fourniture des eaux au-dessus du niveau du barrage, etc. Et tout cela [causé] en conclusion par le système déplorable d'irrigation de Tremp, qui vaut plusieurs millions.. Bénéfice ? Sur 2 500 hectares cultivables intensivement, on en irrigue à peine 600. Et malgré cela, ces municipalités qui jouissent de ces possibilités, réclamaient une série de choses en se basant sur des faits antérieurs au 19 juillet. Certaines demandes ont été satisfaites ; d'autres n'ont pu l'être, car elles ne dépendent pas de nous, et une bonne partie sera présentée demain au département de l'Agriculture [de la Généralité].

Nous nous sommes également occupés du reboisement. En peu de temps nous avons planté 200 000 pins. A ce sujet, je dois faire remarquer que plusieurs camions qui venaient du front d'Aragon sont venus dans l'intention de faire du bois et de couper tous les pins proches du barrage. Nous avons transmis le cas au département de la Guerre, il nous a répondu qu'il ne pouvait rien faire, mais nous continuons les gestions. Dans cette période provisoire, nous collaborons à la tâche du reboisement (p. 17, 18).

Lérida aborde également le problème qu'il va falloir commencer bientôt à payer les parts de la dette de papier. Les décrets de Terradellas ont été publiés. Lérida, la fédération locale, se retirera avec celle de Tarragone et Gérone, si Barcelone ne fait pas démissionner les camarades qui représentent la C.N.T. Nous voyons que les autres partis et syndicats se préparent à la vieille politique réformiste, et au moment de la publication d'un décret

ils se mettent ensemble et écrasent la majorité qui leur fait barrage. Je ne veux pas dire que nos camarades officiels agissent mal, mais notre confédération syndicale sera toujours perdante. Nous, la fédération locale de Lérida, nous avons décidé de n'accepter aucun décret et de faire la révolution nous-mêmes (p. 20).

Fédération nationale. — Puisque nous n'avons pas encore un contrôle absolu sur la vie, que le commerce existe encore, que la bourgeoisie reste encore, que nous ne sommes pas encore socialisés, comment allons-nous demander un salaire familial. Ce sont les raisons qui font que l'organisation n'a pas cru utile d'implanter le salaire familial.

Adrall. — D'abord, j'estime que si on établit un salaire, les privilèges demeurent. Si un camarade touche tant de pesetas, ses frais ne sont pas les mêmes que ceux d'un autre. J'estime que pour éviter tout cela il faut implanter le salaire familial par catégories. Le salaire juste est le salaire familial, parce que c'est la manière d'arriver à la justice. Le salaire familial sera toujours un avantage pour tous ceux qui sont vraiment dans le besoin (p. 51).

Martorell. — Devant le cas exposé par Gérone, je proteste énergiquement. Il s'agit d'une double punition, d'ordre moral et matériel. Celle d'ordre moral est sans doute plus importante que la matérielle. Avoir un carnet [syndical] marqué comme au temps de l'esclavage est absolument inadmissible. Si un travailleur mérite une punition, bon, on le punit, mais du moment qu'il travaille, il faut l'admettre avec toutes les conséquences que cela comporte. Sur le plan moral, ce qui est arrivé est inadmissible. Comme l'a dit Barcelone, il y a une grande quantité de techniciens qui ont dû toucher des sommes comme ceux de Gérone et peut-être des quantités plus élevées, et qui actuellement n'ont pas rendu l'argent qui appartient aux travailleurs. Je propose donc à Gérone de rendre les amendes imposées à ces camarades.

Manresa. — La C.N.T. ne peut être indifférente à ce problème. Il semble qu'il y ait ici des camarades opposés aux techniciens. L'opposition doit être faite uniquement contre celui qui travaille mal, qu'il soit manuel ou technicien.

Gérone. — Personnellement, ce problème ne me touche pas particulièrement. Mais, en plus, après leur avoir fait payer cette somme, on a essayé de ne pas leur payer le salaire de compensation du mois de décembre, mais le vote fut défavorable et les abus ne purent pas continuer.

Mataro. — Mataro est d'accord avec les déclarations de Martorell et Barcelone. Manresa a dit qu'il ne fallait pas s'opposer aux techniciens. En plus, il dit qu'ils n'ont pas appuyé une grève, mais je demande : la grève de 33, est-ce que toutes les organisations l'ont soutenue ?

Comité central. — Quand le comité central a appris l'histoire du carnet, il a aussitôt dit à Gérone de les détruire et d'en faire d'autres. Car une telle injustice ne pouvait se prolonger.

La Fédération. — Le syndicat général des techniciens est passé à la C.N.T. Nous avons 95 % des techniciens. L'U.G.T. en a à peine 5 %. Cela s'est su à l'extérieur et comme les techniciens avaient des postes de responsabilité, il est normal qu'ils les défendent. Qui en était mécontent ? Le manuel qui est placé sous le technicien. Mais sachez que, derrière tout cela, il y a une manœuvre. La manœuvre consiste à les faire partir pour que les ouvriers manuels soient seuls. Voilà le fil de toute la trame, comprenez-le bien, car tout cela n'est qu'une manœuvre.

Vich. — Pour répondre à la Fédération, à Vich il y a une entreprise où l'on observe cette manœuvre chez les camarades techniciens qui distribuent le travail. C'est-à-dire que l'U.G.T. cherche le moyen de faire expulser les techniciens de notre organisation, pour qu'ils passent à l'U.G.T. (p. 72, 73).

Aragon. — [...] Nous, les ouvriers du gaz, eau et électricité, nous avons été jusqu'à présent soumis à la pression d'éléments qui ont formé une Commission de défense de l'Aragon et d'autres qui sont venus en brandissant des pistolets et en dictant des condamnations à mort à foison, comme ça m'est arrivé, et on vint me libérer deux heures avant de me fusiller. Nous, devant cela, nous avons formé rapidement notre syndicat pour que vous le légalisiez. Nous nous trouvons en Aragon seuls face au Conseil. Nous n'avons presque rien, car nous produisons actuellement peu et cette faible production, nous la donnons entièrement pour la guerre. Mais, malgré tout, nous ne permettrons

pas que le gouvernement de l'Aragon s'empare de tout cela, car au-dessus du gouvernement de l'Aragon, il y a l'organisation et les intérêts de nos frères travailleurs (p. 75, 76).
[C.N.T.-A.I.T., *Compte rendu du plénum régional du syndicat unique de l'électricité (Luz y Fuerza) de Catalogne*, Barcelone, 28 janvier 1937, 92 p.]

Rapport aux militants anarchistes de Catalogne

Nous voulons simplement souligner les faits qui montrent à quel point et avec quel zèle révolutionnaire nos camarades veillaient durant tout le processus préparatoire du mouvement. Le jeudi 16 février [1936], les camarades des syndicats de la métallurgie et du transport apprirent l'existence d'armes sur le vapeur « Marqués de Comillas ». Ils en firent l'assaut et s'emparèrent d'une quantité de fusils, qui furent rapidement portés aux deux locaux (p. 7).

Avant de relater tous les efforts entrepris par le comité, et ceux qu'il a pu réaliser, nous voulons dire quelques mots sur les raisons de notre acceptation de la collaboration. Une fois le soulèvement fasciste vaincu dans notre région et dans d'autres provinces d'Espagne, vu que l'atmosphère du peuple catalan était saturée de volonté révolutionnaire et revendicative, il se posa le problème, tant dans l'organisation confédérale que la Spécifique, de faire face à la responsabilité générale de la guerre, ou bien de la partager avec les autres secteurs qui formaient en Catalogne le front antifasciste populaire.

Après plusieurs réunions et de longues discussions sur la situation, on considéra opportun d'accepter la collaboration. Cette résolution fut prise pour plusieurs raisons : l'une d'elles était le fait reconnu par la plupart des militants, tant de la C.N.T. que de la F.A.I., que nous n'étions pas assez forts pour mener la lutte qui commençait ; les éléments qui formaient le gouvernement de la Généralité indiquèrent à l'organisation confédérale d'assumer la direction et la responsabilité du mouvement. Ce fut l'opinion de tous que pour vaincre le fascisme, il fallait l'aide

des autres secteurs politiques et ouvriers, qui sympathisaient plus ou moins avec la cause révolutionnaire (p. 10).

Il n'est pas possible aujourd'hui de continuer avec une organisation de type spécifique comme la nôtre, sur la base des groupes d'affinité, dont la composition est faible et limitée. Cette structure est désormais une norme ancienne de notre mouvement, lorsque la F.A.I. était obligée d'agir dans une clandestinité forcée et constante, qui était alors la seule qui nous permettait de résister. Aujourd'hui, depuis le 19 juillet, nous vivons une époque absolument différente. Si nous voulons que l'intervention de la F.A.I. dans la révolution ait une efficacité prédominante parmi les travailleurs, il faut que nous ajoutions à nos anciens groupes d'affinité de grands contingents de nouveaux, que ce mouvement nous offre (p. 12).

Lorsque les premières colonnes s'organisèrent et partirent de Barcelone pour combattre sur le front d'Aragon, la plupart des militants de l'anarchisme catalan s'enrôlèrent animés et pléthoriques d'enthousiasme pour lutter contre le fascisme. Le départ de ces camarades, toujours justifié les premiers temps, sur le front, produisit un énorme bouleversement dans les comités, dont beaucoup faisaient partie. A Barcelone, cela arriva au point que les trois comités de la F.A.I. furent refondus en un seul (p. 14, 15).

Après de longues discussions et des entrevues des membres des comités régionaux C.N.T.-F.A.I., pour ce qui concerne la Catalogne, la militarisation de nos colonnes, décidée en principe par chaque organisation, fut acceptée.

Cependant, bien que les camarades du front aient eu, au sujet de l'affaire de la militarisation, toutes sortes de garanties sur les raisons des organisations confédérale et spécifique de l'accepter, il y eut une partie des camarades de la colonne Durruti, dans le secteur de Gelsa, qui refusèrent absolument d'accepter cet accord de l'organisation, alors que les autres colonnes confédérales l'avaient adopté. Ces camarades alléguaient pour ne pas accepter la militarisation, le fait que les idées anarchistes sont opposées au militarisme. Une autre des raisons était qu'à leur

avis, dans un mouvement révolutionnaire et de colonnes qui étaient volontairement sur le champ de bataille, on ne pouvait accepter de hiérarchie militaire, puisque cela supposait châtrer l'esprit révolutionnaire des différentes colonnes, tout en revenant à la vieille structure de l'armée espagnole contre laquelle on combattait en ce moment.

Malgré toutes ces considérations, dont nous ne manquons pas de comprendre leur grande importance, et qui dénotent un sentiment de pureté envers nos idées, nous comprenions avec l'organisation en général, que ce n'était pas le moment le plus propice pour entamer des discussions sur nos idées, mais bien de continuer la militarisation, puisque c'était la seule forme de combattre le fascisme (p. 25).

On les pressa plusieurs fois de changer d'attitude et d'obéir aux accords de l'organisation. Ces indications faites par une partie des comités régionaux C.N.T.-F.A.I. furent complètement négligées. Non seulement ils refusèrent la militarisation, mais ils ne suivirent pas non plus la demande des comités de laisser leurs armes et d'abandonner le front.

Au bout de plusieurs semaines et vu qu'il n'était pas possible d'harmoniser les critères qui existaient, une commission présidée par le camarade Manzana vint s'entretenir avec les comités. Dans une réunion commune, il exposa la situation délicate où se trouvait la colonne, car il y avait une telle tension entre les deux groupes, qu'on craignait qu'elle dégénère en un choc sanglant. A cette réunion, il fut une fois de plus décidé d'inviter les camarades de Gelsa à résoudre la situation comme il leur semblerait le mieux.

Les camarades à l'invitation des comités de l'organisation, après une longue délibération, décidèrent que dans un délai de quinze jours, après la réunion, ils abandonneraient le front, en donnant leurs armes aux camarades qui les remplaceraient (p. 26).

« Il y a près de trois semaines que la Catalogne se trouve sans gouvernement et sans que jusqu'à présent une solution soit en vue. Aucun des secteurs politiques et ouvriers qui forment le conseil de la Généralité ne se montre disposés à céder un

pouce de terrain. » [Du 4 mars au 26 avril 1937, à cause du désarmement des patrouilles politiques au profit d'un corps de police.] (P. 29.)
[F.A.I., *Rapport du comité de relations des groupes anarchistes de Catalogne aux camarades de la région,* Barcelone, mars 1937, 49 p.]

Plénum de colonnes confédérales et anarchistes

Avec la participation officielle des délégations des colonnes Tierra y Libertad, Durruti, Andalousie et Estrémadure, secteur Valdepeñas-Jaén et secteur Manzanares, Francisco Ascaso, Iberia, Hierro [de Fer] et non officielle des milices confédérales du Centre, colonne Ortiz, Temple y Rebeldia, C.N.T. 13 (p. 1).

Le plénum commence à 10 h 30 du matin, et le camarade Pellicer, de la colonne de Fer, commence en informant : Comme vous le savez par une circulaire, il y a eu à Valence une réunion des colonnes du Levant avec celle de Maroto, et étant donné la nécessité d'un échange de vue en général, il en est surgi l'initiative de convoquer ce plénum, pour établir un rapport avec les colonnes qui n'y avaient pas assisté (p. 3).

[Extrait de la circulaire.] Nous désirons seulement faire remarquer que pendant les heures tragiques, sublimes du front et de frivolité et d'insouciance à l'arrière-garde, toute une série de comités d'organisations et de partis ont pris une énormité d'accords, vraisemblablement dans l'intention de leur donner une efficacité révolutionnaire, mais des accords qui souffrent d'un grand défaut : jamais personne n'eut l'idée de *demander l'opinion des combattants.*

Cela est impardonnable. D'autant plus que nous, qui défendons en fait les terres de l'Ibérie, nous le faisons dans l'intention plus ou moins définie dans chaque *colonne* de créer une nouvelle vie. Evidemment nous appartenons à des organisations qui ont dans tous les comités imaginables une infinité de délégués. Mais il y a une réalité aveuglante et indiscutable : *à l'arrière, on semble avoir oublié en ce moment le sens révolutionnaire.* [...]

Nous n'allons pas présenter un grand ordre du jour, étant donné que c'est lorsque les colonnes présenteront leurs problèmes que l'on pourra discuter de ce qui paraîtra important. Aussi, nous ne vous soumettons que deux points : 1) attitudes des colonnes vis-à-vis du décret de mobilisation ; 2) rapport entre nous. [...]

Dans l'attente de votre participation, fraternellement, pour le comité, la colonne de Fer (p. 6, 7, 8).

Pellicer, de la colonne de Fer, dit : nous n'allons pas faire l'historique, car cela nous semble superflu, de ce qui nous est arrivé et ce qui nous arrive à tous. Le boycott de l'Etat ne doit pas continuer, selon nous, et nous devons exprimer notre désaccord devant le fait que sur aucun front les colonnes de la C.N.T. et de la F.A.I. ne sont correctement fournies.

Grâce à des camarades qui sont allés à Carthagène à un moment précis, nous avons appris la quantité énorme d'armes qui sont déchargées dans ce port, alors qu'en Andalousie, quelques mois plus tard, il y a encore des colonnes qui combattent avec des fusils de chasse.

L'Etat s'élargissait et se consolidait avec des forces magnifiquement armées et habillées, ce dont nous manquions tous.

Nous devons accuser les organismes responsables et nous-mêmes, puisque nous sommes coupables d'avoir les meilleurs éléments sur le front, tandis qu'en revanche les arrivistes sont restés dans les comités des organisations et que bien assis dans leur charge ils menaient un travail opposé à la bonne marche de celles-ci. Nous avons dit et répété tout cela à l'organisation, qui n'a rien fait, au point que nous étions presque convaincus que nous étions isolés, mais lorsque les camarades des autres colonnes nous ont répondu qu'ils se trouvaient dans une situation identique, nous avons eu l'espoir que la C.N.T. et la F.A.I. pourraient encore reprendre la démarche qui a toujours été la norme de nos actes et imposer à tous des normes de liberté (p. 9).

On parle beaucoup de militarisation sous le prétexte que les milices se sauvent, mais ceux qui l'affirment oublient de dire que lorsque nos milices, sur un front, se sauvent de trois kilomètres,

les soldats et tous leurs chefs et leurs officiers se sont sauvés en premier.

On répète également avec trop d'insistance qu'on manque de techniciens et d'une discipline de fer qui imposent aux miliciens une conduite plus courageuse. C'est intolérable.

Nous ne sommes pas des ennemis catégoriques de la technique, mais ceux qui en sont les partisans doivent savoir qu'en Espagne, les militaires qui ne se sont pas soulevés ont agi soit par lâcheté, soit simplement parce qu'ils n'en ont pas eu l'occasion.

C'est la majorité des cas. Evidemment nous n'oublions pas qu'il y a des cas de camarades militaires dont l'éducation libérale plus ou moins les a poussés vers nos milieux dès les premiers jours de la lutte. Nous ne le nions pas, car nous en avons eu dans notre colonne, mais savez-vous ce qu'en fait le haut commandement ? Quand il voit qu'ils sympathisent trop avec certains camarades, il les relève et les charge de missions bureaucratiques, comme cela s'est passé avec nous. Vu cette situation, à cause d'une simple affirmation sur le manque de techniciens, allons-nous considérer comme tels des soi-disant officiers, fabriqués en gros, en deux semaines par n'importe quelle école militaire ?

Nous ne nous trompons pas, car c'est un fait que le dernier délégué de nos centuries en connaît plus sur la guerre que le plus malin de ces petits officiers.

Et parlons de la discipline qui manquerait comme tous semblent s'être donné le mot pour le colporter à tout vent. Comparer nos miliciens aux fascistes sur le fait que ces derniers placent des hommes armés de pistolets derrière un certain nombre de soldats, c'est vouloir ignorer des choses aussi importantes que les idées et le courage des nôtres, que les autres n'ont pas.

En outre, nous affirmons carrément que si on confie le succès de la guerre au fait que, derrière tous les sept ou huit camarades, il y aura un autre armé d'un pistolet, on peut dès maintenant dire que nous avons perdu la guerre... [...]

Les partis politiques nous ont toujours haïs et ont toujours fait de la propagande contre nous. Mais c'est nous qui, contre l'avis de la C.N.T. elle-même, avons détruit les archives des propriétés ; qui avons brûlé les fichiers, désarmé la garde civile

et obligé les gardes d'assaut et les membres de la Sûreté à aller au front.

Notre intention a toujours été de laver les cochonneries de l'arrière. Le gouvernement sait que la seule colonne qui peut nettoyer le Levant est la colonne de Fer. C'est pour ça qu'il nous refuse les armes » (p. 10, 11).

« L'organisation, pour ce qui a trait au Levant, a eu un sale comportement, elle a manipulé les comités, et ceux-ci ont voté la militarisation ; tant et si bien que le dernier plénum régional de syndicats a décidé le contraire.

Nous ne parlons pas contre l'organisation, que nous aimons autant que ceux qui y sont le plus attachés. Nous critiquons les comités qui la déshonorent (p. 12).

« Dans la colonne Ascaso, il est arrivé la même chose que dans les autres colonnes confédérales. La plupart des questions que la colonne de Fer a exposées ici, nous les connaissons également.

Nous avons déclaré directement au comité régional de Catalogne, au comité de Défense de la Confédération et aux organismes de la Spécifique qu'on va nous saboter. Les intentions sont claires. Personne n'en doute.

On ne nous fournissait rien de ce dont nous avions besoin pour gagner la guerre et on faisait un tel travail que je crois même qu'il y a chez nous quelqu'un qui sème la zizanie à tout moment sur le front. [...]

On va nous saboter. La division Ascaso constate aujourd'hui ce fait, et les choses continuent de même ; il y a beaucoup d'interventions de chefs russes dans la direction pratique de la guerre, et devant cela je dois répéter une phrase que j'ai dite il y a quelques jours : " Beaucoup de Russes et peu de choses de Russie " (p. 15).

Il faut gagner la guerre avant la révolution. Nous devions nous y préparer, mais nous n'avions pas encore de forces suffisantes. Il fallait savoir si nous faisions la révolution pour notre propre compte ou avec la collaboration des autres.

Nous n'avions pas assez de forces et nous avons accepté la

collaboration pour vaincre le fascisme, d'abord parce que c'est fondamental, et ensuite pour qu'il y ait la révolution (p. 16).

[Colonne Ortiz.] La discipline n'est pas la raison de notre manque de triomphes. C'est parce que, jusqu'à Belchite, nous n'avons pas eu d'ennemis sérieux et nous nous sommes arrêtés. Et cela nous satisfait, parce que l'Aragon est le seul lieu où l'on ne recule pas. [...]

Nous devons faire l'impossible pour que ce triomphe le soit pour de vrai, en surmontant les difficultés qu'on nous crée. Les armes, cherchons-les nous-mêmes, parce que j'ai perdu désormais l'espoir que la Russie ou quelqu'un d'autre nous en fournisse.

Nous gagnons, nous, la C.N.T.-F.A.I., ou bien les autres qui font la guerre, apparemment avec nous, les antifascistes. Si l'un des autres gagne, il viendra alors nous attaquer. Nous devons être forts sur les fronts, et ne jamais les abandonner » (p. 17).

« Le délégué de la colonne C.N.T. 13 prend la parole : notre colonne est allée se réorganiser et se militariser, parce que nous avons acquis l'expérience qu'on ne peut pas jouer à la guerre sur le front. Nous avons remarqué (il est douloureux de l'avouer) qu'en allant au feu il y a eu une centaine de malades, de peur, ayant mille prétextes pour revenir en arrière, et contre ça aucune considération idéologique n'a été suffisante.

Devant cette attitude, j'ai moi-même délivré les sauf-conduits de licenciement et j'ai écrit en majuscules MALADES DE PANIQUE, et ils n'ont pas eu honte de le montrer en route. Il faut donc trouver la manière pour que personne ne recule et sous aucun prétexte. Il n'y a plus de volontariat : ou nous faisons la guerre ou nous nous faisons vaincre par la guerre.

Dans l'assaut contre Téruel, la colonne C.N.T. 13 a manqué son objectif, comme celle de Rosal, à cause des raisons indiquées, parce que chaque volontaire faisait ce qu'il voulait. Nous nous plaignons tous de ce qu'à l'arrière il y a un contingent de lâches et de bourgeois et nous en sommes la cause.

Il faut créer un climat qui fasse que chaque homme aille au front pour donner son dû, que personne n'esquive le danger. C'est pourquoi nous avons accepté la militarisation, pour être

sûr que si nous attaquions à mille, nous soyons mille à donner notre dû. (p. 17, 18)

[Délégué de la colonne Iberia.] Nous acceptons une discipline de fer ; nous fusillerons ceux qui abandonneront le front ; nous acceptons un commandement unique, mais nous n'acceptons pas quelqu'un assis derrière une table qui veuille nous diriger sans affronter le danger. [...]

Je suis d'accord pour qu'on oblige nos Maures [1], les gens qui se promènent et ce ne doit pas être le gouvernement qui les oblige, mais nous-mêmes, parce que pour manger il faut combattre ou travailler. Et ils ne travaillent pas. (p. 19, 20)

Le délégué du comité national prend la parole et proteste parce qu'on ne l'a pas mis au courant de cette réunion. A cela le camarade président [de séance, Pellicer] répond en disant qu'il est non moins exact qu'on n'a pas voulu célébrer cette réunion sans sa présence.

Le comité national continue à faire usage de la parole et déclare : il est facile de critiquer le comité. Mais qu'il soit bien clair que lorsqu'un comité a accepté la militarisation, il ne l'a imposée à personne.

Il l'a fait en accord avec un plénum de comités régionaux. [...]

Je dois dire que Poblador a visité le ministère de la Guerre pour obtenir des armes. Nous avons fait tout ce qui était possible pour en avoir. Et Largo Caballero a bien dit clairement : « *Comment vais-je vous donner des mitrailleuses qui, une fois en vos mains, ne nous seraient pas rendues !* »

L'organisation confédérale n'a que les armes qui ont été prises au début dans les casernes. Garcia Oliver lui-même a présenté sa démission de la junte de Guerre en protestation contre le sabotage de Largo Caballero contre nos forces, et en particulier en Catalogne.

Mais le gouvernement ne veut pas s'en rendre compte, ou est inepte pour en prendre conscience.

La militarisation vient d'un accord d'un plénum national de

1. Franco utilisait de force les Maures du Maroc.

régionales. Quand nous avons vu les colonnes face aux communistes qui, aux postes de commandement, avaient un matériel militaire formidable, alors que nous étions à chaque fois plus mal en point.

J'en ai personnellement demandé à Largo Caballero la raison, et il m'a répondu que c'était parce que les forces confédérales ne voulaient pas s'organiser en brigades et que le gouvernement avait perdu confiance dans les miliciens. « Les armes de l'Etat sont pour les forces de l'Etat, m'a-t-il dit, et s'ils ne veulent pas y entrer, que leurs organisations leur en donnent. »

Il ne restait plus comme recours qu'attaquer le lieu ou se trouvaient les armes. Mais considérez la responsabilité, considérez la conséquence que cela pouvait avoir et cela pouvait permettre au fascisme de trouver dans nos conflits le moment adéquat pour nous prendre quand nous étions les plus faibles et remporter la victoire.

Nous avons accepté la militarisation, mais en précisant bien que nous n'admettrons pas le commandement de communistes et de socialistes et que ce seraient nos militants qui l'auraient.

Ce qu'il faut ce sont des *Maures :* il faut les faire marcher et ne discutons pas si nous devons ou non admettre telle ou telle forme. (p. 21, 22)

Le délégué des milices du Centre dit : de nombreuses interventions vont dans le sens que je désire : que cette réunion ait un caractère officiel.

Et je le voudrais pour vous accuser [membres du comité national] d'avoir fui honteusement de Madrid, de manquer de virilité et d'être la cause du chaos politique actuel, puisque vous avez fui avant même le gouvernement.

Ceux qui ont arrêté le fascisme à Madrid ne furent que deux cents ou trois cents militants de la C.N.T., et notre comité national n'a trouvé comme solution que de fuir, de peur que les bombes lui tombent dessus et le tuent, comme si la vie de ses membres était plus importante que celle de tout autre militant.

Permettez-moi de vous dire que nous ne devrons pas appeler *maures* une partie de notre peuple, nous n'en avons pas le droit. Et nous-mêmes nous le critiquerions si ce n'avait pas été dit par un ministre de la C.N.T., ce pourquoi nous l'utilisons tous.

Mais je répète qu'appeler maures nos frères est opposé à nos principes.

L'expérience m'a démontré que si nous, milices, nous continuons à combattre en tant que telles, c'est l'échec le plus grand, parce que nous n'avons plus l'autodiscipline que nous avions au début de la guerre. L'instinct de conservation est plus fort que nous.

Les dangers de la guerre s'emparent de l'individu, et l'autodiscipline en est réduite à zéro. Il indique comment des militants activistes en voyant la cruauté de la guerre actuelle, s'en plaignaient et perdaient leur valeur permanente de combat. C'est pour toutes ces considérations que la région du Centre a cru opportun de donner une nouvelle orientation à la structure des forces confédérales, vu l'échec des milices.

Il expose des paroles du camarade Durruti sur la cruauté de la guerre et la nécessité d'avoir un armement égal ou supérieur à celui de l'ennemi.

Le camarade Mera leur exposa alors la nécessité d'une discipline de fer, ce à quoi Durruti répondit : *peut-être as-tu raison, on en reparlera.*

Mera[2] expose les incidents qui eurent lieu à l'hôpital clinique et les conséquences qu'en tirèrent les camarades en acceptant une discipline forte dans l'organisation, mais qui ne soit pas celle de la caserne. Il dit que la discipline doit commencer par les comités, et qu'on ne peut accepter qu'on l'impose seulement au milicien, et que par contre les comités fassent comme bon leur semble, sans consulter les camarades intéressés.

Il donne l'exemple de ce qui est arrivé avec une offre du commissariat général qu'il a refusée, parce qu'elle n'était pas présentée comme il pensait qu'elle devait l'être. Il finit en insistant pour que ce soient les comités qui donnent l'exemple de la discipline. (p. 23, 24)

---

2. Cipriano Mera, qui de toute évidence parle ici, a présenté sa position en exil avec une franchise et une exactitude qu'on peut vérifier à partir de ce texte — et des suivants — en les comparant à ses mémoires *Guerra, exilio y cárcel de un anarcosindicalista,* Paris, 1976, et à un bref interview dans *Presencia,* traduit dans *Noir et Rouge,* en 1967. Maçon, puis pendant la guerre lieutenant-colonel, et enfin maçon en exil, Cipriano Mera était d'une modestie, d'un calme et d'un militantisme, que j'admire beaucoup.

La délégation de Tierra y Libertad déclare : au début, nous avons accepté la militarisation, mais aujourd'hui, au vu des événements, nous allons devoir changer notre opinion, parce que les faits ne correspondent pas à ce que nous avait dépeint la régionale catalane.

Nous avons convoqué, afin de traiter bien à fond le problème, une réunion dans notre colonne, et l'impression des camarades est qu'ils ne veulent pas la militarisation, comme le prouve le fait que la moitié de notre effectif, plus de cent quarante-trois, dit que le camarade en proie à la panique est le même qu'il s'appelle militaire ou milicien. (p. 26)

Le camarade Collado, de la colonne Durruti, prend la parole. Il commence en rappelant des propos du camarade Mera, sur le départ du comité national de Madrid à Valence. Il rappelle qu'au départ de la colonne Durruti de Barcelone pour l'Aragon, il était dans un camion avec trente-sept camarades, et qu'ils vainquirent le fascisme de Barcelone à Pina, où un avion nous fit reculer de quarante-huit kilomètres. Si nous avions connu la guerre, cela ne serait pas arrivé et nous n'aurions pas perdu cinq camarades des plus aimés, victimes de la mitraille. [...]

Nous n'allons pas accepter la militarisation et nous allons le démontrer par le fait que dans l'armée jamais vous n'avez vu de caporaux, de sergents, de lieutenants et capitaines nommés par leurs hommes. Nous le faisons. Donc ce n'est pas la militarisation, mais une structure de type militaire. Nous n'admettons pas les nominations selon le bon plaisir du commandement, mais nous acceptons les délégations de compagnie et de bataillon. [...]

Si nous pouvions donner, à ceux qui fuient la militarisation, les galons qu'ils critiquent, je suis sûr, sauf exception, qu'ils n'abandonneraient pas les fronts, pour militarisées que soient les milices. (p. 27, 28)

« Raquel Castro prend la parole. A propos du premier bombardement dont a parlé le camarade, dont nous, de la colonne Durruti, furent les victimes, je dois dire que ce ne fut pas par manque de connaissances militaires. Je dois vous dire qu'au contraire ce fut la faute de Farras, qui était responsable militaire et qui était saoûl. *(Protestation de Collado.)* (p. 29)

Le camarade président dit qu'il y a une proposition de faire une réunion avec le plénum de régionales qui aura lieu demain et de leur envoyer un compte rendu, afin qu'ils soient au courant du plénum des colonnes et que la réunion ait lieu après-demain.

Le camarade Mera manifeste son désaccord, parce que toutes les délégations ne pourront certainement pas participer.

Le camarade président insiste sur sa proposition vu l'importance indiscutable de la réunion. [...]

Le camarade Mera demande que soit inscrit son désir d'avoir une réunion demain avec les comités régionaux, et qu'on s'y emploie vigoureusement. (p. 31, 32)

Troisième séance. Elle débute à 22 h 40, sous la présidence du camarade Val, qui, en allant voir le plénum de régionales, a obtenu qu'au lieu qu'une délégation des colonnes y aille, ce soit le plénum de régionales qui nomme une commission, qui se trouve ici en ce moment. (p. 32)

La colonne de Fer fait des déclarations disant que la maigre représentation envoyée par le plénum de régionales n'est pas habilitée à discuter d'une affaire aussi importante dans une réunion que l'on peut qualifier d'*historique* et dont dépend la vitalité des colonnes anarchistes dans l'avenir.

La représentation du plénum de régionales demande que sa protestation contre le qualificatif de « maigre » soit inscrite. Ce à quoi le camarade Pellicer, de la même colonne, répond en expliquant que les concepts doivent être compris d'après l'idée qui les a conçus. Il ne fait pas de doute, et tous ont dû le comprendre ainsi, qu'en disant « maigre » mon camarade de délégation n'a pas voulu qualifier l'insuffisance des camarades qui composent cette délégation, mais son nombre réduit, car il pense que, pour un plénum comme le nôtre, toutes les régionales devraient être venues.

La représentation du plénum de régionales déclare que le plénum de colonnes a considéré par avance qu'il avait le pouvoir de prendre des résolutions, et qu'elle intervient dans le débat, bien que cela soit une réunion illégale.

Le camarade Pellicer dit que le moins qu'on puisse exiger de la représentation du plénum de régionales, c'est qu'elle ne

fasse pas de déclarations de cette nature, car il faut tenir compte du fait que l'organisation ne s'est pas souciée le moins du monde des colonnes durant tout ce temps et que donc c'était à nous de mettre un terme à une situation aussi anormale.

La délégation de la colonne Ortiz demande que sa protestation contre les paroles émises par la représentation du plénum [de régionales] soit inscrite dans le compte rendu. Les colonnes ont le devoir — puisqu'elles ne sont pas consultées — de protester contre la militarisation, effectuée sans consultation préalable, ce qui est nier la force que peuvent ou doivent avoir les colonnes sur le front. (p. 33, 34)

Le comité national veut, par son intervention, remettre les choses à leur vraie place. Il n'est pas possible d'en arriver à de telles extrémités et c'est le devoir de tous de chercher la forme d'organiser nos aspirations ; au lieu de créer des polémiques entre nous, il faut les faire disparaître. Cette réunion complètement « anormale » et « irrégulière » n'aurait pas dû avoir lieu, et il souligne que c'est le qualificatif qu'il applique à la réunion. [...]

Vous avez donné l'impression que l'organisation est divisée. Les polémiques sont créées par la colonne de Fer, par l'envoi d'une circulaire, sans contrôle de l'organisation et complètement en marge. Il demande que cela soit inscrit dans le compte rendu.

Je désire harmoniser les intérêts de tous. Si ça ne tenait qu'à moi, le comité national irait remplacer les combattants sur le front, ce qui ne serait pas nouveau pour moi, puisque j'y étais et que je suis prêt à y retourner. Nous acceptons le fait irrégulier et accompli, provoqué par la colonne de Fer, qui emploie un procédé peu honnête. (p. 34, 35)

Le camarade Jover [de la division Ascaso] continue et dit : pour moi, c'est un affront que tout le plénum [de régionales] ne vienne pas, et il ne peut être réparé que si la confédération nous convoque à un plénum, et si ce n'est pas le cas, nous nous retirons et coupons avec nos organisations, qui, jusqu'à aujourd'hui, pour diverses raisons, nous ont complètement négligés, et dont les négligences vont au point que nous ne méritons pas qu'elles viennent nous entendre. (p. 35)

[Roda, de la colonne Durruti.] Nous y avons assisté en croyant qu'il était convoqué par notre organisation, et nous pensons que cette polémique ne doit pas passer à l'extérieur à cause des effets qu'elle pourrait avoir, il faut baisser le ton. (p. 36)

[Pellicer, colonne de Fer.] Nous ne pouvons consentir à ce que les comités imposent leur critère et que la colonne soit dissoute, en nous obligeant à imposer des idées sur la militarisation en opposition complète à son idéologie. Devant notre refus de la militarisation, on nous a imposé comme solution d'abandonner les armes pour nous relever, ce qui nous a semblé hors de propos. Notre colonne se croyait en droit de se défendre contre une situation créée par d'autres colonnes politiques. Le comité national, nous le répétons, volontairement ou pas, a fait le jeu de l'Etat. [...]

Et on nous oblige à abandonner des armes que nous avons conquises d'abord dans les casernes et ensuite sur le front, au prix de beaucoup de sang et en voyant tomber pour toujours les meilleurs camarades.

Que l'Etat tente de le faire, cela nous semble naturel, mais que ce soit l'organisation qui, suicidairement, détruise ses propres forces, cela nous semble une absurdité. Nous avons voulu faire voir que ce qui avait été fait est une erreur, qui sort des principes confédéraux. Nous avons cru que c'était un manque de bonne volonté ou de l'indifférence (ce qui est pire) de ne pas nous avoir convoqués pour nous rendre compte de ce qu'il y avait et en tirer une impression générale.

Nous, comme confédérés et membres des colonnes, avec notre personnalité, voulons souligner que nous ne sommes ni en dessous et au-dessus des comités. Nous ne voulons pas qu'on nous écrase avec le truc qu'utilisent les comités, avec les accords pris à la majorité. Nous ne voulons pas de justifications personnelles présentées sur un ton pathétique et pleurnichard. Nous voulons que ce soit un comité qui se justifie. Et il finit en insistant sur le fait que la colonne de Fer n'abuse pas d'une représentation qu'elle n'avait pas. (p. 38, 39, 40)

« Le camarade Mera, de la délégation des milices confédérales, dit que lorsque les délégations du Centre furent convoquées, elles

savaient que c'était un plénum convoqué par la colonne de Fer.

En partant de notre local pour venir à Valence avec cette délégation, je me rappelle qu'avec mes camarades nous nous demandions si on avait eu l'idée de convoquer le comité national et les comités régionaux.

Hier nous avons vu que non, et nous l'avons dit en leur absence et parlé de conspiration [?], parce que nous pensons que nous devons résoudre nos problèmes avec nos organisations.

J'ai parlé en tant que délégué, mais maintenant je parle personnellement en tant que Mera, et je demande au comité si, de façon confédérale, il a pensé à consulter les camarades du front comme il le fallait, non seulement sur le grave problème de la militarisation, mais aussi sur l'entrée des ministres au gouvernement et sur d'autres problèmes.

Dans ces circonstances où on n'a pas du tout tenu compte de nous, le comité national n'a pas le droit de dire que cette réunion est anormale ou irrégulière, et d'autres épithètes. Si on n'a pas fait ce qu'on n'a pas fait jusqu'ici, il faut le faire. Le comité s'est comporté de façon anticonfédérale, en ne discutant pas des problèmes avec les syndicats et, en plus, en imposant ses accords aux camarades du front de manière dictatoriale, sans aucune consultation ; accords qui sont décidés de façon interne, dans le comité, sur un plan, disons-le, familial. Si un enfant, parce qu'il est mineur, n'a pas le droit de voir son frère sans la permission de son père, le père aurait dû d'abord se soucier de la santé de ses enfants dans les tranchées.

Le comité national et les comités régionaux pensent d'une manière qui étrangle la révolution, et on ne doit pas le cacher aux combattants.

Nous acceptons le qualificatif d'*audacieux*, et nous admettons la militarisation [3], mais nous protestons contre l'organisation, qui nous fait avaler une chose parce qu'un ministre en a envie. Je le dis clairement : l'organisation ne m'intéresse pas comme ça. Et c'est moi, Mera, qui le dit.

La représentation du comité national dit : je vous écoute avec la plus grande amertume en voyant comment, tous, vous nous couvrez de critiques, et moi, franchement, je vous dis que si

3. Nous interprétons, car le passage est obscur.

la solution de tout ce problème consiste à fusiller le comité national, fusillez-le, même si quelqu'un reproche à ma position d'être pleurnicharde.

Il fait remarquer qu'il n'a pas exprimé ou voulu exprimer le qualificatif de réunion illégale, car il a dit « anormale et irrégulière ». Ce que le comité ne peut accepter, c'est la division qui apparaît. A propos de ça, le comité national dit avoir adressé une circulaire privée aux régionales et aux camarades du front pour les consulter, et, dans les vingt-quatre heures, un exemplaire de celle-ci était entre les mains de Largo Caballero. Il demande comment cela a pu se faire et il dit que l'organisation a cinquante mille problèmes à résoudre.

Il dit que la famille confédérale doit, à tout moment, être en harmonie, étant donné que, si elle l'est, nous vaincrons l'ennemi, et, sinon, je ne veux pas penser à ce qui arriverait alors. Il admet qu'il est possible que des erreurs aient été commises, mais, en ce moment, il faut penser qu'il y a un ennemi sur les fronts, un autre à l'arrière, et cela nous crée des difficultés constantes. (p. 40, 41, 42)

[Colonne Estrémadure-Andalousie.] Ces provocations, qui ont commencé par plusieurs actes contre Carlos Zimmerman, furent signalées au commandement militaire, étant donné que, tout en recommandant à nos hommes la plus grande prudence, nous ne pouvions assurer qu'à un moment ou un autre ils n'allaient pas se révolter contre des faits si peu acceptables.

Un télégramme fut envoyé pour demander s'il y avait une plainte contre nous et avoir des instructions pour éviter ces faits.

Le camarade Gonzalez Inestal nous répondit qu'il n'y avait pas de plainte et nous proposa la solution de partir, ce qui facilitait encore plus les abus contre nous.

Le comité national répond qu'il est entré en fonction le 20 novembre [1936], et qu'il n'a pas connaissance des deux communiqués auxquels fait référence le camarade. Ils ont sûrement été reçus par le comité antérieur, et il souligne qu'ils ont pris la suite d'un comité qui était complètement désorganisé, sans archives et sans absolument rien. (p. 47, 48)

Le délégué de la colonne « del Rosal » demande si les brigades

seront composées d'éléments absolument à nous ou, au contraire, mixtes. Le comité national répond que ce point n'est pas encore éclairci, mais une chose l'est : si nous formons les brigades, elles seront complètement à nous. Le camarade Mera dit : sur le premier point de la militarisation, d'accord ; mais nous devons nous militariser d'un point de vue nettement confédéral. Nous militariser selon notre organisation en milices homogènes confédérées. Un bataillon des nôtres parmi des autres marxistes, c'est la mort de la C.N.T. avec un commandement marxiste. Et de même, deux bataillons à nous et deux marxistes, avec un commandement marxiste, c'est la mort de la C.N.T., comme nous le voyons dans la pratique. (p. 50)

Le camarade Mera dit : nous sommes en train de répéter aujourd'hui tout ce qui a été dit hier. Je dis que si ceux qui sont en Aragon se trouvaient à Madrid, ils changeraient d'opinion. Nous constatons qu'il faut la discipline pour avoir un bon résultat dans la guerre. Pour que l'individu qui y va soit obligé de rester à son poste et qu'il ne l'abandonne à un moment donné à cause de l'instinct de conservation. Aucun de ceux qui sont ici ne peut démontrer qu'il a réparti ses individus avec discipline.

On ne discute pas le commandement, et quand le commandement se trompe, on ne doit pas non plus le discuter : on doit lui tirer dessus. La guerre va à l'opposé de l'homme sentimental. (p. 55)

Le camarade Raquel Castro demande si le comité pourrait garantir que, si nous acceptions la militarisation, on nous donnerait des armes, et qu'il ne se passera pas comme dans certains secteurs qui, après s'être militarisés, n'en ont pas eu. Le comité national répond : nous nous devons à notre organisation, et nous ne pouvons rien garantir, mais nous vous assurons que nous ferons tous nos efforts pour en obtenir. (p. 58)

[C.N.T.-F.A.I., *Compte rendu du plénum de colonnes confédérales et anarchistes,* Valence, 5 février 1937, 63 p., 15/10, 5.]

Plénum de régionales F.A.I.

Rapport du comité péninsulaire. Les événements qui ont eu lieu depuis le 19 juillet jusqu'à maintenant sont d'une telle importance, tant et tant de faits magnifiques ont été accomplis, si importante est la vie que nous menons depuis, qu'il serait presque inutile de nous reporter aux mois antérieurs aux grandes heures de la vie et de l'activité du comité péninsulaire. Cependant, et tout en résumant au maximum, nous esquisserons ce qui arriva principalement dans la vie de notre organe péninsulaire, dans toute la période qui va de la célébration du plénum péninsulaire de janvier-février 36 jusqu'au soulèvement fasciste.

L'orientation marquée dans notre plénum péninsulaire sur la coexistence avec les autres secteurs sociaux, rendit indubitablement possible que les élections de février aient un signe politique et, de plus, permettent l'amnistie qui nous aida tellement en augmentant en militants nos effectifs, ce qui redonna à la F.A.I. la chaleur et l'enthousiasme de toujours. Les rapports avec toutes les régionales continuèrent normalement et, s'il est vrai que certaines [les Baléares et les Canaries] ne répondirent pas à nos demandes, les autres le firent avec une certaine régularité.

Les accords pris au plénum de régionales sur le plan pratique, nous faisons allusion concrètement à la cotisation, la préparation révolutionnaire, etc., s'appliquaient lentement. Et le 19 juillet nous prit complètement au dépourvu, sans moyens économiques et militaires, bien que nous ayons plusieurs fois demandé aux régionales de pallier ces faits anormaux. (p. 7, 8)

6. Problèmes de la guerre : a) situation générale des fronts : Le plénum décide que, vu qu'il est prouvé très clairement qu'il existe un boycott et un sabotage du front d'Aragon et des autres fronts où il y a des forces confédérales et anarchistes de la part du gouvernement, il met en demeure celui-ci dans un délai de huit jours de régulariser l'envoi de matériel militaire de tout type de façon équitable.

Si le gouvernement ne le fait pas, que nos camarades ministres se retirent et entament une campagne publique nationale et

internationale, pour faire connaître le sabotage dont certaines forces sont les victimes. (p. 5)

8. Initiatives pour organiser efficacement la propagande : b) comment répondre à la campagne des marxistes : considérant que la propagande contre le fascisme et le marxisme détracteur de nos idées anarchistes est extrêmement nécessaire tant à l'étranger que dans l'aire nationale, vu l'aide que peut nous donner le prolétariat mondial, un vote de confiance est accordé au comité péninsulaire pour qu'en liaison avec le comité national de la C.N.T. il utilise tous les éléments à sa portée pour réaliser une campagne et en tirer le plus grand rendement possible. (p. 6)

[F.A.I., *Compte rendu du plénum péninsulaire de régionales*, Barcelone, 21 février 1937, 40 p.]

Congrès C.N.T. de Catalogne (1937)

« [Transport de Barcelone.] Il commence par dire qu'il va rejeter la totalité du rapport du comité régional. Il dit que ce dernier n'a fait dans son rapport qu'accumuler les griefs contre les syndicats de la région, alors qu'en réalité ce sont d'abord les comités qui n'ont pas été à la hauteur des circonstances. On ne peut critiquer les syndicats — dit-il — pour ne pas avoir accepté des situations que les organismes supérieurs n'auraient pas dû accepter non plus. Il fait allusion aux 58 décrets promulgués par la Généralité de Catalogne, en disant que les organismes supérieurs et nos conseillers auraient dû commencer par ne pas les accepter. (p. 9)

Hospitalet de Llobregat demande la parole pour déclarer, que sans que cela veuille dire que le comité national ne doive pas parler à son heure, qu'il doit s'abstenir de défendre la gestion du comité régional de Catalogne, car dans ce cas il s'agit d'une pression d'ordre moral. (p. 10)

[Arts graphiques de Lérida.] Pour nous l'erreur initiale de cette tactique réside déjà dans le premier plénum célébré quelques

jours après le Mouvement. On décida alors qu'en échange d'une cordialité avec les partis avec lesquels nous collaborons, nous devions transiger, au lieu d'exiger ce que nous pouvions exiger, ce que nous avions en main, et nous avons décidé de suivre une ligne de conduite dont nous subissons les effets et les conséquences. (p. 17)

Nous comprenons et avec nous tous les syndicats de la région de Lérida, que l'organisation a adopté une attitude dès le départ plus modérée que celle qu'elle devait adopter. Si au moment d'adopter des attitudes héroïques on ne l'a pas fait, parce qu'on croyait mettre en danger [le sort de] la guerre, on aurait pu nous demander notre avis. Au lieu de cela, ce qui a été fait c'est le contraire de la voie que nous voulions tracer. Et ainsi, nous en sommes arrivés où nous en sommes, et nous ne devons pas continuer avec cette façon d'agir de l'organisation. (p. 19)

A Lérida la question de la municipalisation s'était posée et face à notre attitude contre les organisations politiques qui sabotaient misérablement et ignominieusement le projet que nous présentions, ce fut précisément le comité régional, avec une délégation envoyée à Lérida, qui essaya de faire pression sur la fédération locale pour que nous abandonnions notre projet. Voilà ce qu'il faut dire au plénum. (p. 19)

[Doménech.] Il fait allusion au critère du gouvernement de Valence sur celui de Catalogne et sa position intransigeante contre lui, qui consiste à ne pas donner de recours financiers et militaires tant que la Catalogne ne se soumettra pas au commandement unique selon la manière envisagée par les socialistes. Sur ce point, Isgleas, conseiller à la Défense, corrobore les propos du camarade Santillan [manque de moyens financiers], et ajoute que tout est causé par la durée excessive de la guerre, ce que personne ne croyait. (p. 25)

La Garriga dit également qu'il faut supprimer immédiatement toutes les voitures et véhicules qui circulent sur les routes, qui dans la plupart des cas n'ont aucun but pratique, et sont des voyages pour le plaisir de la promenade et de dépenser de l'essence. (p. 52-53)

Bâtiment de Barcelone. Le point cinq dit qu'on doit cesser de verser des sommes énormes pour entretenir des industries mortes et qu'on doit également cesser de donner des salaires bureaucratiques élevés. Complètement d'accord. Mais nous disons que nous devons commencer par chez nous, et nous proposons que tous les représentants de la C.N.T. qui occupent des places dans les centres officiels perçoivent le même salaire qu'ils avaient en travaillant avant le 17 juillet. (p. 66)

[Syndicat de la distribution de Barcelone.] Une solution pourrait être de créer de grands centres de distribution où il y aurait tout ce que l'on peut consommer, de façon à ce que, dès son entrée dans un centre de production, le consommateur puisse acheter tout ce qui répond à ses besoins, y compris alimentaires. (p. 87)

[Syndicat des paysans de Vinebre.] ... Les politiciens, et précisément l'U.G.T., aspirent à faire des petits propriétaires terriens pour avoir une force réactionnaire parmi les paysans et éveiller en eux l'esprit de propriété pour demain, comme ça s'est passé dans la révolution française et comme cela arriva après la guerre en France : une campagne pour opposer les ouvriers agricoles à ceux de l'industrie... (p. 106)

[Hospitalet de Llobregat.] Hier *C.N.T.* a été saisi à Madrid, et maintenant on saisit *Nosotros,* et la C.N.T. et les anarchistes, à cause de la raison d'Etat, doivent toujours se taire, se taire et se taire pour des raisons politiques ; et les marxistes ne se taisent jamais. Les marxistes ne cessent pas de parler et d'attaquer la C.N.T. Si le congrès repousse cette protestation, si un congrès de la C.N.T. repousse la protestation contre le ministre de l'Intérieur, créateur des gardes d'assaut, qui a saisi *Nosotros,* qu'il soit enregistré dans le compte rendu qu'Hospitalet a protesté, en maintenant son esprit anarchiste malgré le comité national. (p. 116).

[Comité national.] Au nom de quoi les camarades d'Hospitalet veulent-ils être plus royalistes que le roi ? (p. 116)

[Métallurgie de Barcelone.] Le comité national sait parfaitement, parce ce fut précisément la régionale catalane qui l'imposa au plénum de régionales d'alors, et le camarade qui représente le comité national était secrétaire de cette régionale [4], que notre attitude en nommant des ministres au gouvernement de Valence, était concrétisée par un point concret : obtenir pour la Catalogne l'or qui se trouvait ailleurs, obtenir pour la Catalogne un centre d'émission de monnaie pour que notre commerce extérieur puisse se faire. Et je demande au comité national : a-t-on seulement obtenu un gramme d'or pour la Catalogne ? A-t-on obtenu même un mauvais centre d'émission de monnaie pour que la Catalogne puisse se développer ? Non.

Le comité national, donc, sur ce plan, n'a pas appliqué les accords, n'a pas suivi les orientations issues de nos congrès et de nos assemblées. (p. 175, 176)

[Arts graphiques de Lérida.] Le comité régional se base et se confond avec le secrétaire, et ainsi tout le comité régional se résume à l'activité d'un homme, d'un homme qui de toute évidence est incapable d'exercer un contrôle organique sur tous les multiples aspects que nous offre aujourd'hui la politique. Nous l'avons déjà vu lorsque le camarade Vazquez était secrétaire du comité régional, et nous le voyons maintenant avec le camarade Valerio Mas. (p. 240)

Castelldefels : nous devons déclarer qu'il faut aller le plus vite possible pour établir le salaire familial, parce que nous les paysans nous travaillons sans salaire, et, cependant, il y a des usines dont les travailleurs ont répondu à la demande d'établir le salaire familial, ou du moins de faire une répartition, qu'ils ne voulaient pas le faire. Nous désirerions que le congrès s'occupe de cette question. (p. 287)

[Confédération régionale du travail de Catalogne, *Compte rendu du congrès spécial,* Barcelone, 25 février, 3 mars 1937, 418 p.]

4. M.R. Vazquez, voir ci-dessus.

Lettre du comité national C.N.T.

Au comité régional des Jeunesses libertaires de Catalogne.

Chers camarades. Pardonnez d'abord mon retard pour vous écrire, causé par le travail que j'ai [...] ; je vais vous faire part des raisons de la chute de Malaga.

Depuis environ trois mois, Malaga était constamment assaillie et attaquée par l'ennemi, qui voyait dans sa possession une des meilleures positions dans cette guerre dure et cruelle qu'il fait contre le peuple. [...]

Je vous dirai que le responsable le plus important du ministère [de la Guerre], homme de confiance de Largo Caballero, est l'individu appelé Asensio, qui est le responsable direct de la chute de Malaga, et peut-être d'autres positions, si on ne le destitue pas immédiatement.

Puisqu'on connaissait les intentions de l'ennemi, pourquoi n'a-t-on pas amené à Malaga des forces d'artillerie, d'air et de mer ? Que faisaient cinq navires républicains qui se trouvaient proches et n'ont pas attaqué les bateaux factieux qui allaient en direction de Malaga ?

Ils répondirent qu'il y avait des bateaux étrangers qui pouvaient les attaquer, ce qui compliquerait la situation internationale. Quel cynisme ! N'est-on pas assez fort pour envoyer un bateau à la distance légale (quatre milles de Malaga) pour attaquer ? [...]

Et Asensio continue à être l'homme de confiance de Largo Caballero. Tandis que l'ennemi avance en Andalousie, et qu'il a toutes ses forces là-bas, sur nos fronts d'Aragon et même de Madrid on n'attaque pas et on ne fait rien...

[A.I.T.-C.N.T. d'Espagne, lettre du comité national (signée Daniel Berbigal), Valence, 13 février 1937, dactylographiée, 4 p.]

Lettre du journal « Nosotros »

Valence, 24 mars 1937. Camarade Galarza, ministre de l'Intérieur.

Salut. Notre rédaction reçoit constamment des plaintes sur le comportement des gardes d'assaut dans les villages.

Hier soir un incident désagréable s'est répété, à cause de la provocation des gardes, dans un tramway de la ligne n° 6, qui faisaient des manifestations de provocation à voix haute en insultant tout ceux qui pouvaient appartenir à la C.N.T. ou à la F.A.I. De Cullera, nous recevons des plaintes : un détachement de gardes provoque par ses saoûleries et ses insultes les habitants tranquilles, en cherchant toujours, bien entendu, nos camarades.

De Cuenca, nous venons de recevoir une nouvelle qui crispe les nerfs, car là la provocation aurait pu être tragique, puisque les gardes provoquèrent des mères et des sœurs de miliciens qui partaient pour le front, et ceux-ci durent descendre du train en désordre pour faire face à ceux qui insultaient leurs mères et leurs fiancées.

Nous ne voulons pas, puisque notre camarade Federica nous l'a demandé en ton nom, publier ces choses et toutes celles que nous avons en dossier, mais par contre nous voudrions que les mesures adéquates soient prises afin que cesse ce qui sème l'intranquillité et l'inquiétude à l'arrière, pour le bien de tous et que nos relations harmonieuses ne soient pas rompues, alors qu'elles peuvent donner de si bons fruits.

Très cordialement. Igualada.

[Ecrit à la main.] Federica, alors que nous pensions être interdits, le [*illisible*] s'est présenté à nouveau. Nous nous en sommes réjouis et ça nous a calmés. [*Illisible*] non pas comme des enfants agités qui ont fait des leurs, mais comme des enfants sages qui ne font pas de chahut.

Je t'envoie une copie d'une lettre à Galarza, au cas où il protesterait si nous publions quelque chose contre les gardes qui sont excessivement provocateurs.

Cordialement. Igualada.

[Lettre du journal *Nosotros, portavoz del comité regional de grupos anarquistas de Levante, F.A.I.*, dactylographiée, 2 p.]

Plénum de groupes anarchistes du Levant

[Fédération locale des syndicats d'Alicante.] Il donne une information sur la fédération locale et des détails très intéressants

sur l'évacuation de Malaga, en disant que les évacués, du simple fait qu'ils portaient des insignes noirs et rouges, étaient insultés et maltraités et, en revanche, les marxistes étaient bien accueillis et, en même temps, on les traitait bien. Il dit également que dans le village d'Adra les socialistes ont attaqué le local de la C.N.T. et ont détruit les portraits de Durruti et d'autres camarades, jusqu'à s'emparer de façon méprisable et criminelle des militants de l'organisation, en faisant le simulacre de les « descendre ». Il ajoute que Maroto [5] prit part à un meeting confédéral à Almeria, où l'on tira des conclusions sur la chute de Malaga. Pour communiquer ces conclusions, on nomma les camarades Peña et Maroto : ces conclusions consistaient à chercher les responsabilités de la chute de Malaga. Quand ils se présentèrent au siège du gouverneur civil pour lui parler, celui-ci, pour toute réponse, les insulta, et, après une discussion quelque peu violente, ils se retirèrent. Après deux jours de tranquillité, on vit une grande mobilisation de forces du gouverneur, c'était un peu louche. Voyant la tragédie qui allait se passer, le camarade Maroto décida de voir le gouverneur pour lui demander de retirer ces forces. Il le fit deux ou trois fois et alors que la tranquillité était apparente et que les camarades de la colonne [Maroto] s'en allaient ailleurs, un camion de gardes d'assaut alla arrêter Maroto comme s'il était un criminel. Une commission vit le comité national pour traiter de cette affaire, fin février. (p. 11, 12)

[Ethique de Gandia.] Je crois que cette façon d'agir n'est conforme ni aux principes anarchistes, ni même aux principes fédéraux, car pour nous, lorsqu'il faut nommer des gouverneurs et autres postes officiels, il faut faire des consultations de bas en haut. Il est insuffisant de dire : « Vu les nécessités du moment, untel et untel ont été nommés ce que nous vous faisons connaître. » Cela se fait beaucoup, depuis le début du mouvement, dans la confédération, et nous en subissons les conséquences. (p. 24)

Groupe « Les Anonymes » de Valence. Il remarque qu'en étudiant l'énoncé du point sur « l'homogénéité de notre mouvement » il est quelque peu perplexe, parce qu'il ne comprend pas que veut dire cette expression. J'ignore la conception — dit-il — que peuvent avoir les groupes ici représentés. Peut-être le groupe « Les Anonymes » a-t-il pris le mot homogénéité dans un sens autre que le comité régional qui a rédigé ce point. Le groupe « Les Anonymes », avant de passer à la discussion et, pour être plus clair, va donner lecture du résultat d'une réunion du groupe : nous partons du principe que l'homogénéité de notre mouvement ne peut s'exprimer sous la forme qu'elle a prise à présent, après quelques mois de guerre, pressée par la situation politico-sociale espagnole. [...] Mais vouloir donner un aspect d'homogénéité à notre mouvement, alors que nos principes, les principes philosophiques et éthiques de l'anarchisme, partent de l'individu au groupe et du groupe à la fédération de groupes, et que nous vivons des moments de guerre et de convulsion révolutionnaire, nous amène dans une certaine mesure à rendre uniforme la pensée, à donner une viabilité à notre pensée, notre tactique et notre mouvement dans un autre sens, en tordant la valeur de l'anarchisme, comme la forme incontrôlable de certains groupes individuels qui échappe à notre mouvement. [...] Nous devons à tout moment repousser l'homogénéité ; l'hétérogénéité doit évidemment exister. (p. 43, 44)

5. Ce camarade organisait des guérillas sur les arrières franquistes, il était fort populaire.

Il n'y eut pas eu de coordination du mouvement pour une attitude d'ensemble et de responsabilité collective. Aujourd'hui notre organisation est située sur un plan de collaboration, et il faut comprendre que nos actions ne doivent pas être opposées, ce qui donnerait la sensation d'un manque d'articulation catastrophique. Il faut donc que nous décidions si nous continuons comme par le passé ou si nous adoptons une attitude en accord avec un plan général. Voilà le sens d'homogénéité qu'il faut comprendre lorsque nous parlons entre nous, en pensant également à la structuration de notre mouvement, comme l'a fait la fédération locale de Valence au plénum de régionales. (p. 44)

[La commission sur les prisonniers.] Parmi les prisonniers, on nous a dit que certains ne sont pas camarades. La vérité, les camarades de la colonne de Fer, qui sont de confiance, nous le diront. Parmi les prisonniers des villages, il y en a 19 de

Vilanesa, 23 de Cullera, Alfafar et Moncada. Au total : 42. (p. 46)

[Verdad de Gandia.] ... Le fait est que le coup est dirigé contre l'organisation, contre le mouvement anarchiste. On lui avait donné une telle impulsion qu'il devenait un danger pour l'Etat, et c'est l'Etat qui dirige le coup contre le mouvement anarchiste. Dans toutes les organisations, on parle beaucoup d'ordre et d'éviter les individus en situation irrégulière, mais les gardes d'assaut ne s'opposent pas à elles. Ne nous laissons pas leurrer par les promesses du comité national et des ministres. Pour moi, il faut traiter la question sur le plan national. (p. 48)

[Groupe « Les Anonymes » d'Alicante.] Notre justice est au-dessus de Largo Caballero et si dans un délai de 24 heures nos camarades ne sont pas remis en liberté, toute la région levantine doit se dresser en solidarité pour nos camarades prisonniers. (p. 54)

Aguilas de Valencia. Vu que le moment n'est pas propice pour une action violente, parce que nous ne devons pas accepter le combat quand ils le voudront, mais quand cela nous avantagera, je demande au plénum la nomination d'une commission régionale pour faire pression le plus possible sur les comités national de la C.N.T. et péninsulaire de la F.A.I., afin qu'avec les ministres ils obtiennent la liberté de tous... (p. 56)

Avanti de Bugarra signale que les villages sont abandonnés sur le plan de la propagande et du manque de sérieux de certains orateurs. Il signale également que l'organisation doit appuyer moralement et matériellement les villages qui ne peuvent mener une bonne campagne de propagande. (p. 85)

[Fédération locale d'Alcoy.] Nous ne devons pas transiger sur le plan économique, puisque sur le plan politique nous avons transigé sur tout. Les marxistes insistent pour que l'économie appartienne à l'Etat, qu'elle soit nationalisée, et nous ne devons pas considérer la question de l'alliance antifasciste comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant. C'est à cause de cela que nous

avons perdu notre aspect politique, et que peut-être nous perdrons notre aspect économique. Donc, là où nous sommes forts, nous devons nous efforcer d'imposer l'aspect économique de l'anarchisme. (p. 90)

Alfafar dit qu'il faut donner plus d'efficacité à nos accords, parce qu'il y a de nombreuses choses à prendre en considération, mais que se passe-t-il après ? Et bien il se passe que les autorités elles-mêmes ne laissent pas les collectivités se développer. Ainsi à Sollana qui est un village assez riche en riz, l'Etat demande trois millions de kilos en impôt, et cela seulement à la collectivité. Croyez-vous que les collectivités peuvent marcher comme ça ? A Alfafar, c'est pratiquement la même chose. Ce n'est pas la population, ce sont les autorités elles-mêmes qui essayent que ces collectivités ne donnent pas le fruit désiré, car cela reviendrait à dire à l'Etat : écarte-toi, car tu n'as rien à faire ici, ni mission ni obligation. Aussi je crois que ce qu'il faut prendre en considération, ce n'est pas dire que nous allons faire la collectivisation, mais de donner le maximum d'appui pour que ce qui se passe à Sollana, Alfafar, à Albalate dels Sorells n'arrive pas. A mon avis, les accords sont parfois de trop et les camarades manquent de plus de volonté et d'énergie pour les appliquer. (p. 91)

[Villena.] Ce comité régulateur est formé par toutes les industries socialisées (industrie et agriculture), c'est-à-dire par les différentes branches. Il y a sans aucun doute des secteurs, comme celui du bois, qui souffrent vu les moments actuels d'une crise si aiguë que d'eux-mêmes il leur aurait été complètement impossible de survivre. Mais nous avons créé une économie à nous avec la richesse du village, et nous voyons ainsi que, dans le secteur du bois, après huit mois de convulsions, les ouvriers continuent à travailler, sans subir aucunement la crise. Dans quelles conditions ? L'entraide, cette entraide que nous préconisions tellement et que nous mettons peu en pratique en ce moment, parce que la théorie est très bien quand on la propose, mais quand il faut passer à la réalisation ce n'est pas la même chose, et il ne se passe pas la même chose. [...]

Nous regrettons que, dans les circonstances actuelles, l'entraide, de village à village, d'organisation à organisation, n'existe abso-

lument pas. Nous voyons que le commerçant individuel a disparu et que nous avons fait place au commerçant collectif. Nous voyons qu'un village essaie d'en tromper un autre, et cela est lamentable. (p. 94, 95)

Expertos d'Alicante est d'accord avec la décision du dernier plénum de régionales, mais il signale que le décret du camarade Peiro, ministre de l'Industrie, sur la nationalisation, va mettre en grave difficulté l'effet des socialisations et des collectivisations, selon nos vues et nos accords. Aussi convient-il de faire une campagne, avec les syndicats de la C.N.T., pour que ces décrets soient annulés en totalité ou en partie. (p. 95)

[Ukrania de Sueca.] Il parle des charges qui pèsent sur les paysans, des injustices faites contre les collectivités, comme celle de Sollana, et des salaires quotidiens peu rémunérateurs qui oscillent dans l'agriculture entre une peseta et demie et quatre. (p. 95)

« Les Anonymes » de Valence dit que le comité régional doit être formé par les délégués provinciaux, qui devront résider de façon permanente dans la localité du secrétaire. Le salaire que percevront ces délégués au comité régional sera de quatre cents pesetas mensuelles, qui seront versées par le comité provincial. (p. 96)

[Reclus de Valence.] Il demande également que les camarades qui occupent des charges officielles donnent 50 % de ce qui dépasse 400 pesetas. [...]

Comité péninsulaire. Dans une circulaire récente de la C.N.T., on est arrivé à l'accord selon lequel ce qui dépasse 600 pesetas doit être remis à l'organisation. Je cite cet accord de la C.N.T. au cas où on l'adopterait dans la Spécifique. (p. 102)

Local de Poliña del Jucar. La fédération locale de Poliña del Jucar souligne qu'on a dit plusieurs fois dans tous les plénums paysans, ou comme vous voudrez les appeler, qu'à la moindre provocation du gouvernement et même si on dit qu'il ne faut pas le dire [*sic*], je le dis : tous les camarades qu'il y a à Valence

doivent venir dans les villages et ne pas se promener sur les routes, parce que c'est une dictature, que nous le voulions ou non. Il se passe beaucoup de choses que nous ne devrions pas consentir, parce que, sous le prétexte de la guerre, on nous assujettit en tout. (p. 109)

Attitude à adopter vis-à-vis du décret de légalisation de notre organisation.

Seis-dedos [6] de Valence dit qu'on est bien assez légalisé comme ça.

Albors d'Oliva. Avant que le gouvernement ne cherche à nous légaliser, il a déjà essayé par des magouilles politiques, parce qu'il a envoyé aux villages des circulaires pour avoir le nom de tous les membres de la F.A.I. Dans notre groupe, nous avons répondu : « Que celui qui veut savoir qui nous sommes vienne nous voir chez nous. » (p. 113)

Aguiluchos de Villafranca del Cid. Dans le moment actuel il faut argumenter avec sérénité. Dans le plénum antérieur, les groupes de Villafranca soutenaient le critère qu'il ne fallait pas participer dans les centres officiels au nom de la F.A.I., mais en ce moment Villafranca del Cid ne peut plus défendre cette position, parce que nous sommes trop dedans [7]. Nous ne devons pas l'oublier. Et ce que nous devons faire, c'est de savoir y être. (p. 115)

Local de Poliña del Jucar. Il fait référence à la situation des villages et à la nécessité d'agir dans les charges officielles, en donnant comme exemple une intervention des camarades du groupe de recherche de la F.A.I. Il accepte la légalisation si on pense que c'est le mieux. (p. 121)

Ordre public et social.

[Invencibles de Silla.] Il faut voir comment faire dans les fédérations locales et régionales pour que les gardes d'assaut

6. Nom d'un camarade tué à Casas Viejas en 1933 en représailles par les flics.
7. Dans le gouvernement.

aillent au front et ne soient pas dans les villages à donner l'impression d'être des voyous payés dix-sept pesetas par jour, alors que les ouvriers des collectivités touchent de cinq à six pesetas. Jusqu'à présent nous avons réussi à éviter qu'on cesse de travailler : mais je dois faire remarquer qu'on voulait faire la grève générale. Moi, au nom de la fédération locale de Torrente, je note ce danger, car si les localités ne veulent pas travailler, quelle impression va-t-on donner ? Que les gardes d'assaut, avec leurs fusils, canons et mitrailleuses, aillent au front, car il n'est pas juste qu'ils gagnent dix-sept pesetas pour se promener dans les villages. (p. 128)

[Fédération locale d'Albacete.] Un autre cas, non moins grave, l'assassinat commis dans le village d'Alcaraz sur la personne de notre camarade secrétaire de la C.N.T. Alcaraz est un foyer marxiste qui a toujours été dominé par les caciques et les politiciens à toutes les époques. [...] Un autre cas est arrivé à Leta : un marxiste également, ivre, est entré dans le local du syndicat et a tué un camarade. Mais cet ivrogne était garde municipal et a imploré du gouverneur, un petit cacique sous tous les régimes, un salaud, et il s'est enfui. (p. 130)

Ukrania de Sueca dit que ce récit est intéressant, mais si chaque délégué devait faire un rapport sur les faits, alors, de toute évidence, le plénum ne pourrait finir aujourd'hui, et c'est le dernier jour. Il s'agit d'une maladie chronique. Ce qu'il faut voir c'est le but de ces faits et comment les éviter. (p. 132)

[Commission sur les prisonniers.] Nous avons 41 des nôtres prisonniers, mais ils en ont plus des autres. Voilà la réalité, et si on libère les nôtres, les autres le seront aussi. Il faut également se souvenir que si nous avons six camarades tués, dans d'autres localités ils ont eu des pertes, même parmi les gardes d'assaut. Garcia Oliver nous disait : si vous croyez que j'ai été influencé par ça, si vous croyez que j'ai cessé d'être anarchiste, mettez quelqu'un d'autre à ma place : j'ai déjà présenté ma démission quarante fois. Je ne peux pas vivre ici, car d'un côté on me demande des mises en liberté, et de l'autre la justice. Le comité national s'est également étendu sur une longue série d'antécédents

à ce sujet, principalement en ce qui concerne la question internationale. (p. 142)

[Colonne Iberia.] Fédération locale de Valence. C'est évidemment un sujet assez long. Il s'avère que la plupart du temps, pour ce qui concerne la colonne, des éléments qui en font partie ont été nommés, et un certain nombre étaient incapables et peu sérieux. Lorsque nous avons voulu éviter cela, nous nous sommes aperçus que le mal était déjà fait. C'est ce qui est arrivé pour la partie économique, car la répartition de la paie a été un mélimélo. Elle a été retardée, jusque pendant deux mois. Les comités qui s'en chargeaient étaient obligés de faire des promesses qui n'étaient pas remplies, et il se formait ainsi dans la colonne une ambiance contraire aux comités. [...] Il fallut nommer une commission d'enquête pour les comptes ; d'un autre côté, les camarades qui descendaient [à l'arrière] et qui jouissaient de la confiance de la colonne, acceptèrent la responsabilité de certaines charges et purent aller toucher de l'argent des milices. (p. 145)

[Aguilas de Valence.] Le problème de la prostitution n'est pas résolu parce qu'il est supprimé sur le papier. Il faut tenir compte du fait que ces femmes malheureuses, lancées dans le vice et la prostitution, tous les chemins de la dégénérescence de la société actuelle, ces femmes qui n'ont pas trouvé d'autre voie par manque d'éducation et ont choisi ce terrain, elles n'ont pas été encore régénérées. Les nouveaux riches, ceux qui hier étaient prolétaires et occupent aujourd'hui des charges importantes, ceux qui gouvernent au nom du peuple, ont des maîtresses. Le problème de la prostitution d'hier est le même qu'aujourd'hui, sans oublier qu'en plus des maisons closes il y a les bars et les cabarets, ce qui touche la branche de l'alimentation et que les syndicats devraient supprimer. Notre mission devrait être d'étudier la forme de placer ces femmes, pour qu'elles comprennent dans la pratique que la voie que la F.A.I. leur offre est la meilleure, parce que, en plus de l'élément spirituel qu'elle donne, elle fournit aussi le matériel. [...]

Sur le problème des enfants, il y a le même abandon. Quatre entrefilets de *Fragua Social*, quelques allusions de *Nosotros*, c'est tout. Voilà pourquoi l'opinion publique, cette opinion publique

pourrie de Valence, ne s'est pas fait l'écho de ce problème, et que, dans les stands de jouets, on continue à vendre des jouets qui sont des symboles de guerre et que les communistes et les socialistes et tous les « istes », sauf les anarchistes, utilisent les enfants pour implorer la charité publique dans les rues et sur les places, bien qu'il y ait sur les murs des avis interdisant la mendicité. Il critique les cas où de nombreux enfants et de nombreuses femmes sont attirés par les sommes versées par une commission, en les comparant à la situation qui les inspire : les foules en uniforme de l'Allemagne hitlérienne, pour affirmer que nos conceptions libertaires doivent résoudre tout cela, en formant la jeunesse à l'avant-garde des combats, des solutions pratiques. (p. 150, 151)

[Résolution sur les points 8 et 9 de l'ordre du jour.] 2. Le salaire des membres du comité régional sera de *quatre cents pesetas* mensuelles. (p. 171)

[F.A.I., *Compte rendu du plénum régional de groupes anarchistes du Levant,* Alicante, 11-15 avril 1937, 171 p.]

Les journées de mai 1937

Deux noms resteront dans l'histoire comme signe de la trahison : Artemio Aguader et Rodriguez Salas. Ces deux personnages, qui jouent à la révolution comme les pervertis jouent dans les cabarets, ont déclenché des jours de deuil pour Barcelone, et peut-être mettent-ils en danger le triomphe de la guerre.

Leurs manipulations et les ambitions des partis qui les défendent ne progresseront pas. Pour défendre l'action de la guerre et de la révolution, les producteurs conscients ont cessé d'aller au travail pour protester contre les atteintes à la cause du peuple faites depuis le gouvernement de la Généralité de Catalogne par des conseillers sans gêne.

Malgré la gravité [de la situation], on n'a pas abandonné les industries de guerre ni ce qui touche la branche de l'alimentation. Sans que l'Etat participe, tous les services sont en marche comme il faut, et en même temps les positions révolutionnaires sont

défendues les armes à la main par tous ceux qui ont le devoir de veiller au triomphe de la révolution, intimement liée à l'écrasement du fascisme.

Il n'y aura ni paix ni repos tant que des postes publics importants seront occupés par des individus comme Comorera, Aguader, Rodriguez Salas et tant d'autres, voués à la vindicte populaire, lorsque le peuple saura ce qui a déterminé la provocation, qui a transformé l'arrière en un combat acharné contre la force publique.

Amis de la garde nationale républicaine, de la garde d'assaut, douaniers, et vous tous qui dépendez des ordres du conseiller de la Sûreté intérieure : pensez qu'en ce moment on veut faire de vous des alliés du fascisme. [...]

Frères de l'U.G.T. : les intérêts bâtards de certains petits personnages veulent former des pyramides de haine pour que l'unité syndicale si désirée ne puisse se cristalliser... » (p. 1)
[« Dans la rue pour défendre la révolution », *Bulletin d'information C.N.T.-A.I.T.-F.A.I.* (ronéoté), Barcelone, 4 mai 1937, n° 249.]

Barcelone, la Barcelone ouvrière, la ville pleine d'abnégation et de labeur de Barcelone, a vécu des heures d'inquiétude. Des individus méchants ont fait s'affronter les ouvriers contre les ouvriers, ont divisé la force publique, pour la lancer contre le prolétariat.

La C.N.T. et la F.A.I., deux organisations qui répondent à leur histoire révolutionnaire et à l'idée d'unité syndicale avant tout, dès les premiers attentats contre les ouvriers de la C.N.T. et de la F.A.I., se sont imposées comme norme de lutte celle de ne pas attaquer, mais seulement d'assiéger les factieux. Malgré tout cet esprit de bon sens et de cordialité, il y a des combats dans les rues de Barcelone, le sang ouvrier a coulé. [...]

Ouvriers de l'U.G.T. : vos frères de la C.N.T. vous tendent la main. Serrons la ensemble et, fortement unis, marchons en avant sur le chemin de la révolution sociale... » (p. 1)
[« Face à la provocation des insensés : C.N.T.-U.G.T. », *ibid.*, 5 mai 1937, n° 250.]

« Pour la révolution sociale : union et concorde », [*ibid.*, 6 mai 1937, n° 251, p. 1].

« Un bouquet de coquelicots pour les morts », [*ibid.*, 7 mai 1937, p. 1].

Los Amigos de Durruti[8] n'est pas un groupe de plus. Nous prétendons que la révolution espagnole doit être pénétrée de la sève révolutionnaire de notre Durruti. *Los Amigos de Durruti* demeurent fidèles aux dernières paroles prononcées par notre camarade dans le cœur de Barcelone, en dénonçant le travail contre-révolutionnaire et en montrant avec des gestes virils la voie que nous devions suivre.

Pour s'inscrire à notre organisation, il est indispensable d'appartenir à la C.N.T. et de démontrer un passé de militantisme et d'amour aux idées et à la révolution. Provisoirement les inscriptions sont faites Rambla de Cataluña, 15, rez-de-chaussée, section des journalistes C.N.T.

[*Frente,* organe de la colonne Durruti, 8 mars 1937, n° 77, p. 3.]

Plénum de groupes anarchistes du Levant

Régionale d'Ademuz estime que notre activité, après onze mois de combat, nous a montré que la légalisation de la F.A.I. donnera un rendement supérieur à nos activités. Denia approuve la déclaration d'Ademuz. Poliña également. Alcoy dit penser, après

8. « *Los Amigos de Durruti* » ce groupe apparaît mystérieusement au milieu des journées de Mai, sans qu'on en connaisse rien (voir BROUÉ, TÉMINE, *op. cit.*), ou bien en le qualifiant de proche du P.O.U.M. (RAMA, *op. cit.*, p. 229) ; seul V. Richards est plus prolixe (*op. cit.*, p. 248, 249), mais le lecteur reste sur sa faim.

En fait tout a été dit sur « Los Amigos de Durruti » à condition de se reporter à *L'Espagne nouvelle* d'André Prudhommeaux, ou bien à la presse anarcho-syndicaliste espagnole pendant la guerre.

Les deux animateurs étaient Jaime Balius (voir son article « Seul l'esprit du 19 juillet sauvera l'Espagne prolétaire », *Solidaridad Obrera,* 23 septembre 1936, p. 2), et Pablo Ruiz, dirigeant de la colonne Durruti (voir *Solidaridad Obrera,* 21 août 1936, p. 3 ; 22 décembre 1936, p. 3). Les camarades de Gelsa qui refusaient de se militariser étaient représentés par Pablo Ruiz au congrès des milices anarchistes. Ces deux camarades organisèrent avec Francisco Pellicer un meeting à Barcelone le 19 avril 1937 (selon la *Vanguardia,* du 20 avril 1937, p. 4).

Pablo Ruiz me disait en 1962 à propos de ces journées de Mai : « Nous tenions les Ramblas, nous avons manqué d'audace. »

avoir étudié les circonstances que l'Espagne vit, que la F.A.I. doit être légalisée, en étant sûr que notre activité surprendra nos ennemis. (p. 10)

[Fédération locale de Valence.] ... Puisqu'il y a plusieurs jours que le journal *Nosotros* est illisible à cause de la censure, il faut étudier et discuter cela, et en même temps chercher une forme de réalisation clandestine, vu que c'est la seule manière pour que nous puissions faire un travail de propagande [*captación*] sur tous les hommes dignes de notre organisation. (p. 27)

[F.A.I., *Compte rendu du plénum de fédérations locales et régionales de groupes anarchistes de la région du Levant,* Valence, 27-28 juin 1937, 27 p.]

Fédération régionale de paysans d'Andalousie

Cuevas del Campo explique comment fut organisé le syndicat dans ce quartier, ce qui valut à son organisateur d'être récompensé en étant assassiné par des éléments se disant « antifascistes », mais qui ne sont que des parfaits criminels. Ce fait produisit une forte réaction parmi l'élément producteur de la population en faveur du syndicat, et des manifestations continues ont lieu pour venger ce crime monstrueux. (p. 47)

[Statuts de la fédération.] Etablir des liens de *solidarité* et d'*harmonie* entre les producteurs en général de cette région, de l'Espagne et du monde ; élever la condition morale et culturelle des producteurs dans un sens hautement rationnel et humain ; les préparer par ce moyen à une action d'ensemble avec tous les producteurs en général d'Ibérie et du monde pour que finisse une fois pour toute sur la terre l'exploitation inique de l'homme par l'homme, en établissant sur la société des producteurs libres, sur les peuples libres, un régime d'amour, de justice et de liberté, auquel aspire la Confédération nationale du travail d'Espagne. (p. 55)

Le syndicat, créateur de la collectivité, a le devoir de la contrô-

ler, afin que les principes révolutionnaires qui l'ont créée et lui ont donné vie ne soient pas mystifiés.

La collectivité ne peut et ne doit donc pas être un organisme indépendant du syndicat, mais quelque chose qui, né de ce dernier, la complète ; les deux se devant l'un à l'autre.

Le syndicat, pour sa part, ne peut et ne doit pas être une espèce de patron de la collectivité, qui en gère le destin à son caprice, mais il doit l'orienter et la contrôler, pour qu'elle remplisse dans la révolution le plan constructif pour lequel elle a été créée. (p. 65)

Tout collectiviste peut abandonner la collectivité quand il le désire, en avertissant huit jours à l'avance et en perdant tous ses droits. (p. 66)

Point 8. Quels moyens employer pour contrecarrer la propagande défaitiste que font certains éléments de certains secteurs contre notre organisation et nos collectivités ? Comment conjurer le danger de cette campagne infamante et contre-révolutionnaire ? (p. 73)

A. Etroite surveillance dans tous les lieux de travail, réunion, etc., par les camarades les plus aptes pour cette mission, afin de connaître exactement ces éléments, en prenant bonne note de leurs activités, et, si possible, en ne les perdant pas de vue un seul instant, pour pouvoir contrecarrer leur œuvre infamante et contre-révolutionnaire, sans aucun retard.

B. Faire une sorte de fichier de ces agents provocateurs, le plus exactement possible, avec leur vie passée et présente, pour pouvoir les démasquer publiquement en connaissance de cause, au moyen de la presse et des actes publics.

C. Que cette campagne publique contre nos détracteurs soit réalisée et dûment contrôlée par les organismes ou comités responsables de notre organisation, une fois qu'ils seront en possession de toutes les données et des éléments de jugement nécessaires.

D. L'organisation sanctionnera sévèrement tous les camarades qui commettront des immoralités ou des actes de mauvaise foi dûment prouvés et qui aient porté préjudice à l'organisation.

E. Procéder selon la loi, en dénonçant les abus que nous pouvons subir de la part de nos adversaires, puisque nous participons officiellement à la justice, et que l'organisation, avec les techniciens en cette matière, s'efforce d'obtenir justice, en obtenant que nous soyons pour le moins sur un pied d'égalité avec nos adversaires (p. 75, 76).

[C.N.T.-A.I.T., *Compte rendu du congrès de constitution de la fédération régionale de paysans d'Andalousie*, Baza, 15-16 juillet 1937, 111 p.]

Dans chaque localité ou municipalité, les syndicats de paysans de l'U.G.T. et de la C.N.T. (au cas où l'unité d'action désirable et nécessaire entre les deux organisations syndicales sœurs existe) créeront un comité technico-administratif qui orientera l'administration des collectivités agricoles dans tous leurs aspects. (P. 98.)

[Statut-standard.] Art. 9. Provisoirement et tant que les circonstances ne permettront pas d'établir un autre système de rapport dans la production et la consommation, on établit une sorte de salaire moyen selon le schéma suivant :

a) un homme qui vit seul recevra 35 pesetas par semaine. La femme vivant seule recevra 17,50 pesetas par semaine. A soixante ans, la collectivité décidera de ce qu'il faudra faire en toute justice ;

b) ménage sans enfant, 42 pesetas par semaine ;

c) chef de famille veuf ou célibataire, 35 pesetas par semaine ; de même la femme veuve ou célibataire, 17,50 pesetas par semaine ;

d) pour chaque enfant ou frère de moins de dix ans, on augmentera de sept pesetas par semaine ; et de dix à quatorze ans : 10,50 pour les garçons et 8,75 pour les filles. (P. 106, 107.)

Art. 10. En cas de maladie, la collectivité subviendra à tous les frais.

Art. 11. Le loyer des habitations des collectivisés sera réglé par la collectivité, sauf les charges personnelles. (P. 107.)

[Décisions du plenum régional de fédérations locales et régionales paysannes et syndicats de paysans, Baza, 9 juin 1937, présentées en annexe *in ibid.*]

Plénum régional de groupes F.A.I.

Cultura y Acción. Nous doutons de l'efficacité de ce plénum, car nous ne savons pas comment se font les choses. Il semble qu'il y ait un intérêt délibéré pour que la F.A.I. n'ait pas de critère fixe sur des problèmes importants. Nous avons été sur la mauvaise voie. Personne n'a voulu rectifier, et ainsi l'ennemi fait ce qu'il veut. S'il fallait signaler les erreurs commises en Espagne, ce plénum durerait longtemps. Des erreurs que personne n'a voulu rectifier. Comme l'a dit Campos, le mouvement anarchiste est influencé par des forces occultes et personne ne se soucie de réparer les erreurs. Nous avons toujours prêché que la F.A.I. a été à l'avant-garde de la C.N.T., mais depuis le 19 juillet elle a été derrière la confédération, et nous ne savons pas pour quelles raisons nous n'y avons pas mis fin. [...]

Nous avons trop transigé avec Aiguader, en mai. Par manque de vision politique, nous avons permis que le triomphe moral revienne à des gens dont le désir est d'enfoncer notre organisation. Sur le plan économique, la C.N.T. et la F.A.I. ont fait des progrès qui ne se consolident pas, parce que dans les gouvernements de Valence et de Catalogne nos ministres n'ont rien fait pour cela. Tout va de mal en pis à cause de cette tendance et il faut rectifier. Aussi nous proposons :

1. que tous ceux qui ont des charges officielles se retirent et reviennent aux syndicats ;

2. que, face aux persécutions, la F.A.I. sorte le levier du combat, en oubliant un moment que le fascisme est en Aragon (p. 14, 15).

Amigos, de Barcelone. Je demande le respect pour tous. On a voulu être dans et en dehors de la politique. Si nous sommes en marge, nous perdrons ce que nous avons conquis jusqu'à présent et nous serons comme avant des anachorètes. Il rappelle le congrès de Saragosse et comment il fallait organiser notre armée[9]. Si en mai nous n'avions pas contrôlé le parc [à munitions], les hommes de la C.N.T. et de la F.A.I. ne seraient pas là aujourd'hui, parce que nos adversaires, en s'en emparant, nous auraient fait tous disparaître. Ne nous enivrons pas d'anarchisme. Nous sommes prêts à suivre des orientations. Mais jusqu'à maintenant, aucun groupe ne donne de solutions concrètes. Ce ne sont pas les comités, mais vous qui êtes responsables de notre désorientation (p. 15).

9. Allusion à un point qui n'apparaît pas dans le compte rendu officiel mais qui est cité par Ricardo SANZ, *El sindicalismo y la política*, p. 265 : « création et formation de milices confédérales armées, pour faire front à un soulèvement militaire possible et immédiat » de Garcia Oliver, Francisco Ascaso et Montserrat du syndicat du textile de Barcelone. Voir le commentaire de César M. LORENZO, *Les Anarchistes espagnols et le Pouvoir*, p. 94.

[Approbation d'une résolution reprenant l'exposé de Cultura y Acción, signée J. Merino, Cultura y Acción ; S. Tapia, Hispania ; F. Alberola, Asturias ; J. Peirats, Irreductibles ; Lunazzi, Nervio ; Pedro Serra, Agricultores anarquistas de Gerona ; J. Viladomiu, Amor y Verdad] (p. 23).

Federica Montseny. Au nom du comité péninsulaire, elle dit qu'elle a peu de choses à dire, vu que tous nous connaissons sa pensée, déjà exprimée dans plusieurs plénums et réunions. Elle dit que, vu les déclarations de S. Campos, elle doit dire qu'elle se solidarise de l'œuvre réalisée par les camarades ministres de la C.N.T. dans leurs ministères respectifs. Elle informe assez longuement sur certaines phases du mouvement révolutionnaire actuel.

Elle dit que, tant l'organisation confédérale que la Spécifique, depuis l'entrée au gouvernement, ont tourné autour des membres, alors que cela devait être le contraire. Ici commence, continue-t-elle, la phase la plus critique de la décadence de l'organisation, décadence inévitable, car elle ne fait que suivre le processus historique inévitable de toutes les révolutions. Elle termine en recommandant qu'en prenant l'accord que l'on jugera le plus pertinent on n'oublie pas qu'il y a en Espagne une C.N.T. et une F.A.I. (p. 29).

[F.A.I., *Compte rendu du plénum régional de groupes*, Barcelone, 1-3 juillet 1937, 48 p.]

L'impossible réalisation totalitaire

Sous ce titre, le camarade Gaston Leval a publié, dans le *Libertaire*, un article qu'il nous paraît intéressant de résumer et de discuter.

Il constate, d'abord, un certain nombre de faits que nous n'avons jamais mis en doute. Mais il en tire une conclusion avec laquelle nous sommes en désaccord complet.

Constatations : 1. Nous n'étions pas seuls à combattre le fascisme, le 19 juillet 1936 ; les partis politiques ont joué un rôle décisif en beaucoup d'endroits. Nous priver de leur concours eût été courir à la ruine commune.

2. L'intervention ou le blocus mené d'un commun accord par toutes les puissances capitalistes nous eût rapidement étranglés. L'Espagne est beaucoup plus petite que la Russie, qui se trouvait d'ailleurs en présence d'un capitalisme déchiré par la guerre. Coûte que coûte, il fallait tenir compte des puissances démocratiques.

3. Les sacrifices de la guerre sont trop lourds pour que, la guerre gagnée, on puisse recommencer à se battre entre antifascistes. Le secteur qui prendrait l'initiative d'une telle lutte serait honni par le peuple entier.

Conclusion tirée par G. Leval : Il a été nécessaire de renoncer à notre programme pour la durée de la guerre. « Et ensuite, même si le fascisme est définitivement vaincu, nous serons obligés de faire le commun dénominateur des trois grandes tendances antifascistes : républicanisme, socialisme d'Etat, anarchisme. »

Leval s'exprime avec une précision absolue, mathématique. Le développement social de l'Espagne, une fois traversée la crise de la guerre, sera le « commun dénominateur » des programmes représentés par les trois grandes hypothèses sociales : capitalisme libéral, socialisme d'Etat, et communisme libertaire.

Qu'est-ce que le « commun dénominateur » de trois quantités, de trois nombres ? C'est un nombre assez petit pour diviser exactement chacun d'eux. Par exemple, le commun dénominateur des nombres 20, 8 et 6, c'est le nombre 2. Si donc les républicains veulent faire six pas en avant, les socialistes deux pas de plus et les anarchistes aller jusqu'à 20, il faudra, selon Leval, se contenter des réformes ou des mesures qui sont communes aux trois tendances, et renoncer à toutes les autres, pour éviter de plonger l'Espagne dans une nouvelle guerre civile. *Si aucune mesure n'est commune au programme des trois tendances, aucun pas en avant ne pourra avoir lieu.* Cela est d'une clarté, d'une netteté parfaite.

Or, il résulte de la nature même du républicanisme conservateur, du socialisme d'Etat et de l'anarchisme une incompatibilité totale de buts et de méthodes. C'est ainsi que le programme des partis politiques se situe intégralement sur le plan gouvernemental. Le programme anarchiste se situe entièrement en dehors de ce plan. Entre une solution inspirée par le principe étatique et une solution découlant de la volonté et de l'idéal anarchistes, il y a une différence d'espèce, de qualité, quel que soit le problème envisagé. Il n'y a donc aucun pas en avant qui puisse être accompli en commun, et, si le raisonnement de Leval est juste, le bloc antifasciste ne pourra subsister qu'en abdiquant toute espèce de programme.

Cela revient à dire, évidemment, que la politique future sera le maintien pur et simple du statu-quo capitaliste et gouvernemental, la restauration du régime qui s'est effondré le 19 juillet, sous la double intervention des militaires factieux et des ouvriers révolutionnaires.

Sous prétexte de n'imposer de sacrifices d'idées à aucun des secteurs dont la somme compose le bloc antifasciste, on a immolé en fait, sur l'autel de la guerre, toutes les revendications, tous les intérêts vitaux, toutes les nécessités inéluctables d'ordre matériel et moral qui sont la base même de la lutte sociale actuelle. On a fait « la Guerre » (et l'Union sacrée pour la guerre), en revenant au terrain et aux méthodes de M. Portela Valledares. Et maintenant, on nous annonce que l'Union sacrée survivra à la guerre, sur les mêmes bases, et que celui qui la brisera sera brisé !

Contrairement à cela, nous croyons que le fascisme ne sera vaincu que par des méthodes révolutionnaires, et notamment par toutes les mesures de caractère libertaire, fédéraliste, expropriateur et insurrectionnel, que la situation comporte et que le salut du peuple exige.

Nous croyons aussi qu'après l'orage passé ce n'est qu'en progressant, jour après jour, dans le sens d'une reconstruction sociale complète et cohérente, que les masses travailleuses pourront sauvegarder leur acquis et donner un sens aux innombrables sacrifices de la guerre.

[André PRUDHOMMEAUX, *Espagne nouvelle,* 12 novembre 1937.]

Lettre circulaire du comité national C.N.T.

« Chers camarades. Nous allons vous informer dans cette lettre de la raison de la militarisation de l'électricité et de la restitution des compagnies de capital étranger à l'étranger.

Il faut que vous reconnaissiez qu'il n'est ni prudent ni convenable de reproduire tout ce que nous exposons dans cette lettre-circulaire dans des circulaires aux syndicats locaux ou régionaux. Cependant, il faut, en utilisant un plénum ou une réunion, mettre au courant les militants pour que chacun sache pourquoi cela a lieu, car certains parlent trop et enveniment l'atmosphère de notre mouvement, avec des rapports ou des commentaires tendancieux. [...]

Les conseils d'entreprise vont disparaître et les travailleurs affectés sont d'accord. Pourquoi ?

Parce qu'ils ne peuvent s'en occuper ni supporter le passif actuel de ces compagnies. Le gaz de Catalogne doit actuellement treize millions au bureau des combustibles, en charbon, et il ne peut payer les salaires des ouvriers. Les services électriques unifiés de Catalogne doivent dix millions au bureau précité. Ils n'ont pas non plus de réserves économiques.

Qu'allaient faire les syndicats se considérant propriétaires de compagnies dans de telles conditions ? Comment soutenir l'industrie devant les difficultés qui s'approchent, surtout sur le plan économique ? [...]

Maintenant pour finir, nous voulons signaler que nous sommes obligés de rédiger cette lettre-circulaire à cause de l'imprudence de ceux qui agissent pour " le bien ". Ils sèment la démoralisation dans notre milieu, en parlant de " la contre-révolution en marche [10] ", de la " nécessité de réagir ", " de ne pas permettre ces choses ", etc.

Nous affirmons que la contre-révolution la plus grande et la grande authentique aura lieu lorsque le mouvement libertaire se sentira faible, se croira enfoncé, écartelé, divisé. Tant que cela

10. Titre d'un article de C. Berneri, le dernier, du 5 mars 1937 ; assassiné par le P.C. — à la demande de Togliatti ? —, C. Berneri, aujourd'hui, est considéré comme un martyr par la C.N.T.

n'aura pas lieu, tant que nous serons unis, formant un bloc puissant, et démontrant notre bon sens, notre maturité politique et notre activité, nous gagnerons des positions, du prestige et de la personnalité, comme nous en avons gagné, même si ça n'apparaît pas au regard superficiel des simplets, par notre travail et notre position, en onze mois à l'écart du gouvernement, à cause de nos erreurs et en souffrant des coups et des attaques répétés. [...]

Pour le comité national, Mariano R. Vazquez, secrétaire.

[C.N.T.-A.I.T., lettre circulaire du comité national, n° 1592, Barcelone, 10 mai 1938, adressée : « Au comité régional de... », dactylographiée, 4 p.]

Bulletin d'information U.G.T.

« [Industries de guerre.] Le comité national considère contraire à la ligne politique suivie jusqu'à présent par l'Union générale des travailleurs l'adoption de certaines mesures de la part de certains syndicats métallurgiques qui tendent à supplanter l'action du gouvernement dans le travail. Le comité national fait observer à cette fédération que cette orientation erronée en la matière, outre qu'elle va à l'encontre des dispositions gouvernementales et de la déclaration des treize points du Dr Negrin, fait un tort à la cause commune, car on en déduit l'intention de maintenir en marge du contrôle de l'Etat, et sous la tutelle exclusive des syndicats, une partie de la production de guerre » (p. 2).

« [Problème de ravitaillement.] L'Union générale des travailleurs prendra des mesures énergiques contre les syndicats qui ne suivent pas ce qu'a établi le gouvernement à ce sujet. En ce sens, on combattra, tant dans nos organisations que les autres, toute déviation de type démagogique, basée sur la critique injuste ou la flatterie et qui tende à opposer entre eux les intérêts généraux du pays, les paysans et les ouvriers des industries » (p. 3).

[U.G.T., *Commission exécutive. Bulletin bimensuel d'information intérieur,* Barcelone, octobre 1938, dactylographié, 6 p.]

L'autogestion (malgré tout)

« Avis » du syndicat C.N.T. d'Alcorisa

Les comités responsables de cette collectivité ont appris qu'il y a des individus qui ne sont pas d'accord avec la vie collective implantée en assemblée publique et avec la plus grande bonne foi de la part des participants. Il est communiqué aux dits individus par le présent avis qu'ils pourront partir de la collectivité et mener une vie et un travail individuel selon les points suivants :

Agriculteurs : 1) les propriétés en campagne et en ville leur seront rendues ; 2) les biens en cheptel ou en meubles, étant donné qu'une partie a été réquisitionnée par les colonnes, seront remboursés progressivement à mesure que les comités respectifs du front le feront ; bien entendu, les jambons, l'or et l'argent ne font pas partie de cette liquidation ; 3) la valeur des produits réquisitionnés constituera l'avoir dont on soustraira la valeur de la consommation en alimentation, éclairage, services médicaux et pharmaceutiques, habillement, outillage, réparations de toute sorte, ainsi que les avances, comme les bons, traites, obligations, dont les originaux sont au pouvoir de la collectivité, et les sommes dont l'existence peut être prouvée par l'information publique. Au cas où il y aurait un surplus, la collectivité ouvrira un compte à ces personnes. Dans le cas contraire, si elles doivent

à la collectivité, elles devront payer par leur effort ou leur richesse personnelle ; 4) a) les terres devront être travaillées directement et l'emploi de journaliers est formellement interdit ; b) les individus devront déclarer leurs récoltes.

Professions libérales : 5) les individus appartenant aux professions libérales pourront partir de la collectivité ; pour la liquidation, elle sera soldée par la remise des avoirs perçus par l'Etat, le conseil provincial ou municipal jusqu'à la date de départ de la collectivité.

Commerçants et industriels : 6) les commerçants et industriels pourront partir de la collectivité et mener une vie individuelle, comme les agriculteurs, mais au cas où la localité aurait besoin des éléments et moyens de fabrication ou de commerce leur appartenant, elle pourra les réquisitionner provisoirement en en faisant préalablement un procès-verbal ; 7) au cas où la réquisition prévue dans le sixièmement aurait lieu, les propriétaires pourront travailler dans les fabriques, ateliers ou commerces, en tant qu'ouvriers ou techniciens, et ils toucheront un salaire familial, dont le montant sera stipulé de commun accord entre eux et le comité compétent.

Dispositions générales : 8) tous les individualistes devront payer le pourcentage qui leur revient des frais occasionnés à la localité par les milices et les services administratifs municipaux ; 9) il est entendu que ces points ne pourront servir pour les individus considérés comme factieux maintenant et par la suite.

Tout individu qui, durant les jours ouvrables de cette semaine, de huit heures à midi et de trois heures à huit heures, ne passera pas communiquer au secrétariat du syndicat son désir de continuer à appartenir à la collectivité, sera considéré comme voulant mener une vie individuelle selon les points antérieurs.

Alcorisa, 1er décembre 1936. Le comité de défense, le comité d'approvisionnement, le comité d'agriculture. [Avec leur tampon respectif ; traduction intégrale.]

[« Avis » du syndicat unique des travailleurs C.N.T. d'Alcorisa (Aragon), dactylographié, 1 p.]

Normes de travail du syndicat du textile d'Alcoy

Comité d'usine

1. Le comité d'usine est la voix représentative du syndicat à l'intérieur de la collectivité, sa principale mission est d'appliquer et de faire appliquer les décisions et les accords de l'organisation, veiller au bon comportement des ouvriers dans le travail, maintenir leur moral et servir de point de relation, sur le plan syndical, et organique, entre la collectivité et le comité du syndicat.

2. Election : pour élire le comité d'usine ou le renommer, il sera indispensable de réunir la collectivité en plénum, cette réunion étant convoquée et présidée par le comité du syndicat. Après un an d'activité, les postes du comité d'usine seront renouvelés. Les délégués seront rééligibles en partie ou totalement, si la collectivité réunie l'approuve à l'unanimité.

3. Composition : il sera formé par un délégué de chaque section ou équipe, et aura son président et son secrétaire, désignés par le comité lui-même. [...]

5. a) Il sera également du ressort du comité d'usine de pouvoir blâmer et même de sanctionner ceux qui, pouvant bien faire le travail, ne le feraient pas : ceux qui ne feraient pas leurs travaux par paresse ou négligence ; et ceux qui, pouvant venir au travail en bonnes conditions, se présenteraient en état d'ébriété.

b) Les sanctions consisteront en perte de jours de travail, qui en aucun cas ne pourront dépasser une semaine, et lorsque le cas excédera les compétences attribuées au comité d'usine, il sera porté au département de fabrication et de commun accord, ces deux organismes délibéreront. Si le cas en question entraînait des conséquences graves, la décision reviendrait au département de fabrication et au comité du syndicat de l'industrie textile.

Normes générales

1. Si, durant une journée de travail, le travail sur une ou plusieurs machines était suspendu, pour des raisons justifiées, l'ouvrier ou l'ouvrière affectés pourraient aller à un autre poste de la section, en percevant dans ce cas le salaire minimum assigné dans le travail habituel qu'ils faisaient.

2. Les ouvriers ou ouvrières qui n'auraient pas de travail dans leurs sections respectives, ou qui ne seraient pas nécessaires à la production, pourront être nommés dans d'autres collectifs pour un temps limité ou définitif.

Dans le cas où il y aurait impossibilité de transférer un ou plusieurs ouvriers dans un autre collectif, et où ils devraient nettoyer les machines ou la section, durant une journée ou plus, ils toucheront le salaire minimum prévu et 50 % des primes stipulées en cas de congé de maladie. [...]

10. Provisoirement, et tant que les circonstances actuelles continueront, ces accords régissent toute l'industrie textile d'Alcoy, étant entendu qu'ils pourront être augmentés, modifiés ou annulés, selon les circonstances, par une assemblée générale du syndicat.

[Normes de travail approuvées dans l'assemblée générale du syndicat de l'industrie textile C.N.T.-A.I.T. d'Alcoy (Levant), 25 avril 1937 (publié dans la revue *Textil de Alcoy*).]

Bilan de la collectivité ouvrière C.N.T. de Perales de Tajuña

Le 25 novembre 1936, à la demande d'un groupe de travailleurs de Perales de Tajuña, la constitution du syndicat unique de professions diverses s'est faite en la présence du camarade Afiloquio Alonso, responsable du syndicat du village voisin de Morata de Tajuña.

Trois jours après, soit le 28, accompagné du camarade Alonso, j'arrive à Perales (village inconnu pour moi). [...]

Le soir, le camarade secrétaire me présente aux camarades du comité. Ils me disent qu'on ne travaille pas dans le village et que les denrées manquent. Ils me disent également que le village possède une belle vallée fertile et beaucoup de richesses industrielles, mais, malgré cela, de nombreux travailleurs sont en chômage.

Cela m'énerve : est-il possible qu'en pleine révolution il y ait des ouvriers sans travail ? Avec les richesses industrielles et la vallée dont vous me parlez ? Pas possible, je n'y crois pas, et en plus il y a une organisation ouvrière de l'U.G.T. Détrompe-

toi, me répondent-ils, tu verras demain les ugétistes en train de prendre un bain de soleil et tu changeras d'idées.

Effectivement, je les vis le lendemain au soleil, les camarades disaient vrai. Je commence à réfléchir. Le syndicat vient de se former. Il n'y a pas de fonds. Il y a des travailleurs en chômage. La faim se fait sentir. Il faut donner une solution à ce problème.

Les camarades du comité commencent à s'inquiéter. Je leur demande d'abord s'il y a des terrains incultes qu'on pourrait défricher en en tirant en même temps du bois. Ils disent que oui. Bon, hé bien, à l'ouvrage. On place un avis pour que tous ceux qui n'ont pas de travail passent au secrétariat. [...]

Le syndicat donna ainsi du travail à 35 camarades pendant deux mois. Comme la valeur du bois coupé ne couvrait pas l'ensemble des salaires, le syndicat dut prendre 500 pesetas sur les cotisations, mais aujourd'hui ces terres sont ensemencées en blé.

Nous allons voir maintenant les industries. Les camarades me disent qu'il y a une usine d'huile de marc d'olives et une autre de savon, dont les propriétaires sont arrêtés à Madrid et, en conséquence, elles sont sans activités.

Je me demande ce que peuvent bien fabriquer les représentants du peuple ? Et ceux de l'U.G.T. ? Nous allons voir les usines. Non seulement elles ne fonctionnaient pas, mais on aurait dit qu'Attila y était passé.

Nous en prenons immédiatement possession et on commence des gestions pour acquérir des matières premières, et quinze jours après le syndicat faisait du savon. On ouvre aussi un économat. Pour s'occuper du ravitaillement, le syndicat prend des contacts avec d'autres syndicats, et certaines municipalités. De plus, le syndicat contrôle (sans plus) les denrées qu'avaient certains confédérés, denrées contrôlables comme le blé, afin d'empêcher le marché noir. [...]

Comme nous voyons qu'il est impossible de faire la collectivité avec l'U.G.T., notre syndicat la fonde en février 1937, et à partir de ce jour, les travaux se font en commun. [...]

[Services rendus au front du 25 novembre 1936 au 25 novembre 1937.] 5 000 kg de viande ; 5 000 fagots de bois ; 10 000 kg d'huile d'olive ; 57 sacs de farine ; 400 arrobas (= 6 410 l) de vin ; 15 000 kg de légumes et de pommes de

terre ; 10 000 kg de paille et de fourrage pour la cavalerie. [...]

Différentes compagnies de transmission ont rempli dix ou douze camions de poteaux de notre forêt. Nous fournissons à l'hôpital de l'artillerie le lait, les œufs, le sucre, les pommes de terre, des poules, sans compter le savon et d'autres choses qu'il est inutile d'énumérer. Nous entretenons entièrement l'hôpital du Secours rouge international, l'édifice où il se trouve est même à nous. [...]

Voilà à grands traits les services rendus au front par les camarades collectivistes de Perales de Tajuña que quelques irresponsables traitent de fascistes. [...]

Perales de Tajuña, décembre 1937. Diego Gonzalez.

[« Rapport sur le travail réalisé par le syndicat unique de professions diverses et la collectivité ouvrière C.N.T. de Perales de Tajuña, un an après leur constitution », dactylographié, 5 p.]

Plénum de fédérations C.N.T. du Centre

Sujets généraux.

La fédération provinciale de Guadalajara demande au comité régional si les militants ont le droit de contrôler le travail des fédérations d'industries, ainsi que les camarades qui les dirigent, car il dit qu'il y a des collectivités de paysans qu'il ne faut pas perdre de vue, car on remarque que de grands égoïsmes s'y créent et qu'il y a tant de choses de faites que, pour le futur, cela présente un danger pour l'organisation.

La fédération communale de Guadalajara est en partie d'accord avec ce que dit la provinciale, mais, cependant, elle pense que cela vient d'un manque d'organisation.

La fédération provinciale de Madrid intervient et dit que 80 % des villages ne veulent pas de collectivités, et là où il y en a formées par les syndicats, il faut passer au crible l'administration des collectivités et des syndicats, parce qu'on a pu remarquer qu'on n'arrive pas à comprendre leur façon de tenir leur comptabilité. Et peut-être à cause de cela il y a des profiteurs, mais si on fait une administration scrupuleuse ces individus

disparaîtront. Elle finit en proposant d'envoyer un comptable pour tous les cas [douteux] (p. 34).

[C.N.T. du Centre, *Compte rendu du plénum régional de fédérations locales, communales, provinciales et régionales d'industries,* Madrid, 28 septembre 1937, 36 p.]

Fédération des syndicats de San Clemente

Notre fédération régionale, dans ses rapports présentés aux plénums régionaux de fédérations de régions et d'industries, a déjà exposé à plusieurs reprises les difficultés de développement dans lesquelles nous avons été toujours obligés de travailler. D'un côté, le manque de voiture pour nous déplacer d'un village à l'autre, l'absence totale de camarades pour nous aider dans notre travail, et les faibles moyens économiques, nous empêchaient souvent de réaliser ce que nous nous proposions de faire. D'un autre côté, l'abandon où nous avons trouvé les syndicats et le manque de compréhension et de moral que nous avons remarqué chez la plupart des affiliés de cette région. Toutes ces raisons ont grandement influé pour que les syndicats de cette régionale ne soient pas à la hauteur de leur situation géographique et de leurs ressources. Cependant, nous avons surmonté la plupart des obstacles et nous pouvons aujourd'hui présenter des syndicats à l'organisation régionale qui, pour le moins, savent ce qu'est et ce que veut la C.N.T. Il est possible qu'en épurant nos rangs il y ait des camarades qui aiment et servent vraiment l'organisation, quelles que soient les circonstances que nous ayons à subir.

Le moment actuel n'est pas le plus favorable pour propager notre organisation, car les seuls affiliés qui nous restent dans les syndicats sont des camarades d'âge avancé, dont le seul souci est l'absence de leur fils ou de leur parent parti au front. La femme paysanne n'est pas encore réveillée (et par ici elle mettra encore pas mal de temps à se former), et donc elle fuit le syndicat, comme s'il était la cause de son esclavage et son ignorance. Tel est le panorama que présentent actuellement nos syndicats. Cependant, lorsque les éléments jeunes que nous avons préparés

aux idées tout au long de notre gestion seront de retour, nous sommes convaincus que les perspectives seront fort différentes. De toute façon, il faut souligner (comme nous l'avons déjà fait dans notre dernier rapport) que les seules organisations qui donnent signe de vie et sont ouvertes sont les nôtres, grâce aux visites constantes que nous faisons dans les villages. [...]

Après ce rapport sur les villages de la région, il nous reste à ajouter :

— que les collectivités, aussi bien celles de la C.N.T. que celles de l'U.G.T., ou les mixtes, qui existent dans la région ne sont pas conformes aux règlements qui ont amené leur constitution, puisque les prétendus " collectivistes " continuent à travailler leur propriété privée ;

— que les comités de front populaire n'existent dans aucun village, puisque c'est le conseil municipal qui remplit cette fonction ;

— que la majorité des partis politiques s'est formée à partir de la C.N.T. ou de l'U.G.T. Et, souvent, la C.N.T. s'est formée à partir des partis politiques.

Aujourd'hui, les possibilités qu'offre la région sont peu nombreuses, car l'immense majorité des camarades est absorbée par la guerre, mais pour le futur il y a un vaste terrain pour pouvoir concrétiser et appliquer dans la réalité nos désirs de rédemption prolétaire. [...]

San Clemente, 1er janvier 1939.

[C.N.T.-A.I.T., fédération régionale des syndicats uniques de San Clemente (prov. de Cuenca), « Résumé d'activités. Possibilités et suggestions », dactylographié, 2 p.]

L'intervention soviétique

Elle ne commença que lorsque la présence militaire germano-italienne fut évidente. Il s'agissait d'abord d'assurer, durant un certain temps, la guerre (en empêchant la défaite et aussi la victoire des républicains), afin de provoquer un conflit entre la France et l'Angleterre et l'Allemagne et l'Italie. Bientôt deux autres aspects s'ajoutèrent : discréditer la révolution anarchiste pour éviter tout autre exemple que celui de la révolution bolchévique ; entraîner des cadres militaires soviétiques. Ces trois objectifs furent en partie remplis et, en outre, l'U.R.S.S. s'empara d'une importante quantité d'or de la Banque d'Espagne.

Nous allons insister sur l'aide militaire.

« Beaucoup de gens ont cru, et croient encore, que l'U.R.S.S. amena en Espagne un véritable fleuve d'armes et d'hommes, alors que la stricte réalité était qu'elle nous envoyait le peu que nous pouvions lui acheter. » On peut ajouter à cette affirmation du général Rojo [1] que le meilleur matériel allait aux troupes communistes, et le reste, des fusils de la guerre russo-japonaise parfois, était offert aux autres formations politiques.

« Maintenant l'aide importante et multiple que l'Union soviétique a donnée à l'Espagne républicaine n'est plus un secret. Selon des données incomplètes, l'Union soviétique a envoyé à l'Espagne

1. *Así fue la defensa de Madrid,* Mexico, 1969, p. 219.

républicaine plus de 800 avions de combat, avec autant de moteurs, 362 tanks dotés de canons et de mitrailleuses BT-5 et T-26, avec 350 moteurs, 120 autos blindées, plus de 1 550 canons, 15 000 mitrailleuses, 500 000 fusils environ, plus de 110 000 bombes pour l'aviation, à peu près 4 millions d'obus, 500 000 grenades, plus de 80 millions de cartouches et beaucoup d'autres choses [2]. »

Cette aide fut insuffisante, car les Allemands et les Italiens avaient 1 042 avions, 1 080 tanks, 2 110 canons [3].

Le nombre de Soviétiques, tant flics, traducteurs, techniciens militaires que combattants fut sans doute de 5 000. 220 moururent au combat [4], dont 40 aviateurs [5]. Certains Soviétiques prisonniers des franquistes furent rendus à l'U.R.S.S.

L'expérience militaire servit pour l'aviation et la marine en particulier, et tout particulièrement « on construisit le tank T-34 exceptionnel par ses qualités de combat » (Vietrov).

2. A. Vietrov, *Volonteri svobodi,* Moscou, 1972, p. 102 ; le recueil *Mei Internatsionaleste,* Moscou, 1975, donne des chiffres légèrement différents, ainsi que Sieminov, *Parol Ispania,* 1976.
3. Selon Thomas, *La Guerre d'Espagne ;* Schwartz, *La Internacionalización de la guerra civil en España ;* Garcia, *Ispania XX veka.*
4. Vietrov, *op. cit.,* p. 214.
5. Selon Siemienov, *Ispanski Zakal ; Bajo la bandera de la España Republicana.*
6. *Bajo la bandera...,* Moscou, p. 385 ; édition russe, Moscou, 1965, p. 523.

Commentaire

L'objet de cette brève anthologie est double : *donner la parole à la base* (en respectant le style, y compris si le « français » en est bousculé) et montrer que *les critiques existèrent* (et elles furent plus virulentes et profondes que toutes celles qui ont été formulées en émigration ou à l'étranger).

Nous avons délibérément omis les témoignages déjà publiés (voir Peirats, V. Richards, C. Lorenzo, C. Semprun- Maura).

Nous voyons trois séries de problèmes fondamentaux.

La complexité dans son déroulement — non dans son départ — de l'organisation autogestionnaire, qui reste simple comparée au capitalisme de l'Ouest et de l'Est (voir les contradictions yougoslave, russe et chinoise ; pour ce dernier cas, voir Jan Myrdal).

La victoire de la bureaucratie C.N.T.-F.A.I., principalement justifiée par la situation et par l'urgence, bien entendu, mais surtout :

a) l'unité avant tout (voir aussi les mythes de la Résistance, les fronts, les grands partis vis-à-vis de leurs minorités, etc.) ;

b) l'erreur humaine, quelle que soit la catastrophe qu'elle entraîne (voir la bonne conscience des capitalismes par rapport aux accidents du travail, aux déséquilibres du tiers monde, sans compter quelques bévues comme le stalinisme, le grand bond en avant, etc.) ;

c) si vous n'êtes pas contents, fusillez-moi (voir le chantage au départ de De Gaulle, de Fidel Castro après l'échec de la zafra de dix millions, etc.) ;

d) maintenant, obéissez (pas d'exception).

La tactique du parti communiste, qu'elle soit de type insurrectionnel ou réformiste : a) réconforter, apaiser la bourgeoisie ; b) bâillonner le mouvement ouvrier ; c) noyauter l'armée. L'Espagne de 1936-1939 et le Portugal de 1973-1975 en sont des exemples clairs.

En conclusion, nous pensons que toute bureaucratie défend son pouvoir organisationnel et agit comme un parti communiste, consciemment ou non. La guerre d'Espagne montre que l'atomisation dans l'organisation économique (autogestion), politique et militaire (comités et milices), avec des relations horizontales, est une réponse efficace et valable, à condition de ne pas tolérer d'autres types d'organisations au-dessus d'elle.

Annexes

I. Exemple de réforme monétaire et schéma de la circulation fiduciaire dans une économie sociale

Ce projet fut rédigé, fin 1936, par des ingénieurs et des ouvriers cénétistes de l'industrie textile de Catalogne.

La première étape de la révolution actuelle sera une révolution économique et monétaire, ou ne sera pas la révolution. La modification du système monétaire est aussi importante que la mise en ordre de l'économie si nous voulons une transformation biologique et viable de la société.

Le système monétaire est un système de mesure et de comparaison de la valeur des choses, exactement comme le système métrique est un système de mesure et de comparaison des dimensions des choses.

La suppression de la monnaie n'est donc pas possible dans une société organisée, puisque la nécessité de comparer les choses et de les échanger est évidente pour l'homme y compris le solitaire.

Comme tous les systèmes de mesure et de comparaison, le système monétaire repose sur une base arbitraire. C'est ce fondement arbitraire du système monétaire qu'il est possible

de changer ou de réformer radicalement, exactement comme la base arbitraire du système métrique a remplacé, dans certains pays, la base arbitraire des systèmes de mesure et de comparaison des dimensions des objets en vigueur avant la Révolution Française.

Il faut comprendre que remplacer le système monétaire actuel par un système de bons n'est pas supprimer la monnaie ; c'est simplement en remplacer la base arbitraire actuelle par une autre base arbitraire d'échange. Peut-on croire sérieusement que des bons — forcément différents pour chacun des usages auxquels ils sont destinés — peuvent remplacer avec succès le système monétaire et financier actuel, presque parfait, considéré comme une science de la mesure de la valeur des choses, si l'intervention des passions humaines ne jouait pas continuellement ?

Il est nécessaire de comprendre que le système monétaire et financier actuel doit être réformé dans un sens qui lui conserve tous ses avantages, résultant des expériences économiques de nombreuses générations humaines, et qui fasse disparaître autant que possible ses défauts que le machinisme a mis clairement en évidence.

Le système monétaire actuel ne peut tenir compte de la production chaque jour plus grande de la technique moderne, premièrement parce qu'il manque de réserves d'or, et ensuite à cause de l'accaparement individuel — et durant de longues périodes — de réserves importantes d'or et de devises.

Il faut, avec les mêmes réserves d'or existant actuellement, construire un système monétaire plus souple. La révolution économico-sociale que nous impose le machinisme ne sera pas un fait humainement possible tant qu'on ne comprendra pas que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la production dépasse tellement la consommation permise par nos finances actuelles, que le déséquilibre économico-social naît du fait de vouloir conserver un système monétaire tel que, pour permettre la consommation normale des richesses produites et accumulées, il faudrait des réserves d'or, ou d'autres métaux précieux, en quantité si grande qu'il est impossible de penser à leur existence.

Il faut un système monétaire qui, par la rapidité du signe

monétaire et par l'automatisme quasi instantané des compensations bancaires, permette la garantie financière minimum nécessaire, et cela avec les seules réserves actuelles d'or et de métaux précieux.

La réforme monétaire radicale — qui permettrait donc à la fois de détruire la cause principale du capitalisme et de construire une économie saine et forte dans ses bases — doit être fondée sur la *séparation pratique et effective de ces deux conceptions : moyens de consommation et moyens de production.*

La destruction du pouvoir fétiche de l'argent ne sera pas un fait tant que le système monétaire en vigueur ne nous obligera pas tous à comprendre cette distinction des conceptions que nous imposent les instincts primitifs de l'homme et la complexité de l'économie moderne. L'instinct de propriété chez l'homme est lié à sa nature : il est nécessaire de favoriser la satisfaction de cet instinct par les moyens de consommation qui lui sont indispensable pour réaliser pleinement sa liberté humaine ; et renforcer la tendance, innée en lui, de mettre en commun les moyens de production afin d'obtenir un rendement plus élevé.

Toutes les réserves d'or et de métaux précieux existantes étant mises à la disposition de la Nouvelle Economie sociale, elles représenteront la garantie internationale du système fiduciaire qu'impose la séparation pratique et effective, signalée plus haut, des causes et des effets sociaux de la production et de la consommation.

Sur la réserve d'or et de métaux précieux que les contingences de la guerre et de la révolution laissent aux mains des peuples ibériques, il faut créer le système fiduciaire suivant : *différent* en ce qui concerne la manipulation des moyens et des instruments de production et en ce qui concerne l'achat et l'usufruit de la propriété et des moyens de consommation, mais *unique* en ce qui concerne sa valeur relative d'échange.

1. Monnaie de consommation. Elle facilitera la libre manipulation, l'achat, le paiement et l'usufruit de la propriété et des moyens de consommation, et elle sera l'instrument de la conquête du pouvoir économique minimum pour tous et chacun des individus libres, le salaire familial et les primes à la production données éventuellement étant payés en monnaie de consommation.

La monnaie de consommation aura une circulation monétaire visible et uniforme sous la forme de papier-monnaie de valeur variable selon le temps dans le but de stimuler la consommation et d'éviter la thésaurisation sans détruire l'épargne personnelle et familiale. Le papier-monnaie de consommation sera diminué, par périodes, d'un pourcentage annuel ou trimestriel à fixer selon que les émissions de billets seront annuelles ou trimestrielles.

Le papier-monnaie de consommation permettra *seulement* l'échange de la production et des moyens de consommation, à l'*exclusion absolue* des moyens et instruments de production.

La valeur réelle du papier-monnaie de consommation sera fixée et convertie immédiatement en monnaie de production à son retour dans le cycle de la production : industries de consommation, services sanitaires et culturels, caisses de sécurité personnelles, commerce de détail, transport de personnel et de matériel. Le signe monétaire sera radicalement neutralisé et détruit une fois exécutées les diverses compensations bancaires en monnaie de production.

Chaque année, selon l'indice de richesse collective du pays et les possibilités de la production, la quantité totale et maximum de la propriété personnelle et familiale de consommation sera fixée, et il sera dressé une liste des moyens de consommation qui pourront être normalement et librement manipulés et utilisés avec le papier-monnaie de consommation.

La manipulation des capitaux de consommation sera libre, leur possession permettra seulement la consommation dans la Nouvelle Economie sociale.

2. Monnaie de production. Ce sera l'unité d'échange pour toutes les transactions industrielles, commerciales, financières et bancaires des moyens de production, sans absolument aucune exception.

La monnaie-unité de production n'aura pas de circulation monétaire visible et uniforme, mais sa valeur sera constante et fixe et elle ne sera sujette à aucune spéculation.

L'usage de la monnaie de production sera obligatoire pour toutes les transactions des moyens de production, au moyen d'estimations écrites (chèques, lettres, etc.) signées par les

syndicats professionnels, vendeur et acheteur, et contrôlées par leur service bancaire, selon les normes bancaires générales.

Toutes les compensations bancaires se feront normalement et par les procédés les plus rapides, selon la loi de comptabilité bancaire de la Nouvelle Economie sociale.

La manipulation des capitaux de production sera nécessairement et totalement aux mains des syndicats professionnels, et on n'en permettra l'utilisation à aucune autre personne naturelle ou juridique, si ce n'est aux services économiques des organismes politiques, sociaux et judiciaires strictement nécessaires à la nouvelle société.

3. Sur le marché international, la base du commerce extérieur sera l'échange, et l'or et les autres métaux précieux seront dans tous les cas considérés comme marchandise d'échange, jusqu'à la création d'une monnaie internationale.

II. La collectivité de paysans de Madrid *

« *Elle commença le 9 mai 1936 avec l'expulsion par un patron de quatre camarades horticulteurs appartenant au syndicat unique de professions diverses (Oficios Varios).* [...] *le syndicat prit la décision de prendre en charge la propriété en la donnant aux paysans* [...]. *Au bout de huit jours, vu son développement, il fallut y placer douze camarades* [1]... »

Je fus membre de la collectivité de Madrid. Nous étions mille environ : des moitiés d'hommes, beaucoup d'analphabètes, car il y avait de nombreux invalides de la guerre et des vieux. Et cependant un travail admirable fut réalisé.

A l'origine il y avait une ferme de type sportif réquisitionnée à La Elipa (est de Madrid) qui fut échangée contre des terrains en friche. Ensuite la collectivité eut un prêt de 15 000 pesetas du comité régional du Centre. Et, à la fin de la guerre on peut dire qu'il y avait en caisse plus de cent millions de pesetas.

* Résumé d'une discussion avec Manuel Armario ; San Lucar de Barrameda, 18 juillet 1971.

1. *Colectividades de Castilla,* C.N.T.-A.I.T., Madrid, s.d. [1937 ?], p. 57.

La collectivité avait plusieurs parcs de lapins et d'autres de poulets et de poules avec à peu près autant, ils étaient classés selon les castes.

Ces aliments étaient destinés aux blessés du front, aux femmes enceintes, aux femmes venant d'accoucher. Pas un collectiviste ne mangeait d'œufs ou de poulet. Pour pouvoir bénéficier d'un surcroît de nourriture, il fallait une autorisation d'un médecin, avec l'accord d'une inspection de médecins du service de rationnement et, parfois, d'une seconde inspection. C'était pour éviter les faveurs que les collectivistes pouvaient faire entre eux ou à leurs amis et membres de leur famille.

Roque Provencio, murcien de Mula, fut l'initiateur et l'âme de la collectivité par ses initiatives et son travail formidable, bien qu'il fût analphabète. Après une journée de douze ou quatorze heures, il dormait le mousqueton entre les jambes parce qu'il fallait protéger les produits des forces de la destruction.

Cette collectivité de mille travailleurs fonctionnait avec trois charges rétribuées : le secrétaire Roque Provencio, le comptable (Salomon Vazquez ?) et une dactylo, qui était indispensable pour rédiger ce que dictait Roque Provencio qui signait avec son tampon.

Les nombreuses délégations étrangères qui rendaient visite s'étonnaient de l'aspect et du langage âpres de Roque Provencio si différents des chefs politiques et des patrons. C'est qu'il était un diamant brut, né de la révolution.

Le travail se faisait sans chef d'équipe, car cette fonction fut supprimée à la demande d'un collectiviste [2]. Lorsque la collectivité avait besoin de quelque chose, on l'évaluait en argent et on l'échangeait contre une autre, par exemple Ocaña.

Je ne sais pas ce que sont devenues les propriétés de la collectivité lorsque Madrid tomba aux mains des « nacionales ».

Trente ans après ces faits, il semble incroyable qu'une œuvre d'une telle nature ait pu être faite par des analphabètes. *Et cela alors qu'on proclame aujourd'hui sur tous les tons que le peuple espagnol n'est pas mûr pour la démocratie.* Tel que tu me vois, invalide et plus, *je n'aurais pas pu vivre si je n'avais pas eu ce sentiment de dépassement.*

2. L'auteur lui-même.

III. La collectivité des pêcheurs d'Adra *

En août 1936, une assemblée célébrée dans le cinéma « Capitole » d'Adra, à laquelle participaient environ un millier de pêcheurs et quelques patrons de bateaux, décida à l'unanimité de réquisitionner toutes les embarcations de pêche et de les collectiviser immédiatement.

Les organisations représentées à cette assemblée étaient l'U.G.T. et la C.N.T. La première regroupait 10 % des pêcheurs et la seconde les 90 % restant, mais il faut souligner qu'il n'y eut pas de divergences ni de désaccord entre les deux centrales syndicales au sujet de la mise en marche de la collectivité et de son fonctionnement. Chacun était libre d'abandonner l'embarcation collectivisée et d'y entrer selon les besoins, c'est-à-dire que si une embarcation de 25 hommes, n'en avait que 24, le premier arrivé pouvait occuper la place.

L'argent existait-il ? Oui, nous ne pouvions nous en passer. Le syndicat, tout comme le comité de l'industrie de la pêche, qui contrôlait toute l'industrie, devaient œuvrer intelligemment afin que ce fait révolutionnaire mis en marche par les pêcheurs eux-mêmes, ne soit pas un échec.

Le produit de la pêche, de chaque bateau, était réparti entre les membres de l'équipage, après avoir laissé au comité une petite quantité, qui était destinée à remplacer les outils abîmés ou les filets déchirés. Une partie était donnée, avec l'accord des pêcheurs, à celui qui avait été propriétaire de l'embarcation.

Je ne me souviens pas de problèmes importants qui se soient posés entre les pêcheurs. Les seuls obstacles que nous rencontrâmes étaient que nous ne pouvions recevoir assez de matériel, à cause de la guerre, pour la pêche qui était alors abondante.

Les améliorations furent considérables dans tous les domaines. Le pêcheur commença à retrouver sa dignité, il n'était plus un esclave. Avant la guerre, le patron prenait 50 % du produit de la pêche, plus les 3/5 du reste. Un des plus grands parasites était

* Résumé d'une discussion avec Antonio Vargas, Londres, novembre 1970.

le « vendeur » qui, une fois le poisson débarqué, le vend aux enchères et qui, pour ce « travail », prend 12,5 % de la vente. Nous avons supprimé toutes ces injustices. Durant le fonctionnement de la collectivité, le « vendeur » touchait 2,5 %, et c'était bien suffisant. La collectivité fut un grand succès dans tous les aspects. Ce succès fut obtenu par le dynamisme et l'enthousiasme que, nous, tous les jeunes libertaires, inspirés par les idées de l'anarcho-syndicalisme, avons montrés dans ce moment crucial et glorieux, plein de promesses.

La collectivité ne dura que jusqu'en mars 1937. Le philo-communiste Gabriel Moron Diaz, gouverneur civil d'Almeria, à l'époque (il était socialiste, mais en exil au Mexique il devint communiste), envoya un ordre à la compagnie de gardes d'assaut stationnée à Adra. Il profitait de ce qu'à cause de la perte de Malaga la plupart des gens du village s'étaient réfugiés ailleurs, pour considérer comme « disparu » le syndicat de l'industrie de la pêche d'Adra et ordonnait de rendre immédiatement les embarcations aux anciens patrons.

Il y avait alors à Adra la 6e brigade mixte formée de communistes et commandée par Luigi Gallo, actuellement secrétaire du Parti communiste italien. Les camarades les plus en vue durent partir et s'enfuir, car on les recherchait pour les fusiller.

Ensuite la situation se normalisa un peu, et nous pûmes récupérer l'influence que la C.N.T. exerçait. Mais la majorité des pêcheurs avaient été mobilisés et envoyés au front. Il nous fut impossible de reprendre cette grande œuvre révolutionnaire et humaine.

IV. La collectivité d'Artesa de Lérida *

— Ce que tu dis est certain : jusqu'à maintenant il n'y a pas eu dans nos milieux une exposition, une présentation des limites qu'atteignit la collectivisation en Espagne. Comme mouvement économique dans un système d'économie socialisé, nous nous trouvions au fond des fondations que nous voulions établir. Il

* Entretien avec R. Oriol, Roanne, 10 décembre 1966.

n'y eut donc pas un ensemble collectiviste, mais des essais de collectivisation.

A ce sujet, nous devons reconnaître (moi le premier) que, pour les faits que nous nous proposons de narrer, il faut tenir compte de ce que — comme en toute chose — le temps étend son voile et efface peu à peu de notre souvenir de nombreux détails qui seraient très intéressants si nous pouvions les conter tous, mais il faut nous rendre à cette évidence.

A ta première question sur la collectivité d'Artesa de Lérida et à son comité révolutionnaire, il faut expliquer pour éviter toute confusion que le comité qui remplaça le comité municipal fut le premier formé qui se forma dès le soulèvement factieux et le conseil municipal remplacé représentait le régime républicain, légalement constitué après les élections de février 1936.

Disons également au passage pour que cela soit bien clair, que dès les premiers moments où le peuple triompha de l'attaque des factieux, il n'y avait que le peuple, puisque le peuple était dans la rue, maître de son destin et sans autorité représentative : même la plus haute autorité du peuple — le gouvernement — avait abandonné la direction qui lui avait été confiée. Le peuple était donc maître de lui-même, et comme il n'y avait pas de formation politique, sociale ou économique qui prenne la direction de ce qui avait été conquis, des comités de défense et de toute sorte commencèrent à se créer avec la représentation de tous les organismes qui s'étaient opposés au soulèvement réactionnaire. A Artesa, donc, comme dans tous les villages, le premier comité était composé d'hommes du village, nommés librement par celui-ci. Il n'y eut de pourcentage représentatif que lorsqu'on voulut donner un caractère légal au chaos produit par le soulèvement criminel.

— *Lorsque la collectivité se forma, étais-tu dans la localité ?*

— Non. Le soulèvement me surprit à Barcelone en pleine discussion avec l'entreprise dans laquelle je travaillais et dont le personnel était en grève. Le 19 juillet, considérant que mon devoir était de me trouver dans la province de Lérida, je cherchai à rejoindre mon domicile où je passai la nuit, puis à gagner Lérida. Le matin, je fus surpris d'apprendre que les fascistes

étaient maîtres de la situation. Quand ils furent attaqués, la résistance fut brève, car les soldats passèrent du côté du peuple.

— *Y eut-il des statuts écrits ou simplement des règles orales ?*

— Oui, il y eut dans la collectivité d'Artesa des statuts comme dans toutes les collectivités. Les statuts étaient le plus simple possible et ils reflétaient souvent les accords pris librement dans les réunions où, parfois, tous n'étaient pas collectivistes. Tel était le cas là où il y avait un syndicat de la C.N.T., car l'organisme confédéral représentait le contrôleur et le conseiller de l'œuvre révolutionnaire. Le secrétaire provincial de Lérida mit sur pied un modèle de statuts que nous pouvons qualifier de standard, auquel il suffisait d'ajouter le nom de la localité, et si les intéressés le trouvaient insuffisant, ils ajoutaient des articles supplémentaires exprimant leur désir.

— *Quelle était la proportion de collectivistes et de leur famille par rapport au total de la population ?*

— Il faut tenir compte de ce que dans la province de Lérida, le minifundium, ou petite propriété, est extrêmement étendu. Il y a peu de journaliers qui vivent seulement de leur salaire. Si la proportion des déshérités est considérable, il n'en est pas moins vrai que la plupart travaillent indépendamment dans une exploitation familiale, utilisant le procédé de métayage, affermage, et les différents contrats qui diffèrent selon les régions.

L'essai de collectivisme fut rendu possible par le soulèvement de la réaction et il n'était pas total. Cependant on profitait de l'occasion offerte au peuple pour mettre en pratique ce système, et le minifundium n'offrait aucun avantage à l'assimilation, à l'adhésion au collectivisme. Malgré tout, le pourcentage des collectivistes de la localité qui nous occupe a dû être de 20 à 25, et les partisans de ce système au départ de 50 à 60, ce qui donnerait donc un pourcentage de 25 % d'opposants ou d'indifférents. Ajoutons qu'à mesure que la contre-révolution étendait ses tentacules le baromètre baissait, mais il resta un bon pourcentage de collectivistes qui ne perdirent pas la foi et étaient aussi enthousiastes qu'aux premiers moments.

— *Quelle était la proportion des collectivistes et de leur famille par rapport à la population active de la localité ?*

— Le village avait environ 6 000 habitants, soit 400 familles, et la proportion des collectivistes n'était pas très différente du pourcentage déjà donné.

— *Y eut-il la retraite pour les vieux, une école pour les enfants, la création d'une bibliothèque, ou bien encore des cours d'alphabétisation ou d'autres mesures culturelles ?*

— Dans le premier cas, non. Les vieux étaient complètement libres et s'occupaient comme ils le voulaient de travaux secondaires, qui étaient dans le fond aussi importants que le reste. Leur travail comprenait l'élagage de l'olivier à l'époque favorable, ainsi que celui des autres arbres fruitiers. Je signale que, pour ce travail, les vieux, vu leur expérience, sont des artistes, car il ne faut pas seulement savoir couper les branches, mais il faut savoir quelles sont celles qu'il ne faut pas couper pour le bon développement de l'arbre et faciliter la production et la qualité du produit. Quant aux autres activités, ils se consacraient à des travaux plus faciles et moins fatigants.

Sur le plan éducatif, une école municipale fonctionna comme auparavant, et si on ne peut pas dire qu'elle était rationaliste, du moins on imposa à l'instituteur d'employer un système de pédagogie rationnelle.

Oui, on créa une bibliothèque : la mienne, que j'offris au syndicat (le syndicat et la collectivité furent créés en même temps et dans le même esprit). Ensuite on y ajouta un bon nombre d'ouvrages donnés volontairement et qui étaient à la disposition de tous les lecteurs.

A propos de la bibliothèque, il y a une anecdote que je veux rapporter. A un moment (mars 1937), les éléments réactionnaires, camouflés dans l'U.G.T. et qui répondaient aux consignes du P.S.U.C., appuyés par la « Légion rouge », stationnés dans le village, poussèrent les femmes à attaquer le syndicat de la C.N.T. Elles envahirent le local et tous les livres furent jetés par la fenêtre et finirent dans un autodafé. Seuls exemplaires qui échappèrent au bûcher : *L'Homme et la Terre, La Nouvelle Géographie universelle* de Reclus et de Zaraceda. Ce furent les seuls cours d'alphabétisation que reçurent les enfants d'Artesa de Lérida.

Du point de vue économique, après avoir nommé des villages proches d'Artesa de Lérida, tu demandes s'il y eut des échanges avec eux, ou bien avec le village qui payait le plus, tout en n'ayant pas de collectif ?

Aucune des collectivités ne pouvait subvenir seule à tous ses besoins, aussi les échanges étaient-ils nécessaires. On peut supposer qu'au sujet des échanges, vu qu'elles sont liées par un même esprit, il n'y avait aucune sorte de préférence et plus d'une fois l'organisme provincial ou communal intervenait pour coordonner. L'estimation de la valeur des produits entre les collectivités ne se faisait pas non plus en tenant compte de la valeur commerciale. Par exemple, la collectivité d'Artesa qui était déficitaire dans la production du vin se mettait en rapport avec une autre qui en avait trop, et l'échange se faisait librement : telle quantité de vin contre tant de céréales pour l'engrais ou le pain, et ainsi de suite pour tous les produits.

On ne peut aucunement considérer la collectivité comme un groupement commercial, et pour cette raison elle n'était pas intéressée par la commercialisation de ses produits avec d'autres villages ou collectivités qui payaient plus. Tous les produits élaborés, manufacturés, naturels ou d'importation étaient distribués par le conseil d'Approvisionnement du gouvernement autonome de Catalogne, ainsi que les produits nationaux reçus du gouvernement central de Madrid, aux conseils de Ravitaillement communaux (les provinces de Catalogne avaient été supprimées) qui les fournissaient aux consommateurs. La différence résidait dans le fait que, comme par le passé, les non-collectivistes continuaient à se servir dans les boutiques en payant en argent, mais que les collectivistes se servaient à la coopérative — considérée comme centre de distribution pour la répartition — en présentant le carnet familial de collectiviste, et on enregistrait les produits délivrés, la nourriture étant payée en argent ou en coupons propres à la collectivité. La monnaie d'Etat était abolie par la collectivité et n'avait aucune valeur d'échange.

A mesure que les combats sur le front s'intensifiaient — tous les jours — et que de nouveaux producteurs étaient appelés au front, il est certain que la production s'affaiblissait, que l'enthousiasme tombait, que les difficultés augmentaient et que la situation devenait plus étouffante. Situation dont profitait la contre-

révolution, la rouge et la noire, parfois réfugiées dans la même tanière. Aussi la nécessité d'un contrôle plus sévère se faisait sentir chaque jour plus, et les collectivités furent obligées de donner les surplus de leur production à l'organisme régional de ravitaillement.

— *L'échange entre les collectivités se faisait-il théoriquement avec des coupons et sans argent ? Est-ce que ce fut le cas pour Artesa et les autres collectivités que tu as pu connaître ?*

— J'ai déjà dit que l'on réalisait des essais de collectivisme. Si dans d'autres régions la fédération des collectivités agricoles s'était déjà constituée, par contre, en Catalogne, il n'y eut pas d'orientation uniforme basée sur le fédéralisme. Chaque collectivité, donc, vu sa production, sa position géographique, son climat (qui détermine les cultures), son agriculture, son cheptel, ses habitudes, le caractère de ses habitants, était un organisme indépendant — elle n'était pas liée par un organisme coordinateur géographique — qui conservait le principe de faire ses transactions en se passant de l'argent. Elle ne l'employait que lorsqu'elle ne pouvait pas faire autrement, les marchés, etc.

A Artesa, comme dans la plupart des collectivités que j'ai pu connaître, on partait du principe de se passer de la monnaie fiduciaire, raison pour laquelle la plupart des collectivités avaient fait imprimer un coupon spécial pour proposer dans la coopérative collective tout ce que la collectivité ne pouvait acquérir par l'échange. Evidemment, cela aurait été inutile si le système en cours avait été intégral, puisque la valeur des produits aurait dépendu du travail et de la production.

— *Quel type d'aide y eut-il pour ou de la part de la collectivité d'Artesa ?*

— La collectivité d'Artesa n'eut besoin d'aucune aide. Quand la décision de constituer la collectivité fut prise pour exploiter les propriétés qui avaient été abandonnées par ceux qui étaient impliqués dans le soulèvement, pour réunir les terres des petits propriétaires qui avaient accepté l'exploitation en commun, c'était l'époque de la moisson, de la récolte des céréales. La collectivité trouva ainsi un moyen de vie propre et naturel. Par la suite, on récolta les autres denrées : les fourrages, le raisin et

l'olive. On procéda en même temps à la préparation des terres pour les prochaines récoltes, qui devaient être supérieures. Il en fut de même en 1938, bien que les collectivistes les plus jeunes et les plus enthousiastes aient été appelés à l'armée.

Remarquons que l'exploitation en commun, bien dirigée et divisée en zones de culture adaptée à la qualité des terres, est plus rentable.

Il y eut, à n'en pas douter, des collectivités qui eurent besoin d'appui. Cette aide solidaire fut donnée par le comité de la fédération régionale et jamais par des organismes officiels. Le comité avait un fonds monétaire, qui lui fut remis par les syndicats industriels, pour aider et développer le collectivisme agricole. La remise des fonds demandés se faisait, après un rapport de la direction de la collectivité, avec comme seule formalité un accusé de réception, et sans aucun intérêt.

Quant aux engrais, les collectivités et les individualistes les recevaient du conseil d'Approvisionnement de la Généralité, et non pas en tant qu'aide, car on demandait parfois jusqu'à 75 % de taxes aux collectivités et aux cénétistes.

Cette sorte d'abus, dénoncé par des plaintes de plusieurs collectivités et cénétistes, fut constatée par la fédération régionale lors d'un voyage à travers la région en recueillant dans les quatre provinces, et canton par canton, une bonne quantité de factures et de reçus qui étaient autant de preuves de sanctions dont étaient victimes nos camarades. Toutes ces données furent réunies en un rapport présenté au sous-secrétariat à l'Agriculture du gouvernement central, en conseil des ministres.

Le résultat fut que, devant cette irrégularité, un accord ministériel décida, malgré l'opposition des ministres communistes, de séparer du contrôle de la Généralité, en en faisant la statistique, les terres des 94 000 affiliés à la C.N.T., afin de leur distribuer la quantité d'engrais, de fourrages, de semailles, etc., qui leur revenait.

— *Y eut-il à Artesa, comme dans d'autres villages, la création contre la collectivité d'un prétendu syndicat U.G.T. qui réunissait en fait les ennemis du collectivisme ?*

— J'ai déjà répondu à propos des mesures d'alphabétisation. Mais je veux signaler que, bien que ceux qui commirent ce for-

fait se disaient ugétistes, il y avait dans la collectivité d'Artesa une famille qui était ugétiste, mais de l'U.G.T. d'Espagne, pas de Catalogne.

— *La colonne Lister passa-t-elle dans le village ?*

— Non. Mais il y eut la « Légion rouge » tristement célèbre pour les habitants d'Artesa, tout comme la colonne en Aragon, puisque l'une et l'autre appartenaient à la même racaille.

Malgré les attaques par des éléments réactionnaires dont fut victime la collectivité, avec l'appui de la Légion et incités par elle pour détruire l'œuvre collectiviste, le syndicat et la collectivité continuèrent leur œuvre jusqu'à la défaite.

— *D'où provenaient la fabrique d'extraction hydraulique d'huile d'olive, la batteuse et les outils de labour : d'expropriations, d'achats ou de prêts d'autres collectivités ?*

— A dire vrai ce ne fut aucun de ces cas, ils furent recueillis parce qu'ils avaient été abandonnés par leurs propriétaires. A Artesa, il y avait plusieurs fabriques d'huile et plusieurs batteuses. La collectivité — avec l'accord de la majorité de la localité — mit en exploitation, en plus des propriétés abandonnées, une fabrique hydraulique et une autre, au moyen d'acide sulfurique, d'huile qui reste dans le marc des olives.

— *Combien de temps as-tu été secrétaire de la fédération de Catalogne ?*

Il ne m'est pas possible d'en préciser la date. Je me rappelle que j'ai été nommé représentant de la province de Lérida au premier congrès régional célébré en septembre 1936, mais à cause de mes occupations dans la province, je ne pus m'intégrer à la régionale qu'en juin 1937. Une fois au comité régional, il fut décidé en réunion que je devrais m'occuper du contrôle des collectivités de la région pour faire appliquer les accords du congrès. Je mis en listes, par ordre d'importance économique, celles qui fonctionnaient, jusqu'en novembre 1937 où je dus prendre la charge de remplaçant du secrétaire régional titulaire qui, par incompétence selon lui, avait démissionné. Donc, j'ai occupé la charge de secrétaire de la fédération régionale catalane des paysans de novembre 1937 à novembre 1938, date à

laquelle on procéda à la constitution de la fédération régionale des industries agricoles, d'élevages et de l'alimentation.

— *Es-tu au courant de l'enquête statistique de mai 1937 ?*

— Bien que je fus nommé au plénum régional célébré en février 1937 pour représenter la régionale catalane au sein de la fédération régionale de paysans, il ne me fut pas possible de prendre le poste qui m'avait été confié, à cause des raisons organisationnelles de ma région et des contre-temps dus à la guerre. Aussi, je ne peux répondre objectivement à cette question.

— *Que sont devenues les archives des collectivités et des fédérations paysannes ? Sont-elles en Espagne ou bien dans les archives C.N.T.-F.A.I. à Amsterdam ?*

— Sur le plan régional, j'ignore complètement cette question, et sur le plan national aussi. Pour ce qui est de la Catalogne, après la constitution de la fédération régionale, comme c'était normal pour une nouvelle administration, toutes les archives de la première période furent gardées à part et classées pour en réduire le volume.

Peu avant l'entrée des troupes fascistes, comme il n'était pas possible de transporter un tel poids et que rien n'était prévu de sûr pour les garder et que nous avions peu de moyens de transport pour évacuer le personnel, elles furent complètement détruites afin qu'elles ne tombent pas aux mains de l'ennemi pour éviter les représailles, tant dans notre région que dans les autres.

— *Connais-tu d'autres collectivités dans la province de Lérida que celles-ci : Albaterreche, Albesa, Alcarraz, Alguaire, Bellpuig de Urgell, Castellsea, Granadella, Guimera, Isona, Josa de Cadi, Lardecans, Mayals, Omells de Nogaya, Os de Balaguer, Peramola, Poal, Pobla de Ciérvoles, Seros, Tremp, Vallfogona, Verdu ?*

— Oui, on peut ajouter : Lérida, Arbeca, Puigvert de Lérida, La Portella, Liñola, Solerás, Torres de Segre, Cerviá, Cervera, Montoliu de Lérida et Vinaixa.

A propos de bibliographie

L'édition précédente comportait 26 pages de titres, et nous en avons rajouté 4 ou 5 pages. Plutôt que de remplir des pages que seuls des chercheurs liraient avec intérêt, nous préférons renvoyer ceux-ci à l'édition espagnole (qui devrait paraître un jour) et donner plus de place aux témoignages. Et comme il existe quelques livres qui traitent la question, nous allons donner ceux qui sont disponibles sur le marché [1].

En français

BROUÉ-TEMINE, *La Révolution et la Guerre d'Espagne,* Ed. de Minuit, Paris, 1961, 542 p.

CHOMSKY Noam, *L'Amérique et ses nouveaux mandarins,* Seuil, Paris, 1969.

C.N.T., *Collectivisations. L'œuvre constructive de la révolution espagnole,* Toulouse, 1965, 168 p. (réédité).

GUÉRIN Daniel, *L'Anarchisme,* Gallimard, Paris, 1964, 188 p. (réédité).

GUÉRIN Daniel, *Ni dieu ni maître,* Maspero, Paris, t. III.

LEVAL Gaston, *Espagne libertaire,* Tête, Paris, 1971, 402 p.

1. Les sources se trouvent principalement, par ordre croissant d'importance, à Paris (Institut d'histoire sociale - hôtel de Rohan), Nanterre (B.D.I.C.), Perpignan (63, rue Pascal-Marie Agasse), Amsterdam et Salamanque.

LORENZO César, *Les Anarchistes espagnols et le Pouvoir, 1868-1969,* Seuil, Paris, 1969, 430 p.
RICHARDS Vernon, *Enseignement de la révolution espagnole,* 10/18, Paris, 1975, 427 p.
SEMPRUN-MAURA Carlos, *Révolution et Contre-révolution en Catalogne,* Mame, Tours, 1974, 307 p.

En espagnol et en catalan

ABAD DE SANTILLÁN, *Por qué perdimos la guerra,* del Toro, Madrid, 1975, 358 p. (réédité, texte de 1940).
BOLLOTEN Burnett, *La Revolución española,* Jus, Mexico, 1962, 334 p.
BRICALL Josep Maria, *Politica economica de la Generalidad, 1936-1939,* ediciones 62, Barcelone, 1970, 359 p.
BRADEMAS John, *Anarco-sindicalismo y revolución en España, 1930-1937,* Ariel, Barcelone, 1974, 295 p.
ELORZA Antonio, *La Utopia anarquista bajo la segunda republica,* Ayuso, Madrid, 1973, 468 p.
GOMEZ CASAS Juan, *Historia del anarco-sindicalismo español,* ZYX, Madrid, 1968, 284 p.
Guerra y revolución en España, Progreso, Moscou, t. I, t. II, t. III, 1966-1971.
PÉREZ-BARÓ Albert, *30 mesos de collectivisme a Catalunya,* Ariel, Barcelone, 1970, 242 p.
PEIRATS José, *La C.N.T. en la revolución española,* R.I., Paris, 1972.

Autres langues

DOLGOFF Sam, *The Anarchist Collectives,* Free Life, New York, 1974, 194 p.
MAIDANIK K.L., *Ispanski proletariat v natsionalno-revoliutsionnoy voine,* Academi Naouk SSSR, Moscou, 1960, 382 p.
SOUCHY Agustin, *Anarcho-Syndikalisten über Bürgerkrieg und Revolution in Spanien. Ein Bericht,* 1969, 276 p. (réédition de *Nacht über Spanien* de 1957, 269 p.).

Table

PRÉSENTATION 7

INTRODUCTION 11

I. POURQUOI L'AUTOGESTION ? 21
1. L'Espagne et le collectivisme 23
Sémantique du mot « collectivisme » 23
Coopérativisme en Espagne 27
Tendances espagnoles 28
Aspects de l'économie espagnole 30
La réforme agraire 34
Le pseudo-catholicisme du peuple espagnol 36
2. De la révolution russe à 1936 39
Influence de l'anarchisme russe 39
Problèmes d'organisation 44
Le communisme libertaire 47
La C.N.T. en 1931 52
Tentatives frustrées de 1932, 1933 et 1934 55
Le congrès de Saragosse (mai 1936) 63
Conclusions 65

II. COMMENT S'EST EFFECTUÉE L'AUTOGESTION ? 77
3. Autogestion forcée ou spontanée ? 80
Catalogne 80

Aragon 99
Levant 106
Autres régions 111
Castille 113
Les lignes de force de l'autogestion 117
4. Les résultats de la collectivisation 119
La situation de l'économie et la question de la monnaie 119
Catalogne 122
Levant 145
Aragon 160
Andalousie 174
Estrémadure 176
Castille 176
Conclusions et estimations générales 187
5. L'organisation nationale de l'autogestion 189
6. Les attaques contre l'autogestion 212
Secteurs collectivisé et non collectivisé 212
Brève chronologie 222
III. Les traits originaux de l'autogestion espagnole .. 225
7. Interprétations et points de vue 227
Le conseillisme dans l'expérience espagnole 235
8. Problèmes posés par l'autogestion 237
En Espagne 237
Dans d'autres expériences 241
Conclusion 247
Anthologie critique de textes officiels 259
Contradictions du mouvement anarchiste avant 1936 .. 261
Contradictions du parti communiste avant 1936 272
L'organisation de la révolution 277
L'organisation de la désorganisation 289
L'autogestion (malgré tout) 344
L'intervention soviétique 352
Commentaire 354
Annexes 356
A propos de bibliographie 373
Table 375

« LES TEXTES A L'APPUI »
(dans l'ordre de parution 1959-1976)

Le signe * indique les ouvrages épuisés
Le signe • une réédition dans la Petite Collection Maspero

Philosophie

* Jean Jaurès, *Les origines du socialisme allemand.*
• Paul Nizan, *Les chiens de garde.*
* A.L. Morton, *L'utopie anglaise.*
* Georg Lukacs, *Thomas Mann.*
Abdallah Laroui, *L'idéologie arabe contemporaine.*
• Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales.*
Jean-Yves Pouilloux, *Lire les « Essais » de Montaigne.*
Yves Benot, *Diderot, de l'athéisme à l'anticolonialisme.*
François Flahaut, *L'extrême existence.*
Abdallah Laroui, *La crise des intellectuels arabes.*

Histoire classique
série dirigée par Pierre Vidal-Naquet

• Jean-Pierre Vernant, *Mythe et pensée chez les Grecs.*
• Paul Nizan, *Les matérialistes de l'antiquité.*
* Laurette Séjourné, *La pensée des anciens Mexicains.*
* Yves Lacoste, *Ibn Khaldoun.*
Jean-Paul Brisson, *Virgile, son temps et le nôtre.*
Marcel Detienne, *Les maîtres de vérité dans la Grèce archaïque.*
* Louis Gernet, *Anthropologie de la Grèce antique.*
Damodar Dharmond Kosambi, *Culture et civilisation de l'Inde ancienne.*
• Abdallah Laroui, *L'histoire du Maghreb.*
Moses I. Finley, *Les anciens Grecs.*
Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet, *Mythe et tragédie en Grèce ancienne.*
Moses I. Finley, *Les premiers temps de la Grèce.*
Jean-Pierre Vernant, *Mythe et société en Grèce ancienne.*
G. E. R. Lloyd, *Les débuts de la science grecque.*
Françoise Frontisi-Ducroux, *Dédale.*
H. C. Baldry, *Le théâtre tragique des Grecs.*
Victor Ehrenberg, *L'Etat grec.*
Marcel Benabou, *La résistance africaine à la romanisation.*

Histoire contemporaine

* Thomas Oppermann, *Le problème algérien.*
• Daniel Guérin, *Sur le fascisme I : La peste brune.*
• Daniel Guérin, *Sur le fascisme II : Fascisme et grand capital.*
José Marti, *Notre Amérique.*
* J.-C. Mariategui, *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne.*
• Pierre Frank, *La Quatrième Internationale.*

Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée.*
Yvonne Turin, *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale.*
Georges Fischer, *José Rizal, Philippin, 1861-1896.*
Nicos Poulantzas, *Fascisme et dictature.*
A. V. Lounatcharsky, *Théâtre et révolution.*
Daniel Lindenberg, *L'Internationale communiste et l'école de classe.*
Philippe Gratton, *Les paysans français contre l'agrarisme.*
Fernando Claudin, *La crise du mouvement communiste international* (2 vol.).
Stanley et Barbara Stein, *L'héritage colonial de l'Amérique latine.*
Alain Brossat, *Aux origines de la révolution permanente.*
Jeffry Kaplow, *Les noms des rois.*
Jacques Tronchon, *L'insurrection malgache de 1947.*
Elise Marienstras, *Les mythes fondateurs de la nation américaine.*
Alain Déniel, *Le mouvement breton (1918-1945).*
Yannick Guin, *Le mouvement ouvrier nantais.*
Abd el Krim et la république du Rif.
John Womack, *Emiliano Zapata.*
Drizdo Losovsky, *L'Internationale syndicale rouge.*

Sociologie

• Jomo Kenyatta, *Au pied du mont Kenya.*
* Vittorio Lanternari, *Les mouvements religieux des peuples opprimés.*
• C. Wright Mills, *Les cols blancs.*
* C. Wright Mills, *L'imagination sociologique.*
* Bronislaw Malinowski, *Une théorie scientifique de la culture.*
* Françoise Flis-Zonabend, *Lycéens de Dakar.*
* *Racisme et société* (ouvrage collectif).
* Sabine Hargous, *Les oubliés des Andes.*
C. Blanche-Benveniste, André Chervel, *L'orthographe.*
* Gérard Althabe, *Oppression et libération dans l'imaginaire* (Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar).
Bernard Granotier, *Les travailleurs immigrés en France* (nouvelle édition 1976).
* C. Wright Mills, *L'élite du pouvoir.*
* Barrington Moore Jr, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie.*
Jean Chesneaux, *Une lecture politique de Jules Verne.*
Majhemout Diop, *Histoire des classes sociales dans l'Afrique de l'Ouest.*
1. Le Mali.
2. Le Sénégal.
* Manuel Castells, *La question urbaine.*
Boubacar Barry, *Le royaume du Waalo. Le Sénégal avant la conquête* (Préface de Samir Amin).
Sabine Hargous, *Les déshérités du quart monde.*
Nicos Hadjinicolaou, *Histoire de l'art et lutte des classes.*
* Jacques Hassoun, *Entre la mort et la famille : l'espace-crèche.*
Ralph Miliband, *L'Etat dans la société capitaliste.*
Bronislaw Malinowski, *Les jardins de corail.*
Philippe Lucas et Jean-Claude Vatin, *L'Algérie des anthropologues.*

Economie

* *Réforme agraire au Maghreb.*
* *Industrialisation au Maghreb.*
* Maurice Dobb, *Croissance économique et sous-développement.*
• Ernest Mandel, *La formation de la pensée économique de Karl Marx.*
André Gunder Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine.*
* Eugène D. Genovese, *Economie politique de l'esclavage.*
* Maurice Dobb, *Etudes sur l'histoire du capitalisme.*
* André Gunder Frank, *Le développement du sous-développement.*
Pierre-Philippe Rey, *Les alliances de classes* (nouvelle édition 1976).
Jean-Luc Dallemagne, *Construction du socialisme et révolution.*
L. H. Dowidar, *L'économie politique, une science sociale.*
Claude Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux.*
Pierre-Philippe Rey, *Capitalisme négrier.*

Pédagogie

série dirigée par Aïda Vasquez, Fernand Oury et Emile Copfermann

Aïda Vasquez et Fernand Oury, *Vers une pédagogie institutionnelle ?*
* Abdou Moumouni, *L'éducation en Afrique.*
Elise Freinet, *Naissance d'une pédagogie populaire.*
* Fernand Deligny, *Les vagabonds efficaces* et autres récits.
Alexandre S. Neill, *Libres enfants de Summerhill.*
Jacob R. Schmid, *Le maître-camarade dans la pédagogie libertaire.*
Maurice Jakubowicz, Claude Pougny, *Si j'avais de l'argent, beaucoup d'argent, je quitterais l'école.*
Aïda Vasquez et Fernand Oury, *De la classe coopérative à la pédagogie institutionnelle.*
Katia Sadoun, Valérie Schmid, Eberhard Schultz, *Les « boutiques d'enfants » de Berlin.*
Robert Skidelsky, *Le mouvement des écoles nouvelles anglaises.*
Collectif d'alphabétisation, *Parler, lire, écrire, lutter, vivre.*
Fernand Oury, Jacques Pain, *Chronique de l'école-caserne.*
Collectif d'alphabétisation, *Alphabétisation, pédagogie et luttes.*
Collectif d'alphabétisation, *Initiation à l'approche logique et au calcul.*
Theo Dietrich, *La pédagogie socialiste.*
Jacques Fresco, *Les bagnes d'enfants, dieu merci, ça n'existe plus.*
Collectif d'alphabétisation, *L'alphabétisation des travailleurs immigrés.*

Psychiatrie

série dirigée par Roger Gentis et Horace Torrubia

Roger Gentis, *Guérir la vie.*
Ronald D. Laing et A. Esterson, *L'équilibre mental, la folie et la famille.*
* Jean-Olivier Majastre, *L'introduction du changement dans un hôpital psychiatrique public.*
Félix Guattari, *Psychanalyse et transversalité.*
Gregorio Berman, *La santé mentale en Chine.* Postface par Alain Barbaste.

Psychiatrie politique. L'affaire de Heidelberg (S. P. K.).
Roger Gentis, *La psychiatrie doit être faite/défaite par tous.*
* Robert Castel, *Le psychanalysme.*
Irène Baloste-Fouletier, *Chronique de l'ordre asilaire, 1967-1969.*
* Emma Santos, *La malcastrée.*
Danielle Storper-Perez, *La folie colonisée.*
Philippe et Edmée Koechlin, *Corridor de sécurité.*
R. N. Rapoport, *La communauté thérapeutique.*
Marc Burton, *Vous qui entrez.*

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN OCTOBRE 1976
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE LABALLERY ET Cie
58500 CLAMECY
DÉPÔT LÉGAL : 4e TRIMESTRE 1976
NUMÉRO D'IMPRIMEUR : 18322
PREMIER TIRAGE : 3 300 EXEMPLAIRES
ISBN 2-7071-0873-1

